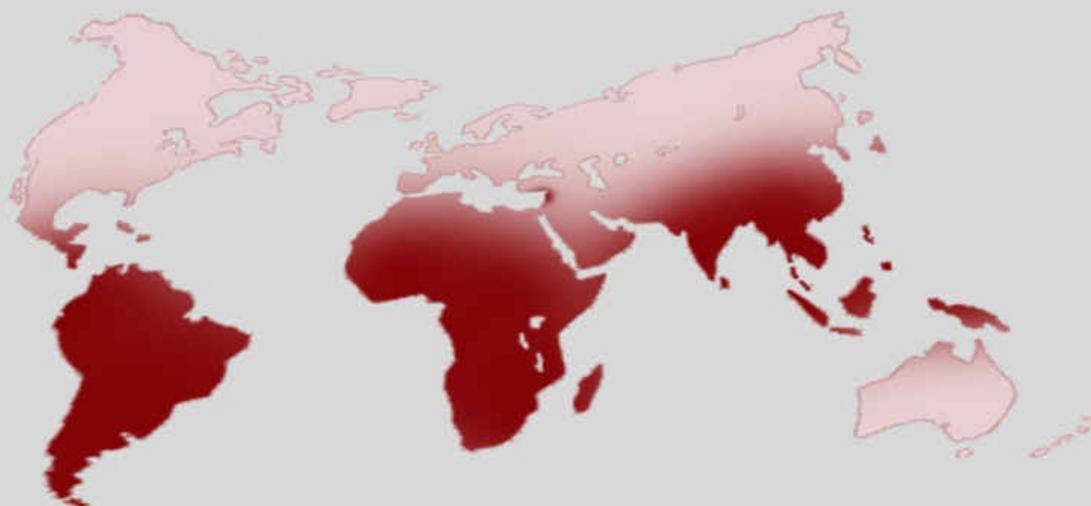


SAMIR AMIN

CLASSE ET NATION

DANS L'HISTOIRE ET LA CRISE CONTEMPORAINE



Samir Amin

Classe et nation

Dans l'histoire et la crise contemporaine

Publié par :



Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA)

Villa n° 9653 4ème Phase, Rue 41, Sacré-Coeur 3, Dakar, Sénégal
Division commerciale de Senervert, SARL au capital de 1 300 000 FCFA.

RC : SN DKR 2008 B878.

www.nena-sen.com / infos@nena-sen.com / nenasen@orange.sn

Date de publication : 2015

Collection : Littérature d'Afrique

ISBN 978-2-37015-358-6

© 2015 Nouvelles Editions Numériques Africaines (NENA).

Licence d'utilisation

L'éditeur accorde à l'acquéreur de ce livre numérique une licence d'utilisation sur ses propres ordinateurs et équipements mobiles jusqu'à un maximum de trois (3) appareils.

Toute cession à un tiers d'une copie de ce fichier, à titre onéreux ou gratuit, toute reproduction intégrale de ce texte, ou toute copie partielle sauf pour usage personnel, par quelque procédé que ce soit, sont interdites, et constituent une contrefaçon, passible des sanctions prévues par les lois de la propriété intellectuelle.

L'utilisation d'une copie non autorisée altère la qualité de lecture de l'oeuvre.

Sommaire

Préliminaires

Résumé

L'auteur

Introduction

Chapitre premier

Classes, nations et état dans le matérialisme historique

I - Le particulier et l'universel dans l'histoire

II - Universalité et particularités du développement inégal

III - Le concept de nation

IV - Le concept de système de formations sociales

V - Etat, nation et économie dans la reproduction capitaliste

VI - La ligne bourgeoise et la ligne prolétarienne dans la question nationale. Idéologie et base matérielle

VII - L'idéologie de la culture universelle

Chapitre II

Les formations communautaires

Chapitre III

Les formations tributaires

Chapitre IV

Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise

I - Les différentes voies du capitalisme. La composante paysanne de la révolution bourgeoise. Le développement inégal aux différentes étapes de l'histoire

II - Le développement inégal dans le monde antique et féodal

III - Le développement inégal dans la transition mercantiliste

IV - Le développement inégal dans la révolution bourgeoise

V - Résumé des conclusions

Chapitre V

Le développement inégal dans les centres capitalistes (La question nationale et les questions régionales au centre)

I - La question nationale dans l'émergence des formations capitalistes centrales

II - Les questions des régionalismes dans les centres avancés

Chapitre VI

Centre et périphérie dans le système impérialiste la question nationale aujourd'hui

I - La division internationale inégale du travail, base matérielle du système impérialiste

II - La crise contemporaine de la division internationale du travail

a - Les oppositions actuelles dans la crise : deux perspectives du « nouvel ordre économique international »

b - La voie de la libération est celle du socialisme

III - La structure de classe du système impérialiste

IV - La question nationale à la périphérie du système impérialiste

Chapitre VII

La libération nationale et la transition sociale

I - La nature contradictoire de la libération nationale

a - La libération nationale et le socialisme

b - A propos, encore, de l'occidentocentrisme

II - La nature contradictoire de la transition socialiste

a - La nature sociale de la société soviétique

b - Technocratie et aristocratie ouvrière en U. R. S. S. et en Occident

III - La thèse des trois mondes et la réhabilitation du phénomène national

Chapitre VIII

La théorie de l'impérialisme et sa crise contemporaine

Conclusion

Révolution ou décadence ? Quelques réflexions sur la transition d'un mode de production à un autre

Orientations bibliographiques

1 - Les formations communautaires

10 - Ouvrages fondamentaux

11 - La thèse du mode de production domestique

12 - L'esclavage dans les formations communautaires

13 - Autres lectures et sources

2 - Antiquité classique et esclavage

20 - Grèce antique

21 - Rome antique

22 - Autres lectures

3 - Les sociétés tributaires, le mode de production asiatique

30 - Le débat sur le « mode de production asiatique »

31 - Les sociétés tributaires non européennes, les domaines chinois et indien

32 - Les domaines byzantin, arabe et ottoman

33 - Autres domaines et divers

4 - Le féodalisme européen

5 - La transition mercantiliste et la révolution bourgeoise

50 - Ouvrages fondamentaux

51 - La révolution française

6 - La question nationale en Europe, 1840-1914

60 - Austro-marxistes et travaux les concernant, histoire européenne

61 - L'unité italienne

62 - Autres aspects de la question nationale dans les centres développés

7 - L'impérialisme et la libération nationale

70 - L'impérialisme : théorie générale et concepts fondamentaux

a - Bref rappel des écrits de Marx et Engels sur les sociétés colonisées

b - Ouvrages de base « classiques », sources et présentations de vulgarisation

c - Le mouvement ouvrier et la question coloniale

d - Pour un résumé de nos positions, voir :

71 - Le système mondial et l'impérialisme aujourd'hui

a - Ouvrages généraux

b - Débat sur les « multinationales », théorie du super-impérialisme (le point de vue économiste moderne)

72 - La division internationale inégale du travail, l'échange inégal, la dépendance. Les théories du sous-développement

a - Le débat sur l'échange inégal

b - Le débat sur la dépendance.

c - L'accumulation capitaliste et le sous-développement.

73 - Le capitalisme et l'exploitation paysanne

a - Thèses relatives à la domination formelle en général et à l'exploitation des paysans par le capital

b - Thèses relatives à la domination formelle à la périphérie du système impérialiste et en général

74 - Débats sur la crise du capitalisme contemporain et le nouvel ordre économique international

a - Pour notre analyse sur la crise et des points de vue voisins

b - Points de vue différents

c - Le nouvel ordre économique international :

75 - Thèses chinoises concernant l'impérialisme aujourd'hui

76 - La formation historique du sous-développement

a - Domaine asiatique

b - Domaine arabe et ottoman.

c - Domaine africain

d - Domaine américain

e - Divers et général

77 - Libération nationale et questions nationales dans le tiers monde contemporain

a - Le domaine de l'Asie orientale

b - Le domaine de l'Asie du Sud et du Sud-est

c - Le domaine arabe

d - Le domaine africain

e - Autres ouvrages.

8 - Capitalisme et socialisme, la transition socialiste

80 - U. R. S. S., Chine, capitalisme d'Etat ou socialisme ?

a - Les débats soviétiques

b - La planification dans les pays de l'Est.

c - La critique maoïste

d - Le point de vue de l'idéologie russe et la critique interne en Europe de l'Est.

e - Autres points de vue concernant la « bureaucratie »

81 - Le mouvement ouvrier européen contemporain

a - La structure sociale, l'idéologie, l'Europe contemporaine

b - Le courant autogestionnaire et ses critiques; le communisme de gauche

82 - Questions générales concernant les modes de production, base et idéologie, etc.

9 - Perspectives

90 - Le débat Nord-Sud

91 - Les relations eurafricaines

92 - L'operaismo

« Arguments »

Préliminaires

Résumé

Pour ceux qui ne voient dans le matérialisme historique qu'un simple déterminisme économique linéaire, réduit à l'analyse des modes de production, il n'est d'autre réalité sociale que les classes.

A la lumière de la crise contemporaine où s'opposent le centre (Etats-Unis, Europe, Japon) et la périphérie (le tiers monde), Samir Amin montre l'insuffisance de cette interprétation. En réalité, la méthode marxiste est fondée sur une double dialectique des lois productives et des rapports de production d'une part, de ces rapports de production et de la superstructure d'autre part. Si la lutte des classes reste le moteur de l'histoire, elle s'inscrit dans un cadre étatique-national qui en oriente la portée, les modalités et les issues.

Après avoir dégagé, dans *Le développement inégal*, une théorie de l'accumulation et traité des rapports entre les lois économiques du capitalisme et la lutte des classes dans *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Samir Amin étudie ici les rapports entre les classes et les nations dans le monde actuel à la lumière d'une interprétation globale de l'histoire universelle.

L'auteur

Économiste égyptien né en 1931, Samir Amin est professeur agrégé de sciences économiques. Il a travaillé de 1957 à 1960 dans l'administration égyptienne du développement économique et a été, de 1960 à 1963, conseiller du gouvernement du Mali, avant d'être nommé professeur aux universités de Poitiers, Dakar, Vincennes. Il est, depuis 1970, directeur de l'Institut africain de développement économique et de planification à Dakar.

Introduction

Un lecteur japonais observait que mes ouvrages concernaient trois ensembles de problèmes : *a)* des analyses concrètes de situations de pays du tiers monde (Egypte, Maghreb, Afrique de l'Ouest, Congo), *b)* une théorie de l'accumulation capitaliste dans sa dimension mondiale et *c)* une interprétation du matérialisme historique. En fait, cette classification correspond aussi à une progression de mon travail. Sans doute l'analyse concrète d'une situation n'est-elle jamais neutre et suppose toujours implicitement une théorie. Les analyses auxquelles je me suis d'abord attaché (l'Egypte nassérienne, l'Afrique de l'Ouest, le Congo et le Maghreb néocoloniaux et les tentatives dites socialistes de rompre avec la domination impérialiste) étaient dans une large mesure fondées sur une interprétation théorique de l'impérialisme. Cette interprétation, formulée entre 1954 et 1957, souffrait d'une incertitude qui résultait des insuffisances du marxisme prédominant dans les années 50, celles de ma propre formation intellectuelle et politique.

La théorie en question permettait de critiquer les explications théoriques bourgeoises du sous-développement mais elle ne commandait pas une élaboration politique pratique de substitution aux politiques nationalistes bourgeoises des mouvements de libération nationale. Mes premiers travaux concernant les pays arabes et africains cités ont été produits entre 1960 et 1967 et se ressentent de ces limites. Cette insatisfaction m'a contraint de réexaminer la théorie de l'impérialisme, ce qui m'a amené à réécrire la théorie de l'accumulation (*Le développement inégal*), et à l'approfondir (*L'échange inégal et la loi de la valeur*), dans les années 1968-73. C'était aussi l'époque de la faillite ouverte du marxisme révisionniste et, avec la Révolution culturelle, de l'élaboration d'une alternative globale. Ces conditions favorables m'ont alors amené à revenir sur les questions plus fondamentales du matérialisme historique. *L'impérialisme et le développement inégal*, *La nation arabe*, *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, écrits entre 1973 et 1978, comme cet ouvrage, explicitent mes interprétations du matérialisme historique, mais aussi réexaminent à la lumière de ces interprétations les situations concrètes qui me préoccupent, celles du tiers monde en général, de l'Afrique et du monde arabe en particulier.

Si je devais résumer ce qui me paraît essentiel dans cette étude, je retiendrais les points suivants :

Deux interprétations du matérialisme historique s'opposent depuis les origines. L'une réduit pratiquement la méthode à un déterminisme économique linéaire : le développement des forces productives engendre de lui-même l'ajustement nécessaire des rapports de production, par des révolutions sociales dont les acteurs révèlent la nécessité historique, puis la superstructure politique et idéologique se transforme pour refléter les exigences de la reproduction des rapports de production. L'autre met l'accent sur la double dialectique des forces productives et des rapports de production d'une part, de ces derniers et de la superstructure, d'autre part.

La première interprétation assimile les lois de l'évolution de la société à celles qui régissent la nature. De la tentative d'une *Dialectique de la nature* d'Engels à l'interprétation positiviste du kautskysme, du bolchevisme même (Bogdanov) et au *dia-mat* soviétique, cette interprétation poursuit l'œuvre de la philosophie des Lumières et constitue l'interprétation bourgeoise radicale du marxisme. La seconde oppose le caractère objectif des lois de la nature au caractère composite objectif-subjectif des lois de la société.

La première interprétation ignore l'aliénation, ou bien l'étend à l'histoire entière de l'humanité. L'aliénation est alors un produit de la nature humaine transcendant l'histoire des systèmes sociaux; elle a ses racines dans l'anthropologie, c'est-à-dire dans le rapport permanent de l'homme à la nature. L'histoire se fait par la « force des choses ». L'idée que les hommes (ou les classes) ont qu'ils font l'histoire est naïve : la marge de leur liberté apparente est étroite, tant est pesant le déterminisme du progrès technique. La seconde interprétation conduit à distinguer deux plans de l'aliénation. Celle qui résulte de la permanence du rapport homme-nature, lequel transcende des modes sociaux, définit la nature humaine dans sa dimension permanente, mais n'intervient pas directement dans l'évolution de l'histoire sociale, c'est l'aliénation anthropologique; celle qui constitue le contenu de la superstructure idéologique des sociétés, c'est l'aliénation sociale.

En nous attachant à préciser les contenus successifs de cette aliénation sociale, nous sommes parvenus à la conclusion que tous les systèmes sociaux précapitalistes de classes sont caractérisés par la même aliénation sociale, que

nous appellerons l'aliénation dans la nature. Les caractères de celle-ci résultent d'une part de la transparence des rapports économiques d'exploitation et d'autre part du degré limité de maîtrise de la nature aux niveaux correspondants de développement des forces productives. Cette aliénation sociale doit prendre nécessairement un caractère absolu, religieux, condition de la place dominante que l'idéologie occupe dans la reproduction sociale. Par opposition, l'aliénation sociale du capitalisme est fondée sur, d'une part, l'opacification des rapports économiques par la généralisation des relations marchandes et d'autre part un degré qualitativement plus avancé de maîtrise de la nature. L'aliénation marchande substitue donc l'économie à la nature comme force extérieure déterminant l'évolution sociale. La lutte pour l'abolition de l'exploitation et des classes implique la libération du déterminisme économique. Le communisme doit mettre un terme à l'aliénation sociale, sans pour autant supprimer l'aliénation anthropologique.

Cette interprétation rétablit l'unicité de l'histoire universelle. Cette unicité ne doit pas être recherchée dans une succession trop détaillée de modes de production. La ligne classique — esclavage-féodalité-capitalisme — n'est pas seulement particulière mais pour une large part mythique. L'opposition d'une ligne « européenne » et d'une ligne dite « asiatique » appartient à la famille des philosophies de l'histoire eurocentriques. L'unicité est rétablie par la succession nécessaire de trois familles de modes de production : la famille des modes communautaires, celle des modes tributaires, le mode capitaliste, le premier à présenter des caractères universels. L'unicité de la famille des modes tributaires trouve son expression en ce caractère universel de l'aliénation sociale dans la nature, par opposition à l'aliénation sociale marchande du capitalisme.

La particularité de l'histoire occidentale dans cette perspective réside exclusivement dans le caractère inachevé de sa forme spécifique du mode tributaire, le mode féodal, résultant de sa combinaison avec des modes communautaires.

La réflexion générale sur l'histoire à laquelle nous nous livrons ici a l'ambition de proposer quelques conclusions d'une portée générale et théorique concernant les rapports entre les luttes de classes — les classes étant définies dans le cadre des formations économiques qui gouvernent les grands systèmes sociaux successifs et celui dans lequel opère la dialectique

lutte de classes/base économique. Ce cadre nous paraît être défini principalement par l'Etat, dont la réalité recoupe ou non, selon les circonstances, d'autres réalités, celle de la nation ou de l'ethnie.

Notre inspiration procède de préoccupations politiques actuelles. Les évolutions récentes de notre monde rappellent partout l'importance du fait national et du fait étatique; si la lutte des classes est le moteur de l'histoire, cette lutte s'inscrit dans un cadre étatique-national qui en oriente la portée, les modalités et les issues.

L'exposé propose successivement un système de concepts théoriques concernant ces questions, puis une série d'exposés qui suivent l'ordre du déroulement historique de l'évolution. Cet ordre est à l'opposé de celui de notre recherche, qui est partie de réflexions et d'observations concernant le monde contemporain (l'impérialisme, la libération nationale, la construction socialiste), pour remonter à l'analyse théorique du capitalisme (et notamment de la dialectique luttes de classes/lois économiques dans le mode capitaliste), puis à l'histoire de sa constitution progressive (les époques mercantiliste, puis pré-impérialiste au cours desquelles les lois du développement inégal opèrent dans le cadre étatique-national en formation). Les leçons tirées de cette double série d'expériences (le passage au socialisme et le passage au capitalisme) ont suggéré des thèses qui nous paraissent éclairer d'une lumière nouvelle les époques antérieures, celles des sociétés de classes précapitalistes et celles des passages à la société de classes. Ce second examen des principes à l'épreuve des faits permet de les préciser.

Le chapitre premier traite du système des concepts et des rapports Etat, nation et économie, les chapitres II et III du développement inégal dans les formations précapitalistes, les chapitres IV et V du développement inégal dans la révolution bourgeoise et les centres capitalistes, les chapitres VI, VII et VIII du développement inégal dans le système impérialiste et la transition socialiste.

Chapitre premier

Classes, nations et état dans le matérialisme historique

L'histoire sert le combat idéologique qui oppose ceux qui veulent changer la société et ceux qui veulent en perpétuer les caractéristiques essentielles. Nous ne croyons pas aux professions de foi de ceux qui prétendent se situer au-dessus de la mêlée, parce que ce sont les hommes qui font leur histoire, même si c'est dans des conditions objectivement déterminées. Les lois de la société n'agissent pas comme les lois de la nature et nous ne croyons pas à une cosmogonie englobant la Nature et la Société — fût-elle qualifiée de dialectique matérialiste. Il est certain en revanche que la qualité des réflexions de ceux qui veulent changer la société est nécessairement supérieure à celle de ceux qui veulent la maintenir immobile. Car la société change. Ceux qui veulent en arrêter le mouvement sont donc contraints de nier l'évidence, et, à cette fin, de fourvoyer la réflexion dans un dogme qui justifie leur refus d'abstraire et de généraliser, pour lui substituer une réflexion morale — platonicienne ou confucéenne. Mais ceux qui veulent changer la société ne sont pas des dieux vivant dans quelque Olympe : entre les objectifs qu'ils croient s'assigner, ceux qu'ils se donnent effectivement, plus ou moins implicitement, et les résultats obtenus, il existe une large marge.

On va tenter ici de dresser un bilan, modeste et provisoire, de ce que l'histoire nous apprend. Nous présupposons que le présent seul permet de donner un sens au passé, et croyons être capable de nous placer du point de vue de ceux qui veulent une société sans classes. De surcroît, nous prétendons que le combat pour la libération sociale de l'exploitation de classes est indissolublement lié au combat pour la libération nationale des peuples d'Asie et d'Afrique. On exprimera ces présupposés sous la forme de sept thèses :

- a) L'histoire universelle peut faire l'objet d'une autre explication que celle que permet la meilleure histoire événementielle, qui n'utilise que la méthode empirique-éclectique faisant appel à des causalités directes multiples, relevant de plans différents (telle idéologie explique tel comportement, tel fait économique entraîne telle évolution, etc.). En allant

plus loin on découvre, d'une part que l'ensemble des concepts de portée universelle, qui sont les concepts du matérialisme historique, constitue le moyen de cette analyse, et d'autre part que l'évolution de toutes les sociétés humaines permet de dégager quelques grandes tendances universelles, lesquelles résultent de la même dialectique fondamentale : forces productives/rapports de production.

- b) L'histoire universelle est toujours histoire de développements inégaux. Le développement inégal est universel, même si sa nature, le domaine où il opère, la manière par laquelle il s'exprime, ne constituent pas une éternelle répétition de quelques lois simples. La périodisation de l'histoire doit être fondée sur les dialectiques tendances générales/développements inégaux par lesquelles s'expriment ces tendances.
- c) L'histoire est bien en dernière analyse l'histoire de la lutte des classes. Mais les classes, qui définissent, en s'opposant dialectiquement, les modes de production dont sont constituées les formations sociales successives correspondant aux différents niveaux de développement des forces productives, sont insérées dans des sociétés définies, délimitées par les frontières de l'Etat et, parfois, de la nation.
- d) Plusieurs sociétés constituent un système de formations sociales lorsque les rapports qu'elles entretiennent entre elles sont suffisamment denses pour que les oppositions et alliances de classes ne puissent plus être analysées au niveau de chacune d'elle, mais doivent être repérées au niveau global du système. En particulier, le monde contemporain constitue le système de l'impérialisme.
- e) La reproduction sociale de la société capitaliste ne saurait être saisie au seul niveau du fonctionnement économique interne aux Etats-nations du système capitaliste mondial. On doit, pour y parvenir, d'une part intégrer l'instance étatique dans la régulation économique et d'autre part prendre pour champ de l'analyse de la dialectique lutte des classes/lois économiques, non chaque Etat-nation, mais l'ensemble du système.
- f) L'existence des nations entraîne celle de la question nationale et le développement inégal donne à cette question une acuité particulière dans le déroulement des luttes. Il importe donc de déterminer la nature de la tendance bourgeoise et de la tendance prolétarienne dans la manière de poser et de résoudre la question nationale.

- g) La tendance à l'uniformisation, propre au système capitaliste a des effets idéologiques puissants. L'idéologie de la « culture universelle » mérite de ce fait d'être réexaminée sans cesse dans ses évolutions et modalités successives.

I - Le particulier et l'universel dans l'histoire

- 1) Les concepts fondamentaux du matérialisme historique n'ont de valeur scientifique que dans la mesure où ils possèdent une portée analytique universelle. C'est dire qu'ils doivent être tirés de l'histoire universelle et non d'un segment particulier de celle-ci. Les concepts de mode de production, formation sociale, infrastructure, superstructure, classes sociales, etc., ont cette validité universelle. En revanche, le mode de production féodal n'a pas nécessairement de valeur universelle, parce qu'il est issu d'un segment de l'histoire, celle de l'Europe : décréter que le féodalisme est une catégorie universelle et tenter ensuite de faire entrer de force la réalité d'autres sociétés dans ce cadre défini a priori, c'est tourner le dos à l'esprit scientifique. A contrario, refuser de tirer de l'ensemble de l'histoire de l'humanité des concepts universels, c'est tomber dans le discours de « l'irréductibilité des civilisations », discours irrationnel, et, à la limite, raciste.

La grande leçon de l'histoire est l'universalité des lois fondamentales qui régissent toutes les sociétés humaines, européennes et autres. Dans ce cadre, Marx n'a fourni que les premiers éléments, mais fondamentaux, de l'arme du matérialisme historique. Son analyse était limitée par les connaissances de son époque et l'ignorance relative où l'on était des mondes non européens. Il n'avait pas non plus, et pour cause, l'expérience des luttes qui se sont développées depuis. Or, la source principale de la connaissance est l'action; toute attitude qui voudrait l'ignorer conduit à la rigidité dogmatique et à l'impuissance pratique. La lutte contre les interprétations restrictives du marxisme, contre sa réduction occidentalocentrique, fait partie de la lutte pour la libération sociale et nationale, de la lutte contre l'idéologie impérialiste.

- 2) On renonce au matérialisme historique dès lors qu'on n'admet pas, d'une part, que le développement des forces productives commande en dernière instance les rapports de production et, d'autre part, que toutes les sociétés humaines sont passées et passeront par des étapes analogues, par-delà leur

diversité d'expression.

Le bilan que nous proposons est le suivant : a) toutes les sociétés humaines sont passées par trois stades consécutifs, le communisme primitif, le mode de production tributaire et le capitalisme, et réaliseront un quatrième stade, le communisme; b) chacune des trois phases est séparée de la suivante par une époque de transition; l'époque des modes de production communautaires est la première; l'époque de la transition au capitalisme est la deuxième; et toutes les sociétés passent ou passeront par une période, dite socialiste, de transition au communisme; c) le capitalisme, comme le communisme, ne sont pas les fruits du hasard, ou de l'exception, mais la règle objective et nécessaire.

3) Le communisme primitif est la « négation d'origine nécessaire » (82-7)¹. Il est impossible d'étudier le passage de l'animal à l'homme sans passer par cette étape. Au cours de ce passage, des transformations décisives ont opéré, dont les effets sont encore présents et demeureront peut-être éternels, c'est-à-dire indépendants des systèmes sociaux, pour autant que l'être humain, en tant qu'espèce propre différente de l'animal, transcende les systèmes sociaux.

4) Le stade que nous appelons « tributaire » est l'histoire de toutes les civilisations fondées sur : 1) un développement des forces productives important : une agriculture sédentaire qui peut assurer plus que la survie, un surplus substantiel et garanti, des activités non agricoles (artisanales) mettant en œuvre un équipement de connaissances techniques et un outillage (à l'exception de machines) variés; 2) des activités improductives développées correspondant à l'importance de ce surplus; 3) une division en classes sociales fondée sur cette base économique; et 4) un Etat achevé qui dépasse la réalité villageoise.

Ce stade présente les aspects suivants : 1) il comporte une grande variété de formes; 2) il possède néanmoins, par-delà cette variété, des caractères communs, puisque l'extraction du surtravail y est toujours commandée par la dominance de la superstructure, dans le cadre d'une économie commandée par la valeur d'usage; 3) le mode fondamental de ce stade est le mode tributaire; 4) le mode féodal en est une variante; 5) le mode dit esclavagiste y figure à titre d'exception, interstitielle le plus souvent; 6) la complexité des formations de ce stade implique que, par-delà les rapports de production immédiats, des rapports d'échanges, externes et internes,

font intervenir la problématique des rapports marchands; 7) ce stade, enfin, n'est pas stagnant, mais au contraire caractérisé par un développement considérable des forces productives sur la base des rapports de production tributaires opérant au sein de formations saisies dans toute leur complexité.

- 5) Le capitalisme n'est pas seulement un stade nécessaire parce qu'il existe déjà, et à l'échelle mondiale. En fait, toutes les sociétés tributaires devaient obligatoirement remettre en question les rapports de production sur la base desquels elles s'étaient développées et inventer de nouveaux rapports, seuls capables de permettre un développement ultérieur des forces productives. Le capitalisme n'était pas destiné à être seulement une caractéristique européenne. Mais l'Europe, l'ayant inventé la première, s'est chargée ensuite d'arrêter l'évolution normale des autres continents. Cette soumission ne date pas de l'impérialisme; elle remonte aux origines du capitalisme. Affirmer que le capitalisme ne pouvait naître que de l'exception européenne, c'est trahir les principes fondamentaux du matérialisme historique et exprimer une pensée occidentalocentrique, c'est-à-dire précisément l'idéologie du capitalisme et de l'impérialisme.

Le système capitaliste sera donc toujours partagé en un centre et une périphérie. Cette contradiction lui est immanente. Centre et périphérie ont changé de formes et de fonctions, de l'époque mercantiliste à l'époque impérialiste, ils ont évolué d'une phase de l'impérialisme à l'autre, mais ils s'opposent toujours comme les deux pôles d'une unité contradictoire.

Observons au passage que les lois du développement des forces productives de l'époque capitaliste impliquent la tendance à l'homogénéisation : en effet, si le mode tributaire est fondé sur la valeur d'usage, le mode capitaliste est fondé sur la valeur d'échange. Même si cette homogénéisation reste imparfaite et n'opère qu'au niveau des centres, elle s'oppose à la variété persistante des formations de l'époque antérieure.

- 6) Le stade du communisme est également nécessaire. Mais est-il le seul stade nécessaire possible ? Le développement des forces productives est désormais limité par les rapports capitalistes bien en deçà de son niveau potentiel visible; en particulier, le capitalisme est incapable de résoudre sa contradiction immanente entre centre et périphérie. Ce développement exige-t-il l'abolition des classes ? Ce n'est pas sûr. La transition qui

s'ouvre avec le renversement des rapports capitalistes pourrait aussi conduire à un nouveau stade, caractérisé par une nouvelle structure sociale de classes. Ce stade, que nous avons appelé le mode de production soviétique, ou mode collectiviste d'Etat, ou, plus simplement, mode de production étatique, peut être déjà entrevu comme possible, tant au sein des périphéries que des centres, entraînant un développement considérable des forces productives, rendu lui-même possible par la centralisation étatique du capital et le dépassement de la contradiction entre centre et périphérie.

S'il devait en être ainsi, le communisme demeurerait le stade nécessaire suivant, car le développement des forces productives continuerait d'être limité par l'existence des classes. Mais, naturellement, la problématique de la lutte pour le communisme, la problématique de la transition, se poserait dans des termes nouveaux.

Homogénéité ou variété du communisme ? Il est sans doute trop tôt pour répondre à cette question. Nous croyons malgré tout que le communisme est variété, puisqu'il est fondé sur la valeur d'usage. En revanche, le mode étatique, s'il venait à s'imposer, serait homogénéisant, parce que fondé sur la valeur d'échange; et il le serait même avec plus de force que le capitalisme, puisqu'il abolirait la contradiction entre centre et périphérie.

- 7) Les périodes de transition se distinguent des stades nécessaires par le fait que les éléments du changement l'y emportent sur les éléments de la reproduction.

Certes, la reproduction, dans tous les stades nécessaires, est loin d'exclure toute contradiction; on ne comprendrait pas autrement la raison pour laquelle un stade nécessaire n'est pas éternel. Mais, dans les stades nécessaires, la lutte des classes tend à être intégrée dans la reproduction. Par exemple, dans le capitalisme, la lutte des classes tend, du moins au centre, à être réduite à sa dimension économique, et par là même à devenir un élément de fonctionnement du système. Au contraire, dans les périodes de transition, elle s'épanouit pour devenir le moteur de l'histoire.

Tous les stades nécessaires donnent donc l'impression d'être immobiles. Sur ce plan, il n'y a pas de différence entre l'Europe et l'Asie, et même entre le passé et le présent. Toutes les sociétés du stade tributaire donnent la même impression de stagnation : ce que Marx dit de l'Asie s'applique

tout aussi bien, Sweezy l'a montré (50-2), à la société féodale européenne. Certes, le capitalisme, par opposition aux sociétés du second stade, présente l'aspect d'un changement constant, dû à sa loi économique fondamentale. Mais cette révolution permanente des forces productives entraîne une adaptation non moins permanente des rapports de production, qui donne le sentiment que le système ne peut finalement être dépassé.

- 8) Toutes les époques de transition sont marquées par une grande spécificité. Chaque situation concrète donne lieu à une articulation particulière de toutes les contradictions. Celles-ci se dénouent finalement pourtant par la mise en place de systèmes stables, correspondant aux stades nécessaires, qui, par-delà leur variété, ne présentent pas une spécificité de même nature, mais partagent au contraire des caractères fondamentaux communs. Comme l'a dit Perry Anderson, « la genèse d'un mode de production doit être distinguée de sa structure » (4-1).
- 9) La première époque de transition est celle du passage de la société sans classes d'origine à une société tributaire. Dans la division du travail universitaire, c'est le domaine de l'anthropologie. Naissance des classes sociales, naissance de l'Etat, développement des rapports de domination et des rapports d'exploitation s'enchevêtrent dans une gamme de situations concrètes aussi variée qu'il y a de cas, c'est-à-dire de sociétés, si petites soient-elles. S'il faut donner un nom générique à l'ensemble de ces situations, le terme de modes de production communautaires est le plus approprié, parce qu'il met l'accent sur le caractère encore inachevé de la formation des classes et de l'Etat et sur les formes encore collectives de propriété.
- 10) La période de transition au capitalisme se présente comme un ensemble de deux familles de cas fondamentalement différents. La première est celle des situations de transition au capitalisme central, en Europe et au Japon. La seconde est celle des situations de transition au capitalisme périphérique, où s'exerçait et où s'exerce toujours la domination du capitalisme externe. Dans l'ensemble, les sociétés soumises à cette domination étaient des sociétés tributaires, parfois très avancées. Mais, exceptionnellement, certaines sociétés ont été intégrées au système capitaliste alors qu'elles étaient encore au stade communautaire.
- 11) La troisième période de transition est celle des expériences socialistes, c'est-à-dire, jusqu'ici, d'expériences en cours à partir de situations

périphériques (Asie orientale, Cuba) ou semi-périphériques (U. R. S. S., Yougoslavie, Albanie et pays de la zone soviétique européenne). Une exception fondamentale : la Commune de Paris.

12) Les expériences des transitions du passé ne peuvent guère être étudiées que par la recherche scientifique. Celles du présent sont connues principalement à travers l'action. Or, c'est là un mode de connaissance supérieur. Certes, les anthropologues et les historiens peuvent tenter de se placer du point de vue de classes révolutionnaires de l'époque, mais c'est finalement à partir des luttes présentes que l'on peut le mieux comprendre le passé.

13) L'ensemble de ce qui précède et que nous avons étudié dans *Le développement inégal* peut être résumé ainsi :

Première étape nécessaire : le communisme primitif. — Négation d'origine nécessaire. Connaissance presque nulle du passage de l'animalité à l'humanité.

Première phase de transition : les sociétés communautaires. — Domaine de l'anthropologie. Caractère inachevé de la formation des classes et de l'Etat. Variété concrète extrême.

Deuxième étape nécessaire : les sociétés tributaires. — Forme dominante tributaire et variétés caractérisées par une économie commandée par la valeur d'usage. Développement lent mais important des forces productives et impression d'immobilisme. Dominance de la superstructure sur la base et formes de la reproduction commandées par cette dominance. Problématiques des situations spéciales (esclavage) et des échanges marchands non dominants.

Deuxième phase de transition : la transition au capitalisme. — La transition au capitalisme central : spécificité des situations concrètes en relation avec la dominance des éléments de changement par rapport aux éléments de reproduction. Domaine par excellence de l'occidentocentrisme. Première expression du développement inégal. — La transition au capitalisme périphérique : les leçons principales de l'action anti-impérialiste.

Troisième étape nécessaire : le capitalisme. — Développement spectaculaire des forces productives : renouvellement permanent de celles-ci et adaptation permanente des rapports de production. Eléments

de la reproduction dominant et tendance à la réduction de la lutte des classes à sa dimension économique. Economie fondée sur la valeur d'échange et dominance de l'économique. Contradiction immanente entre centre et périphérie et tendance à l'uniformité réduite au centre.

Troisième phase de transition : le socialisme. — Nouvelle expression du développement inégal. Spécificité des expériences historiques de cette transition, à partir de situations du capitalisme périphérique ou semi-périphérique. Dominance de la lutte des classes et caractère incertain de l'issue.

Quatrième étape nécessaire. — Première possibilité : le mode de production étatique. Résolution de la contradiction entre centre et périphérie. Uniformité : la valeur d'échange commande l'économie. Dominance de la superstructure : centralisation étatique du capital. Nouvelles contradictions et conditions nouvelles de la transition ultérieure. — Deuxième possibilité : le communisme. Variété et rétablissement de la valeur d'usage.

14) Ce bilan soulève des questions essentielles concernant la méthode du matérialisme historique.

Si l'on admet généralement qu'un mode de production est défini par une combinaison particulière de rapports de production et de forces productives, il existe une tendance à réduire ce concept à celui du statut du producteur — par exemple, esclave, serf ou travailleur salarié. Or, le travail salarié précède de plusieurs millénaires le capitalisme, lequel ne peut même pas être réduit à sa généralisation : le mode capitaliste combine le travail salarié à un certain niveau de développement des forces productives. De même, la présence d'esclaves productifs ne suffit pas à définir un mode de production, dit esclavagiste, si elle n'est pas combinée à un état précis des forces productives.

Quand on veut dresser une liste exhaustive des statuts du travail rencontrés dans l'histoire des sociétés de classes, on ne saurait se borner aux trois modes de travail dépendants que sont l'esclavage, le servage et le salariat. Pour avoir limité a priori la liste à ces trois types, les marxistes occidentalocentriques ont été contraints d'inventer un quatrième statut, celui du producteur membre d'une prétendue communauté (« asiatique ») soumise à l'Etat (« esclavage généralisé »). Le malheur est que ce

quatrième mode n'existe pas. Ce qui existe, en revanche, et est de surcroît bien plus fréquent que l'esclavage ou le servage, c'est le travail du petit producteur (paysan), ni intégralement libre et marchand, ni rigoureusement enfermé par la propriété de la communauté, mais soumis néanmoins à la ponction tributaire. Il faut bien donner un nom à ce statut, le plus fréquent dans l'histoire, et nous n'en voyons pas de plus approprié que celui de mode tributaire.

Certains pourtant refusent une telle simplification, dont ils nient l'intérêt, affirmant la nécessité de marquer la spécificité de chaque société précapitaliste dans l'espace et le temps. C'est un exemple de la difficulté du dialogue entre historiens et non historiens. Les seconds sont peut-être trop souvent pressés de généraliser, de tirer, des faits, des enseignements dits théoriques et des lois. Mais les premiers ne sont-ils pas victimes d'un empirisme sans perspectives ? Quel progrès dans la compréhension des lois de la société aura-t-on réalisé si l'on s'attache à définir cent, deux cents modes de production ? Il vaut mieux courir le risque de situer la diversité ailleurs, c'est-à-dire dans l'articulation d'éléments abstraits en nombre limité, modes de production, rapports de production, forces productives, statuts du travail, degré de commercialisation de l'économie, rapports base/superstructure, etc. On se situe ici dans l'esprit de la méthode de Marx : le concept est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations qui articulent des éléments abstraits.

Si la généralisation des cinq stades de Staline est fautive, au même titre que celle des « deux voies » (l'asiatique et l'euro-péenne), devra-t-on renoncer à toute théorie ? La force de notre hypothèse, c'est de mettre l'accent sur les analogies profondes qui caractérisent les grandes sociétés de classes précapitalistes. Beaucoup d'historiens ne voient que les différences. On peut être frappé au contraire par les ressemblances : pourquoi trouve-t-on des corporations à Florence, à Paris, à Bagdad, au Caire, à Fès, à Canton et à Calicut ? Pourquoi le Roi-Soleil rappelle-t-il l'empereur de Chine ? Pourquoi le prêt à intérêt est-il interdit ici et là ? N'est-ce pas la preuve que les contradictions qui caractérisent ces sociétés sont de même nature ? Seule leur articulation concrète explique qu'elles aient trouvé leur issue par le dépassement capitaliste nécessaire ici plus vite que là. On ne saurait donc renoncer au terme « précapitaliste », qui suppose la nécessité du capitalisme, pour le terme prétendument neutre

d'anté-capitaliste, qui suppose que le capitalisme est le fruit d'un pur hasard.

Car une telle position rompt le lien entre rapport de production et forces productives. Elle substitue Weber à Marx, la recherche de « types idéaux » déduits d'un mode de généralisation qui se limite aux apparences immédiates des phénomènes, à la recherche des lois générales du mouvement. Elle nous empêche de dégager les grands traits du processus qui, dans l'histoire, relie le développement des forces productives à quelques grandes étapes successives de l'évolution des rapports de production. L'alternative structuralisme anhistorique ou dogmatique du marxisme vulgaire (les « cinq stades » ou les « deux voies ») ne peut être dépassée que dans le cadre d'une recherche qui reste inspirée par la méthode de Marx.

Nous croyons nous être préservé des risques inhérents à la principale philosophie de l'histoire, celle de l'économisme, en traitant correctement des rapports entre forces productives et rapports de production. On a dit que des rapports de production donnés permettent toujours un certain type de développement des forces productives, dont ils façonnent alors l'orientation; seuls des rapports « supérieurs » (les rapports capitalistes sont supérieurs aux tributaires et ceux-ci aux communautaires) ouvrent la voie à un progrès potentiel. Si l'abolition des classes ne s'inscrit pas dans cette logique, on ne voit plus la différence entre Marx et le socialisme utopique qui le précède.

Quant à savoir si le moteur de l'histoire est la lutte des classes ou le développement des forces productives, notre thèse est que la lutte des classes détermine l'orientation et le rythme du développement des forces productives, qui n'est par conséquent pas neutre, comme le montre la distinction qu'on peut établir entre le développement des forces productives sur la base des rapports de production donnés et leur développement potentiel supérieur sur la base de rapports nouveaux.

On l'a développé dans *L'échange inégal et la loi de la valeur* et dans *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, les schémas du livre II du *Capital* montrent que différents équilibres en dynamique sont possibles, auxquels correspondent différentes combinaisons de coefficients techniques, taux de la plus-value, salaires réels et taux du profit. Cette flexibilité des schémas du livre II rappelle comment la lutte des classes

oriente le progrès technique. Pour ce qui concerne l'époque précapitaliste, on a montré comment la lutte des classes entre les paysans et leurs exploités tributaires a déterminé une forme de progrès qui impliquait à terme la percée capitaliste. On a cru pouvoir affirmer que la même détermination opérait effectivement dans toutes les sociétés précapitalistes évoluées, dans le monde arabe et en Chine comme en Europe, avant leur soumission au capitalisme européen, et, sur ce fondement, réaffirmer le caractère nécessaire du capitalisme. On a montré également que, si la lutte des classes est bien, en dernier ressort, le moteur de l'histoire, il est utile de distinguer un type de luttes de classes opérant au sein d'un système de rapports de production (par exemple, la lutte économiciste dans le capitalisme), qui oriente le développement des forces productives sur la base des rapports de production en question, et un autre type de lutte des classes, celle qui s'assigne comme objectif le renversement des anciens rapports et l'établissement de nouveaux rapports, condition d'un développement ultérieur potentiel inédit.

C'est à partir de là que la thèse du développement inégal s'impose. Au centre d'un système, c'est-à-dire là où les rapports de production sont les mieux assis, le développement des forces productives commandé par ces rapports renforce la cohérence de l'ensemble du système, tandis qu'à sa périphérie le développement insuffisant des forces productives donne plus de flexibilité, ce qui explique l'aboutissement révolutionnaire plus précoce.

Cette thèse rappelle que toute évolution est déterminée en dernière instance par la base économique. L'anti-économisme anarchique et utopiste d'après 68, tout justifié qu'il soit par les excès du révisionnisme dominant, conduit tout droit au structuralisme et à l'idéalisme, selon lequel la raison, le progrès ou l'imagination sont les moteurs de l'histoire.

15) En conclusion de ce débat concernant l'universel et le particulier, on insistera sur les quatre leçons suivantes :

- a) les concepts analytiques fondamentaux du matérialisme historique ont une validité universelle;
- b) les mêmes forces essentielles ont opéré et opèrent (sous la forme de la dialectique forces productives/rapports de production) dans toutes les sociétés, imprimant à l'histoire universelle le passage nécessaire par

trois grandes étapes;

- c) cette tendance nécessaire s'est exprimée à travers une grande variété de formes et d'espèces;
- d) l'évolution opère par saut qualitatif d'un mode à un autre, à travers des transitions concrètes chaque fois particulières.

II - Universalité et particularités du développement inégal

- 1) Si l'on peut tirer une leçon de l'histoire universelle, c'est que le développement est inégal. Presque jamais les régions les plus avancées par le niveau de leurs forces productives et le type de leurs rapports de production ne sont celles qui passent le plus rapidement et le plus radicalement à un stade supérieur. Deux fois dans l'histoire, le développement inégal s'est manifesté avec une force particulière : à notre époque, où la transition au socialisme a été amorcée à partir de pays comme la Russie et la Chine, et non pas la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis; aux XVII^e et XVIII^e siècles, lorsque le capitalisme s'est frayée une voie dans l'Europe féodale, et non pas au sein des civilisations de l'Orient, plus anciennes, plus brillantes et plus avancées depuis des siècles et parfois des millénaires.

A l'intérieur même de la transition européenne au capitalisme se succèdent une série d'avancées inégales, transférant les rôles d'avant-garde de l'Italie à l'Espagne, puis à l'Angleterre. Plus tard, dans le développement même du capitalisme, les Etats-Unis devançant la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, etc. Aujourd'hui, dans la transition socialiste, l'U. R. S. S. recule, la Chine progresse.

De cette universalité du développement inégal, peut-on tirer une loi générale ? S'il faut toujours hésiter à utiliser le terme de loi en histoire, c'est pour éviter l'assimilation aux lois de la nature. Dans les sciences de la nature, la loi découverte implique la répétition statistique de la même relation de cause à effet. Or, ici, nous n'avons affaire qu'à deux étapes, capitaliste et socialiste, et à deux cas de développement inégal, chacun spécifique dans l'articulation de ses causes.

- 2) Nous utilisons pourtant le même jeu de deux termes — centre/périphérie, achevé/inachevé, avancé/retardé — tout au long des analyses du développement inégal à travers l'histoire qui seront développées dans les

chapitres suivants.

Cette assimilation dans les termes ne doit pas être comprise comme une réduction à une explication unilatérale, simple, qui impliquerait un « éternel retour » de l'histoire. Il s'agit seulement d'une analogie qui implique des leçons, lesquelles n'ont de sens que si l'on saisit l'originalité de chacun des deux processus.

Si centre/achevé/avancé sont synonymes, comme aussi périphérie/inachevé/retardé, le domaine où s'exprime cet achèvement est spécifique à chacune des deux grandes étapes : tributaire et capitaliste. Dans le mode capitaliste, l'instance économique est dominante; dans le mode tributaire, l'instance dominante, c'est l'idéologie. Achevé/inachevé sont donc des caractères qui se situent là au niveau économique, ici au niveau de la superstructure.

Dans le système capitaliste de l'impérialisme, les centres sont économiquement dominants, les périphéries dominées. Le système capitaliste est d'ailleurs le premier système économique planétaire. Les économies centrales-dominantes sont autocentrées, c'est-à-dire achevées; les économies périphériques dominées sont extraverties, inachevées (donc retardées). C'est la domination économique qui les bloque, les empêchent de rattraper leur retard. La cause de celui-ci est externe, même si elle est intériorisée par les alliances de classes qui la reproduisent.

Rien de tel lorsque nous parlons de modes précapitalistes centraux ou périphériques, achevés ou inachevés. Le mode tributaire achevé (Chine, Egypte) l'est au plan de sa superstructure : classe-Etat dominante, centralisation étatique du surplus tributaire, formes de l'Etat et de l'idéologie correspondantes. Le mode féodal est tributaire inachevé parce qu'il n'est pas achevé au plan de l'organisation de la centralisation étatique du surplus tributaire. Mais il n'y a pas domination externe des sociétés tributaires achevées sur les sociétés inachevées. L'Egypte ne domine ni Rome (c'est même le contraire) ni l'Europe féodale et la Chine ne domine pas le Japon. Si le féodalisme, forme inachevée périphérique du mode tributaire, a été plus apte à engendrer le capitalisme que le mode tributaire achevé central, ce n'est pas parce que les sociétés tributaires dominaient les sociétés féodales. Il n'y a là aucune analogie avec la concordance entre libération nationale et socialisme de notre époque.

De même, lorsqu'on étudie le passage en Europe à la féodalité, on découvre qu'il résulte d'une synthèse particulière entre la désintégration du monde romain antique esclavagiste et l'évolution du monde barbare communautaire. Ce monde barbare est attardé par rapport à la société romaine; dans ce sens, il est périphérique, en voie de transformation d'une société primitive sans classes à une société de classes, alors que la société romaine est une société de classes clairement reconnaissable. Chez les Barbares, la société de classes est embryonnaire, inachevée; à Rome, elle est achevée. C'est cette synthèse opérée à partir du moins avancé qui explique le caractère inachevé du mode tributaire qui en résulte, le mode féodal.

De même, enfin, quand on analyse le développement inégal au sein du système féodal européen, puis de sa transition au capitalisme mercantiliste, on observe des inversions entre centres et périphéries que n'expliquent pas nécessairement des causes externes.

On se gardera donc de transposer la signification des termes « centres/périphéries » d'une période de l'histoire à l'autre.

Pourrait-on substituer, pour expliquer le développement inégal, une « théorie généralisée du maillon faible » à celle que nous proposons en termes de centres/périphéries, achevées/inachevées ? Probablement pas. L'analyse en termes de maillon faible est propre au système capitaliste : le maillon est faible parce que l'alliance de classes révolutionnaire locale peut l'emporter sur l'alliance dominante à l'échelle du système impérialiste. Le maillon faible suppose la dominance de la base économique. Généraliser cette analyse particulière à l'ensemble de l'histoire n'éliminerait pas la spécificité du maillon faible précapitaliste par rapport au maillon faible capitaliste.

- 3) Il n'y a donc pas de lois de la transition. Il y a seulement des leçons qui révèlent les lois générales et particulières propres aux différents modes de production, et les spécificités particulières des conjonctions qui engendrent le développement inégal. La périodisation d'un système permet de cerner les moments de transition dans leur configuration spécifique en relation avec les caractéristiques des modes de production qui les gouvernent.

Certes, le système capitaliste étant le premier système planétaire, on peut

parler aujourd'hui d'une périodisation générale, fondée sur les caractéristiques et les tendances du système à l'échelle mondiale. Mais il n'y a pas de périodisation mondiale pour les époques antérieures. Les manuels d'histoire qui proposent l'enseignement en parallèle du Moyen Age européen, arabe, chinois, commettent un abus.

La périodisation de l'histoire européenne, du monde romain et barbare au capitalisme, revêt une grande importance du fait de la spécificité du mode féodal qui domine l'Europe précapitaliste et de la naissance du capitalisme à partir de cette société féodale.

Cette périodisation révèle l'existence de quatre coupures : monde antique (romain) et barbare (germain)//féodalité/féodalité mercantiliste et absolutiste//capitalisme concurrentiel/capitalisme des monopoles. Le statut de ces coupures est différent : la coupure qui sépare le monde antique et barbare du féodalisme, et celle qui sépare le mercantilisme du capitalisme (barres doubles) correspondent au passage à un mode de production nouveau. Chaque phase qui le précède peut être de ce fait considérée comme une phase de transition : la transition au féodalisme (du I^{er} au VIII^e siècle), la transition mercantiliste au capitalisme (XVII^e et XVIII^e siècles). Mais, alors, la phase actuelle du capitalisme des monopoles serait-elle transition au socialisme ? La question, qui est laissée ouverte ici, appelle des commentaires que nous développerons plus loin.

On verra aussi que la forme d'une transition rend compte de développements en aval parfois longs. Par exemple, la forme de la transition à la féodalité peut expliquer le rôle de la composante paysanne dans la révolution bourgeoise. Ce déterminisme fort, où le passé ancien pèse sur l'immédiat, s'oppose-t-il au déterminisme faible des périodes révolutionnaires ? Doit-on de ce fait opposer les évolutions réformistes, où les conditions objectives (synchroniques) prédominent, aux révolutions, où les conditions « subjectives » l'emportent en réduisant le poids du passé ?

- 4) Le développement inégal, analysé plus loin sur ces bases, inscrivant sur la carte des ethnies ou des nations inégalement avancées, la question nationale lui sera toujours liée.

III - Le concept de nation

1) Nous avons proposé, dans *Le développement inégal* et appliqué dans *La nation arabe* un concept de nation, par opposition à celui d'ethnie — l'une et l'autre partageant en commun la communauté linguistique —, selon qu'il existe ou non une centralisation au niveau de l'Etat, et par son intervention, du surproduit. Ainsi, sans qu'il y ait superposition entre Etat et nation, le phénomène national ne peut être séparé de l'analyse de l'Etat.

On a ensuite proposé, sur cette base, un repérage systématique du fait national à travers l'histoire. En particulier, la nation apparaît clairement : d'une part, dans les sociétés tributaires achevées, où le tribut est centralisé par l'Etat, la classe tributaire étant étatique (Chine, Egypte), par opposition aux sociétés tributaires inachevées (comme les sociétés féodales européennes), où le tribut reste émietté; et, d'autre part, dans le capitalisme, où la concurrence des capitaux, avec la péréquation des profits qui en résulte, et la mobilité du travail sont gérés par l'intervention étatique (législation, système monétaire, politique économique d'Etat). On a expliqué, par les conditions inhérentes de l'Europe (absence de nations à l'époque féodale, naissance concomitante de la nation et du capitalisme), la déformation occidentalocentriste du concept commun (stalinien, mais aussi marxien-engelsien et léninien) de nation.

2) Les oppositions et alliances de classes se nouent à l'intérieur des formations sociales délimitées par les Etats. En effet, les oppositions et alliances impliquent l'intervention active au niveau politique. Les Etats sont ou ne sont pas nationaux.

3) Le concept de nation apparaît clairement dans les sociétés achevées, soit tributaires (Chine, Egypte), soit capitalistes (nations européennes du capitalisme central). Dans les modes de production inachevés, périphériques, la réalité sociale ethnique est trop floue pour pouvoir être qualifiée de nationale. Ainsi en est-il dans l'Europe féodale, parce que le mode féodal n'est qu'un mode tributaire inachevé. Ainsi en est-il aussi dans les périphéries capitalistes contemporaines. De même, la coïncidence entre société et nation disparaît dans les périodes de transition. Ainsi, aujourd'hui, en Europe — si l'on imagine que nous sommes entrés dans une transition ambiguë : vers le socialisme ou vers un mode étatique de classe —, des problèmes nationaux nouveaux apparaissent : par exemple, régions françaises, France, Europe, constituent trois niveaux d'une réalité

en transformation accélérée.

IV - Le concept de système de formations sociales

Nous avons proposé le concept de système de formations sociales lorsque les oppositions et les alliances de classes chez un partenaire, dans un Etat, réagissent significativement sur les oppositions et les alliances chez l'autre. Dans le cas contraire, ces formations sont autonomes.

Le système impérialiste est le modèle type d'un système de formations sociales. Les alliances et oppositions chez ses différents partenaires sont interdépendantes : alliances social-démocrates au centre, alliances de libération nationale à la périphérie. Cette articulation signifie que la genèse de la valeur est collective à l'échelle du système et que sa répartition résulte en dernière analyse des luttes et alliances de classes à l'échelle mondiale et non plus nationale.

V - Etat, nation et économie dans la reproduction capitaliste

1) L'instance étatique est un élément essentiel de l'étude du fonctionnement des formations sociales, que l'on ne saurait réduire à des modes de production, ni ces modes de production à une base infrastructurelle économique, l'Etat étant introduit ensuite comme un instrument des classes exploiteuses.

Dans les formations capitalistes, l'instance étatique est décisive dans la reproduction des conditions concrètes de l'accumulation. C'est dans la politique d'Etat que se nouent et se dénouent les alliances du bloc hégémonique. Et c'est aussi au niveau des instances étatiques que se déterminent les conditions de la reproduction de la hiérarchie mondiale : division internationale du travail, alliances de classes à l'échelle mondiale, etc.

Séparer l'économie de l'Etat, c'est accepter la séparation artificielle par laquelle les disciplines bourgeoises de l' « économie pure » et de la « science politique » tentent de s'opposer au matérialisme historique.

2) Marx se proposait de traiter de ces questions dans l'ordre suivant : 1) le capital, 2) la propriété foncière, 3) le travail salarié, 4) l'Etat, la nation, la démocratie politique, les partis et la lutte des classes, 5) les crises, et 6) le

commerce international et le marché mondial (cf. 82-9).

Les quatre livres publiés du *Capital* (le livre I du vivant de Marx, les livres II et III par les soins d'Engels et le livre IV, concernant les théories de la plus-value, par Kautsky) traitent des questions 1, 2 et 3. Les autres questions ne sont abordées que d'une manière allusive, non systématique, aussi bien dans les *Grundrisse* que, fondamentalement, dans *Le capital*.

Nous avons donné ailleurs notre interprétation de la place du *Capital* dans le matérialisme historique et nous n'y reviendrons pas. Les livres I, II et une partie du III constituent une théorie du mode de production capitaliste pur (deux classes : la bourgeoisie et le prolétariat) qui traite des fondements : la loi de la valeur, de l'accumulation et de l'équilibre en dynamique, de la concurrence des capitaux et de la péréquation du profit. La suite du livre III amorce le passage du mode capitaliste à une formation capitaliste standard à trois classes : il traite de la rente foncière capitaliste. L'ensemble constitue l'économie politique marxiste, entendue comme une critique de l'économie politique, c'est-à-dire une définition des limites qu'elle ne saurait transgresser sous peine de perdre son caractère scientifique. Cet ensemble recouvre les trois premières questions.

Par critique de l'économie politique, nous entendons la démystification de la nature de discours de l'économie politique qui prétend découvrir les lois objectives de l'économie. Or, la réalité économique n'est pas déterminante d'une manière unilatérale, mais seulement en rapport dialectique avec les luttes de classes. L'économie n'est que l'apparence immédiate, la réalité plus profonde étant située au plan du matérialisme historique. L'économie est donc « le discours de la bourgeoisie sur sa propre pratique » (10-13). Dans sa formulation bourgeoise « scientifique » (ricardienne et néo-ricardienne, à la Sraffa), elle décrit correctement les interdépendances immédiates prix/salaires/profits, c'est-à-dire les questions 1, 2 et 3 du plan du *Capital*.

Tant qu'on reste dans ce cadre limité, la lutte des classes ne peut pas être traitée correctement. Elle apparaît réduite à l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat dans le champ de l'économie. Pour saisir les luttes de classes dans leur dynamique réelle, il faut se poser l'ensemble des questions du groupe 4 (Etat, nation, politique), qui relèvent de la méthode du matérialisme historique. Il s'agit en effet de l'analyse d'une situation

concrète, de l'histoire globale (économique et politique) d'une formation, de ses blocs d'alliances de classes, fonctionnant dans un cadre politique donné pour des médiations idéologiques précises : à ce plan, déjà, la médiation étatique s'impose.

Mais il y a plus. L'économie politique bourgeoise prétend répondre aux questions 5 et 6 (les crises et les relations économiques internationales) en termes économiques, c'est-à-dire proposer des modèles explicatifs de la conjoncture et du cycle d'une part, rendant compte des échanges internationaux d'autre part, les uns et les autres ne faisant intervenir que des grandeurs économiques : prix, salaires, profits. Peut-on critiquer ces théories sur leur propre terrain et substituer aux modèles bourgeois des modèles marxistes ? Est-ce que Marx aurait fait cela, s'il avait écrit les livres 5 et 6 ? Certains ont tenté de compléter l'économie politique marxiste de cette manière. Nous avons prétendu que la réponse à ces questions se situait d'abord au plan du matérialisme historique et que la forme économique des réponses suppose des réponses préalables situées à un niveau plus fondamental. Si Marx n'a pas écrit une « économie des crises » et une « économie internationale », ce n'est pas parce qu'il n'en a pas eu le temps, mais parce que l'analyse scientifique des apparences économiques dans ces domaines impliquait auparavant des progrès au plan du matérialisme historique.

3) Prenons donc les questions 5 : le cycle et la crise. Il n'est pas difficile de proposer un modèle d'accumulation cyclique de même nature que le modèle d'accumulation linéaire du livre II du *Capital*. On peut l'exprimer en termes marxistes (valeurs et variations du taux de la plus-value) ou en termes pragmatiques ricardiens-sraffiens (prix, salaires et profits). Nous l'avons fait dans *Le développement inégal* (p. 77 sq.).

Mais ce modèle n'a qu'une valeur descriptive. Pour expliquer les choses au fond, il faut considérer la question des crises sous l'angle du mode de régulation de l'accumulation, c'est-à-dire de la stratégie de classe de la bourgeoisie.

Dans le capitalisme prémonopoliste, la régulation opère d'abord par la maîtrise étatique de l'instrument monétaire. Nous avons insisté sur ce point, que la monnaie n'est pas un voile, mais un instrument actif dans l'accumulation. La gestion étatique de la monnaie et du crédit apparaît alors comme la politique économique de la bourgeoisie en tant que classe.

Le capitalisme ne peut fonctionner sans Etat, monnaie et crédit centralisés; il ne peut être analysé sous l'angle unilatéral de la concurrence des capitaux. Les fluctuations du taux de l'intérêt par lesquelles s'exprime cette politique économique ont un objectif double : d'une part, accélérer l'accumulation, puis « remettre de l'ordre » par la crise, envisagée comme une phase de concurrence accentuée favorisant les concentrations et de pression organisée sur le prolétariat; d'autre part, gérer l'évolution des rapports extérieurs, c'est-à-dire maintenir, ou améliorer, la position nationale vis-à-vis des centres concurrents dans la division internationale du travail. Pour toutes ces questions, on se reportera à *La loi de la valeur et le matérialisme historique*.

On voit que la gestion de la régulation à l'époque prémonopoliste opère comme une gestion étatique double : gestion de la monnaie d'une part, de la force de travail d'autre part (par les fluctuations que cette gestion détermine dans le volant de chômage), les deux étant liées à travers la gestion de la crise.

Bien entendu, il ne faut pas s'arrêter là. La formation sociale comprend d'autres classes : propriétaires fonciers, paysans, petits producteurs (artisans, commerçants), etc. Les circonstances historiques de la révolution bourgeoise et la nature de l'Etat qui en est sorti ont façonné le bloc hégémonique d'une certaine manière. La régulation doit soit reproduire les conditions de reconduction de ces alliances, soit créer le cadre favorable à leur abandon, ou à leur transformation, ou à la substitution d'un nouveau bloc à l'ancien.

D'une manière générale, à l'époque prémonopoliste, dans les centres avancés, la régulation étatique opère au sein d'un cadre politique qui est, au mieux, celui d'une démocratie parlementaire (Angleterre, Monarchie de juillet) et, parfois, d'une monarchie bourgeoise autoritaire mais à l'écoute des intérêts bourgeois (bonapartisme). La classe ouvrière est tenue à l'écart de la vie politique, ses organisations ne sont pas reconnues légalement, le suffrage reste censitaire, etc. Cette démocratie bourgeoise limitée s'ouvre en revanche davantage du côté de la paysannerie et de la petite bourgeoisie.

- 4) Avant de voir en quoi ce système de gestion de la force de travail est modifié à l'époque impérialiste, il faut tenter de répondre aux questions de Marx.

Les relations économiques internationales englobent deux ordres de problèmes, ceux qui concernent la concurrence entre centres et ceux qui concernent les modalités de la division du travail entre centres et périphéries, lesquels se posent en termes différents à l'étape pré-impérialiste et à notre époque impérialiste.

La gestion des relations de concurrence entre centres à l'époque pré-impérialiste passe également par l'Etat. Le laisser-faire n'a jamais été qu'une expression idéologique. Les deux canaux essentiels par lesquels la bourgeoisie intervient collectivement dans ces domaines sont la gestion de la monnaie et celle des droits de douane. Dans la gestion de la monnaie, les effets de la politique économique d'Etat au plan de l'accumulation interne et au plan de la concurrence extérieure interfèrent (cf. *La loi de la valeur et le matérialisme historique*). Quant au choix libre-échangiste ou protectionniste, dans ses infinies modalités, il a toujours été une question politique de première grandeur, ayant des répercussions décisives sur les alliances de classes internes : exemples, l'abolition des *Corn Laws* et l'abandon de l'alliance aristocratique anglaise, les protectionnismes français et italien et les intérêts paysans, les compromis de l'Europe verte, la protection des fermiers américains et la politique d'aide alimentaire américaine, etc.

Si, à l'époque impérialiste, les automatismes qui reliaient les fluctuations du taux de l'intérêt aux mouvements à court terme des capitaux internationaux et de la balance des paiements ont cédé la place à des mécanismes plus complexes, la politique monétaire a conservé une dimension internationale évidente. Cette politique dispose désormais, dans certaines circonstances, de l'instrument du contrôle des changes et des mouvements de capitaux, et, dans tous les cas, de l'instrument des interventions publiques sur les marchés des changes. L'abandon de l'étalon-or au profit du système de Bretton Woods, les arrangements monétaires actuels (accord smithsonien, « serpent » européen, etc.) impliquent tous une interférence active entre la politique monétaire nationale et les conditions de la concurrence internationale. Sans parler des politiques néolibérales ou néoprotectionnistes.

Mais, à l'époque impérialiste, la division internationale du travail entre centres et périphéries prend une dimension nouvelle et ouvre l'ère de l'alliance social-démocrate dans les centres impérialistes, qui se substitue

aux anciennes alliances fondées sur des classes en voie de disparition : paysannerie ou anciennes petites bourgeoisies. Cette alliance est souvent renforcée par la division de la classe ouvrière en deux fractions, l'une nationale et relativement privilégiée, base de la social-démocratie, l'autre presque entièrement exclue du système de ces privilèges, constituée d'immigrés, de minoritaires victimes de discrimination (les Noirs aux Etats-Unis), de jeunes et de femmes (emplois temporaires), etc. Elle tente simultanément, avec plus ou moins de succès, d'intégrer les couches supérieures de la nouvelle petite bourgeoisie (cadres et techniciens).

L'alliance social-démocrate au centre a pour complément naturel l'alliance extérieure de la bourgeoisie impérialiste avec les classes exploiteuses de la périphérie, selon les phases de l'impérialisme : les féodaux et compradores, puis la bourgeoisie industrielle dépendante. Ce bloc hégémonique à l'échelle mondiale se heurte au bloc de libération nationale, dont les modalités sont évidemment différentes selon les structures de classes des pays de la périphérie.

La reproduction de cette structure internationale implique l'hégémonie de l'idéologie impérialiste autant que la corruption matérielle, rendue possible par la surexploitation des peuples de la périphérie et le pillage de leurs richesses, et les effets économiques qu'on connaît au centre : plein emploi et croissance parallèle des salaires et des productivités. Cette hégémonie permet l'extension de la démocratie électorale à la classe ouvrière et se nourrit du nationalisme, hier les chauvinismes nationaux, aujourd'hui le pan-occidentalisme.

La régulation de l'accumulation à l'époque impérialiste ne s'accomplit plus essentiellement par la crise cyclique régulière et les fluctuations du volant du chômage. La gestion de la force de travail opère dans deux directions principales : sur la base de la division internationale du travail par la reproduction d'une armée de réserve grandissante à la périphérie, et, dans les centres, par les stratégies d'éclatement de la classe ouvrière. Elle est renforcée par les politiques de la monnaie et du crédit aux échelons nationaux et international. Comme on voit, il s'agit d'une gestion politique qui relève des Etats et non des multinationales érigées en force autonome, comme le prétendent les déviationnistes économistes (71 b).

Evidemment, cette gestion ne correspond pas à l'harmonie telle que l'idéologie économiste se la représente : efficacité au centre et

développement à la périphérie. Elle est traversée de contradictions de classes. Mais celles-ci ne sont plus les mêmes qu'autrefois. La composante prédominante à l'époque impérialiste est celle qui oppose le bloc impérialiste (y compris des partenaires de l'alliance social-démocrate et des alliances périphériques subalternes) au bloc de libération nationale. La crise actuelle est une crise de ces blocs (cf. *La crise de l'impérialisme* et *L'impérialisme et le développement inégal*).

C'est seulement après avoir ainsi rétabli la prééminence du matérialisme historique sur l'économie politique qu'on peut examiner les questions dites d'économie internationale. Ce renversement permet de mettre en lumière le vice fondamental de l'économisme : ce ne sont pas les « avantages comparatifs » qui déterminent la division internationale du travail, c'est l'inverse; et la division du travail est elle-même déterminée par la reproduction des alliances de classes qui la sous-tendent.

On peut dès lors analyser le fonctionnement économique du système, qui apparaît comme un système de détermination du partage de la valeur engendrée à l'échelle mondiale en fonction des taux inégaux d'extraction du surtravail, fondé sur la mondialisation de la marchandise et de la valeur.

- 5) En conclusion, on voit que l'accumulation, tant à l'échelle mondiale qu'à celle des Etats centraux et périphériques, résulte des alliances et contrastes de classes noués dans le cadre des Etats et par-delà les frontières des Etats. L'instance étatique constitue donc le niveau décisif. Mais si, au centre, l'Etat-nation s'est finalement imposé par un double processus d'assimilation à l'intérieur des nations et d'éclatement des formes plurinationales, en revanche, à la périphérie, l'Etat n'est pas forcément la nation.

VI - La ligne bourgeoise et la ligne prolétarienne dans la question nationale. Idéologie et base matérielle

- 1) La ligne bourgeoise, qui est aussi celle de toutes les classes exploiteuses, est de reconnaître l'existence de tous les groupes sociaux, nations et groupes ethnolinguistiques, races, tribus, groupes religieux, voire groupes d'âge, sexe, etc., — à l'exception des classes. La sociologie décrète ainsi, à partir de définitions empiriques, qu'il n'existe que des catégories socioprofessionnelles, définies par le métier, le secteur d'activité, ni plus

ni moins importantes que les catégories fondées sur des réalités sociales non économiques. Elle cherche ensuite à établir les corrélations éventuelles entre les divers phénomènes sociaux apparents. Elle qualifie de « métaphysique », « fumeuse » ou « non repérable », la distinction de classes fondée sur l'analyse d'un mode de production. Tout comme l'économie bourgeoise vulgaire qui ne connaît que les prix et estime inutile le détour par la catégorie « métaphysique » de la valeur.

Face aux différents problèmes pratiques que pose l'existence de toutes ces catégories, la ligne bourgeoise se subdivise en deux attitudes. L'attitude réactionnaire nie la nécessité de droits et libertés spécifiques permettant l'épanouissement des différences catégorielles. Elle considère que *la* liberté, formelle et individuelle (« Tous les hommes sont égaux »), suffit. L'attitude démocratique reconnaît, elle, la nécessité de droits et libertés spécifiques, comme le droit aux nations à disposer d'elles-mêmes, le droit des femmes à l'égalité réelle avec les hommes, le droit des minorités à s'exprimer dans leur langue, etc.

- 2) La ligne prolétarienne, qui est aussi celle de toutes les classes exploitées, est de repérer, au-delà de tous les groupes immédiatement visibles (nations, religions, sexe, etc.), la division de classe essentielle, fondée sur le mode de production, opposant la ou les classes exploitées, contraintes de fournir un surtravail, à la ou aux classes exploiteuses, qui accaparent ce surtravail. Comme elle est de repérer, au-delà de l'apparence immédiate des prix, la catégorie essentielle de la valeur.

L'hégémonie de l'idéologie des classes exploiteuses dans toutes les sociétés de classe conduit à la distinction nécessaire entre classe en soi et classe pour soi. Si la classe sociale est une réalité objective, elle ne devient en effet une réalité politique pleine et entière que dans la mesure où l'hégémonie idéologique de la classe exploiteuse est remise en cause par une conscience de classe claire et achevée. L'émergence de cette conscience résulte de la pratique de la lutte des classes et de la subordination des autres réalités catégorielles à la réalité fondamentale de l'exploitation de classes.

Face aux problèmes posés à la lutte des classes par ces réalités objectives diverses, la ligne prolétarienne se subdivise également en deux attitudes. L'attitude réactionnaire, bureaucratique, formelle, consiste à nier simplement

les réalités autres que celles des classes. Nier les sexes, nier les nations, nier les religions, etc. Les considérer non comme des réalités mais comme des phénomènes artificiellement manipulés par les classes exploiteuses. Cette attitude consent, au plus, à des concessions tactiques face à ces réalités. Elle conduit, en fait, à la faillite de la lutte des classes, car ces réalités ont la peau dure et leur puissance finit par empêcher l'émergence de la classe pour soi.

L'attitude révolutionnaire, elle, consiste à reconnaître l'existence d'une base matérielle objective à toutes les différences catégorielles et à éclaircir comment ces différences s'articulent à celle qui oppose les classes. L'attitude révolutionnaire ne sépare pas deux mondes, le monde des classes fondé matériellement sur l'exploitation et celui des autres catégories, purement circonstancielle ou idéologiques, non fondées matériellement. Elle ne connaît qu'un monde, dont tous les aspects sont fondés matériellement et, en dernier ressort, par l'exploitation des classes. L'attitude révolutionnaire consiste donc à chercher à comprendre la dialectique de l'interaction de tous les aspects de la vie sociale, sans mettre sur le même plan tous ces aspects, mais en recherchant toujours les déterminations en dernière instance et les modalités de leur expression réelle. Elle définit à partir de là une stratégie et une tactique des alliances de classes.

VII - L'idéologie de la culture universelle

- 1) Déterminer la tendance de l'évolution culturelle de l'humanité selon qu'elle progresse ou non vers l'homogénéisation et choisir ou non de la soutenir sont les conclusions naturelles de tous les débats importants, notamment de ceux dont l'Etat et la nation constituent l'enjeu.
- 2) La première thèse proposée est que la tendance à l'homogénéisation, sous-jacente dans le développement capitaliste, est entravée par les conditions mêmes de l'accumulation inégale.

La base matérielle de la tendance à l'homogénéisation est fondée sur l'extension continue des marchés, en largeur et en profondeur. Le marché des marchandises d'une part s'étend peu à peu de la région au pays, puis au monde entier, d'autre part s'empare progressivement de tous les aspects de la vie sociale. Le marché des capitaux, longtemps limité par l'association nécessaire du capital et du capitaliste, tend à devenir mondial, avec la centralisation du capital au stade des monopoles. La

force de travail elle-même, d'abord limitée dans ses migrations par des handicaps divers, sociaux, linguistiques, juridiques, tend à acquérir une mobilité internationale.

La vie culturelle étant le mode d'organisation de l'utilisation des valeurs d'usage, l'homogénéisation de celles-ci par leur soumission à la valeur d'échange généralisée va tendre à homogénéiser la culture elle-même. Mais cette tendance se heurte aux limites que lui impose l'accumulation inégale.

La première de ces inégalités oppose l'accumulation accélérée au centre à l'accumulation freinée et biaisée à la périphérie du système impérialiste. Tandis qu'au centre la tendance a été et reste à la désintégration des modes précapitalistes et à l'intégration de la force de travail comme force de travail de prolétaires soumis à l'extraction directe de la plus-value dans le processus immédiat de leur travail, les conditions historiques de l'extension du capitalisme à l'échelle mondiale ont plutôt entraîné, à la périphérie, le développement de formes de la soumission formelle. Tel est le secret du maintien des apparences de survivances précapitalistes, de la surexploitation du travail à la périphérie, du transfert de valeur dans lequel elle s'exprime et de la distorsion du mode d'accumulation qui l'accompagne. Cette inégalité fondamentale dans le développement impérialiste accélère les tendances à l'homogénéisation réelle au centre, tandis qu'elle les annule pratiquement pour la grande masse des peuples de la périphérie, qui ne peuvent accéder au mode de consommation moderne, réservé ici à une minorité.

La seconde limite est fondée sur les inégalités de l'accumulation dans les centres eux-mêmes. Elle a été un handicap majeur dans la constitution même de ces centres, dans l'acquisition d'un caractère national unifié par la majeure partie d'entre eux. Elle subsiste et resurgit sous la forme de régionalismes.

- 3) La seconde thèse proposée est que cette tendance à l'homogénéisation n'est pas la conséquence nécessaire du développement des forces productives tout court, mais du contenu capitaliste de ce développement.

L'élévation du niveau des forces productives dans les sociétés précapitalistes n'impliquait pas la soumission de la valeur d'usage à la valeur d'échange et, de ce fait, s'accompagnait de la diversité des voies et

des modalités du développement.

Le mode capitaliste, mode nécessaire pour accélérer le progrès des forces productives, impliquait la dominance de la valeur d'échange et donc l'uniformisation. Mais il est maintenant devenu un handicap au progrès ultérieur des forces productives à l'échelle mondiale, car le mode d'accumulation biaisé qu'il impose à la périphérie exclut la perspective d'un rattrapage. C'est la raison majeure pour laquelle le capitalisme est objectivement dépassé à l'échelle mondiale.

Le socialisme, nécessité historique à son tour, ne peut-il surmonter le legs du passé-présent que par l'adoption de modèles d'accumulation suffisamment proches de ceux du capitalisme pour réaliser ce que celui-ci n'aura pas réussi à faire : l'uniformisation du monde ? L'uniformisation est certes une issue possible, instituant un nouveau mode de classes, le mode étatique; mais elle n'est pas la seule.

La clé d'une analyse scientifique de ces problèmes réside dans une étude correcte de la technologie. Celle-ci n'est pas neutre vis-à-vis des rapports de production. On ne peut imaginer les techniques de production de la société sans classes par extrapolation des tendances actuellement développées au sein du système capitaliste, où elles sont le support d'une division du travail qui sépare la conception de l'exécution et reproduit ainsi la base matérielle de la division en classes. Si la société de classes se construit sur l'abolition de la valeur d'échange et le rétablissement de la dominance de la valeur d'usage, la tendance actuelle à l'homogénéisation devrait s'inverser.

- 4) La tendance à l'homogénéisation du capitalisme opère avec une force quasi irrésistible au niveau des techniques industrielles de production, dans le champ des modes de consommation, « styles de vie », etc., avec une puissance très atténuée dans les domaines de l'idéologie et de la politique. Elle n'opère plus qu'à peine dans le domaine de l'usage des langues.

L'unification linguistique des nations en formation s'est faite par la vie et la force des choses mais sans politique systématique. Une langue populaire parlée et la langue officielle de l'administration ont longtemps pu coexister. La généralisation de l'école, autant que les exigences d'un marché beaucoup plus intégré, n'ont assuré le triomphe définitif des

langues nationales qu'à l'époque contemporaine. Mais, chaque fois que le pouvoir a tenté d'imposer par l'école une langue étrangère à la nation en formation, il s'est heurté à une résistance qui a fini le plus souvent par l'emporter. Les espoirs qu'entretenaient beaucoup de socialistes du xix^e siècle d'une assimilation rapide (ainsi, dans l'empire autrichien, les prévisions de Kautsky ou de Strasser concernant le tchèque) ont tous été démentis par les faits.

- 5) Quelles positions adopter à l'égard de cette tendance à l'uniformisation ? On ne saurait regretter éternellement ce qui est historiquement irréversible : la francisation de l'Occitanie, l'adoption généralisée du transport automobile particulier en Occident ou celle du coca-cola par le peuple cubain, pour prendre des exemples à des niveaux très différents. Mais la question se pose quand on regarde au-delà du présent. Doit-on se féliciter de cette tendance du capitalisme à l'homogénéisation, comme on se féliciterait du progrès des forces productives ? Doit-on la soutenir, c'est-à-dire ne jamais s'y opposer activement, en rappelant le caractère réactionnaire des mouvements du XIX^e siècle visant à la destruction des machines ? Doit-on regretter seulement qu'elle opère par des moyens de classe, et qu'elle est de ce chef d'une efficacité limitée ? Conclure que le socialisme ira dans la même direction, mais plus vite et moins douloureusement ?

Deux tendances ont toujours coexisté dans le marxisme à cet égard. Marx lui-même, tout au moins dans la première moitié de sa vie active, adopte un ton élogieux quand il parle du progrès des forces productives, des réalisations de la bourgeoisie, de la tendance à l'uniformisation, laquelle libère l'homme des horizons bornés du village. Mais progressivement des doutes s'installent en lui, et le ton de ses écrits ultérieurs est plus nuancé.

Le mouvement ouvrier, dans sa tendance dominante, a évolué dans un sens un peu différent. L'éloge de la « civilisation universelle » en construction, la croyance en la fusion des cultures (et même des langues) prédominent dans la II^e Internationale : qu'on pense à la tentative de l'esperanto. Démenti par la guerre de 1914, ce cosmopolisme naïf réapparaît après la seconde guerre mondiale, quand américanisation paraît synonyme de progrès, ou tout au moins de modernisation.

En fait, la tendance à l'uniformisation implique le renforcement de

l'adéquation de la superstructure aux exigences de l'infrastructure capitaliste. Elle est réduction des contradictions motrices, donc réactionnaire. La résistance spontanée des peuples à cette uniformisation doit être renforcée en vue de renverser les rapports d'exploitation qui la sous-tendent.

L'*Homo consumens* n'est pas une nécessité inéluctable, mais seulement une nécessité du capitalisme. L'idéologie de la culture universelle est une idéologie bourgeoise, fille de l'idéologie des Lumières selon laquelle le progrès des forces productives détermine automatiquement celui de la civilisation, de la liberté, de l'égalité, etc., occultant les contradictions de classes par lesquelles ce progrès des forces productives se fraie sa voie.

- 6) Cette tendance à l'uniformisation a-t-elle entraîné des résultats significatifs au plan politique c'est-à-dire réagissant sur la lutte des classes ? Certainement. Dans un premier temps, jusqu'aux guerres de 1914-18 et de 1939-45, la tendance à l'uniformisation ne paraît opérer qu'au niveau de chacune des nations centrales, et notamment des grands Etats-nations; elle se développe parallèlement à la constitution du capital des monopoles sur la base nationale; elle renforce les tendances aux grands chauvinismes qui servent les intérêts d'impérialismes nationaux farouchement opposés. Mais les choses ont changé depuis 1945. Les impérialismes se sont retrouvés trop inégaux pour envisager autre chose que leur subordination à l'impérialisme américain dominant, refoulant leurs contradictions au second plan. La crainte de l'U. R. S. S. et celle de la révolte coloniale généralisée ont renforcé cette tendance. Parallèlement, la croissance économique intensifiait l'uniformisation de la vie sociale sur le modèle américain.

On peut désormais se poser la question de savoir si les vieux nationalismes ne sont pas en passe de disparaître. Non pas au profit d'un internationalisme mondial, mais d'un néonationalisme pan-occidental à relent raciste, se définissant avant tout par opposition à l'Asie et à l'Afrique, avec, pour contrepartie, des micro-régionalismes tolérés et récupérés parce que sans portée politique.

¹ Les références entre parenthèses renvoient à la bibliographie en fin de volume

Chapitre II

Les formations communautaires

- 1) L'anthropologie, comme toutes les disciplines spécialisées de la science sociale, non seulement découpe artificiellement la réalité sociale, mais encore charrie un objectif idéologique double : d'une part, ériger un domaine qui échapperait aux lois fondamentales du matérialisme historique; d'autre part, opposer les « peuples primitifs sans histoire », notamment ceux d'Afrique, aux peuples à histoire, les Européens, justifiant ainsi moralement l'impérialisme. A cet égard, le luxe des moyens de l'anthropologie anglo-saxonne, qui tourne le dos au marxisme, n'a pas compensé l'insuffisance de ses fondements théoriques. Il est significatif que les apports les plus intéressants de l'anthropologie non marxiste aient été longtemps ceux de chercheurs proches du marxisme (cf. 10-9).
- 2) L'anthropologie marxiste contemporaine a notamment à son actif d'avoir élucidé le problème de la dominance de la parenté dans les sociétés de classes en formation. Elle a démontré que le faible niveau de développement des forces productives imposait des formes de coopération à l'intérieur de la collectivité villageoise et entre villages, lesquelles sont la clé qui permet de saisir la fonction des organisations familiales, lignagères, claniques et tribales. Elle a opéré ainsi un retour salutaire au meilleur d'Engels (10-2). En démontrant la détermination en dernière instance par la base économique, elle a ruiné les confusions du structuralo-marxisme dans sa tentative de traiter la parenté comme relevant à la fois de l'infrastructure et de la superstructure. En ce domaine, les contributions de l'anthropologie marxiste contemporaine (10-5, 10-6, 10-7) sont importantes, notamment la distinction proposée entre la dominance et la détermination en dernière instance.
- 3) Nous n'en tirerons pas pour autant la conclusion, formulée par Alain Marie (10-4), que l'anthropologie économique nous a appris comment fonctionnait la dominance du non-économique dans les sociétés de classes sur la base de ce qu'il appelle « l'idéologie de la famille (ou de la parenté) ». En fait, pour voir fonctionner cette dominance, les sociétés tributaires nous fournissent un matériel non seulement beaucoup plus

riche, mais en relation plus directe avec les questions posées par la lutte contre le capitalisme pour la construction du socialisme. Car, dans ces sociétés beaucoup plus avancées, l'idéologie dominante n'est plus celle de la parenté, laquelle laisse notre monde contemporain assez froid, mais celle qui est véhiculée et imposée par les grandes institutions à caractère absolu religieux ou civil. La réflexion sur les rôles de l'Eglise chrétienne dans l'Europe féodale, de l'idéologie de la monarchie absolue dans l'Europe du mercantilisme, de l'islam dans le monde arabe, du confucianisme en Chine, paraît infiniment plus utile pour comprendre le statut exact de l'idéologie dans le matérialisme historique.

Ce rôle avait été enfoui par la réduction économiste du marxisme. Et celle-ci témoignait de la réintégration de son courant dominant dans la tradition de la philosophie bourgeoise des Lumières, elle-même expression idéologique de la dominance de l'instance économique dans le mode capitaliste. Or, la remise en cause de cette réduction économiste et de la théorie de l'idéologie-reflet qu'elle a inspiré n'a pas été provoquée par des découvertes de l'anthropologie, mais par la réflexion politique sur la société soviétique et la construction du socialisme. Et cette réflexion n'a pas été celle d'intellectuels, mais de l'énorme mouvement pratique et théorique provoqué par les luttes engagées en Chine; c'est le maoïsme, non l'anthropologie, qui a permis de rétablir le matérialisme historique dans tous les domaines. Selon cette problématique, la centralisation du capital dans le mode étatique met un terme à la dominance de l'économie et rétablit la dominance de l'idéologie; le mode étatique ne serait donc pas simplement une variante du capitalisme, mais un terme nouveau de l'alternative nécessaire qu'impose son dépassement.

- 4) Un progrès comporte souvent le risque ultérieur de retours en arrière; car, en résolvant certains problèmes, il en pose de nouveaux. Ainsi, l'anthropologie, pour avoir élucidé la question de la parenté, se heurte-t-elle aujourd'hui à une question restée sans réponse : celle de l'articulation entre les rapports hommes/femmes et les rapports sociaux de domination (qui se situent au niveau des instances super structurelles) et d'exploitation.

On est frappé par la force du texte de Marx dans lequel Alain Marie substitue le terme de « femmes » à celui de « marchandises ». La spécificité du problème réside peut-être dans le fait que la question du

rapport entre les sexes et du statut dominé de la femme remonterait en partie au communisme primitif, au passage de l'animal à l'homme, et en partie à la phase ultérieure précoce de constitution des classes. On sait comment l'organisation de la famille s'articule avec celle des différents modes de production. Mais on ne pourrait en conclure que les femmes constituent une classe sociale, exploitée par les hommes, qu'à la condition double de confondre les rapports de domination et les rapports d'exploitation d'une part, et de réduire à une seule catégorie l'extraction de surtravail des femmes à travers les âges (en niant donc la spécificité de l'articulation famille/modes de production dans les différents modes de production) d'autre part. Cette formulation du problème féminin est produite par une interprétation économiste du matérialisme historique. Ou, même, par une extension du domaine du matérialisme historique à un champ qui le dépasse : celui de l'anthropologie au sens littéral, de la définition de l'être humain par rapport aux espèces animales. La porte est alors ouverte aux errements psychologues ou biologistes fondés sur des « mythes d'origine » dont certains courants féministes se nourrissent, au détriment de la lutte pour la libération réelle des femmes.

Pourtant, là encore, les problèmes ont été posés, non pas à partir de la réflexion des intellectuels, mais par l'irruption des mouvements féminins, qu'ils aient été fort éloignés du marxisme, comme aux Etats-Unis et en Europe du Nord, ou qu'ils en aient été très proches, comme aux lendemains de la révolution russe ou en Chine.

Réalise-t-on un progrès en reformulant ces problèmes dans les termes d'un prétendu « mode de production domestique » articulé aux autres modes de production (11-1, 11-2) ? Il ne le semble pas. En cherchant à établir que la source des profits que les monopoles tirent des travailleurs immigrés est située dans l'exploitation domestique, on occulte les effets spécifiques de la domination des monopoles sur les sociétés paysannes d'où proviennent ces travailleurs migrants. La voie correcte paraît plutôt être celle de l'analyse de la domination du mode capitaliste sur les modes paysans, voie ouverte par Marx lui-même dans ses observations rapides concernant les effets de l'intégration de la paysannerie russe dans le système capitaliste, relayé par Lénine, Kautsky et même Chayanov (10-10). Marx n'a jamais nié que la valeur de la force de travail devait tenir compte du coût de la reproduction dans les conditions qui définissent une

société. Et ces conditions sociales sont celles que nous connaissons : elles comprennent notamment l'organisation de la famille, la hiérarchie des sexes, la division sexuelle du travail et l'attribution des tâches domestiques aux femmes.

Quoi qu'il en soit, la redécouverte du sens vrai de la valeur de la force de travail dans le mode capitaliste et de ce qu'elle implique en termes d'oppression des femmes n'est certainement pas sans importance, ni qu'en Occident cette révolte ait éclaté d'abord aux Etats-Unis et en Europe du Nord, où c'est sans doute l'ignorance du marxisme qui a conduit à des formulations correspondant à la version féministe de « l'éternel féminin » (cf. 11-3). Un mode de production ne saurait être transhistorique, servir à rendre compte de tout, en toute époque et en tout lieu. Le « mode domestique » n'exprime rien de plus que la vieille oppression des femmes et il vaut donc mieux conserver ce dernier terme qui est limpide. La confusion vient d'une réduction de tous les rapports de domination et d'exploitation à une catégorie unique, celle des rapports d'extraction de surplus. On doit plutôt formuler la question de l'articulation de l'oppression féminine et de l'exploitation capitaliste en disant que la soumission des femmes permet au capital de réduire la valeur de la force de travail; les hommes dominent les femmes, mais ils sont exploités ensemble (cf. 73-3). Sans doute la « défaite historique du sexe féminin », pour reprendre l'expression d'Engels, est-elle si ancienne que l'oppression des femmes constitue une sorte de permanence. Mais, comme l'a montré Lipietz (82-10), elle n'existe jamais isolée, preuve qu'elle n'a pas le statut d'un mode de production au vrai sens du terme.

- 5) L'anthropologie court le risque d'impasses plus graves si elle oublie qu'elle traite du passage aux sociétés de classes.

Les sociétés qu'elle étudie sont nécessairement des sociétés situées à un niveau très faible de développement des forces productives. L'organisation lignagère, clanique et tribale constitue un obstacle au développement ultérieur de ces forces, qui ne pourra être surmonté que par l'organisation étatique tribulaire.

Pour que la constitution de classes puisse s'amorcer, un premier développement des forces productives est nécessaire, auquel correspond le passage à l'agriculture sédentaire. Il y a longtemps que les agronomes savent — contre la théorie économique néoclassique assimilant Terre et

Nature — que le terroir agraire est non pas un objet mais un moyen de travail; mais les agronomes, considérés comme des empiristes, n'ont guère été lus par les autres professions de la science sociale, économistes, historiens, anthropologues. Quant au mythe qui confond le développement des forces productives avec l'amélioration de la productivité du travail, Ester Boserup, bien que non marxiste, l'avait dissipé dès 1965, montrant (10-11) que le passage à l'agriculture intensive, sous l'effet de la pression démographique, permettait une production par tête plus forte, donc un surplus éventuel plus consistant, grâce non pas à une productivité plus élevée par journée de travail, mais à une plus grande quantité de travail annuelle.

Chaque fois que l'on décèle la dominance de la parenté, c'est qu'on en est encore au premier stade de cette longue évolution, à un stade embryonnaire de formation des classes. Les africanistes oublient souvent que les sociétés au sud du Sahara ignoraient presque toutes la charrue et l'écriture. Cette conjonction n'est pas un hasard : le développement des forces productives, condition nécessaire pour permettre un surplus adéquat à la constitution irréversible de l'Etat, passe par le passage de l'énergie humaine à l'énergie animale; de même, l'Etat n'est guère concevable sans l'usage de l'écriture pour recenser, informer et transmettre les ordres. L'Etat impérial éthiopien, l'Etat mahdiste du Soudan, seules exceptions au sud du Sahara, se constituent en même temps que se généralise l'usage de l'araire et de l'écriture.

Cela dit, si l'analyse des forces productives implique celle du processus technique de production, celui-ci ne peut évidemment être isolé de la superstructure : Pouillon (10-4), rappelle que la catégorie du travail abstrait appartient au mode capitaliste. Dans la naissance des classes, les rapports de domination et les rapports d'exploitation embryonnaires sont encore inextricablement mêlés. Or, il est nécessaire de les distinguer radicalement : comme le montre Marie, « la domination n'a pas pour corrélat nécessaire l'exploitation ». C'est parce qu'il se refuse à le faire que Meillassoux (10-5) est contraint de confondre mode de production paysan et mode de production domestique. Lorsque, à partir du terrain gouro, il constate qu'il n'y a là ni contrôle d'un surproduit ni contrôle des moyens de production, et que le contrôle de la force de travail opère à travers celui des reproductrices (les femmes), il mélange les rapports de

coopération et de domination, déjà établis à un certain niveau, celui qui permet l'organisation de la coopération au sein du village et entre villages par la gérontocratie, et les rapports d'exploitation, pas encore établis. S'il n'y a pas d'Etat, c'est qu'il n'y en a pas besoin : le consensus accepte la gérontocratie parce qu'elle permet la coopération nécessaire.

L'absence de classes amène à qualifier les modes de production de cette transition de modes communautaires. A ce stade de l'évolution de l'humanité, les conditions écologiques, démographiques, etc., commandent une variété extrême des organisations. Malgré tout, cette variété reste définie, non par le niveau des forces productives, mais par les rapports de production et les rapports juridiques et politiques. Le dénominateur commun, c'est la propriété communautaire du moyen de production principal : la terre, même si elle est organisée selon une foule de modalités spécifiques. En mettant l'accent sur le particulier, on risque d'oublier le caractère fondamental commun, de confondre le plan de la base économique avec celui de l'organisation politique, de mettre l'accent sur la relation de domination qu'est la gérontocratie et de lui attribuer les effets d'un mode d'extraction de surtravail qu'elle ne saurait être.

- 6) La seconde impasse où risque de se fourvoyer l'anthropologie, c'est la recherche obstinée d'un « mode de production esclavagiste », déviation qui rappelle les « cinq stades » de la vulgate stalinienne. Dans la variété extrême des formes du passage des modes communautaires aux modes tributaires, l'esclavage n'est nullement obligatoire et la persistance d'une telle démarche est dictée exclusivement par l'importance de l'antiquité gréco-romaine dans la formation occidentale.

L'occidentalo-centrisme prend ici une forme presque caricaturale : on traduit cinquante mots de langues différentes, décrivant des situations différentes dans des champs différents, par le même terme d'esclavage, puis on cherche une issue pour sortir de l'impasse dans laquelle on s'est fourvoyé. En fait, si les mots ont une connotation différente, c'est bien parce qu'ils renvoient à des réalités différentes. L'esclavage constitue un statut particulier du travail qui ne s'est développé à grande échelle que dans les situations de forte mercantilisation, lesquelles sont évidemment des situations limites avant l'achèvement du mode capitaliste.

- 7) La troisième impasse risque d'avoir de graves conséquences. Si, prétextant la primauté des rapports de production, on exclut l'analyse de la

circulation du champ du matérialisme historique, on aboutira à la conclusion que cette circulation n'a pas d'effets en retour sur les rapports de production.

Nous avons rappelé ailleurs l'importance des livres II et III du *Capital*, et du danger de réduire Marx au seul livre I. Disons seulement ici que cet acharnement contre la circulation est d'autant plus suspect qu'il conduit à occulter l'impérialisme. C'est en tout cas ce refus d'envisager l'existence de la circulation marchande pour se consacrer exclusivement aux rapports de production, réduits de la sorte au processus immédiat du travail, qui a conduit à considérer l'esclavage comme une étape nécessaire dans la succession des modes de production.

- 8) L'anthropologie marxiste s'était constituée, avec Marx et Engels, à partir des questions relatives à l'histoire de l'Antiquité grecque et romaine et de la constitution de la chrétienté féodale. Marx croyait devoir opposer cette ligne particulière du développement de la naissance de l'Etat et des classes à celle de l'«Asie» (dans les *Grundrisse*) encore qu'Engels, dans *L'origine de la famille*, se soit attaché au contraire à faire ressortir, par l'analogie de la *gens* grecque et de celle des Iroquois, les caractéristiques universelles de l'évolution. En fait, c'est surtout à partir des études anthropologiques concrètes, développées notamment sur les terrains africains, que des progrès ont été réalisés pour une meilleure compréhension des sociétés communautaires.

Chapitre III

Les formations tributaires

- 1) Du moment où les classes sociales et l'Etat sont définitivement établis dans une société jusqu'à celui où cette société entre dans l'ère du capitalisme central ou périphérique, il s'est déroulé une période plus ou moins longue (cinq mille ans pour l'Egypte, trois mille pour la Grèce, quinze siècles pour l'Europe), parfois même annulée par l'intégration impérialiste. L'apparence immédiate révèle l'immense variété des organisations sociales qui occupent cette période. Est-il scientifique, dans ces conditions, de leur attribuer un dénominateur commun ?

La tradition marxiste est contradictoire. Le marxisme académique s'est attaché à mettre l'accent sur la spécificité, au point quelquefois de renoncer à qualifier par le même terme des sociétés appartenant à des aires culturelles différentes, réservant par exemple le terme de féodal à l'Europe (plus l'exception japonaise) et le refusant à l'Asie. En sens contraire, la tradition du marxisme militant a toujours usé d'une terminologie englobante, qualifiant par exemple de féodal toutes les grandes sociétés manifestement moins avancées. L'une et l'autre tradition pourraient se réclamer de Marx si la question devait être réglée par la marxologie et non le marxisme. Ainsi Rodney Hilton (50-2) fait remarquer que Marx utilisait le terme de féodal avec une connotation générale qui était parfaitement comprise par ses contemporains et recouvrait au moins toute l'histoire européenne, des invasions barbares aux révolutions bourgeoises anglaise et française. Sa vision du féodalisme n'était pas celle des historiens bourgeois ultérieurs qui, à force de restrictions, ont réduit le champ de la féodalité à l'entre-Loire-et-Rhin durant quatre siècles. Mais Marx a aussi inventé le terme de « mode de production asiatique », et dans des écrits parfois non publiés, comme les *Grundrisse*, repris certaines thèses de Montesquieu, Bernier, etc., prétendant opposer l'« immobilisme » asiatique à l'histoire mouvementée et rapide de l'Europe.

Des débats animés ont régulièrement opposé les tenants des deux positions. D'une manière générale, la tendance dominante chez les Euro-américains du monde académique insiste sur le caractère exceptionnel de

l'histoire européenne. La discussion a connu des moments creux, de la fin du XIX^e siècle à 1917, puis à l'époque de l'unanimité de façade imposée par les « cinq stades ». A d'autres moments, c'est la théorie du mode de production asiatique qui triomphe. L'occidentalo-centrisme affiché de la fin du dernier siècle ou la vulgate des cinq stades aboutissaient à des conclusions qui nous paraissent aujourd'hui absurdes. Mais il est sans doute tout aussi excessif de chercher à retrouver le mode asiatique partout, dans la protohistoire et chez les tribus d'ici ou là comme dans les empires de la « grande histoire ». Quel est au bout du compte l'intérêt de généralisations fondées sur un sentiment de vague ressemblance qu'imposerait la conception unitaire d'un mode de production généralisé, qualifié de féodal, d'asiatique, ou de tributaire ? Comment renoncer à la spécificité aveuglante de tant d'éléments de la réalité immédiate ? Comment employer le même concept de mode de production pour analyser des sociétés dont les niveaux de développement des forces productives sont si divers ?

- 2) Première remarque : la recherche éventuelle de l'unité, par-delà la diversité, ne s'applique qu'à des sociétés ayant un niveau de développement des forces productives comparable. Certes, le niveau n'est pas exactement le même en France et aux Etats-Unis; on conviendra pourtant que ces deux pays sont capitalistes. En sens inverse, il est nécessaire de considérer trois paliers dans le développement des forces productives, auxquels correspondent trois familles de rapports de production. En s'abstenant de relier le contenu essentiel des rapports de production au niveau de développement des forces productives, on renoncerait à l'essence même du matérialisme historique.

Au premier palier, le surplus est trop mince pour permettre plus que l'amorce de la constitution des classes et de l'Etat. Il serait donc absurde de confondre sous le même vocable des formations lignagères, claniques ou tribales et des formations étatiques. C'est pourtant ce qu'a tenté le Hongrois Tokei, dont les thèses sont plus connues en Occident dans la version qu'en a donnée Godelier (30-3, 30-4), en plaçant le mode « asiatique » dans la transition aux sociétés de classes. Comment la Chine, qui produisait au XI^e siècle autant de fer que l'Europe au XVIII^e et comptait cinq villes de plus d'un million d'habitants, peut-elle être rangée au tout début de la société de classes, alors que l'Europe, au même niveau

de développement des forces productives, était à la veille de la révolution industrielle ? A ce premier palier, niveau faible de développement et rapports lignagers claniques et tribaux sont indissolublement liés. Ce sont ces rapports qui permettent le démarrage du développement des forces productives au-delà de la phase du communisme primitif (le passage à l'agriculture sédentaire) et en même temps bloquent la poursuite de leur développement à partir d'un certain point. Là donc où l'on reconnaît de tels rapports, le niveau des forces productives est nécessairement bas; là où on ne les trouve plus, il est plus élevé. Les formes de la propriété qui se situent à ce premier plan présentent des traits communs fondamentaux : il s'agit toujours de propriété communautaire, dont l'usage est réglementé en relation avec les systèmes de la parenté qui régissent l'instance dominante.

Au second palier correspond un niveau de développement des forces productives qui permet et exige l'Etat, c'est-à-dire le dépassement de la dominance de la parenté, laquelle ne pourra subsister que comme vestige soumis à une autre rationalité. Les formes de la propriété de ce second palier sont celles qui permettent à la classe dominante de contrôler l'accès au sol agricole et d'extraire par ce moyen un tribut aux paysans producteurs. Cette situation est commandée par la dominance de l'idéologie, qui revêt toujours la même forme : religion ou quasi-religion d'Etat.

Au troisième palier correspond le niveau supérieur des forces productives du capitalisme. Ce niveau implique la propriété capitaliste, c'est-à-dire, à un pôle, le monopole du contrôle par la bourgeoisie de moyens de production, qui ne sont plus principalement le sol mais les machines, équipements et usines, et, à l'autre pôle, le travail salarié libre, l'extraction du surplus (ici, plus-value) se faisant à travers l'échange économique, c'est-à-dire la vente de la force de travail. Concrètement, le développement de l'agriculture au-delà d'un certain point exigeait des machines et des engrais, c'est-à-dire l'industrie, donc le capitalisme. Amorcé dans l'agriculture de la transition, le capitalisme devait donc s'épanouir ailleurs, avant de revenir à l'agriculture. Cet itinéraire permet de comprendre la spécificité du capitalisme périphérique (cf. *Impérialisme et développement inégal*, chapitre II).

Ce sont là des définitions très générales et abstraites des trois formes de la

propriété : communautaire (du sol), tributaire (du sol), capitaliste (des moyens de production autres que le sol), qui mettent l'accent sur le contenu de la propriété, entendue comme contrôle social, et non sur ses formes juridiques et idéologiques. Chaque forme de la propriété correspond nécessairement à un palier de développement des forces productives. Au premier palier, l'organisation de la production ne dépasse pas l'horizon lignager et villageois. Au second, elle est essentiellement réglée au niveau d'une société étatique, plus ou moins vaste, mais toujours sans commune mesure avec le village : la circulation du surplus rend compte de l'importance de l'artisanat spécialisé, des fonctions improductives, de l'Etat, des villes, du commerce, etc. Un niveau plus élevé de développement exigeait le marché généralisé, le marché capitaliste.

A ce niveau d'abstraction, chaque palier correspond à une exigence universelle. Qu'on renonce à rechercher l'unité à ce niveau, et l'histoire devient simple hasard, dont l'explication ne peut plus être qu'idéaliste, structuraliste ou psychologue.

- 3) Deuxième remarque : la recherche de l'unicité, à chaque palier, se situe au plan du mode de production fondamental, non de la formation sociale. Ceux qui, comme Anderson (4-1), refusent cette distinction conceptuelle tirent argument de la variété des formations pour nier l'unicité du mode de production. Cette question a été traitée dans *Le développement inégal* (chapitre I, 1 et 2).
- 4) La première des caractéristiques du mode de production qui marque ce second palier de développement des forces productives est que l'extraction du surproduit y est obtenue par des moyens non économiques, le producteur n'étant pas séparé de ses moyens de production. Un tel caractère oppose ce premier mode de classe au mode communautaire qui le précède. Là, le surproduit n'est pas approprié par une classe exploiteuse, il est centralisé par un groupe dirigeant pour être utilisé collectivement ou redistribué conformément aux exigences de la reproduction. La confusion entre d'une part les rapports de coopération et de domination et d'autre part les rapports d'exploitation, qui s'explique par le souci de combattre les simplifications naïves assimilant le mode communautaire à un communisme primitif idyllique, est à l'origine de l'absence de la distinction entre le surproduit utilisé collectivement et le

surproduit approprié par une classe exploiteuse. L'extraction du surproduit a donc la nature d'un tribut au profit de la classe exploiteuse; c'est pourquoi nous avons proposé d'appeler ce mode fondamental du second palier le mode tributaire.

- 5) La seconde caractéristique du mode tributaire est que l'organisation essentielle de la production y est fondée sur la valeur d'usage et non sur la valeur d'échange. Le produit conservé par le producteur est lui-même directement valeur d'usage destinée à la consommation et, pour l'essentiel, à l'autoconsommation. Mais le produit extrait par la classe exploiteuse est lui aussi directement pour elle valeur d'usage. C'est dire que l'essence de ce mode tributaire est de fonder une économie naturelle, sans échanges, sinon sans transferts (le tribut en est un), et sans redistributions.

On constate certes l'existence d'échanges non monétaires, ou même monétaires, dans toutes les formations tributaires.

Toutefois, ces échanges ne sont qu'accessoirement marchands, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas fondés sur la valeur d'échange (la loi de la valeur) mais sur la valeur d'usage (les utilités comparatives). Dobb et, à sa suite, Takahashi, Hilton et beaucoup d'autres (50-2), parce qu'ils ont négligé cette différence, ne sont pas parvenus à donner du mode tributaire une définition conceptuelle convenable. L'échange dans les formations tributaires est soumis à la loi fondamentale du mode tributaire comme, *mutatis mutandis*, la propriété du sol est soumise, dans le capitalisme, à la loi fondamentale de l'accumulation capitaliste.

L'argument en faveur de la variété et de la spécificité repose sur la confusion entre le mode de production et la formation sociale. Marx nous a pourtant bien enseigné le caractère abstrait du concept de mode de production : le mode capitaliste, par exemple, est un concept abstrait (réduction à deux classes définies comme les deux pôles de la contradiction, absence de propriété non capitaliste, notamment du sol, etc.) et aucune formation capitaliste ne peut être réduite à ce mode, même la plus avancée, la plus achevée : l'existence de la propriété du sol et de la troisième classe, celle des propriétaires du sol, à laquelle correspond un troisième revenu, la rente, en est la preuve.

- 6) L'extraction d'un tribut ne peut jamais être obtenue par le seul exercice de

la violence : il exige un certain consensus social. C'est là le sens de l'observation de Marx que « l'idéologie de la classe dominante est l'idéologie dominante de la société ». Dans le mode tributaire, cette idéologie est exprimée par les grandes religions : christianisme, islam, hindouisme, bouddhisme, confucianisme. Elle fonctionne ici au service de l'extraction du surplus, tandis que l'idéologie de la parenté dans le mode communautaire, également dominante, fonctionne au service de la reproduction de rapports de coopération et de domination, mais non d'exploitation. Aux modes communautaires et à la dominance de la parenté correspondent d'ailleurs des religions de terroir, par opposition aux religions d'Etat du mode tributaire. C'est pourquoi ce n'est pas l'anthropologie qui nous renseigne le plus efficacement sur la dominance de la superstructure, mais l'histoire des grandes sociétés précapitalistes. Car, dans le mode communautaire, il n'y a guère de lutte de classes, alors que celle-ci apparaît clairement dans le mode tributaire. Le maoïsme a montré comment elle s'articule, à l'époque contemporaine, dans les formations capitalistes périphériques, à la lutte pour le socialisme.

La dominance de la superstructure est la première conséquence de la dominance de la valeur d'usage au niveau de la base économique, mais son fonctionnement agit à son tour sur la lutte des classes du mode tributaire. La classe exploitée ne lutte pas, généralement, pour la suppression totale de l'exploitation, mais seulement pour son maintien dans les limites « raisonnables » qu'exige la reproduction de la vie économique à un niveau de développement des forces productives qui implique des usages collectifs du surproduit. C'est le thème de l'empereur mandaté par le ciel. En Occident, le monarque absolu s'allie parfois, contre les féodaux, avec les paysans. Bien entendu, cette situation n'exclut ni la lutte des classes ni des percées en direction de l'abolition totale de l'exploitation : on a décelé des communismes paysans partout : en Europe, dans le monde musulman, en Chine, comme l'ont rappelé Rey (10-6) et Chesneaux (31-6). D'une manière générale, la lutte des classes s'exprime ici à travers la remise en question de l'idéologie sur son terrain propre : au christianisme des Eglises d'Etat s'opposent les hérésies albigeoise ou protestante, à l'islam sunnite le chiïsme et le communisme quarmat, à Confucius le taoïsme, etc.

7) La quatrième caractéristique du mode tributaire est son apparence de

stabilité, et même d'immobilisme, nullement limitée, bien sûr, à l'Asie. En réalité, cette apparence, trompeuse, est inspirée par le contraste avec le capitalisme. Fondée sur la valeur d'échange, la loi fondamentale interne du capitalisme est située au plan même de la base économique : la concurrence entre capitalistes impose l'accumulation, c'est-à-dire la révolutionnarisation permanente des forces productives. C'est une des raisons pour lesquelles on hésite à assimiler le mode étatique, caractérisé par la centralisation du capital et la suppression de la parcellisation de son contrôle, au mode capitaliste. Fondé sur la valeur d'usage, le mode tributaire ne connaît pas, lui, d'exigence interne semblable au plan de sa base économique.

Mais les sociétés tributaires ne sont pas immobiles. Elles ont réalisé des progrès remarquables dans le développement de leurs forces productives, que ce soit l'Égypte, la Chine, le Japon, l'Inde et l'Asie du Sud, l'Orient arabe et persan, l'Afrique du Nord et le Soudan ou l'Europe méditerranéenne ou féodale. Mais des progrès qui n'impliquent pas un changement qualitatif des rapports de production. De la même manière que les Etats-Unis de 1970 et l'Angleterre de 1780 correspondent à deux moments extrêmes du développement des forces productives sur la base des mêmes rapports capitalistes. Des rapports de production nouveaux surviennent pour surmonter un blocage entraîné par la résistance des rapports anciens, et permettent ainsi un nouveau développement.

- 8) La lutte des classes qui oppose les producteurs paysans à la classe de leurs exploités tributaires occupe toute l'histoire des formations tributaires, autant en Asie ou en Afrique qu'en Europe. Mais il existe une différence essentielle entre cette lutte et celle qui oppose prolétaires et bourgeois dans le capitalisme. Celle-ci peut se conclure par la victoire du prolétariat et l'instauration d'une société sans classes. La première ne pouvait pas se clore par la victoire paysanne. Chaque victoire arrachée par les paysans affaiblissait la classe exploiteuse tributaire au bénéfice d'une troisième classe naissante, la bourgeoisie, laquelle émergeait en partie à côté de la paysannerie, à partir du capital, marchand, en partie au sein de celle-ci, dont la libération, fût-elle partielle, ouvrait la voie à une différenciation interne. La lutte des classes n'en reste pas moins, dans le mode tributaire, le moteur de l'histoire, puisqu'elle constitue la contradiction par le mouvement de laquelle ce mode devait être dépassé. La recherche par la

classe tributaire d'un plus grand surplus n'est certainement pas une loi économique interne analogue à la poursuite de profit capitaliste; mais elle contraint, sous l'impulsion de la lutte paysanne, la classe tributaire et les paysans à améliorer les méthodes de production.

C'est aussi la lutte des classes qui explique, au moins en partie, la politique extérieure de la classe tributaire. Celle-ci cherche à compenser ce qu'elle perd à l'intérieur de la société qu'elle exploite par un expansionnisme qui lui permet de subjuguier d'autres peuples et de se substituer à leurs classes exploiteuses. Les guerres féodales procèdent de cette logique. Il est même arrivé qu'une classe tributaire soit parvenue à mobiliser le peuple dans ce genre d'aventures. Le parallèle s'impose avec la relation qui commande, dans le capitalisme, la dépendance de la politique extérieure à l'égard de la lutte des classes interne, même si la loi de l'accumulation capitaliste est différente dans sa nature. Et ce parallèle se poursuit avec l'impérialisme, alliance de la bourgeoisie et du prolétariat d'un pays dirigée vers l'extérieur, comme Marx et Engels l'avaient pressenti pour l'Angleterre.

- 9) Avant d'aborder la question des spécificités des différentes formations tributaires, il est nécessaire d'élucider une série de questions théoriques qui concernent les relations d'échange et la circulation.

Il n'existe pratiquement pas, dans la réalité, de « mode de production petit marchand simple » autonome. La définition conceptuelle de ce mode, qui n'implique pas de classe exploiteuse mais seulement des petits producteurs propriétaires de leurs moyens de production et spécialisés, échangeant leur produit selon la loi de la valeur, en indique bien le statut épistémologique particulier.

Marx avait déjà attiré l'attention sur les conditions nécessaires pour que l'échange s'opère conformément à la loi de la valeur : que l'échange soit non occasionnel mais systématique, non monopolistique mais concurrentiel, non marginal mais portant sur des quantités permettant l'ajustement de l'offre et de la demande. Comme l'a rappelé Meunier (10-4), ce n'est pas le cas général des échanges concernant les sociétés étudiées par l'anthropologie; et, dès 1957, nous avons fait la même remarque à propos des formations tributaires, caractérisées par l'absence de marché généralisé des moyens de production et par l'importance de l'autosubsistance; nous en avons conclu que l'échange opérait ici en

général conformément à la théorie néoclassique dite de la valeur plutôt qu'à la loi de la valeur, laquelle s'appliquait précisément, sous sa forme transformée, au capitalisme.

Beaucoup de confusions caractérisent les débats sur la question de savoir si les échanges dans les sociétés précapitalistes ont ou non un impact dissolvant. Il ne faudrait jamais perdre de vue que l'échange, qui ne porte que sur une fraction de surplus, est dominé par la loi du mode tributaire. Tous les développements historiques concernant l'importance relative et comparative des flux d'échanges, des organisations marchandes, des agglomérations urbaines, etc., sans être inutiles, ne répondent pas aux questions essentielles. Le fait qu'aucune économie tributaire n'a jamais été « naturelle » ne prouve rien, ni en faveur ni contre la thèse du pouvoir dissolvant des relations marchandes.

Nous ne sous-estimons pas l'importance des relations marchandes. Nous avons souvent souligné leur rôle dans les formations arabes, et montré qu'elles avaient eu un effet en retour décisif sur le mode tributaire, assurant son expansion en Iraq, par exemple, à la grande époque abbasside. Leur existence contraint en effet à examiner la dynamique des rapports entre les sociétés tributaires, tout comme on ne saurait examiner les capitalismes centraux et périphériques isolément les uns des autres. Ici s'impose l'analyse des relations dialectiques entre les forces internes et les forces externes dans la dynamique des sociétés tributaires et, particulièrement, dans celle du passage au capitalisme.

Sweezy note, par exemple, que la désagrégation des rapports féodaux en Europe a ouvert une période transitoire de « production marchande précapitaliste, gérée par la loi de la valeur, prélude à l'éclosion du capitalisme » (50-2). Il montre que cette désagrégation est produite par la transformation de la rente en nature en rente monétaire sous l'impulsion à la fois de la lutte interne des classes et des effets du grand commerce. Nous avons noté en 1957 le cas encore plus marqué peut-être de la Nouvelle-Angleterre, modèle par excellence du mode marchand précapitaliste, incompréhensible en isolement, mais tout à fait explicable lorsqu'on considère les fonctions de cette région dans le système mondial de l'époque.

On ne doit jamais négliger cet aspect de la réalité. Dans la mutation du féodalisme au capitalisme central japonais, pourrait-on éliminer les forces

externes et leur interaction avec les forces internes ? Dans la constitution du capitalisme périphérique, cette interaction n'est-elle pas décisive ? Et, d'une manière encore plus générale, sur un plan qui dépasse les strictes interactions économiques, doit-on négliger celles qui opèrent au plan superstructurel ? Pourrait-on expliquer les formes spécifiques du féodalisme en Europe orientale (le « second servage ») sans tenir compte à la fois des relations commerciales avec l'Ouest et du transfert des structures politiques et idéologiques, l'emprunt, par exemple, des formes de la monarchie absolue occidentale ? En ce qui concerne la périphérie du système capitaliste, peut-on exclure de l'analyse la domination idéologique et culturelle, les emprunts dans les domaines des modèles de consommation, de l'organisation technique et politique, etc. ?

10) Dans la question de l'esclavage, l'exception gréco-romaine est à l'origine d'une série de confusions majeures. La publication des *Grundrisse* (le chapitre des *Formen*) a donné lieu à une explosion de marxologie, qui s'éloignait d'autant plus du marxisme que l'érudition s'emparait du sujet. Selon Tokei (30-2) et ses élèves, au sortir de la communauté primitive, deux voies s'offraient. La première est celle où l'Asie s'est engagée : les communautés ont subsisté et un Etat despotique s'est superposé à elles; les communautés sont toujours demeurées propriétaires du sol, les producteurs organisés en familles n'en étant que les possesseurs précaires. C'était une voie sans issue, qui a bloqué le développement des forces productives et réduit l'histoire de l'Asie à la répétition immuable du même scénario superficiel. L'autre voie était celle de la dissolution de la communauté et de l'affirmation de la propriété privée individuelle du sol; elle a d'abord engendré une première division de classes d'un modèle radical, favorisant la réduction en esclavage de ceux qui avaient perdu leur propriété agraire. De là le miracle grec, puis son extension à l'empire romain. Vient ensuite la transformation de l'esclavage en servage et la constitution exceptionnelle du féodalisme. La propriété seigneuriale, toujours privée, favorise le développement des contradictions (l'autonomie des villes, la lutte des paysans pour la propriété paysanne privée, etc.) qui engendrera le capitalisme. C'était la voie du changement continu, du progrès incessant. C'était la voie de l'Europe, dont les origines plongent ainsi jusqu'en Grèce antique. Dans cette voie unique, l'esclavage occupe une place décisive, au démarrage. De là la classification chronologique des prétendus modes asiatique (bloqué), antique, féodal et

capitaliste, avec la succession nécessaire des trois derniers.

Cette théorie est fautive. Il n'existe pas de communautés propriétaires collectives du sol ni en Egypte (depuis cinq mille ans, en tout cas...), ni en Chine (au moins depuis les Han), ni même probablement en Inde. Il y a fort longtemps que ces sociétés connaissent la propriété privée du sol au même titre que l'Europe féodale. Il n'a jamais existé d'esclavage à grande échelle, ni presque jamais de servage au sens européen : la majorité des khalifes et des empereurs de Chine ont-ils été plus despotiques que les monarques absolus d'Espagne, de France et d'Angleterre ? Quant au développement des forces productives en Asie, il a été au moins aussi rapide que celui qui s'est effectué en Occident sur la durée des siècles qui séparent Homère de la révolution industrielle. Cette téléologie occidentalocentrique, inspirée a posteriori par le développement capitaliste de l'Europe, implique au fond qu'aucune autre société ne pouvait parvenir d'elle-même au capitalisme. Si tout cela était vrai, on devrait en conclure que les lois du matérialisme historique ne s'appliquent qu'à l'Occident. Et en tirer la conclusion que l'histoire de l'Occident correspond à la réalisation de la raison. Ce soi-disant marxisme rejoint le nationalisme culturel des idéologues qui, dans le tiers monde contemporain, rejettent le marxisme parce qu'« il ne s'applique pas à nos sociétés spécifiques » ! Occidentalo-centrisme, produit de l'idéologie impérialiste déguisée en marxisme à un pôle, nationalisme culturaliste à l'autre : deux frères jumeaux.

11) Contentons-nous donc de constater que l'esclavage reste exceptionnel. Et aussi qu'il coexiste avec des niveaux très différents de développement des forces productives : de la cité d'Athènes et de la Sicile romaine au Bas-Iraq abbasside, aux plantations des Amériques et, finalement, aux mines d'Afrique du Sud.

En revanche, il donne toujours lieu à un produit marchand : dans l'Antiquité classique, dans le Bas-Iraq, en Amérique. Or la production marchande est exceptionnelle dans le monde précapitaliste. Les aires donc où y règne l'esclavage ne peuvent pas se comprendre par elles-mêmes : elles constituent seulement des éléments d'ensembles plus vastes. L'esclavage athénien ne s'explique que si l'on intègre les cités grecques dans l'environnement avec lequel elles commercent. Car leur spécialisation se situe à l'échelle d'une aire qui englobe l'Orient — où

l'esclavage ne pénétrera pas. En Occident romain, l'esclavage se limite aux zones proches des côtes, dont le produit peut être commercialisé. En Gaule et en Espagne, les coûts de transports en interdisent l'extension : preuve de sa liaison avec le commerce. Et l'Amérique n'a pas d'existence propre, elle est la périphérie de l'Europe mercantiliste.

Autre caractéristique qui fait de l'esclavage un mode nécessairement exceptionnel : il ne reproduit guère sa force de travail. Il implique donc presque toujours la razzia externe, et s'éteint quand celle-ci se tarit. C'est ce que montrent les exemples, éloignés dans le temps et l'espace, des razzias romaines chez les Barbares et européennes en Afrique.

Il faut se garder, pour finir, de qualifier d'esclavage des statuts personnels, bien différents au sein de sociétés de toutes natures : communautaires (où il n'y a pas exploitation), tributaires (quand il s'agit des domestiques et serviteurs de l'Etat), etc.

- 12) Le mode féodal présente d'abord tous les caractères relatifs au mode tributaire en général. Mais il présente en outre, au moins à son origine, les caractères suivants mis en relief par Sweezy : l'organisation de la production dans le cadre du domaine, impliquant la rente en travail, et l'exercice par le seigneur de prérogatives politiques et juridictionnelles qui déterminent la décentralisation politique. Ces caractères reflètent l'origine de la formation féodale à partir des invasions des Barbares, c'est-à-dire de peuples encore attardés au stade de la formation des classes au moment où ils s'emparent d'une société plus avancée. Le mode féodal est simplement un mode tributaire primitif, inachevé.

Le féodalisme n'est pas issu de l'esclavage; la succession temporelle constitue ici une illusion. Il reproduit la loi générale du passage de la société sans classes à la société de classe : après l'étape communautaire, l'étape tributaire. Le féodalisme japonais est du reste sorti de l'étape communautaire sans jamais passer par l'esclavage.

Que les Barbares en étaient au stade communautaire, c'est un fait avéré. Et les variantes slave, germanique, indienne, des communautés sont-elles de nature différente des variantes connues depuis : inca, aztèque, maya, malgache, arabe pré-islamique, plus un bon millier de variantes africaines ? Est-ce aussi un hasard si, passant de ce stade au stade tributaire, les Germains abandonnent leurs religions de terroir pour

adopter une religion d'empire, le christianisme ? Est-ce un hasard s'il se passe la même chose en Afrique avec l'islamisation ?

La propriété féodale n'est pas radicalement différente de la propriété tributaire. Elle en est une espèce primitive, dont la spécificité tient au caractère faible et décentralisé du pouvoir politique. Opposer la « propriété éminente de l'Etat sur le sol » en Asie à la propriété seigneuriale dite privée, c'est mélanger le vrai et le faux. Car la propriété éminente de l'Etat fonctionne au niveau super-structurel, pour justifier l'impôt, mais non à celui de l'organisation technique de la production. Or, dans le féodalisme européen, la propriété éminente du Dieu des chrétiens (la terre doit être cultivée, les paysans ont un droit à son accès, etc.) fonctionne de la même manière, dans une version affaiblie, correspondant au caractère rudimentaire de l'Etat. Aussi, au fur et à mesure des progrès des forces productives, la décentralisation politique d'origine cédera le pas à la centralisation. Et les monarchies européennes absolues se rapprocheront beaucoup des formes tributaires achevées.

Les partisans du mode asiatique tentent de concilier les inconciliables : son caractère primitif (il est apparu le premier dans le temps) et le développement correspondant des forces productives. Ils avancent alors l'hypothèse d'une évolution du mode tributaire au mode féodal. Nous affirmons le contraire : c'est le mode féodal primitif qui évolue vers le mode tributaire. Le mode tributaire est la loi générale et le mode féodal en est une variante exceptionnelle.

Ainsi croit-on sauver la théorie du « miracle occidental » et de sa contrepartie, la désolation asiatique, en inventant un féodalisme chinois postérieur au mode asiatique. Ce féodalisme chinois serait-il spécifique, et inférieur au féodalisme occidental, parce qu'il ne succède pas à l'esclavage, mais au mode asiatique, conformément aux schémas de Tokei ? Mais le féodalisme en Occident est sorti des invasions barbares et les Germains sont eux aussi passés de la communauté au proto-féodalisme, puis au féodalisme, sans passer par le stade intermédiaire de l'esclavage. Godelier tente alors une explication ultime : le féodalisme oriental n'a pas engendré le capitalisme parce qu'il ne « s'accompagnait pas d'un grand développement de la production marchande et de la monnaie », à cause de la survivance tenace des « communautés paysannes ». Malheureusement, la survivance en question n'existe que

dans l'esprit de ceux qui l'invoquent. Quant au développement marchand, chacun sait que les faits plaident en faveur de la cause opposée : il est considérablement plus avancé en Orient (arabe, indien et chinois, surtout) qu'en Occident féodal.

- 13) Les villes de la société féodale sont, comme les campagnes d'ailleurs, peu contrôlées par le pouvoir central. On accuse Max Weber d'avoir exagéré l'autonomie des villes européennes. Rodney Hilton (50-2) fait observer que la ville la plus importante d'Occident, Paris, est étroitement soumise au monarque et Merrington (50-18) rappelle que les villes se « reféodalisent » lorsque leur bourgeoisie investit dans la propriété foncière comme en Italie, ou se range aux côtés des féodaux contre les révoltes paysannes comme en France au XVII^e siècle. Il ajoute que le nouveau capitalisme naît hors des villes et, pour échapper aux corporations, installe ses manufactures dans les campagnes, comme à Manchester et à Birmingham. C'est très tard seulement, au XIX^e siècle, que le capitalisme vainqueur « ruralise » la campagne en y détruisant l'artisanat et en la confinant dans la seule production agricole. Le phénomène urbain est d'ailleurs plus ancien que le féodalisme européen. L'Antiquité classique est par excellence urbaine. S'agit-il de villes autonomes ? Moins qu'elles ne le paraissent : d'une part, ce sont des cités de propriétaires fonciers, et, d'autre part, dans la mesure où elles se gonflent des effets directs et indirects du grand commerce (sur lequel se greffe alors l'artisanat esclavagiste), leur domination sur les campagnes lointaines et étrangères de l'exploitation indirecte desquelles elles tirent bénéfice reste précaire, parce que n'opérant qu'à travers des flux commerciaux et des alliances aléatoires. Les villes arabes étaient dans une situation à peu près analogue. Quant aux villes chinoises, très importantes, elles s'inscrivent dans un mode tributaire achevé et fort avancé, dont elles reflètent la complexité des distributions secondaires riches du surplus (artisanat et manufactures florissants); mais, comme pour les villes arabes, elles sont sous la surveillance efficace du pouvoir central tributaire. Dans le monde arabe, lorsque ce pouvoir tributaire s'affaiblit, les villes s'étiolent. En contrepoint, les villes japonaises sont à l'origine importantes et autonomes, pour la même raison qu'en Occident : la faiblesse du pouvoir central féodal. Mais elles régresseront parce que l'absence d'expansion externe, dont bénéficient les villes de l'Europe, oblige la

classe marchande japonaise, pourtant très libre dans ses mouvements, à se retourner vers les campagnes et à investir dans l'achat des terres et l'usure.

On voit, à travers cette multiplicité des apparences, le fil directeur. Le rôle accélérateur des villes féodales anciennes (où dominent des corporations fortes à l'égard du pouvoir) ou nouvelles (échappant aussi bien aux corporations qu'au pouvoir central) renvoie à la faiblesse du pouvoir central. Lorsque celui-ci s'affirme, avec les monarchies absolues, les rapports féodaux ont déjà largement amorcé leur désagrégation dans les campagnes mêmes.

- 14) Cette désagrégation renvoie à l'émiettement du pouvoir féodal, qui permet à la lutte des classes de dépasser rapidement l'économie des manoirs pour imposer la petite exploitation soumise à la rente en nature, puis en argent. Cette transformation allège le poids du tribut, accélère l'accumulation paysanne et amorce la différenciation au sein de la paysannerie. Lorsque la classe féodale réagit, à travers la monarchie absolue qu'elle se donne pour arrêter la libération paysanne (4-1), le servage a déjà disparu, la paysannerie est différenciée, le marché en voie d'élaboration.

La dialectique des deux voies de progression du capitalisme se greffe sur ce fond essentiel. A un pôle, la constitution de manufactures et le système du *putting out*, commandés par le capital marchand greffé sur le commerce lointain; à l'autre, la constitution de petites entreprises industrielles à partir de la paysannerie de koulaks. Entre ces deux voies se sont maintenues des contradictions, parfois importantes, notamment lorsque la grande bourgeoisie a rallié la monarchie féodale, obtenu en contrepartie des protections et tiré profit de celles-ci pour lutter contre la concurrence de la bourgeoisie émiettée des bourgs et des campagnes.

- 15) La transition est par nature variété. Il n'y a pas de lois générales de la transition, seulement des conjonctions concrètes, propres au mode en voie de dépassement et à leur interaction avec les forces externes. C'est la raison pour laquelle les mêmes causes peuvent sembler provoquer des effets opposés. L'Italie souffrira de l'apparition précoce de l'embryon des rapports capitalistes, l'Espagne de son emprise sur l'Amérique, en France et en Angleterre, l'Etat féodal absolutiste se constituera en compensation de la fin du servage et sera renforcé par une urbanisation avancée, à l'Est,

l'absolutisme émergera sur le vide urbain et sera le moyen d'établir un servage exigé par le niveau plus faible des forces productives et le vide des espaces (4-1).

Toutes les transitions sont pleines d'enseignements, y compris bien entendu les transitions tardives, qui ont conduit au capitalisme périphérique dépendant d'aujourd'hui. La suite de l'histoire dépendra en effet souvent de leur forme. Comment ne pas remarquer, avec Anderson, qu'à l'Ouest la monarchie absolue sera renversée par la révolution bourgeoise, qu'au Centre elle fera elle-même cette révolution par en haut, qu'à l'Est — situation déjà semi-périphérique — elle sera renversée par la révolution prolétarienne ? Désormais, pour la périphérie, c'est la seule issue : il n'y a plus de « révolution bourgeoise » possible; et c'est là la seconde manifestation du développement inégal, opérant à l'échelle de la transition socialiste.

- 16) A la spécificité du féodalisme, il faut opposer celle de chacune des autres grandes civilisations tributaires, que ce soit les spécificités arabes, étudiées dans *La nation arabe*, ou celles de l'empire ottoman, dont certaines évolutions, en sa partie balkanique, fournissent des parallèles saisissants (76 b-7). Les débats sur les sociétés dites asiatiques ont elles aussi apporté, par l'étude comparative des aires chinoise, indienne, africaine et malgache, sud-asiatique, nord-africaine, etc., des éléments d'information précieux sur la dynamique du changement. Dans tous les cas, un marxiste doit s'attacher à déceler les forces et les mécanismes qui impulsent le mouvement; ceux qui cherchent à repérer les prétendus mécanismes de l'immutabilité ne font pas autre chose que les économistes bourgeois qui analysent les lois « immuables » de « l'économie pure ».

Chaque société tributaire présente un visage particulier. Mais toutes peuvent être analysées avec les mêmes concepts de mode de production tributaire et d'opposition de classe exploités/tributaires/producteurs paysans exploités. Un bon exemple nous en est fourni par l'Inde des castes. Ce faux concept, reflet de l'idéologie hindouiste, qui fonctionne ici comme idéologie d'Etat exerçant sa dominance absolutiste, masque la réalité sociale : l'appropriation tributaire du sol par les exploités (guerriers kshatriya et classe sacerdotale des brahman), l'exploitation des sudra, la redistribution du tribut au sein des clientèles des classes d'exploités (le système jajmani). Dumont et Meillassoux (31-9)

montrent que les castes indiennes n'ont guère d'existence qu'au niveau idéologique, tandis que dans la réalité fonctionne un régime d'exploitation tributaire. Le système d'exploitation du type *gentry* chinois, et l'idéologie confucéenne qui l'accompagne, ont certes aussi leurs particularités; mais, au plan fondamental de la lutte des classes exploités/exploiteurs et de sa dynamique, l'analogie est grande. Comme est grande l'analogie avec l'Orient musulman arabe et ottoman, au point que l'articulation des rapports tributaires fondamentaux et des rapports marchands y opère de la même manière : formation de classes de marchands-usuriers, appropriation privative du sol, etc.

De l'historiographie bourgeoise des sociétés précapitalistes, on ne peut pas tirer grand-chose au plan des analyses. La définition du féodalisme que donne les auteurs des études réunies par Coulborn, selon laquelle le féodalisme serait un moyen de gouvernement, non un système économique, permet de sauter des Hittites à Sumer, de la Chine des Shang et des Chou aux Parthes, des Rajpout à Byzance, par les vertus d'une méthode qui ne dépasse pas le repérage de quelques faits isolés de leur contexte. Et, cependant, même ici, il n'est pas impossible de découvrir beaucoup de matériaux, à condition de les envisager dans une réflexion plus sérieuse.

- 17) Si l'esclavage est reconnu comme exceptionnel et les modes communautaires relégués dans des origines lointaines, il ne reste que quatre thèses en présence à propos des grandes sociétés de classes : 1) la thèse des « deux voies » (féodalisme européen ou mode asiatique), 2) la thèse du féodalisme généralisé, 3) notre thèse du mode tributaire généralisé, et 4) la thèse de la spécificité de chaque société.

La quatrième attitude élude simplement la difficulté théorique, la première nous l'avons vu, est fautive. La vieille thèse du féodalisme généralisé n'est pas fondamentalement mauvaise. En fait, notre thèse du mode tributaire n'en est que l'amélioration, mettant l'accent sur le caractère inachevé de l'espèce féodale de la famille tributaire.

J'ai appris par un article de *la Pensée* (n° 122) que le marxiste japonais Jiro Hoyakawa avait proposé dès 1934 le terme de « mode de production tributaire ». Mais je ne connais le contenu des débats japonais que par quelques brefs comptes rendus publiés dans les langues occidentales. Pour

ma part, dans les années 30, j'ai commencé à distinguer « le féodalisme dans sa forme générale » et son « espèce européenne », et j'ai remplacé ces expressions lourdes par « tributaire » et « féodal » pour la première fois en 1957. J'ai également appris, toujours dans *la Pensée* (n° 132), que le Roumain Ion Banu employait lui aussi le terme de « tributaire ». Cependant, nous utilisons ce mot dans des acceptions très différentes. Je fais du mode tributaire la forme générale de la société de classes précapitaliste, dont le féodalisme est une espèce particulière, Banu s'intéresse à l'idéologie des philosophies orientales dans une perspective qui me paraît proche de celle des partisans européens et révisionnistes du mode asiatique, c'est-à-dire préoccupée avant tout de contrer le maoïsme.

Nous avons situé le caractère inachevé du mode féodal dans l'absence de centralisation du surplus, en relation avec l'émiettement du pouvoir, et nous avons affirmé, sur cette base, que le mode féodal européen évoluait en direction d'un mode tributaire, avec l'établissement des monarchies absolues. Ce sens de l'évolution n'exclut pas, à l'autre pôle, des régressions effectives qui ont eu lieu, ici et là, à partir de modes tributaires avancés vers des émiettements féodaux. La centralisation du surplus implique en effet à la fois la prééminence réelle du pouvoir central et une mercantilisation relativement poussée au moins de ce surplus. Des circonstances ont pu faire reculer l'un et l'autre, souvent du reste en corrélation l'un avec l'autre. La féodalisation des formations arabes en est un exemple. Celle-ci opère par ailleurs en conjonction avec la mise en place progressive de la domination du capitalisme européen naissant sur l'ensemble du système mondial du mercantilisme et illustre notre thèse que l'apparition potentielle d'un capitalisme arabe a été stoppée par celui de l'Europe. D'une certaine manière, le mode féodal est donc aussi un mode tributaire décadent.

L'opposition entre le mode tributaire achevé central et le caractère inachevé du mode féodal périphérique ne se situe par conséquent pas au même plan que celle qui oppose centre et périphérie dans le système capitaliste. Dans les formations tributaires, à cause de la dominance de l'idéologie, c'est au niveau de celle-ci qu'apparaît le caractère achevé ou inachevé du mode sur lequel ces formations sont fondées. Un exemple nous en est fourni par la Chine tributaire achevée : l'unité nationale de la Chine impériale s'exprime dans l'usage commun de la langue mandarinale écrite, tandis que les langues régionales diverses subsistent dans l'usage courant, et cette unité linguistique

accompagne l'idéologie confucéenne d'Etat.

Chapitre IV

Le développement inégal dans la transition capitaliste et dans la révolution bourgeoise

I - Les différentes voies du capitalisme. La composante paysanne de la révolution bourgeoise. Le développement inégal aux différentes étapes de l'histoire

1) On ne peut éviter de poser la question de savoir si, dans notre monde contemporain, la voie du développement capitaliste a épuisé son potentiel, c'est-à-dire si les pays actuellement sous-développés peuvent encore, par la voie capitaliste, « rattraper » les pays capitalistes avancés.

Un regard sur le passé, sur les faits et leur interprétation, sur les évolutions réelles et les prévisions qu'elles ont alimenté, enseigne en effet que le développement du capitalisme a toujours été inégal, qu'il y a toujours eu des pays et régions plus avancés, d'autres arriérés, et que les pays les plus avancés aujourd'hui ne l'ont pas toujours été. Il faut donc inlassablement revoir les analyses des formes concrètes du développement inégal du capitalisme, tant dans les pays avancés que dans ceux qui sont retardés, périphériques ou « périphérisés ».

Marx et Lénine ont toujours considéré qu'il y avait eu différentes voies du développement capitaliste, en rapport avec les luttes et les blocs hégémoniques de classes : la voie française s'opposant à la voie prussienne, par exemple. On peut multiplier presque à l'infini les voies, et parler aujourd'hui différemment d'hier de chacune d'elles : la voie anglaise, par exemple, est-elle responsable de la décadence actuelle de la Grande-Bretagne ? Y a-t-il une voie brésilienne et quelles sont ses perspectives ? Etc.

On a pris l'habitude de distinguer les voies révolutionnaires du développement du capitalisme des voies non révolutionnaires. Le matérialisme historique s'interdit de concevoir le développement du capitalisme comme un fait économique, c'est-à-dire une transformation des rapports de production impliquée par l'évolution des forces productives et qui pourrait se faire d'elle-même, par le jeu de forces économiques, sans l'intervention active de transformations politiques.

Sans doute, les rapports de production capitalistes, nouveaux, apparaissent-ils d'abord au sein du système antérieur, tributaire ou féodal, amorçant ainsi le processus de la révolution capitaliste. Mais, tant que le pouvoir politique demeure féodal, ils restent embryonnaires. A partir d'un certain stade, le pouvoir lui-même doit changer. C'est ce changement qui constitue la révolution bourgeoise au sens strict. La révolution permet alors aux rapports capitalistes de se développer pleinement. C'est pourquoi dans tous les cas l'épanouissement du capitalisme est précédé par le changement dans le contenu de classe de l'Etat. La révolution de 1688 en Angleterre, celle de 1789 en France, l'unité allemande, l'unité italienne, l'abolition du servage en 1861 en Russie, l'indépendance américaine et la guerre de sécession, la révolution Meiji au Japon, la chute des Mandchous en Chine, la révolution mexicaine, celle d'Ataturk, du nassérisme et bien d'autres constituent des ruptures qualitatives : avant, le pouvoir est précapitaliste; après, il est capitaliste. Mais s'agit-il vraiment toujours de révolution ? En général, les marxistes considèrent que 1688 en Angleterre, 1789 en France, sont des révolutions, tandis que l'abolition du servage russe ou les coups d'Etat Meiji ou nassérien n'en sont pas.

Si l'on veut que les mots aient un sens précis et invariable, la « révolution bourgeoise » implique l'abolition de l'Etat ancien et la création d'un Etat nouveau. Cette abolition, par opposition à une adaptation de l'ancien à des tâches nouvelles, implique à son tour non seulement la forme violente, c'est-à-dire la suppression d'une légitimité par des moyens qui sortent du cadre de cette légalité, mais probablement aussi la mise en œuvre, pour la réaliser, de forces sociales massives et puissantes. A cet égard, si 1793 fut violent et populaire, ce fut aussi le cas, par exemple, pour la révolution mexicaine. En revanche, 1688 le fut fort peu, guère davantage que la révolution Meiji. Les processus d'unification allemand et italien, comme la guerre civile et étrangère d'Ataturk, ont été certainement violents et, dans un sens, radicaux. Mais ont-ils été populaires ?

- 2) On peut définir le contenu populaire de la révolution par sa composante paysanne. Il y aura alors révolution bourgeoise lorsque celle-ci culmine avec une lutte de classes violente dans les campagnes, où les paysans s'opposent aux féodaux, lorsque dans cette lutte les paysans l'emportent, obtiennent une abolition des droits féodaux et un partage des terres, lorsqu'ils s'imposent de cette manière à la bourgeoisie urbaine montante,

repoussant alors en général la grande bourgeoisie ancienne (marchande et financière) dans le camp de la contre-révolution et s'alliant à la nouvelle bourgeoisie potentielle d'artisans et de petits producteurs, lorsqu'ils ouvrent de la sorte la voie paysanne du développement du capitalisme par l'accélération ultérieure de la différenciation à l'intérieur de la paysannerie et la cristallisation progressive d'une paysannerie riche, exploiteuse (koulak).

Mais, dans ce sens, il n'y a guère eu qu'une seule véritable révolution bourgeoise : la révolution française. La révolution anglaise en est à peine une. La révolution mexicaine s'apparente dans ses formes à la révolution française; et pourtant elle ne débouchera pas sur un développement impétueux du capitalisme : le Mexique reste sous-développé. La voie américaine également se situe en dehors de ce schéma : dès l'origine, une paysannerie libre de colons y constitue la société sans restriction féodale. Ce fut aussi le cas de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Le développement du capitalisme à partir de cette base n'a exigé aucune révolution antiféodale.

Peut-on parler finalement de révolution bourgeoise ? Ne faut-il pas réserver le terme de révolution aux remises en cause de l'ordre global opérées par les seules classes exploitées et éviter de l'étendre aux luttes entre classes d'exploiteurs ? Dans ce cas, il faudrait parler de révolution paysanne. Celle-ci, quand elle a lieu, ouvre la voie au développement capitaliste; mais elle n'est pas la seule voie de ce développement : le capitalisme se développe déjà au sein du féodalisme. Comme le féodalisme s'est développé au sein du mode antique esclavagiste. Les révoltes et révolutions d'esclaves ont accéléré cette évolution, mais on ne parle pas de « révolution féodale ». L'expression de révolution bourgeoise n'est-elle pas elle-même une invention de l'idéologie bourgeoise ?

Si le passage au capitalisme n'implique pas nécessairement de révolution, c'est parce qu'il s'agit du passage d'une société de classes à une autre société de classes. C'est pourquoi la leçon de ce passage ne saurait valoir pour le passage au socialisme. L'abolition des classes suppose une révolution qui soit le fait des exploités. Cependant, à défaut de telle révolution, la contradiction entre les forces productives et les rapports de production qui opère au sein du capitalisme peut éventuellement engendrer, par une voie évolutionniste et non révolutionnaire, le passage à

un autre mode de classes, le mode étatique. Et l'on peut même parvenir à ce mode étatique à la suite d'un échec de la révolution des exploités.

- 3) Le caractère révolutionnaire ou non révolutionnaire de l'accession au capitalisme a-t-il des effets décisifs sur la lutte des classes ultérieure, celle qui, dans le développement capitaliste, va devenir déterminante : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ? Cette question comporte trois aspects.

Le premier concerne la formation du marxisme. Oui, semble-t-il, le caractère révolutionnaire du passage au capitalisme en France a anticipé sur les luttes de classes ultérieures : Babeuf et Buonarrotti ne sont pas Français par hasard. Et le socialisme français est une composante des sources du marxisme. Mais il n'est pas la seule. L'immaturation révolutionnaire allemande rend compte de la philosophie allemande (et de Hegel en particulier) et le caractère économique du développement capitaliste anglais, où la composante idéologique est passée en mineure, explique Ricardo.

Le second aspect de la question touche au rythme ultérieur du développement capitaliste. Une thèse, dont les arguments sont fondés sur les rythmes comparatifs du développement capitaliste en France d'une part, en Angleterre et en Allemagne d'autre part, prétend que la voie française, paysanne, a constitué un handicap à l'accumulation. Le propre de la révolution bourgeoise ne serait pas d'être paysanne; et, lorsqu'elle l'a été, c'est par suite d'une conjonction particulière des luttes et alliances de classes. Mais cette thèse ne fait pas l'unanimité. Pour certains, au contraire, la voie paysanne est celle qui ajuste les rapports de production aux exigences du développement des forces productives de la manière la plus adéquate parce que la plus radicale et qui, de ce fait, donne au développement ultérieur son potentiel maximal.

Le troisième aspect de la question concerne la lutte des classes aujourd'hui, à l'époque impérialiste. Par rapport à ces déterminismes plongeant dans le passé, les conditionnements nouveaux y sont décisifs, notamment ceux qui touchent à l'hégémonie idéologique social-démocrate.

- 4) Aujourd'hui comme hier, le développement du capitalisme demeure inégal et emprunte des voies différentes. A l'échelle du système mondial, on peut distinguer au moins la voie centrale, celle des centres impérialistes, et la

voie du capitalisme périphérique dépendant des pays dominés par l'impérialisme et, de ce fait, sous-développés.

L'analyse du développement inégal peut tirer beaucoup d'enseignements de la méthode historique comparative. Mais elle ne doit jamais perdre de vue l'époque où se situent les développements analysés. Les développements inégaux aux origines du capitalisme (du XIII^e au XVI^e siècles en Europe), à l'époque mercantiliste (1600-1800), à l'époque du capitalisme industriel pré-impérialiste (1800-1880) et à l'époque impérialiste (depuis 1880) ne comportent ni la même signification ni les mêmes perspectives.

II - Le développement inégal dans le monde antique et féodal

1) L'Europe féodale ne constitue pas une unité homogène. On y décèle non seulement des différences qualitatives dans la nature des formations sociales régionales, mais également des rôles différents, et inégaux, dans leur articulation.

On a qualifié le mode féodal de tributaire périphérique, entendant par là que, par contraste avec d'autres sociétés tributaires plus avancées, il en constitue une variété précoce, inachevée et complexe. La proximité de la communauté des Barbares (Ibères, Celtes, Germains, Slaves) explique ce caractère inachevé, marqué par l'absence de centralisation et de redistribution étatique du surplus tributaire, en un mot, son émiettement féodal, par opposition avec l'Égypte pharaonique ou la Chine impériale.

Les formations impériales, hellénistiques puis romaines, ont constitué des ébauches de constructions impériales tributaires. Dans l'Orient antique, le passage de la communauté primitive au mode tributaire, forme générale de la société de classe précapitaliste avancée, était apparu très tôt. Le mode tributaire qui avait pris sa forme achevée en Égypte et en Mésopotamie se constituait sous des formes plus frustrées ailleurs, chez les Hittites, les Mèdes et les Perses. Mais la région restait émiettée en États relativement modestes, séparés par des zones encore primitives. Les tentatives impériales (de l'Égypte, de l'Assyrie et de Babylone, de la Perse) étaient restées trop superficielles pour fondre l'Orient en une unité nationale comme la Chine. Dans ses interstices, des sociétés commerçantes avaient trouvé leur place : la Phénicie, puis la Grèce; l'esclavage y avait pris naissance, en relation avec le développement

marchand. L'empire d'Alexandre, les Etats successeurs hellénistiques, puis l'empire romain ont répété les tentatives impériales antérieures sans parvenir à aller beaucoup plus loin. Ils restaient hétéroclites en termes ethniques et la centralisation tributaire demeurait inégale, tandis que subsistaient des modes de production variés, allant de la communauté primitive au mode tributaire achevé et que se développaient les échanges marchands et, avec eux, des enclaves esclavagistes.

L'empire romain aurait peut-être pu évoluer vers une forme tributaire achevée et s'homogénéiser progressivement. Mais il s'est effondré avant d'y être parvenu. Trois ensembles héritiers se reconstruiront sur ses ruines : l'Occident chrétien, Byzance et l'Etat arabo-islamique. Ces deux derniers ensembles sont sans doute allés plus loin que l'empire romain dans la construction tributaire, sans parvenir pour autant à sa forme achevée; mais ce progrès a laissé des traces jusqu'à nos jours, au moins pour ce qui est de l'héritier arabe. En revanche, l'héritier occidental est resté marqué par les sociétés primitives de l'Europe barbare.

C'est pour cette raison que la chrétienté occidentale féodale offrira les conditions les plus favorables au dépassement du mode tributaire, à l'éclosion rapide du mode capitaliste. En somme, la longue histoire de l'Orient ancien, de l'Antiquité grecque, hellénistique et romaine, des héritiers occidental, byzantin puis ottoman, et arabo-islamique, est l'histoire du développement progressif du mode tributaire et de son dépassement capitaliste à partir de sa périphérie la moins avancée : l'Europe.

Prétendre que les empires de l'Antiquité orientale et romaine constituèrent des étapes d'une évolution vers la constitution d'une formation tributaire achevée, c'est poser la forme tributaire comme supérieure aux formes antiques. C'est donc prendre le contrepied de la thèse qui situe le mode de production asiatique avant le mode esclavagiste, ce que contredit pourtant le niveau comparé de développement des forces productives.

Suggérer, d'un autre côté, que ces tentatives impériales auraient pu homogénéiser le bassin méditerranéen à la façon chinoise est peut-être téméraire : n'est-ce pas négliger, entre autres, la diversité ethnique dans la région ? On est frappé en tout cas par les progrès vers l'homogénéisation réalisés au rythme extrêmement rapide de quelques siècles, parfois quelques décennies. En Orient asiatique, l'unification linguistique autour

du sémite araméen a préparé l'arabisation ultérieure et rapide. En Occident, la romanisation de l'Italie, de la Gaule et de l'Ibérie témoigne de la même tendance. Le contraste entre l'émiettement de l'Europe et du Moyen-Orient d'une part et l'homogénéité chinoise d'autre part, doit être nuancé. L'unification linguistique en Chine est limitée à l'écriture, en rapport étroit avec l'unité étatique et la centralisation tributaire, mais la diversité régionale des langues parlées a menacé pendant des millénaires l'unité impériale. En Occident, la tendance à l'homogénéisation n'a jamais cessé d'opérer. En témoignent, par-delà les avatars de l'histoire, l'arabisation-islamisation à un pôle, la constitution des monarchies nationales absolutistes succédant à l'émiettement féodal issu des invasions barbares à l'autre.

- 2) Le mode féodal caractérise l'ensemble de l'Occident chrétien. Mais il ne s'épanouit pas dans l'ensemble de la région d'une manière égale. On peut y distinguer trois sous-ensembles régionaux. La région la plus développée est l'Italie et les régions qui constituent le pays qualifié aujourd'hui d'Occitanie (l'Espagne est conquise par les musulmans). Les formes féodales ne s'y épanouiront pas, parce qu'elles se heurteront à un héritage antique plus solide, notamment dans les villes, fort importantes. La seconde région (la France du Nord, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne de l'Ouest et du Sud et la Bohême) est moyennement développée. C'est là que les formes féodales s'épanouiront, et c'est là aussi que le dépassement capitaliste trouvera le terrain le plus favorable. Plus à l'est et au nord (Allemagne de l'Est, Scandinavie, Hongrie, Pologne et Russie), le niveau de développement d'origine est peu avancé du fait de la proximité de la communauté prétributaire. Le féodalisme y apparaîtra plus tard, dans des formes particulières, en relation d'une part avec les modalités de l'intégration de ces régions dans l'ensemble européen (Hanse, Scandinavie, Prusse et Pologne) et d'autre part avec le fonctionnement de rapports de domination externes (occupation turque en Hongrie, mongole en Russie, teutonique dans les régions baltes, etc.).
- 3) L'histoire du mode féodal présente trois aspects essentiels : 1) l'émiettement féodal et sa signification en rapport avec le phénomène spécifique de l'Eglise, 2) la persistance des relations marchandes, ses origines et ses effets, 3) les modalités de l'expansion des sociétés féodales.

Dans toutes les modalités du mode tributaire, on l'a vu, l'idéologie est l'instance dominante, au sens que la reproduction sociale opère directement à son niveau. Dans le mode tributaire achevé, cette idéologie devient idéologie d'Etat; l'adéquation de la superstructure aux rapports de production est alors parfaite. Au contraire, dans le mode féodal, l'idéologie, qui est ici le catholicisme, ne fonctionne pas comme idéologie d'Etat. Non que le christianisme en soi y fût opposé : sous l'empire romain, le christianisme était devenu idéologie d'Etat, et il le sera à Byzance comme ensuite dans le monde orthodoxe russe, c'est-à-dire précisément dans les régions les plus proches du mode achevé. Mais, dans l'Occident féodal, le catholicisme se heurte à l'émiettement de la classe tributaire et à la résistance paysanne, survivance de l'idéologie des sociétés communautaires d'origine. L'organisation indépendante de l'Eglise reflète cette moindre perfection dans l'adéquation de la superstructure aux rapports de production, qui crée un terrain plus propice, parce que plus flexible, à des évolutions et des ajustements ultérieurs aux exigences de la transformation des rapports de production. Ces ajustements entraîneront soit la modification du contenu idéologique de la religion (le protestantisme), soit son élévation au rang d'idéologie d'Etat (sous la forme gallicane ou anglicane, par exemple) à mesure que l'absolutisme royal s'affirmera, dans la période de la transition mercantiliste.

- 4) La persistance des relations marchandes externes et internes interdit de réduire l'Europe féodale à une juxtaposition de fiefs vivant en économie de subsistance. Elle a été structurée par le commerce à longue distance avec les aires byzantine et arabe et, au-delà, l'Asie des moussons et l'Afrique noire, ainsi que par son prolongement dans le commerce européen interne et le commerce local. En témoigne la coexistence de zones à prédominance rurale, moins urbanisées, et de zones de concentration commerciale et artisanale. L'Italie, avec ses cités marchandes et artisanales (Venise, Florence, Pise, Gênes, etc.), l'Allemagne du Sud et la Hanse, occupent dans la chrétienté médiévale des positions qui ne se comprendraient pas sans ces relations marchandes. Par référence aux caractères ultérieurs de l'économie mondiale européenne mercantiliste, Wallerstein (50-4) parle ici de « mini-économies mondiales ». Ces régions, l'Italie en particulier, accueillent non seulement les forces productives les plus évoluées (manufactures) mais

encore l'embryon de relations capitalistes précoces.

- 5) Les systèmes tributaires achevés ont démontré une capacité remarquable d'expansion géographique sans transformation qualitative du type de leur organisation interne. Ce type d'expansion, lorsque les conditions géographiques et autres s'y sont prêtées, a pu durer des siècles; c'est le cas de la Chine.

En revanche, l'expansion homothétique de l'Europe féodale est brève : un siècle et demi, de 1150 à 1300. Cette expansion sans changement, par défrichement et colonisation, entre en crise de 1300 à 1450, se heurtant aux rendements décroissants dans les techniques de l'époque. Elle impose alors une série de révolutions techniques dans l'agriculture, favorisées par la flexibilité des rapports de production qui se modifient : adoucissement ou suppression du servage, substitution de la rente en argent à la rente en nature ou en travail, etc. Une seconde vague d'expansion suit, qui déjà comporte des caractères nouveaux : recherche de produits alimentaires ou de bois par la colonisation de terres nouvelles, soit au détriment des Arabes (Espagne et Portugal), soit dans les steppes euro-asiatiques (Ukraine et Sibérie) ou les îles de l'Atlantique. Simultanément, sous l'effet d'une lutte des classes particulièrement vive, les paysans obtiennent un allègement du tribut féodal.

Ainsi, l'expansion amorce la constitution du système économique du monde mercantiliste, qui forme la transition au capitalisme. Dans ce système, les vieilles régions avancées (l'Italie et la Hanse) vont perdre leur avantage et leur position dominante au profit de nouveaux centres, tous situés dans l'Europe du Nord-Ouest.

III - Le développement inégal dans la transition mercantiliste

- 1) Deux points de vue s'opposent ici. Le courant majoritaire considère les trois siècles 1500-1800 comme une période de transition au cours de laquelle le mode capitaliste se constitue progressivement au sein du système féodal. S'appuyant sur certaines analyses de Marx et d'Engels, ces historiens voient dans les monarchies absolues un pouvoir parvenu à se situer provisoirement au-dessus des classes, en exploitant à son profit l'opposition féodaux/bourgeois. Un courant minoritaire (50-4) prétend au contraire que le caractère dominant du système économique et politique reste féodal, et que la monarchie absolue a été une riposte de la féodalité

menacée par la montée de la bourgeoisie.

La réponse exige qu'on analyse les rôles respectifs de la désagrégation des rapports de production féodaux et du développement de l'économie atlantique marchande lors de la naissance du capitalisme. Là encore, trois points de vue au moins se dégagent. Selon les uns, la désagrégation des rapports féodaux sous l'effet des luttes paysannes est seule responsable de la naissance du capitalisme. Selon les autres, c'est au contraire la mercantilisation de l'économie, sous l'effet de l'afflux d'or et d'argent d'Amérique. Les derniers estiment que les deux pôles doivent être considérés dans une relation d'unité dialectique.

- 2) Nous sommes donc renvoyés à la nécessité d'une théorie d'ensemble du système mercantiliste. Celle-ci se doit de répondre à la question essentielle de savoir si la période mercantiliste est encore féodale ou déjà capitaliste; ou si elle est une période de transition, et dans ce cas elle doit faire apparaître d'une manière explicite le mouvement des forces qui opèrent pour rendre inéluctable l'éclosion du capitalisme. Mais elle doit en même temps rendre compte des inégalités et des asymétries qui se développent au cours de cette période, tant entre l'Europe d'une part et ses colonies, dépendances et partenaires d'outre-mer d'autre part, qu'à l'intérieur même de l'Europe.

Une littérature riche existe aujourd'hui sur toutes ces questions que nous souhaiterions voir présente à l'esprit du lecteur, plus particulièrement le débat ouvert par le livre de Dobb, où se sont exprimés notamment Hill, Sweezy et Takahashi, l'ouvrage récent d'Anderson et les travaux axés sur le système mondial du mercantilisme de Wallerstein, Cox, Frank, Vilar, entre autres (50). Mais on n'avancera guère dans cette théorie tant qu'on restera au niveau des effets d'ensemble de l'explosion du commerce atlantique sur les sociétés européennes; car les réactions à ces effets ont été divergentes, dans tous les domaines.

Premier exemple, dans le domaine des effets économiques au sens le plus restreint du terme (prix et salaires). Certes, on constate partout une inflation qui suit la pénétration de l'argent d'Amérique — due, non à l'augmentation brutale de la quantité de monnaie, comme Bodin le pensait, mais à son coût de production réduit, comme Marx l'a compris. Toutefois, on constate aussi que la distorsion entre les prix et les salaires évolue très différemment d'une région à l'autre de l'Europe, modifiant la

rentabilité relative des activités manufacturières, comme le poids relatif réel de la rente foncière en argent et le revenu réel de la petite paysannerie marchande ou des *gentlemen farmers*.

Vilar comme Wallerstein font bien l'historique de la transmission progressive de l'inflation d'ouest en est. Tandis qu'en 1500 l'écart des prix entre la Méditerranée et l'Europe de l'Est est de 6 à 1, en 1750 il n'est plus que de 2 à 1. Mais Wallerstein note que la distorsion prix/salaires est tantôt favorable, tantôt défavorable au capital naissant. A Venise, la marge de profit est rongée par des salaires qui croissent rapidement. En France et en Espagne, au contraire, les salaires réels s'abaissent trop et, de ce fait, le marché pour les manufactures se révèle insuffisant. En Angleterre, il semble qu'une sorte d'optimum soit réalisée par une stabilité des salaires, qui ne retrouveront leur niveau de 1250 qu'en 1850, six siècles plus tard.

Or, les résultats de ces distorsions est important : il modifie la division internationale du travail. Wallerstein fait remarquer que le changement décisif qui a pris corps au XVII^e siècle ne se situe pas dans le progrès technique, mais dans la localisation des activités. Les vieilles régions manufacturières (Italie et Flandres) périclitent parce que leurs prix sont trop élevés et qu'elles ne peuvent surmonter la protection française et anglaise. En revanche, l'Angleterre, jusque-là exportatrice de blé et de bois, devient manufacturière et exportatrice de produits manufacturés.

Deuxième exemple, dans le domaine des rapports de production. Les sociétés européennes réagissent toutes à l'appel du marché; mais très différemment. L'argent désagrège parfois les rapports féodaux, mais il les renforce parfois également. A l'Ouest, en Angleterre surtout, en France aussi d'une manière moins marquée, les anciens rapports féodaux cèdent du terrain, soit au profit d'une petite paysannerie propriétaire (même si elle reste encore soumise à des droits seigneuriaux allégés), soit au profit d'un système de tenure moins défavorable aux tenanciers. A l'est de l'Elbe, la société réagit au contraire par le renforcement du servage et l'alourdissement des corvées. En Amérique, où pourtant la production marchande l'emporte d'une manière plus marquée encore qu'en Europe, dans les plantations, les mines et les *encomienda*, ce sont des rapports esclavagistes, quasi esclavagistes ou de quasi-servage, qui prédominent. Nous retrouvons notre thèse sur la corrélation entre l'esclavage et les

rapports marchands.

Troisième exemple, dans le domaine de l'évolution politique et idéologique. La monétarisation de l'économie et ses effets sur l'activité et la transformation des rapports de production tantôt renforcent l'Etat, tantôt le désagrègent. Wallerstein propose une thèse séduisante : dans les centres, dont la balance commerciale est favorable par suite du renforcement de la capacité d'exportation des manufactures, l'afflux des moyens monétaires facilite à la monarchie la création d'une bureaucratie, qui à son tour permet de taxer davantage; tandis qu'à la périphérie, où la situation est inverse, le premier transfert d'argent engendre un cercle vicieux opposé qui affaiblit l'Etat. Il reste que la Pologne se laisse enfermer dans ce cercle vicieux et finit par disparaître, alors que la Russie réagit pour l'éviter et renforce son appareil d'Etat. Quoi qu'il en soit, et même si cette argumentation paraît un peu trop mécaniste, les autres réponses proposées pour rendre compte du fait sont inacceptables. Le recours à l'idéalisme wébérien de l'éthique protestante est illusoire : qu'on compare l'Italie et la Pologne, l'Espagne et la Hongrie : on verra que le catholicisme peut lui aussi s'adapter à des évolutions très différentes. Et parler du nationalisme ici pour expliquer la constitution des Etats-nations forts, de régionalisme là pour rendre compte de leur absence, est pure tautologie.

En fait, la question concernant le caractère féodal ou capitaliste de la période mercantiliste est peut-être une fausse question. La véritable serait : quelles sont les classes en présence, comment s'organisent les luttes et les alliances entre elles, comment s'articulent les luttes économiques de ces classes, leurs expressions idéologiques et leurs actions sur le pouvoir politique ?

Il est évident que la période est une période de transition, où coexistent des rapports féodaux et des rapports capitalistes. Que le caractère dominant de la société reste féodal en Angleterre jusqu'aux révolutions du XVII^e siècle, en France jusqu'à celle de 1789, en Allemagne et en Italie jusqu'à l'accomplissement de leur unité au XIX^e siècle, la nature féodale du pouvoir politique en témoigne. Mais on risque de tomber dans le formalisme si l'on donne à la coupure de la révolution bourgeoise un sens absolu. Car la lutte des classes qui oppose féodaux et bourgeois

commence avant et se poursuit après cette coupure, non sans interférer avec l'organisation du pouvoir et en modifier le contenu. La révolution de Cromwell est suivie d'une restauration, puis d'une seconde « révolution » douce et incomplète, poursuivie pacifiquement par l'élargissement électoral de 1832, etc. La révolution française, qui culmine en 1793, est suivie d'une longue restauration; 1848 est encore mi-bourgeois, mi-prolétarien — mais déjà la revendication prolétarienne, embryonnaire, avait pointé en 1793 derrière la révolution bourgeoise (cf. 51-3) — et est suivi d'une seconde restauration. Les unités allemande et italienne sont à peine des révolutions, mais elles créent les conditions de changements sociaux spectaculaires. L'abolition du servage en 1861 en Russie est-elle la coupure bourgeoise ? Ou février 1917 ?

La réaction féodale ne suffit donc pas pour qualifier de féodal le pouvoir absolutiste occidental : on constate en même temps le développement d'une paysannerie libre, l'amorce de différenciation de classes capitalistes en son sein (« laboureurs » et « bras nus », *yeomen* et ouvriers agricoles), l'expansion de la manufacture, la différenciation au sein d'un artisanat qui se libère des contraintes de la corporation, etc.

3) Nous proposons donc les cinq thèses suivantes :

a) Chaque mode de production est caractérisé par ses contradictions et par des lois de son mouvement spécifiques. Le mode féodal, en tant qu'espèce de la grande famille du mode tributaire, est caractérisé par la même contradiction fondamentale (paysans producteurs/classe tributaire exploiteuse) que toutes les autres espèces de ce mode. Mais il n'y a pas de lois de la transition. Chaque transition exprime le cheminement d'une nécessité historique — dépasser des rapports de production anciens pour permettre un développement latent et mûr des forces productives sur la base de nouveaux rapports — à travers l'articulation concrète de nombreuses contradictions spécifiques à une formation sociale.

b) Le mode féodal, en tant qu'espèce inachevée, primitive, périphérique du mode tributaire, tend vers l'achèvement sous la forme tributaire. Le mouvement qui va de l'émiettement féodal du Moyen Age à l'absolutisme royal mercantiliste n'est pas le fruit du hasard. Le caractère primitif du mode féodal résulte de la combinaison entre la désagrégation de l'empire romain, en voie d'évolution vers une forme

tributaire, et l'accélération de la transformation des modes communautaires des Barbares (cf. 50-1). La flexibilité plus grande qui résulte de ce caractère inachevé du mode féodal entraîne l'amorce plus rapide de son dépassement par l'éclosion en son sein des embryons du mode capitaliste.

- c) Les groupes de classes en présence au cours de la période mercantiliste sont au nombre de trois : les paysans, les féodaux et les bourgeois. Les luttes de classes, triangulaires, impliquent des blocs mouvants de deux groupes contre un. La lutte des paysans contre les féodaux conduit à la différenciation au sein de la paysannerie et au développement d'un petit capitalisme agraire ou à l'adaptation de la féodalité à un capitalisme agraire de grands propriétaires. La lutte des bourgeois urbains marchands contre les féodaux s'articule sur la précédente et donne naissance aux manufactures, au système du *putting out*, etc. La bourgeoisie tend à se scinder en une fraction supérieure, qui cherche le compromis (protections royales des manufactures et des compagnies marchandes, anoblissement et récupération pour son compte de droits seigneuriaux, etc.) et une fraction inférieure qui est contrainte de se radicaliser.
- d) La tendance à l'évolution de l'émiettement féodal au pouvoir absolutiste opère sur ce fond de luttes. Selon les forces relatives de chaque groupe, cette évolution s'accélère ou avorte, prend telle forme ou telle autre. Le pouvoir acquiert de ce fait une certaine autonomie, donc une certaine ambiguïté, sur laquelle Marx et Engels ont appelé l'attention. Si la constitution d'Etats centralisés ne bloque pas l'évolution au capitalisme mais au contraire l'accélère, c'est bien parce que la lutte des classes s'aiguise en leur sein. Lorsque le mode tributaire prend en Europe sa forme achevée avec les monarchies absolues, les contradictions de classes nouvelles (capitalisme agraire et capitalisme manufacturier) sont déjà trop avancées pour ralentir d'une manière significative leur développement. En rapport avec ces combinaisons chaque fois spécifique, il faut analyser, d'une part, le mouvement de la division internationale du travail entre les régions de l'Europe mercantiliste et entre certaines d'entre elles et les périphéries d'outre-mer qu'elles créent et, d'autre part, le contenu des grands courants idéologiques (Réforme, Renaissance, philosophie des Lumières) qui

sont à des degrés divers des combinaisons d'une composante « grande bourgeoise », « petite bourgeoise » (agraire ou artisanale), paysanne et même, parfois, embryonnairement « prolétarienne ».

e) Au terme de la période émerge un monde caractérisé par un développement inégal de type nouveau, différent du développement inégal aux époques précédentes : le développement inégal de la période mercantiliste. En 1800, il y a d'une part des centres capitalistes et d'autre part des périphéries, principalement façonnées par l'émergence des premiers, mais, parmi ces centres capitalistes, seuls sont achevés l'Angleterre et, à un moindre degré, la France.

13 Wallerstein, Cox et Frank, en soulignant les effets de ces rapports centres/périphéries sur la dynamique des centres, ont apporté une contribution décisive à une histoire jusque-là largement tronquée par europocentrisme.

Wallerstein propose une distinction fondée sur le caractère introverti ou extraverti du développement économique des centres et des périphéries dès la période mercantiliste, résultat lui-même de la combinaison des luttes de classes de la période dans les différentes régions du système et prélude à la construction ultérieure du système capitaliste achevé et de l'impérialisme contemporain. L'Angleterre est le type du centre mercantiliste. Wallerstein fait observer qu'elle n'est pas seulement commerçante mais manufacturière et commerçante, qu'elle contrôle sévèrement ses importations pour renforcer son développement autocentré, qu'elle n'est pas autarcique mais conquérante. La vraie religion de cet Etat absolutiste n'est pas le protestantisme, mais le nationalisme, comme le montre l'anglicanisme.

La France présente un modèle analogue, atténué seulement par les attractions extérieures divergentes qu'elle subit (Paris et le Nord sont attirés vers Anvers, l'Ouest vers le Nouveau Monde, le Midi vers la Méditerranée), lesquelles transfèrent au plan interne des luttes extérieures : alliances des huguenots et des catholiques à des forces étrangères, Angleterre et Espagne, que le roi surmonte après de longues luttes; tentative de François Ier de contrecarrer Charles V dans son projet similaire de constitution d'un empire continental et batailles inutiles livrées en Italie et en Flandres, etc.

Les régions auparavant plus avancées déclinent. C'est le cas des villes

italiennes, non que leur commerce aurait été asséché par la constitution de l'empire ottoman (au contraire, celle-ci occasionne une nouvelle expansion du commerce Ouest-Est), mais précisément parce qu'elles sont plus avancées, à cause des hausses de salaires que provoque cette situation. Elles sont relayées par la Hollande, qui reste maritime et commerçante. Le rôle d'Amsterdam est alors tout entier suspendu à l'équilibre Angleterre-Espagne : les Hollandais ne conservent quelque temps leur place que dans la mesure où l'Angleterre n'a pas encore ravi à l'Espagne le contrôle des mers.

L'Espagne et le Portugal, qui avaient les premiers pris l'initiative de se créer une périphérie, se contenteront des profits du pillage de l'Amérique pour payer des importations croissantes de manufactures en provenance d'Angleterre et de France. Ils s'orientent ainsi vers une économie extravertie et dépendante dont le parasitisme et la pauvreté réelle apparaîtront lorsqu'ils perdront le contrôle de l'Amérique, et renforcent en même temps l'autonomie introvertie et agressive des centres anglais et français.

La Russie réagira à la menace en créant sa propre périphérie en Asie et en renforçant son Etat. C'est lui qui, lorsqu'au xix^e siècle elle s'intégrera dans le système mondial comme exportateur de blé et importateur de produits manufacturés, lui évitera le sort des semi-colonies en intervenant activement pour favoriser une industrialisation autonome. Il en sera de même de la Prusse. En revanche, la Pologne sera rapidement périphérisée par ses exportations de blé, qui se solderont par l'affaiblissement, puis la disparition de son Etat. La Suède, qui tentera d'abord de trouver par des conquêtes extérieures une compensation à la faiblesse de son agriculture et à la résistance de ses communautés paysannes à la ponction féodale, évitera de justesse le sort de la Pologne en se repliant sur elle-même.

C'est ainsi qu'au cours de la période mercantiliste se constitue la division du monde capitaliste : centres à vocation industrielle qui satisfont leurs besoins par leurs propres moyens, acquérant de ce fait une capacité d'agression extérieure décisive, et périphéries façonnées comme économies incomplètes extraverties, complémentaires de celles des centres, fournissant du blé, du sucre ou des métaux précieux, lesquels sont produits dans le cadre de modes de production précapitalistes par leur forme (servage ou esclavage) mais nouveaux en ce sens qu'ils sont établis directement par ou pour les métropoles.

Toutefois, au terme de la période, de vastes régions du monde n'entrent pas encore dans le système centre/périphérie. C'est le cas des pays européens qui ne sont pas périphérisés, c'est-à-dire façonnés comme tels, mais plutôt bloqués, retardés et à qui s'offre encore la possibilité d'évoluer dans un sens ou dans l'autre : l'Espagne, le Portugal, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Prusse et la Russie; la Pologne disparaît à leur profit. Tous ces pays émergeront comme centres autonomes au xix^e siècle. Des relais du système centre/périphérie vont également émerger comme centres autonomes : la Nouvelle-Angleterre s'emparera de presque toute l'Amérique anglaise. Ce sera aussi le cas des régions encore « extérieures », pour employer la terminologie de Wallerstein : le Japon, l'empire ottoman, la Chine. Elles interviennent bien dans le commerce mondial mercantiliste, mais conservent leur autonomie, exportent et importent avec parcimonie, sous leur contrôle absolu, ce qu'il convient à leur classe dirigeante d'échanger, en général des produits rares. Dans l'océan Indien, les Portugais sont une puissance navale, mais comme marchands ils doivent traiter avec les classes dirigeantes locales, et en cela le commerce de l'océan Indien ne permet pas, comme celui de l'Atlantique, d'accélérer l'accumulation au centre. Il y a aussi l'Inde et l'Indonésie, à moitié conquises militairement, mais pas encore refaçonnées comme périphéries. Elles le seront au moment de la révolution industrielle, lorsque les manufactures et l'artisanat indien seront systématiquement détruits par les Anglais et des plantations semi-esclavagistes établies dans les Indes néerlandaises. Il y a enfin l'Afrique noire, autonome en apparence mais déjà périphérisée comme fournisseur d'esclaves pour la périphérie américaine.

IV - Le développement inégal dans la révolution bourgeoise

Le développement inégal à l'intérieur de l'Europe mercantiliste résulte des combinaisons des luttes de classe particulières à chaque formation. Les travaux concernant la composante paysanne (50, 51) de ces luttes nous amènent à proposer les quatre thèses suivantes.

- 1) Première thèse. La lutte qui oppose les paysans exploités à la classe tributaire (féodale) qui les exploite constitue la composante décisive de la combinaison des luttes qui assurent le passage au capitalisme. Là où cette lutte est rendue plus difficile par le caractère achevé du mode tributaire, la bourgeoisie urbaine ne dispose pas de l'allié qui lui permettrait d'obliger

le pouvoir à composer avec elle; et, de ce fait, le passage au capitalisme est retardé. L'inverse est vrai pour les sociétés féodales, c'est-à-dire tributaires inachevées, Europe et Japon. Cependant, lorsque la bourgeoisie est trop faible, les luttes paysannes échouent : elles ne suffisent pas à elles seules à engendrer le capitalisme; c'est le cas de la guerre des Paysans en Allemagne.

La lutte entre les paysans et la classe tributaire est la caractéristique de toutes les sociétés de classes précapitalistes et sa contradiction fondamentale, comme, aujourd'hui, dans tout le système capitaliste, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie. La révolte paysanne est aux systèmes précapitalistes de classes ce que la grève est au système capitaliste.

Mais, de même que l'acuité et la radicalisation des luttes prolétariennes varient à l'extrême selon les conditions d'un pays et d'une période à l'autre, de même varient celles des luttes paysannes antitributaires. Les modalités du passage au féodalisme dans les régions où la communauté primitive est encore proche ont peut-être constitué un élément favorable décisif : la dépossession de ces communautés par la classe féodale y est encore présente dans le souvenir, et même quelquefois pas encore terminée lorsque se développe déjà la lutte nouvelle contre la féodalité installée.

Cependant, ce cadre général ne saurait être considéré comme déterminant d'une manière absolue. Des circonstances diverses s'y greffent qui en accentuent ou en réduisent la portée potentielle. Parmi ces circonstances, il faut signaler l'ampleur des relations extérieures marchandes : le commerce à longue distance. Il est peu douteux par exemple que la mercantilisation de l'économie atlantique (notamment le passage à la rente en argent et l'attrait de consommations nouvelles que doit acheter la classe féodale) a avivé la lutte des classes fondamentale en Europe. Luttes paysannes et luttes bourgeoises s'articulent les unes aux autres pour se renforcer mutuellement dans une spirale accélératrice de l'histoire. Le progrès du commerce assure un allié aux paysans et en même temps un débouché à leur production marchande autonome lorsqu'ils arrachent des concessions aux féodaux. Ce développement du petit capitalisme agraire libère de la main-d'œuvre, qui renforce la possibilité d'un développement manufacturier et commercial urbain, etc. Inversement, la faiblesse de

l'une ou l'autre des deux composantes introduit une spirale qui ralentit le mouvement nécessaire de l'histoire.

D'autres circonstances interviennent, greffées sur les premières. L'expansion externe du mode tributaire constitue une issue qui atténue les luttes paysannes (on fera l'analogie avec les effets de l'expansion impérialiste sur la lutte des classes prolétariennes). Cette expansion peut prendre la forme de colonisation de terres « vides » (Portugais, Espagnols, Anglais en Amérique, Russes en Sibérie et en Ukraine : analogie avec les effets de l'émigration du prolétariat anglais vers l'Amérique du Nord et l'Australasie). Mais elle peut prendre aussi la forme de colonisation de peuples étrangers (germanisation de terres slaves, etc.) et opérer, dans ce cas, comme des luttes nationales occultant leur contenu de classe.

Le jeu politique des classes face au pouvoir et le contenu des idéologies par lesquelles elles s'expriment acquièrent, pour toutes ces raisons combinées, une certaine autonomie. D'une manière générale, les grands courants idéologiques qui accompagnent le passage au capitalisme sont ambigus : ils contiennent toujours une composante paysanne et une composante bourgeoise (par exemple dans le protestantisme; cf. 50-9). Le fait que la composante paysanne prenne rarement son indépendance complète (et, dans ce cas, uniquement sous la forme religieuse de millénarisme « communiste ») témoigne de la nécessité historique d'un développement des forces productives.

- 2) Deuxième thèse. Plus la lutte paysanne est radicale, plus révolutionnaire sera le processus de renversement de l'Etat féodal et plus pur le caractère de l'Etat bourgeois qui lui succède. S'ensuit-il que plus rapide sera le processus de l'accumulation du capital qui suivra ? Cette thèse est discutée.

Marx oppose la voie révolutionnaire du passage au capitalisme à la voie « prussienne », on pourrait dire : réformiste. Dans la première, les paysans se libèrent de la tutelle féodale, établissant une économie « petite marchande simple » de paysans libres parmi lesquels opère une différenciation d'où sort un capitalisme agraire diffus. De même, de l'artisanat libéré des contraintes corporatistes naissent de petites entreprises industrielles dynamiques. « Le producteur se fait commerçant. » L'inverse a lieu quand le capitaliste commerçant se fait marchand-entrepreneur, manufacturier, puis industriel (*putting out*), ou

quand le seigneur féodal se fait latifundiste marchand. Le second processus ne résulte pas alors d'une nécessité interne mais d'effets provoqués de l'extérieur par l'insertion dans le système mercantiliste et capitaliste (mais prémonopoliste). « Révolution par en haut », ou même réforme plutôt que révolution.

La révolution française est le modèle de la révolution bourgeoise radicale. Selon Soboul (51-1), le bloc des paysans libres et des petits producteurs artisanaux s'y oppose à celui de l'oligarchie des grands propriétaires féodaux et de la haute bourgeoisie commerciale et financière. Même si plus tard l'empire puis la Restauration ont imposé un compromis sauvegardant les intérêts de la haute bourgeoisie et de la grande propriété capitaliste issue des ci-devant féodaux, l'abolition des droits seigneuriaux sans contrepartie et les ventes de biens nationaux, sur lesquels la réaction ultérieure n'a pas pu revenir, ont renforcé les positions de la petite paysannerie et, au sein de celle-ci, de sa couche koulak. Selon une thèse largement répandue (cf. 51-6), le poids de cette petite paysannerie a ralenti le développement ultérieur du capitalisme en France.

La révolution anglaise fut en effet moins radicale. Dans ce pays où la petite paysannerie libre et la couche riche de celle-ci, les *yeomen*, étaient plus anciennes et ont été le fer de lance de la révolution de Cromwell (avec, derrière eux, les « nivelleurs », dont l'idéologie révolutionnaire témoigne d'un radicalisme sans pareil à l'époque), la réaction est parvenue à imposer un compromis plus favorable qu'en France à la haute bourgeoisie et à la grande propriété aristocratique, qui s'est engagée dans la voie de la révolution agricole, de la modernisation capitaliste, sur un modèle voisin de celui des Junkers prussiens et des grands propriétaires russes, polonais et hongrois. La révolution de 1688 témoigne de la nature de ce compromis, sur lequel l'Angleterre a vécu jusqu'à l'abolition des *Corn Laws* au milieu du xix^e siècle, liquidant les positions du capitalisme agraire au bénéfice exclusif de l'industrie.

L'interprétation des rythmes différents du développement industriel ultérieur (rapide en Angleterre, lent en France) que nous proposons est différente de celle des deux thèses qui s'affrontent.

En France, le facteur qui ralentit l'industrie n'est pas l'existence en soi d'une petite propriété paysanne vivace, car celle-ci aurait pu se désagrégier

rapidement par un processus interne de différenciation. C'est la force du prolétariat qui impose à la bourgeoisie l'alliance paysanne. Cette force, le prolétariat français la tient, non de son nombre, mais des antécédents radicaux de la révolution. Or, l'alliance paysanne comporte un coût, le protectionnisme agricole, qui freine la différenciation interne de la paysannerie et limite doublement l'essor de l'industrie, en ralentissant l'exode rural, et en limitant les moyens de l'accumulation industrielle.

En Angleterre, cet obstacle a été surmonté plus tôt. La différenciation au sein de la paysannerie s'accélère avant la révolution industrielle, en corrélation avec la modernisation de la grande propriété. La révolution industrielle disposera de ce fait d'un prolétariat plus nombreux que nulle part ailleurs. Celui-ci a failli se radicaliser après la révolution industrielle, aux temps du chartisme. Peut-être la soupape de l'émigration massive a-t-elle été une des raisons de l'avortement de cette tentative. Toujours est-il que, pour faire face à ce prolétariat, la bourgeoisie ne peut pas recourir à l'alliance paysanne interne. Elle conclut alors une alliance paysanne externe, avec les fermiers américains, en sacrifiant les grands propriétaires anglais, pourtant modernes. Il faut y ajouter le pillage de l'Inde, et le brigandage anglais en Irlande, avec ses effets idéologiques déplorables.

La troisième voie, d'ailleurs, la voie américaine signalée par Lénine, a été celle d'une industrialisation également très rapide. Ici, la petite paysannerie n'est pas issue d'une révolution antiféodale. Notre thèse est que la Nouvelle-Angleterre a été un sous-produit du mercantilisme anglais, caractérisé d'une manière exceptionnelle par l'étendue du mode de production marchand simple dans la formation sociale. Que ce mode contienne en germe un développement capitaliste rapide (cf. 50-3), le cas des Etats-Unis le démontre clairement. Mais ce développement a été servi par d'autres conditions exceptionnelles, l'étendue et la richesse du pays, l'afflux de l'immigration et le surplus de la colonie esclavagiste interne.

Il n'est pas dit que la voie prussienne freine nécessairement l'industrialisation ultérieure. L'importance des moyens d'accumulation tirés de la surexploitation des paysans, s'ils ne sont pas absorbés par une rente foncière trop élevée — et l'Etat allemand unitaire veille à ce qu'il en soit ainsi —, accélère l'industrialisation. Ici apparaît de façon manifeste le processus par lequel l'économie émergente nouvelle s'insère dans le circuit mondial. Si la classe dirigeante se constitue comme exportatrice de

produits agricoles, elle engage le pays dans un système de dépendance et d'échange inégal au détriment de l'accumulation interne. Si elle se constitue au contraire comme exportatrice industrielle, finançant son industrie par le surplus agraire, la voie prussienne peut se révéler très efficace. Le premier cas est celui de la Hongrie et de la Roumanie par exemple, le second de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Le cas russe se situe entre les deux.

Ainsi donc, la vitesse de l'industrialisation est assez indépendante de la nature de la voie, révolutionnaire ou réformiste, empruntée par la révolution bourgeoise. Elle dépend principalement de la lutte des classes et des alliances bourgeoises conclues postérieurement à cette révolution. Fréquemment, un prolétariat fort ralentit l'accumulation. A l'inverse, après une défaite sérieuse du prolétariat, l'accumulation peut s'accélérer. Un bon exemple en est fourni par la croissance économique de l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale. Battu en 1933, n'ayant pas réapparu sur la scène politique en 1945, le prolétariat allemand a subi des conditions de travail très dures : ainsi, en 1965 encore, les coûts salariaux de l'industrie allemande représentent 55 % de ceux des Etats-Unis, contre 74 % en France. Mais la croissance rapide qui en a résulté de 1950 à 1970 permet de rat-trapper le retard salarial. En 1974, les mêmes pourcentages sont de 99 % et de 83 %, c'est-à-dire que le rapport Allemagne-France est inversé, d'autant que l'excédent de la balance extérieure qui l'accompagne en accentue les effets, par surévaluation du mark et dévaluation du franc, dans un cadre politique de social-démocratie de droite parfaitement domestiquée par le capital.

- 3) Troisième thèse. Dans les révolutions bourgeoises radicales, la composante paysanne radicale va bien au-delà de revendications capitalistes; elle met en question la société de classe en tant que telle. Soboul montre qu'en France les paysans pauvres ne voulaient pas le partage des communaux que réclamaient les riches. Les communaux seront donc maintenus dans de vastes régions et ne disparaîtront que lentement au cours du xix^e siècle, lorsque les paysans riches auront acquis les moyens de les détourner à leur avantage en passant des contrats de mise en valeur avec les municipalités qu'ils contrôlent.

Doit-on considérer cette résistance comme réactionnaire du fait qu'elle constitue un handicap au développement capitaliste des forces

productives ? Ce serait adopter le point de vue de classe de la bourgeoisie. Il faut plutôt souligner le caractère progressiste de cette résistance (cf. 10-6); la lutte des paysans pauvres est bel et bien une lutte contre la société de classes.

- 4) Quatrième thèse. Radicale ou non, les luttes paysannes dans la transition au capitalisme central, c'est-à-dire avant l'époque impérialiste, ont finalement toujours servi la bourgeoisie. Selon leurs modalités, elles ont favorisé la petite bourgeoisie agraire de koulaks issue de la différenciation paysanne, ou la grande propriété foncière capitaliste, intégrée au marché et modernisée dans ses techniques, c'est-à-dire la grande bourgeoisie agraire, ou la bourgeoisie industrielle proprement dite. Mais elles n'ont jamais abouti à ce qui était l'objectif de l'aile radicale du mouvement paysan, celle des paysans pauvres : une société paysanne sans classes, égalitaire et communautaire.

Cet échec témoigne du fait décisif que le développement potentiel des forces productives exigeait encore des rapports de production d'une société nouvelle, certes, mais qui restait une société de classe, la société capitaliste. Aujourd'hui, dans le cadre du système impérialiste, le même mode capitaliste n'est plus capable de donner au développement des forces productives leur plein épanouissement potentiel à la périphérie du système, par suite des effets de domination, de surexploitation et de distorsion du développement du capitalisme. De ce fait, les luttes paysannes radicales n'apparaissent plus comme objectivement partie de la révolution bourgeoise, mais au contraire comme partie de la révolution socialiste. La paysannerie pauvre qui s'oppose à l'exploitation de classe a, cette fois, l'allié qu'elle n'avait pas en France en 1793 : un prolétariat véritable.

Sans doute les pays de la périphérie contemporaine ne sont-ils pas tous des maillons faibles du système impérialiste. Sans doute aussi ne sont-ils pas nécessairement les seuls à l'être : l'Europe du Sud, par exemple, en constitue peut-être un autre. Mais, s'il en est ainsi, ce n'est pas pour les raisons invoquées plus haut, qui ne concernent que la périphérie : au centre, en effet, la paysannerie est en voie de disparition et ne saurait plus constituer la réserve révolutionnaire principale.

V - Résumé des conclusions

1) Le contraste entre l'économie mondiale européenne qui se constitue au cours de la transition mercantiliste et l'expansion des empires tributaires antérieurs accuse la singularité de la transition au capitalisme et contraint à réfléchir sur les questions fondamentales du matérialisme historique.

L'expansion géographique des autres sociétés tributaires avancées n'avait jamais revêtu cette forme. L'Etat tributaire centralisé chinois intègre les régions méridionales nouvellement colonisées comme des provinces ordinaires, soumises au même système de prélèvement d'un tribut centralisé ponctionné par une bureaucratie de prébendiers. Au contraire, l'expansion européenne crée pour la première fois une véritable périphérie sur la base d'une spécialisation inégale de la production. Alors que l'empire est une unité politique, le système mondial européen est économique, c'est-à-dire que les liens qui en relient les différentes parties sont économiques et non nécessairement ou principalement politiques. Cela n'est pas une coïncidence fortuite, mais révèle au contraire des caractères essentiels du fonctionnement des relations entre la base et la superstructure dans les différents modes de production.

Nous avons développé cette thèse en affirmant que le mode tributaire était la forme la plus générale de la société de classes précapitaliste, que l'esclavage était exceptionnel et, comme le mode marchand simple, marginal, que le féodalisme était une forme périphérique du mode tributaire et qu'en tant que forme plus précoce, encore marquée par les caractères de la société communautaire d'origine, il était destiné à se dépasser lui-même plus facilement, assurant à l'Europe son destin exceptionnel.

Le mode tributaire définit à la fois des rapports de domination (classe-Etat gouvernante et paysans gouvernés) et des rapports d'exploitation (extorsion d'un surplus sous forme de tribut). La transparence des rapports d'exploitation implique la dominance des rapports de domination, c'est-à-dire de l'instance politique idéologisée. Un tel mode, sous sa forme achevée, est d'une grande stabilité. Il peut donc absorber un progrès des forces productives sans remettre en cause les rapports de production (ensemble des rapports d : domination et d'exploitation), ce qui nous rappelle que la thèse de la détermination mécanique des rapports de production par le niveau de développement des forces productives n'est pas une thèse marxiste mais économiste vulgaire. Le type de progrès des

forces productives n'est pas neutre. La technologie n'est pas le *primus movens* autonome, découlant du progrès de l'esprit humain, version laïque de Dieu dans la philosophie des Lumières; elle est orientée par les exigences des rapports de production. Par exemple, le mode tributaire achevé, en Egypte et en Chine, sera capable d'orienter le progrès des forces productives en direction de l'amélioration considérable des techniques d'irrigation, de construction (financées par le progrès agricole) et de communication (toutes, postes, etc.), renforçant ainsi le mode tributaire lui-même.

L'esclavage ne définit pas un mode de production; ce concept relève en effet de l'instance politique, c'est-à-dire qu'il définit un type de domination, comme la dépendance personnelle, le servage ou le droit bourgeois définissent d'autres statuts des personnes qui constituent le cadre des rapports de domination. L'existence d'esclaves ne révèle donc pas nécessairement celle d'un mode esclavagiste, lequel suppose un rapport d'exploitation. Or celui-ci n'apparaît qu'exceptionnellement, en général lorsque les esclaves produisent pour le compte de leurs maîtres un produit marchand. Le mode esclavagiste est alors associé à un autre mode de production dominant : soit un mode communautaire (lignager), soit un mode tributaire (Antiquité classique), soit le mode capitaliste (Etats-Unis au xix^e siècle).

Si le mode tributaire comme les modes communautaires excluent en principe les rapports marchands, ceux-ci apparaissent dans les interstices des sociétés non marchandes comme mode associé dominé, ou, plus souvent, dans les rapports externes des communautés ou des empires tributaires (commerce lointain). Et c'est précisément dans les situations, toujours exceptionnelles, où ces rapports marchands prédominent au moins sectoriellement que le mode esclavagiste se développe.

Ces précisions conceptuelles nous permettront de mieux comprendre la nature de la société européenne féodale, les raisons des formes particulières de son expansion ainsi que la genèse du capitalisme. Si l'Europe féodale n'est pas un empire, c'est parce que le mode féodal est une forme périphérique, non achevée, du mode tributaire. Le démembrement de la puissance étatique et la non-centralisation du surplus trouvent leur origine lointaine dans la nature du dépassement de l'empire romain par des Barbares à peine sortis des modes communautaires. Les

formes primitives du mode tributaire sont donc plus flexibles que ses formes achevées et c'est de l'Europe arriérée que sortira le dépassement capitaliste du mode tributaire, non de l'Orient avancé. Cette expression du développement inégal dément la thèse du développement linéaire continu des forces productives et de la détermination par elles de modes de production successifs.

Si, de 1150 à 1300, l'expansion géographique du mode féodal a pu opérer sans problème grâce à l'abondance des terres vierges (on observe des phénomènes analogues en Afrique), la contraction, de 1300 à 1450 (l'expansion démographique se heurte aux rendements décroissants au niveau des techniques en cours), réduit la rente féodale et conduit à la crise. Les tentatives des seigneurs de trouver des terres nouvelles amèneront l'énorme expansion de l'Ibérie en direction de l'Amérique et de la Russie en Sibérie. Parallèlement, des formes violentes d'exploitation du travail seront mises en vigueur : l'esclavage apparaîtra (en Amérique), contrairement à la thèse mécaniste qui voudrait y voir un mode de production plus arriéré que le féodalisme, tandis que le servage réapparaîtra en Europe orientale, toujours en conjonction avec la naissance du capitalisme.

Les tentatives de constitution d'un empire européen devaient néanmoins échouer, à cause des résistances féodales, héritage des vieilles libertés des communautés, infiniment moins soumises qu'elles ne le sont dans les formes plus avancées du mode tributaire (Chine, Egypte). Cet échec va conduire à la solution capitaliste du problème : la juxtaposition d'Etats nationaux absolus centraux, de cités libres et de provinces autonomes, comme à la constitution de la périphérie (américaine) du système économique européen, prélude au développement capitaliste inégal des temps modernes.

La seconde opposition qui se dessine, celle de centre et de périphérie de ce système, est tout aussi essentielle. Le système étant économique, c'est au plan de l'économie que les clivages nouveaux se marquent; l'économie des centres est autocentrée, celle des périphéries extraverties et confinée par la division inégale du travail à produire des marchandises de rang inférieur, dont le travail est moins rémunéré. Les racines lointaines de l'échange inégal remontent à ces premiers siècles du capitalisme.

2) La nature du développement inégal aux étapes antérieures à l'achèvement

du système capitaliste, notamment dans la transition au féodalisme dans l'expansion féodale, dans la transition mercantiliste et enfin dans la révolution bourgeoise, est différente de celle du développement inégal que nous connaissons aujourd'hui, à l'époque impérialiste du capitalisme. De l'universalité du fait du développement inégal, on ne peut pas dégager quelques lois simples en vertu desquelles l'histoire ne serait qu'une éternelle répétition. Centre et périphérie, achevé et inachevé, sont des concepts qui n'ont pas des contenus identiques, situés aux mêmes plans, d'une période à l'autre. Il n'y a donc pas de périodisation générale de l'histoire universelle possible pour les époques antérieures à l'impérialisme. La périodisation spécifique à l'histoire européenne retracée plus haut fait seulement ressortir la manière par laquelle le capitalisme s'est frayé la voie dans l'ensemble de l'Europe, sous des formes différentes et inégales. Dans cette histoire, l'axe central de l'analyse est constitué par les luttes de classes entre les trois composantes de la société — féodaux, paysans et bourgeois — et l'articulation de ces luttes avec l'évolution de l'Etat.

- 3) La question nationale émerge progressivement, au cours de ce développement inégal, de la transition capitaliste et de la révolution bourgeoise.

Les seules nations au sens moderne du terme vont apparaître, au cours de ce processus, dans les centres dont l'achèvement sera couronné par la révolution bourgeoise, l'Angleterre et la France. Pour tout le reste de l'Europe, la question nationale n'est pas encore réglée à l'aube du XIXe siècle.

Chapitre V

Le développement inégal dans les centres capitalistes (La question nationale et les questions régionales au centre)

La coupure que représente l'émergence de nations capitalistes centrales achevées au cours du XVIII^e siècle est essentielle et 1800 est en quelque sorte la date de naissance de l'histoire universelle. Mais la consolidation progressive de la zone centrale du système capitaliste mondial (Europe, Amérique du Nord, Japon, Australie) et la division définitive de ce système entre cette zone et la zone périphérique (Asie, Afrique, Amérique latine) s'étendent sur un siècle. Au cours de ce siècle, la question nationale sera progressivement réglée en Europe, parallèlement à l'émergence des formations capitalistes centrales concernées. Une série de questions, dites régionales, resteront néanmoins pendantes, qui relèvent aussi de la problématique du développement inégal.

I - La question nationale dans l'émergence des formations capitalistes centrales

En 1848, la révolution éclate en France et semble devoir embraser toute l'Europe. Le manifeste communiste annonce la révolution socialiste. Pourtant, pendant les trois quarts de siècle qui vont suivre, à l'exception de la Commune de Paris, et jusqu'aux révolutions russes de 1905 et de 1917, le capitalisme ne sera pas menacé. Des luttes violentes vont secouer l'Europe et la transformer, mais ces luttes seront toutes des luttes nationales.

En 1848, il n'existait que trois États-nations, constitués en formations capitalistes à peu près achevées : l'Angleterre, la France, les États-Unis, issus de la longue histoire de la maturation du capitalisme et du développement inégal aux époques féodale et mercantiliste. En France et en Angleterre, la lutte des classes s'y développe entre trois ensembles — la féodalité, la bourgeoisie, la paysannerie — et même trois et demi, dans la mesure où le prolétariat embryonnaire parvient, dans les moments exceptionnels, à faire entendre une voix discordante. Aux États-Unis, du moins dans les États du

nord, une formation capitaliste sans antécédent féodal est née. Après la révolution industrielle, les compromis issus de la série des révolutions bourgeoises et des restaurations qui leur ont succédé se stabilisent et la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat prend la primauté. Cette lutte de classe est dégagée de toute connotation au plan national. Bourgeois et prolétaires appartiennent à la même nation, une nation satisfaite d'elle-même, formée progressivement au cours des trois siècles précédents. Il y a bien des problèmes nationaux non réglés, celui de l'Irlande, notamment, qui émergeront plus tard, réagissant sur ces luttes de classes. Mais ils sont mineurs, en ce sens qu'ils ne déterminent pas la forme principale dans laquelle s'exprime la question numéro un : la question sociale, pour employer l'expression de l'époque. En sont la preuve le chartisme anglais et la Commune de Paris.

Mis à part ces trois nations, comment se présente l'Europe ? Il y a les petites nations bourgeoises, la Hollande, le Danemark, la Suède, pas encore entrées dans l'ère industrielle. Il y a le Portugal, nation bloquée à l'étape mercantiliste. Il y a l'Espagne, Etat à moitié national seulement, où le même blocage a ruiné la possibilité historique d'une fusion, fût-ce par « le fer et le feu », des Castillans, des Catalans et des Basques. Mais il existe aussi, au-delà du Rhin et des Alpes, un conglomérat de principautés et d'empires qui ne sont ni nationaux ni capitalistes. L'émergence tardive du capitalisme va ici coïncider avec l'émergence des nations, au lieu de lui succéder. Et, de ce fait, les luttes de classes vont, dans une large mesure, prendre la forme de luttes nationales. De sorte que les vingt-cinq ans qui suivent 1848 vont être occupés principalement par les unifications allemande et italienne, et les quatre décennies suivantes par l'éclatement des empires russes, austro-hongrois et ottoman. Bien sûr, l'unité allemande, l'unité italienne, la constitution des Etats nationaux danubiens et balkaniques sont des révolutions bourgeoises; mais bien déguisées.

Il existe une abondante littérature qui traite de ces questions, d'abord chez Marx et Engels eux-mêmes, souvent commentés par des études de grande qualité puis chez les marxistes des régions concernées : Kautsky, Rosa Luxemburg, Otto-Bauer et tous les austro-marxistes (Karl Renner, Josef Strasser, Otto Strasser), Pannekoek, Lénine, Trotsky, Staline, etc. (60). Nous attireront seulement l'attention sur quelques points.

- 1) L'histoire européenne des décennies 1850-1914 a pris l'aspect principal d'une histoire de luttes nationales. C'est si vrai que Marx et Engels ont cru nécessaire, pour le mouvement du prolétariat, de prendre position sur ces questions. Donnant la primauté aux classes sur les nations, ils ont d'une façon générale subordonné l'autodétermination aux exigences de ce qu'ils pensaient être l'intérêt à plus long terme du prolétariat. Mais, devant la carence des luttes de classes franches et la violence des luttes nationales, ils ont parfois opéré un glissement, « investissant des nations du rôle des classes » (60-1), parlant ainsi de nations progressistes et de nations réactionnaires...
- 2) Ils fondent en fait leur distinction sur celle de « nations historiques » et de « nations sans histoire », notions utilisées dès 1837 par le Russe Polevoi (cf. 80d-4).

Les premières sont celles qui ont été capables de former leur Etat, c'est-à-dire dont les classes dirigeantes leur sont propres. Ce sont donc des nations nobiliaires (les Russes, les Polonais, les Hongrois) ou bourgeoises (les Français, les Anglais, les Allemands, les Italiens). Les secondes sont celles qui n'y sont pas parvenues, qui sont donc dominées par des classes exploiteuses étrangères (féodales); ce sont des nations paysannes : les Tchèques dominés par des féodaux et les bourgeois allemands, les Croates par les féodaux hongrois, les peuples balkaniques par les féodaux ottomans. On relève parfois quelques simplifications, voire quelques erreurs : par exemple, il existe une féodalité croate en Croatie et une bourgeoisie locale naissante chez les Tchèques ou les Grecs, mais c'est secondaire. Les nations « sans histoire » sont donc des nations paysannes.

Or, Marx et Engels n'ont aucune sympathie pour ces nations paysannes, qu'ils jugent incapables de faire une révolution bourgeoise, a fortiori prolétarienne, et qui constituent, de ce fait, des troupes que manipule la pire réaction féodale. L'exemple qui ne cessera de hanter Marx est la conduite des armées (dans une large mesure tchèques et croates) qui servirent à massacrer les révolutionnaires de 1848 en Autriche. Marx et Engels sont persuadés que les peuples slaves paysans du Danube et des Balkans resteront des exécutants du tsar, par le biais du panslavisme, contre le peuple allemand plus avancé, puisque constitué de bourgeois et de prolétaires.

Marx envisage bien le glissement par étapes de la révolution bourgeoise à

la révolution socialiste en Allemagne (et plus tard en Espagne), ayant l'intuition géniale du développement inégal que Lénine, lui, saura dégager. Mais il n'imagine pas le glissement d'une révolution paysanne à la révolution socialiste — alors que c'est une révolution plutôt paysanne que bourgeoise qui éclatera en Russie.

Les révolutions bourgeoises de 1848 ne comportant pas de composante paysanne forte, elles ne peuvent pas se radicaliser. Si les paysans tchèques et les croates n'ont pas soutenu la révolution allemande-autrichienne, c'est peut-être simplement qu'ils sentaient qu'elle n'offrait rien aux paysans. Pourquoi Marx ne l'a-t-il pas discerné ?

Nous y voyons deux raisons. La première, circonstancielle, est sa phobie antirusse. Elle lui brouille les esprits au point que, *mutadis mutandis*, certains jugements de politique extérieure de la Chine contemporaine paraissent nuancés comparés aux bévues de Marx lorsque intervient la diplomatie du tsar : il voit dans Palmerston un agent russe et accuse l'Angleterre de faire le jeu de Saint-Pétersbourg en Orient ottoman; il en vient à préférer le joug de la Porte à des Etats indépendants suscités par les Russes; il commet une grave erreur concernant le congrès panslave de Prague (et se fait corriger sur ce point par Bakounine; cf. 81 b-5); il accorde aux Polonais, parce qu'ils sont antirusse, des vertus révolutionnaires qu'ils n'ont pas mais qu'il refuse aux Tchèques; etc.

La seconde est plus grave, parce que moins circonstancielle. En dépit de son analyse remarquable concernant les composantes paysanne et bourgeoise dans la révolution française (l'opposition qu'il fait de la voie révolutionnaire et de la voie non révolutionnaire dans le développement du capitalisme), Marx croit que la révolution paysanne ne peut s'effectuer que sous la direction de la bourgeoisie. Il ne voit pas que, faute de pouvoir agir sous cette direction, elle doit désormais le faire sous la direction du prolétariat, même là où celui-ci est embryonnaire. Il est vrai qu'à son époque le prolétariat est pratiquement inexistant dans les sociétés paysannes (sauf en Bohême). Cinquante ans plus tard, Lénine n'hésitera pas à se séparer de Marx sur ce point décisif.

Mais voilà pourquoi Marx préfère la bourgeoisie aux paysans. D'où quelques appréciations curieuses. Une sorte d'éloge de la « mission civilisatrice » de la bourgeoisie, allemande à l'Est (avec une tonalité presque pangermaniste chez Engels), anglaise en Inde, américaine : Marx

se réjouit de l'annexion du Texas par les « civilisés » américains contre les « sauvages » mexicains, alors qu'en réalité c'était l'abolition de l'esclavage en 1823 au Mexique qui gênait les sudistes; des illusions sur les avantages de l'Etat centralisé, où, là aussi, Bakounine le contre avec finesse (mais Marx changera bien des fois d'opinion sur la question; voir son éloge de la Commune); la conviction qu'il n'y a rien à attendre du peuple paysan russe, qui, même s'il déclençait une révolte, ne saurait la pousser bien loin si la révolution en Occident ne venait pas à son secours...

Deux conclusions erronées, que l'histoire devait démentir, se dégagent des jugements de Marx et Engels sur ces questions.

Premièrement, ils ne prévoient pas que les nations paysannes se révéleront beaucoup plus révolutionnaires dans la transition socialiste que bien d'autres. Ainsi les Yougoslaves, les Grecs, les Albanais et les Tchèques, par opposition aux Hongrois ou aux Polonais. La contradiction qui lui échappe, c'est que, dans les nations historiques où la féodalité nationale, puis la bourgeoisie, sont fortes, la paysannerie aura beaucoup plus de difficulté à verser du côté du prolétariat que dans les nations « sans histoire » où ces classes exploiteuses sont plus faibles, parce qu'étrangères.

Deuxièmement, ils croient que les nations sans histoire vont être progressivement assimilées par la culture, supérieure, de leurs conquérants : il leur arrivera ce qui est arrivé à d'autres ethnies (Bretons, Ecosseis), assimilées et absorbées par les nations française et anglaise pour ne plus constituer que des fragments ethnographiques sans importance politique. Marx et Engels oubliaient le temps très long qu'il avait fallu pour opérer ces assimilations (d'ailleurs toujours partielles) dans l'histoire des centres mercantilistes les plus avancés. En ce qui concerne les peuples de l'Est et du Sud-Est européen, le rythme du développement capitaliste allait être infiniment plus rapide que celui de toute assimilation éventuelle.

3) Pourtant, Marx a vu parfaitement clair dans la question irlandaise. Si, dans un premier temps, il a exhorté les Irlandais à renoncer à leur nationalisme et à se joindre au mouvement du prolétariat anglais, le chartisme, ensuite il n'a pas hésité à prendre fait et cause, d'une manière inconditionnelle, pour l'Irlande opprimée, et à affirmer que, tant que le prolétariat anglais ne se débarrasserait pas de son chauvinisme, il n'y avait rien à attendre de

lui. Une telle position est d'autant plus remarquable que les Irlandais n'étaient pas opprimés par un tsar barbare mais par l'Angleterre libérale.

Ce jugement de Marx rachète largement toutes ses erreurs sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Car ici, en Angleterre, Marx se trouve dans une situation de militant dont les positions affectent directement le mouvement. Or, d'emblée, il sent le problème et adopte l'attitude qu'il faut, alors qu'il ne se sent pas impliqué dans les luttes en cours des pays de l'Est et du Sud-Est européens, où d'ailleurs, à cette époque, le mouvement ouvrier est encore inexistant, et qu'il observe de l'extérieur, en journaliste, sur la base d'informations de seconde main et le plus souvent d'origine réactionnaire.

- 4) Les débats se poursuivent après la mort de Marx et d'Engels et prennent en Europe de l'Est et du Sud-Est une tournure nouvelle du fait de l'émergence de partis socialistes (60). On fera, sur ces débats, les quatre remarques suivantes.

Premièrement, la grande majorité des socialistes de la région sont très préoccupés par le danger d'éclatement des grands Etats en micro-nations, qualifiées de non viables. C'est pour éviter cet éclatement qu'Otto Bauer et Karl Renner inventent la stratégie de l'« autonomie personnelle et culturelle ». Il leur paraît important de sauvegarder pour la société socialiste qui ne tardera pas à naître un cadre adéquat aux forces productives. Or, déjà à cette époque, comme le fait observer Rosa Luxemburg, le cadre qui correspond au besoin de ces forces productives n'est plus l'Etat national mais l'Etat conquérant, impérialiste. C'est la même logique qui amène Otto Strasser à revendiquer la liberté d'émigration pour les travailleurs.

Deuxièmement, un grand nombre de socialistes continuent à penser que le processus d'assimilation des peuples allogènes atténuera rapidement l'acuité de la question des nationalités. Kautsky estime que la langue tchèque, devenue une langue de paysans, disparaîtra parallèlement à la croissance de l'urbanisation, les ouvriers comme les bourgeois adoptant l'allemand. Il s'en félicite d'ailleurs, au nom de l'universalisation de la culture, œuvre progressiste entamée par la bourgeoisie et que le prolétariat parachèvera. Otto Strasser, sur cette base, considère que la question nationale ne revêt aucune importance pour les travailleurs manuels, qu'elle n'est spécifiquement importante que pour ces secteurs de la petite

bourgeoisie qui « vivent du langage » (instituteurs, avocats, etc.); pour eux, la langue est un moyen de production, alors que pour l'ouvrier elle n'est qu'un accessoire, le moyen de production étant l'outil.

Troisièmement, et sur ces mêmes bases, Rosa Luxemburg remet en question les positions de Marx concernant la Pologne. Elle qui défend les peuples balkaniques contre l'opresseur turc arriéré ne voit aucun intérêt à défendre l'indépendance polonaise contre les Allemands et même les Russes, car, à ses yeux, le mouvement polonais est loin d'être la seule manifestation révolutionnaire sérieuse en Russie : l'autocratie russe sera brisée par une révolution en Russie même.

Quatrièmement, et un peu à contre-courant, apparaît la position léniniste, fondée sur la distinction fondamentale entre les nations oppressives et les nations opprimées, que l'on a tendance à oublier. C'est à partir de ce critère que Lénine se refuse à adopter la position de Rosa Luxemburg concernant la Pologne, alors qu'il sait bien que le mouvement révolutionnaire russe est loin d'être négligeable.

- 5) La définition du concept de nation émerge progressivement de l'histoire européenne du xix^e siècle. Marx ne s'en était pas particulièrement préoccupé. Les austro-marxistes, eux, sont amenés à se poser la question sous la forme suivante : bourgeois et prolétaires, lorsqu'ils parlent la même langue, ont-ils la même culture, qui définirait précisément la nation ? Les uns (Otto Strasser, par exemple) le nient, prétendant que les vécus des exploités et des exploités sont trop différents pour qu'on puisse parler de culture commune, et presque de nation; évidemment, ce sont ceux-là qui réduisent la signification du fait national. Les autres (Pannekoek, par exemple) croient au contraire que le fait national est indéniable parce que les classes d'une nation partagent bien une expérience commune, ne serait-ce que dans la lutte.

Kautsky avait suggéré, sans pousser loin l'analyse, que le concept de nation n'apparaissait qu'avec le capitalisme. Parler de nation paysanne était pour lui une contradiction dans les termes. Il appartiendra à Staline d'explicitier ce qui était seulement implicite ici : l'élément unificateur du marché des capitaux, des marchandises et de la force de travail.

II - Les questions des régionalismes dans les centres avancés

Dans les sociétés de classes, le développement a toujours été inégal. La révolution bourgeoise elle-même a engendré, par le caractère des alliances-compromis qu'elle a contracté au cours de son déroulement, des inégalités ultérieures dans le développement des capitalismes. Ces inégalités se sont développées sur plusieurs plans simultanément : au plan interne, où elles ont pris la forme d'inégalités régionales, coïncidant ou non avec des contrastes nationaux; au plan international, où elles se sont manifestées par les rythmes inégaux de l'accumulation du capital d'un pays à l'autre, dans le groupe même des formations capitalistes centrales; au plan mondial, où, à partir de la fin du xix^e siècle, la division de la planète en formations impérialistes dominantes et formations capitalistes inachevées dominées, coloniales et semi-coloniales, prend sa forme définitive.

Ce caractère général du développement inégal risque d'entraîner des confusions. Une analyse en termes trop flous, qui assimilerait toutes les manifestations du développement inégal sans les situer dans leur contexte (inégalité entre centre et périphérie, ou entre centres, ou à l'intérieur d'un centre), procédant par analogies, escamote les spécificités de chaque cas. Celles-ci se situent au plan de la structure des blocs de classes particuliers à chaque situation : alliances à l'intérieur des blocs, classes assurant la direction des blocs, portée de l'opposition des blocs, détermination des classes subalternes, articulation avec les alliances et oppositions de classes étrangères dans un système de formations. Cette structure n'est nullement figée, elle évolue sous l'effet de ses contradictions internes et externes. Il importe donc, dans chaque cas : 1) d'analyser la constitution historique des blocs qui a engendré la situation étudiée, à partir des luttes de classes pertinentes, 2) d'analyser la direction dans laquelle cette structure évoluerait d'elle-même si l'initiative est laissée aux classes dirigeantes, dont les rapports se modifient au cours de l'accumulation, 3) de définir la stratégie des classes exploitées pour faire évoluer différemment la structure, la faire éclater, pour constituer à sa place un bloc efficace des classes exploitées permettant d'ouvrir une perspective de renversement de l'exploitation.

Tel est le sens de nos analyses précédentes sur la formation inégale des centres capitalistes d'une part, au sein du système mondial d'autre part. L'histoire du développement inégal ne s'arrête pas avec la révolution bourgeoise. Elle se poursuit au cours de sa révolution industrielle du xix^e

siècle, pour prendre sa forme contemporaine achevée à l'époque impérialiste. Le contraste entre centres impérialistes dominants et périphéries dominées sous-développées devient alors la forme prédominante du développement inégal. La porte de l'accès à la constitution de nouveaux centres capitalistes est désormais fermée, tandis que s'ouvre l'ère des étapes de la révolution socialiste.

Ce qui suit traitera de l'émergence et du développement inégal au sein des formations sociales centrales au cours de l'industrialisation prémonopoliste.

Le cas italien et quelques autres.

Le cas italien est exemplaire pour deux raisons. D'abord, parce qu'il est particulièrement marqué. Ensuite, parce qu'il a occasionné un débat d'une haute tenue scientifique. La figure de Gramsci (*La question méridionale*) domine sans doute ce débat; mais sa grande thèse a été l'objet de remises en cause ou de compléments importants de la part d'auteurs comme E. Sereni, Rosario Romeo, Sergio Romano, Benedetto Croce, Nicola Zitara, Capacelatro et Antonio Carlo (61).

1) Première thèse : l'Italie, menacée globalement de périphérisation à l'aube du XIX^e siècle, du fait de son blocage aux époques antérieures (elle perd son avance sur le reste de l'Europe dès les XIII^e et XIV^e siècles et accumule les retards durant toute la période mercantiliste), échappe à ce sort par l'initiative de la bourgeoisie agraire du Nord et particulièrement du Piémont.

Le Risorgimento et l'unité, jusqu'à l'établissement du tarif protectionniste de 1887, sont l'œuvre de cette bourgeoisie agraire nordiste. Il ne suffit pas de caractériser cette unité, comme on le fait souvent, par le compromis qui scelle l'alliance de classe entre la bourgeoisie du Nord et les féodaux du Sud, excluant la composante paysanne (du Sud, notamment) de la révolution bourgeoise. Encore faut-il rappeler que, ce qu'on appelle la bourgeoisie du Nord, c'est encore principalement, à l'époque de Cavour, une bourgeoisie agraire. Elle est issue d'un double processus, de transformation interne de l'ancienne féodalité en *gentlemen farmers* capitalistes, et de différenciation-koulakisation au sein de la paysannerie, libérée en partie par la révolution française. La bourgeoisie de l'époque n'est pas encore industrielle. Et même sa dimension marchande est

affaiblie par le long recul de Gênes et de Venise, cette dernière intégrée dans le système féodal autrichien.

La bourgeoisie agraire craint un mouvement paysan antiféodal qui risquerait de remettre en cause son pouvoir au Piémont. C'est pourquoi elle préfère l'alliance molle des féodaux du Sud.

Elle est libre-échangiste. Non seulement parce que c'est la liberté du commerce qui lui a permis d'émerger en tant que telle, en niant les rapports féodaux ou en les contraignant à se moderniser; mais aussi et surtout parce qu'elle envisage son insertion dans le système européen (capitaliste jeune) comme bourgeoisie agraire. Eût-elle persévéré dans cette voie, l'Italie dans son ensemble aurait été périphérisée comme le fut la Hongrie.

Il est intéressant de comparer cette histoire avec celle de la Prusse et de la Russie. Ici aussi, c'est la bourgeoisie agraire latifundiaire qui prédomine. En Prusse, à l'est de l'Elbe, elle s'appelle Junkers et monopolise le pouvoir d'Etat. Mais l'annexion de la Rhénanie par la Prusse, sans modifier le contenu de classe de l'Etat, lui procure une base économique industrielle naissante qui contribuera à orienter l'Etat allemand bis-marckien dans la voie d'une industrialisation accélérée et autonome. En Russie, si le pouvoir d'Etat est également intégralement aristocratique (latifundiaires en voie d'insertion dans le système capitaliste, notamment après 1861), l'industrie sera favorisée par l'Etat pour renforcer celui-ci; d'où le caractère mixte de l'évolution russe ultérieure : ni périphérisée totalement (comme exportateur de blé), ni évoluant franchement vers la prédominance d'une industrialisation autocentrée.

En contraste, ce que l'on peut appeler la bourgeoisie agraire des Balkans et de l'empire ottoman s'inscrira dans le système mondial comme classe exploiteuse périphérisée. Le cas le plus typique est sans doute celui de la grande propriété égyptienne, qui se convertit d'elle-même en producteurs de coton pour l'Angleterre, après l'échec de l'industrialisation autocentrée de Mohamed Ali, sous le khédivé Ismaïl, pendant la guerre de Sécession (cf. 77 c-1). Les bourgeoisies agraires grecque et turque réagissent de la même manière, autour du tabac notamment (cf. 76 b-7). La combinaison de la grande propriété latifundiaire capitaliste (ou, en Grèce, de la petite propriété capitaliste) et de la bourgeoisie commerçante et financière, qui deviendra comprador, est typique de l'évolution de ces formations dont

l'Italie fut menacée.

2) Deuxième thèse : l'industrialisation autocentrée de l'Italie a été amorcée par l'Etat italien, et financée par un prélèvement opéré sur la rente foncière au nord et surtout au sud du pays. Quatre questions se posent ici : a) le tarif protectionniste de 1887, maintenu jusqu'à l'adhésion à la perspective européenne et au Marché commun à partir de 1950-58, a-t-il été favorable ou non à cette évolution ? b) la ponction exercée sur le Sud est-elle à l'origine du développement inégal croissant entre le Nord et le Sud ? c) cette forme d'industrialisation a-t-elle été plus ou moins rapide que ne l'eût été une autre forme possible, fondée sur une révolution paysanne dans le Sud ? et d) l'intégration européenne contemporaine modifie-t-elle les perspectives ?

3) Les historiens italiens sont unanimes à convenir que l'industrialisation de l'Italie a été amorcée par le soutien systématique de l'Etat, suscitant la formation d'un capital financier. La prise en charge par l'Etat de la construction rapide d'un réseau ferroviaire et routier, la mise en place d'un système monétaire et d'un réseau de crédit, la création d'une marine marchande subventionnée ont donné au capitalisme italien des structures de concentration relativement plus poussées dès le départ, un peu comme en Russie, l'Italie faisant son entrée dans l'étape monopoliste sans avoir véritablement connu l'étape antérieure. L'accentuation de ce caractère à la suite de la crise de 1930 (la création de l'IRI et de ses filiales) a donné au capitalisme italien contemporain une forte marque étatique.

Le protectionnisme a été une condition de ce processus d'industrialisation, qui n'aurait pas été capable par lui-même de s'imposer à la concurrence des pays plus avancés sur son propre marché national.

4) L'industrie italienne a-t-elle été financée par une ponction sur le Sud ? L'analyse de Gramsci ne l'exclut pas. Il constate que la bourgeoisie du Nord (agraire, puis industrielle) a fait l'unité sans en appeler aux paysans du Sud, mais en concluant une alliance avec ses propriétaires fonciers, de style féodal. Sa thèse est qu'une révolution agraire dans le Sud eût, premièrement, accéléré le développement capitaliste et, deuxièmement, rendu moins inégal ce développement entre le Nord et le Sud. Il n'y a aucun doute à avoir en ce qui concerne la seconde conclusion, mais nous éprouvons quelque hésitation à le suivre pour la première.

Il appartenait aux historiens méridionalistes contemporains de démontrer que l'industrialisation avait été largement financée par une ponction sur le Sud, grâce à l'Etat, que la bourgeoisie du Nord monopolise, en unifiant le système fiscal et celui de la dépense publique. Nicola Zitara, Capecelatro et Carlo l'ont fait en comparant notamment la charge fiscale subie respectivement par le Nord et le Sud et la distribution de la dépense publique, ainsi qu'en étudiant les effets de la liquidation de la *Banco di Napoli* au profit du système centralisé du crédit.

Sereni prolonge-t-il ce qui serait seulement implicite chez Gramsci en prétendant que le protectionnisme traduisait la convergence des intérêts industriels du Nord et agrariens du Sud, puisqu'il aurait permis une augmentation du taux de la rente foncière ? C'est très discutable, parce que les intérêts agrariens protégés en l'occurrence sont ceux du Nord plutôt que ceux du Sud. Zitara, Capecelatro et Carlo ont en effet montré que l'unité détruit l'agriculture céréalière autosuffisante du Sud, qui ne résiste pas à la concurrence de l'agriculture céréalière et animale moderne du Nord et impose au Sud de se spécialiser dans l'agriculture d'exportation (vin et huile).

Peut-on alors parler de véritable colonisation du Sud par le Nord ? La colonisation, à l'époque contemporaine impérialiste, remplit une fonction précise : favoriser l'accélération de l'accumulation dans les centres dominants par la ponction d'un volume considérable de surtravail arraché le plus souvent par le maintien-reproduction de formes d'exploitation précapitalistes d'origine mais désormais soumises. La distorsion extravertie du développement dépendant qui en résulte conditionne la reproduction de cette surexploitation. Une telle analyse, qui est la nôtre, n'est pas incompatible avec la thèse de Gramsci. Mais elle la prolonge dans une voie que Gramsci ne pouvait emprunter, ignorant qu'il était de la problématique de la domination formelle par laquelle le surtravail de modes précapitalistes est transformé en plus-value et profit du capital dominant. L'Italie du Sud remplissant exactement cette fonction, la thèse des méridionalistes nous paraît correcte.

Le cas italien n'est d'ailleurs pas unique. La Nouvelle-Angleterre n'a-t-elle pas disposé d'une colonie interne analogue, le Sud esclavagiste, spécialisé dans le coton d'exportation, grâce à la surexploitation du travail des esclaves ?

5) Revenant à Gramsci, peut-on affirmer qu'une révolution agraire au Sud eût accéléré le développement du capitalisme italien ?

Rosario Romeo soutient le contraire. Sa thèse, qui reprend celle de Hobsbawm (60-8), est que la survivance des rapports féodaux a permis le maintien d'une pression sur le revenu des paysans et que le surproduit, passant par le canal de la rente, a été affecté à une accumulation rapide par le biais de la fiscalité. Une révolution agraire aurait ruiné ce modèle d'accumulation accélérée.

Gramsci, en définitive, ne se préoccupe pas du rythme de la croissance du capitalisme, qui est l'affaire des bourgeois, mais du style de ce développement, en ce qu'il intéresse la lutte anticapitaliste. Pour lui, la voie empruntée par l'unité italienne a entraîné un développement inégal Nord-Sud, tandis que la révolution agraire eût créé les conditions d'un autre développement, homogène, donc réellement unificateur. Ce développement inégal a exclu les paysans du Sud de la lutte pour le socialisme. Comment lui donner tort quand on sait le soutien dont le fascisme a bénéficié en Italie méridionale ?

Aujourd'hui, les méridionalistes vont seulement un peu plus loin dans le même raisonnement. Pourquoi les masses du Sud soutiennent-elles la droite ? N'est-ce pas parce que ce que leur offre la gauche à base nordique ne répond pas à leurs aspirations ? En transposant aux relations Nord-Sud la problématique centre/colonie, et en rappelant la nature de l'alliance social-démocrate et la complicité du prolétariat nordiste, solidaire de sa bourgeoisie dans la surexploitation du « prolétariat externe » sudiste, un prolétariat de petits producteurs soumis à la domination formelle du capital, les méridionalistes ne trahissent pas Gramsci; mais ils gênent certains...

6) Histoire ancienne, dira-t-on. L'immaturation du prolétariat du Nord, son échec en 1920-22, sont dépassés depuis 1945. Le choix européen de l'Italie, désormais irréversible, a mis un terme aux vieux protectionnismes. Enfin, l'émigration massive du Sud vers les usines du Nord, l'implantation de l'industrie dans le Sud, amorcée à une large échelle avec la modernisation rapide du dernier quart de siècle, ont bouleversé les données du problème; la vieille alliance risorgimentiste est vidée de son contenu, les conditions de l'unité prolétarienne panitalienne sont créées.

Hésitons devant tant d'optimisme. Zitara a-t-il tort lorsqu'il analyse le discours ouvrier pour en faire ressortir le caractère bourgeois : l'apologie du développement des forces productives (capitalistes en l'occurrence) ? Hier, nous rap-pelle-t-il, la classe ouvrière n'a rien fait de concret pour soutenir une révolution agraire dans le Sud; on suggère que c'est parce qu'elle craignait un recul des forces productives. Aujourd'hui, elle voit dans l'implantation industrielle au Sud le moyen de créer une classe ouvrière sudiste. Zitara y décèle une appropriation de l'espace sudiste par le grand capital, opérant dans des conditions analogues à celles de l'exportation impérialiste des capitaux. Ajoutons que le discours européen n'est pas le moins inquiétant.

Reconnaissons cependant que l'émigration interne du Sud vers le Nord, en se substituant à l'émigration vers l'extérieur, a certainement constitué un facteur d'accélération du développement de l'Italie contemporaine. Opérant dans le cadre d'un Etat unifié, elle indique qu'à la longue le système économique et social italien tend à s'homogénéiser.

- 7) Troisième thèse. L'Italie du Sud n'était pas plus arriérée que celle du Nord ne l'était en 1860. Son retard est tout entier le résultat de la colonisation. Il faudrait étudier l'histoire de l'Italie dans le détail pour apprécier cette affirmation de Capecelatro et Carlo. Mais les dévastations de l'historiographie occidentalocentrique ailleurs incitent à prendre leurs arguments au sérieux.

Ces auteurs prétendent que l'agriculture de la Sicile, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, avait cessé d'être féodale. Sous l'effet de l'afflux d'argent d'Amérique, via l'Espagne, la grande propriété s'était modernisée pour produire du blé marchand à grande échelle, la rente était payée en argent; la prolétarianisation rurale avancée avait permis une urbanisation et l'établissement de manufactures dont témoignent les exportations de Palerme. L'abolition de la féodalité par Murât répondant à des forces internes, les Bourbons ne purent à leur retour revenir en arrière. L'Italie du Sud s'intégrait néanmoins dans le système mondial comme périphérie, dans le sillage de l'Angleterre : les importations de ce pays avaient tué l'industrie de la soie, mais favorisé les exportations de blé. Il en était de même d'ailleurs à l'époque du Nord, dont la bourgeoisie était encore exclusivement agraire. Mais le Sud luttait pour éviter de devenir une colonie anglaise. Tel est le sens de la révolution de 1820-21, suivie de

la politique d'amorce de l'industrialisation par les Bourbons : protectionnisme et appel aux capitaux étrangers. L'effondrement de la dynastie est dû à l'attitude de la bourgeoisie agraire, libre-échangiste, qui abandonna son propre roi contre le soutien du roi de Savoie. Ainsi, ce furent les forces réactionnaires du Sud qui ont accueilli le plus favorablement l'unité.

Ces thèses, si elles sont fondées, contredisent-elles Gramsci ? Nous ne le pensons pas. En fait, Gramsci n'a nullement confondu capitalisme et industrie ni cru que la bourgeoisie du Nord était déjà industrielle quand elle a fait l'unité. Mais elle allait le devenir.

En tout état de cause, que l'Italie du Sud ait été aussi avancée que celle du Nord en 1860 ou pas, les effets dévastateurs de l'unité telle qu'elle a opérée ne peuvent guère être discutés. Chine ou Congo, les conséquences de l'impérialisme ont partout été identiques.

- 8) Le développement inégal de l'Italie capitaliste rejoint donc par certains aspects la problématique plus générale du développement inégal centres/périphéries à l'époque impérialiste.
- 9) *Le cas breton.* — L'histoire de la Bretagne représente un cas intéressant de développement inégal au sein d'une formation avancée, constituée en nation au cours d'un long processus du passage du féodalisme à la forme tribulaire absolutiste mercantiliste, passage couronné par une révolution bourgeoise radicale qui ouvre la perspective d'une accumulation accélérée après la révolution industrielle.

Si la nation française à la fête de la Fédération, en 1790, n'était pas encore une réalité totalement achevée, sa constitution était déjà fort avancée. L'Occitanie, le Pays basque, la Bretagne et même la Corse et l'Alsace-Lorraine étaient déjà en voie de francisation, parfois depuis fort longtemps. Que les paysans aient conservé encore un siècle l'usage de leurs langues d'origine, jusqu'à ce que l'école primaire de la III^e République leur impose le français, que l'Alsace-Lorraine ait vu son processus de francisation interrompue par son intégration à l'Allemagne de 1871 à 1918, qu'en basse Bretagne et en Corse le breton et le corse n'aient pas encore disparu, démontrent seulement que, même dans les centres capitalistes avancés, l'assimilation est moins rapide que certains austro-marxistes ne le pensaient. Les classes bourgeoises et les mondes

urbains sont déjà francisés en 1790.

Le bloc dominant qui s'établit sur le plan national au cours de la révolution et des compromis qui lui succèdent n'est pas une abstraction. Il se reproduit concrètement aux divers niveaux, régionaux et locaux, de la réalité nationale, et se teinte des nuances particulières que lui impose son fonctionnement local. Il est donc utile, comme le fait Yannick Guin (62-1), d'analyser son fonctionnement en Bretagne. L'analyse qu'il nous propose des luttes de classes et de leur articulation avec les luttes de classes à l'échelle d'ensemble de la France paraît convaincante.

Le féodalisme en Bretagne en 1789 est du type pauvre : émiettement relatif d'une petite aristocratie rurale, zones importantes de petite propriété. L'Eglise, qui ne possède pas ici de terres importantes, fournit, sous la forme des curés de campagne, les intellectuels organiques de cette formation féodale. La bourgeoisie commerçante et maritime, tournée vers la mer (en relation avec le mercantilisme et l'esclavage antillais), girondine, pénètre moins les campagnes qu'ailleurs en France. C'est la raison pour laquelle elle ne parviendra pas, en Bretagne, à faire la jonction avec les paysans contre la féodalité. Elle se heurte à la conjonction de la révolte paysanne et de la contre-révolution aristocratique. Les restaurations qui suivent opèrent un compromis : elles laissent l'hégémonie en Bretagne au bloc rural (aristocratie et paysans), à condition que celui-ci accepte, à l'échelle française, l'hégémonie de la haute bourgeoisie.

Pendant un siècle fonctionne de la sorte une alliance de classes particulières. Le bloc rural, les Blancs, domine, isolant le bloc urbain constitué des Bleus, la bourgeoisie locale, et des Rouges, la petite bourgeoisie locale. L'hégémonie de la bourgeoisie industrielle au niveau national aide et contraint en même temps la propriété rurale aristocratique à se moderniser. Elle le fait sans perdre le contrôle des campagnes, qui fonctionnent au plan idéologique, grâce au Concordat, par des formules de type paternaliste.

Le développement capitaliste qui résulte de ce compromis, s'accéléralant à partir de 1914 et surtout de 1945, finit par faire voler en éclats les alliances qui l'ont fondé. L'industrie et l'apparition d'un prolétariat ouvrier détachent progressivement les héritiers des Rouges de leur dépendance traditionnelle à l'égard des Bleus, qui, de leur côté, font la

paix, devant le péril socialiste, avec les Blancs : c'est l'abandon de l'anticléricalisme. Dans les campagnes, le processus de modernisation accélère la désintégration du monde rural (émigration massive) et substitue à l'ancienne paysannerie, relativement fermée sur elle-même (polyculture d'autosubsistance), une petite propriété modernisée et spécialisée, fortement soumise à la domination du capital agro-industriel. La grande propriété capitaliste a perdu son importance politique comme moyen d'encadrement des paysans; la prépondérance électorale passe aux zones urbaines; l'alliance Blancs-Bleus se substitue à l'alliance Bleus-Rouges; le capital industriel intervient directement dans l'économie des paysans sans passer par l'intermédiaire des aristocrates. De cette désintégration des vieilles alliances émerge le mouvement autonome de la petite paysannerie soumise à la domination formelle.

L'idéologie bretonne qui a servi au xix^e siècle à souder le bloc rural (où les aristocrates se présentent, dans une défense verbale du régionalisme, comme des défenseurs du monde rural contre la misère de l'industrie capitaliste) change de contenu. Elle devient l'expression idéologique de la révolte paysanne, avec les ambiguïtés que cette révolte de petits producteurs comporte nécessairement, et trouve, de ce fait, un écho favorable dans la petite bourgeoisie (étudiants) oscillant entre le capital et le travail. La régionalisation qu'elle propose correspond à la stratégie souhaitée par la haute bourgeoisie.

Si nous acceptons dans l'ensemble l'analyse de Yannick Guin, nous ne sommes pas toujours convaincus par ses conclusions.

La résistance contre-révolutionnaire des Chouans (l'échec de la bourgeoisie à séparer les paysans de l'aristocratie) ne résulte-t-elle pas d'un refus, de la part des fractions dirigeantes de la bourgeoisie (avant Thermidor et surtout après), d'encourager la germination d'une révolution paysanne radicale ? Si c'est le cas, n'est-il pas un peu rapide de qualifier la chouannerie de contre-révolutionnaire ? Qu'on pense aux Tchèques et aux Croates n'attendant rien de la révolution bourgeoise de 1848, et, aujourd'hui, aux paysans du Nord du Portugal refusant de faire confiance aux socialistes et aux communistes du gouvernement de Lisbonne...

Enfin, soit : on ne refera pas la révolution française. Nous ne pouvons que constater la carence d'un prolétariat embryonnaire, carence qui découlait

de l'immaturation objective des rapports capitalistes de l'époque. Ce prolétariat, malgré son courage, a été écrasé par la bourgeoisie et n'est pas parvenu à rejoindre les paysans pauvres de Bretagne. Mais après ? Pourquoi, de 1914 à nos jours, les Rouges ne sont-ils pas parvenus à s'allier aux paysans pour les détacher de l'aristocratie embourgeoisée ? N'aurait-ce pas dû être la stratégie du mouvement ouvrier ? Pourquoi celui-ci a-t-il laissé l'initiative à la bourgeoisie et s'est-il retrouvé Gros-Jean à partir du moment où les Bleus l'ont abandonné pour aller retrouver les Blancs ?

Et lorsque les paysans, abandonnés à leur tour par les Blancs, entraînés dans le capitalisme, soumis à sa domination formelle, ont commencé à se révolter, n'était-ce pas la tâche du mouvement ouvrier de s'allier à eux, puisqu'il s'agissait d'une lutte contre le capital ? Fallait-il juger cette lutte perdue d'avance parce qu'elle irait contre le « développement des forces productives » ? Est-ce le rôle des exploités de faciliter aux exploités, par leur silence, la gestion d'un développement maximal des forces productives ?

Ne doit-on pas aussi regarder différemment le soutien de la petite bourgeoisie à cette révolte paysanne ? D'abord, de quelle petite bourgeoisie s'agit-il ? De petits producteurs (artisans, commerçants) menacés par le capital, ou de cette nouvelle petite bourgeoisie de travailleurs non manuels, employés prolétarisés, déjà exploités par le capital ? S'il s'agit bien de cette dernière, son alliance avec les paysans, également exploités par le capital, n'est-elle pas juste ? Et pourquoi la classe ouvrière ne s'y joindrait-elle pas ? La revendication de régionalisation peut-elle être considérée unilatéralement comme la stratégie nouvelle de la haute bourgeoisie ? N'est-elle pas ambivalente et ne peut-elle pas aussi être un levier de mobilisation anticapitaliste ?

10) *Le cas irlandais.* — Le sort de l'Irlande est bien différent de celui de la Bretagne. Mais le recours au facteur religieux pour en rendre compte n'emporte pas la conviction : en Allemagne, catholiques et protestants ne s'entretuent pas.

De fait, si l'issue du problème irlandais a été tout autre que celle du problème breton, c'est, indépendamment d'un rapport de forces différent, parce qu'en Angleterre la bourgeoisie a passé avec l'aristocratie féodale un compromis beaucoup plus favorable à celle-ci qu'en France. A aucun

moment la bourgeoisie anglaise n'a envisagé de s'allier au soulèvement irlandais contre les propriétaires anglais. Peut-être même était-ce la force que l'aristocratie anglaise tirait de sa domination sur l'Irlande qui a contraint la bourgeoisie anglaise au compromis inauguré en 1688.

Plus tard, la bourgeoisie a transmis au prolétariat anglais son mépris pour le sort des paysans irlandais exploités. Cette absence de solidarité a fait pourrir très tôt le mouvement ouvrier anglais, ainsi que Marx l'observait, et l'a préparé à suivre l'idéologie impérialiste d'exportation de la question sociale que Cecil Rhodes devait si bien formuler.

11) *Le cas de la Catalogne et du Pays basque.* — L'intérêt de ce cas est qu'il inverse les termes de la problématique courante du développement inégal. Ici, les nationalités opprimées sont celles des régions les plus avancées dans le développement capitaliste.

Un phénomène de ce genre n'est pas compréhensible si l'on ignore la formation du développement inégal en Espagne aux époques féodale et mercantiliste. Nul ne sait comment se serait constitué la nation espagnole si le développement de la péninsule ne s'était pas bloqué à cette étape, le pays ayant été gâté par la richesse tirée trop facilement d'Amérique. L'Espagne a joué ainsi le rôle d'un intermédiaire rentier percevant sa dîme entre l'Amérique et l'Europe du Nord-Ouest, jusqu'à ce qu'elle perde sa position et devienne dès lors inutile. L'accumulation interne se serait-elle poursuivie, qu'une nation espagnole en serait sans doute sortie, dont on ne peut savoir si cela aurait été par la castellanisation de la Catalogne, catalanisation de la Castille ou synthèse des deux. En tout cas, comme en France où l'Occitanie a été francisée, l'Espagne aurait pu évoluer vers la formation d'une nation capitaliste, achevée tant au plan économique qu'au plan de son homogénéisation linguistique.

Pendant deux ou trois siècles, l'Espagne a stagné à ce stade, pendant lequel le pouvoir central n'a cessé d'opprimer les minorités catalane et basque. Et lorsqu'à partir des années 50 de ce siècle, le démarrage industriel brutal l'a conduite à rattraper son retard, elle se retrouve avec son problème national. Mais celui-ci est maintenant devenu le problème d'un centre avancé multinational.

12) *Le cas des centres avancés multinationaux : Belgique, Suisse, Canada.*
— La constitution des blocs de classes a pour cadre l'Etat, puisqu'elle

opère par les moyens de la politique intérieure (crédit, conjoncture, gestion de la force de travail, politique économique nationale) et extérieure (place dans la division internationale du travail et moyens de la politique économique extérieure). Cet Etat peut être national ou plurinational.

Le fonctionnement d'un Etat multinational bourgeois n'est pas impossible. La Confédération suisse marche bien, en dépit de heurts nationaux que le système confédéral parvient à inscrire dans le cadre cantonal. Il est vrai que la Suisse constitue une exception par sa position dans le système mondial, et qu'elle a réussi ce chef-d'œuvre de la politique bourgeoise de cantonaliser la politique tout en ayant une politique économique confédérale intégrée. De fait, elle prouve, comme les Etats-Unis, que la régionalisation peut être un moyen d'abaisser le niveau de la conscience politique.

Il est vrai que l'Etat multinational tient rarement la balance égale entre ses nations composantes. La Belgique a été longtemps dominée par la bourgeoisie wallonne, qui n'a pas manqué d'opprimer le peuple paysan flamand. Lorsque, à une époque récente, le processus de l'accumulation a conduit l'industrie moderne à se développer de préférence en pays flamand et que la nouvelle classe ouvrière, flamande, a pris de l'importance, c'est par le biais de celle-ci, social-démocrate — et même chrétienne-démocrate —, que la question linguistique a été posée.

On doit en dire autant du Canada, dont la bourgeoisie, exclusivement anglaise, a régné en maître sur le peuple québécois, paysan et conquis. L'émergence de la revendication nationale québécoise résulte de l'industrialisation de la province. Si cette revendication prend des dimensions particulières, c'est parce qu'elle se heurte à la domination des Etats-Unis, qui n'avait pas rencontré de résistance dans le Canada anglais, absorbant en se la soumettant la bourgeoisie locale comme une bourgeoisie provinciale nord-américaine quelconque.

13) *Le cas des Etats-Unis.* — Posons ici pour mémoire, quelques questions :

Blancs et Noirs appartiennent-ils à la même nation ? Que peut signifier une nation (bourgeoise) s'il existe, au sein de celle-ci, une discrimination réelle (légale longtemps et aujourd'hui factuelle) autre que celle qui est fondée sur la stricte appartenance de classe ? Problème analogue à celui

des juifs dans les pays capitalistes où ils sont l'objet d'une discrimination ? Marx invitait les juifs à renoncer à leur judéité. La thèse a été avancée dans le P. C. américain, durant les années 30, d'une nation noire, avec son territoire, le Sud, ses occupants étrangers, les Blancs, et ses émigrés, les Noirs des villes du Nord. Qu'en est-il aujourd'hui, lorsque la majorité des Noirs ont rompu tous liens avec leur Sud d'origine et leur statut de paysan, opprimés et majoritaires ?

Au-delà de cette question, la nation américaine existe-t-elle ? L'Etat, sans aucun doute : les Etats fédérés ne sont pas des Etats nationaux; et, malgré leur taille, ils ne sont pas plus que les cantons suisses, c'est-à-dire des moyens d'abaisser la question politique au niveau des querelles de clocher. Mais, au-delà, deux thèses sont possibles et peut-être complémentaires. Soit que la nation américaine existe bel et bien parce que toutes les origines sont transcendées, non ethniquement, mais culturellement. Soit que cette transcendance opère par un nivellement au plus bas dénominateur commun, qui est la culture convenant par excellence au capitalisme, celle de *l'homo consumens*.

Le cas des Etats-Unis invite d'ailleurs à poser une question plus générale, celle de la reconnaissance de groupes sociaux infranationaux constitués. Les groupes ethnico-culturels américains (Noirs, Italiens, Irlandais, Polonais, juifs et même W. A. S. P.) constituent peut-être des groupes de ce genre.

14) *La question régionale et la problématique du « sous-développement »*. — De ce survol, tirons quelques observations générales :

On ne doit pas confondre inégalités de développement dans les centres et inégalités nationales. Celles-ci peuvent se recouper avec celles-là, mais elles peuvent exister séparément, ne pas se recouper, ou même s'inverser les unes par rapport aux autres.

A fortiori, on ne doit pas assimiler la problématique de ces inégalités dans les centres à celle de l'opposition centre/périphérie dans le système impérialiste. L'analogie a ses limites. Dans le cas de l'Italie, on est très proche d'une problématique identique, mais il est exceptionnel.

L'inégalité n'est pas un problème d'aménagement de l'espace. Cette division technocratique contemporaine a pour objet d'occulter la nature du processus

de développement inégal, inhérent au capitalisme : le fonctionnement des blocs aux niveaux étatiques global et locaux.

Les luttes et les débats concernant les problèmes régionaux posent tous la question de l'universalité de la culture en relation avec le développement des forces productives.

Sans doute les inégalités régionales de développement expriment-elles le développement inégal des forces productives. Mais la relation n'est pas unilatéralement de cause à effet d'un sens dans l'autre. Elle est dialectique : l'inégale maturité des forces productives à l'origine explique les modalités différentes des blocs hégémoniques, qui, à leur tour, accentuent l'écart dans le développement des forces productives. En ce sens général, les différentes inégalités de développement à l'époque capitaliste, régionales et nationales, présentent des analogies et doivent être étudiées de la même manière, par l'analyse de la dialectique luttes de classes/ rapports de production et forces productives.

Une différence importante interdit néanmoins de transposer l'analyse générale de l'articulation centre/périphérie à l'échelle du système impérialiste mondial aux problèmes régionaux : les inégalités régionales opèrent dans le cadre d'un Etat capitaliste unifié. Alors que la reproduction sociale d'un système capitaliste s'exerce par le moyen des politiques d'Etat tant pour ce qui est des conditions internes de cette reproduction que des conditions extérieures. Il y a ni instance supra-étatique ni super-impérialisme économique autonome par rapport aux Etats nationaux. L'articulation des blocs de classes internes et l'articulation des alliances internationales ne sont pas de même nature. Les blocs internes locaux s'ordonnent tous par rapport à un bloc hégémonique national, qui s'exprime dans et par l'Etat.

Chapitre VI

Centre et périphérie dans le système impérialiste la question nationale aujourd'hui

Depuis la fin du xix^e siècle, le développement inégal s'exprime pour l'essentiel par la division du système impérialiste en centres dominants et périphéries dominées. La mondialisation du mode de production capitaliste opérant dans ces conditions, les contradictions de classes ne peuvent plus être analysées dans le cadre des Etats et des nations considérés en isolement, comme cela était possible pour les périodes antérieures. Le système des formations sociales qui définit le cadre de l'analyse s'est étendu pour englober toutes les formations sociales capitalistes de la planète. Aussi les alliances et oppositions de classes se situent-elles d'abord dans le cadre mondial; de ce fait, luttes de classes et luttes nationales s'imbriquent étroitement.

D'un autre côté, le système mondial est aujourd'hui partagé entre le monde capitaliste d'une part et l'ensemble des sociétés qui ont rompu avec le capitalisme d'autre part; les luttes de classes et les luttes nationales s'articulent sur les forces qui opèrent au niveau mondial en opposant les impérialismes occidentaux, l'U. R. S. S. et la Chine.

Enfin, les alliances et oppositions de classes, nations et Etats se situent aujourd'hui dans une crise générale qui remet en question les équilibres sur lesquels le monde a vécu depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Ce chapitre repose sur l'ensemble de nos travaux qui concernent principalement l'analyse de l'impérialisme et de l'accumulation à l'échelle mondiale. Nous en présenterons les conclusions d'une manière synthétique, en mettant l'accent sur les aspects de la crise de l'impérialisme.

I - La division internationale inégale du travail, base matérielle du système impérialiste

Nous étions partis, dans les années 1950, d'une critique de la théorie bourgeoise du développement et du sous-développement, dont les

insuffisances nous avaient convaincu que la question devait être posée en termes d'accumulation du capital opérant à l'échelle mondiale. Cette formulation restituait à la coupure impérialiste de la fin du xix^e siècle toute l'importance que Lénine avait voulu lui donner.

L'analyse a conduit à la mise en relief d'une différence fondamentale entre le modèle de l'accumulation autocentrée et celui qui caractérise le système capitaliste périphérique, rejetant par là même toute théorie linéaire des étapes du développement. Elle exclut la perspective d'un capitalisme achevé, autonome, dans la périphérie. Elle affirme que la rupture socialiste est ici objectivement nécessaire. Dans ce sens précis, elle prétend donc que le mouvement de libération nationale constitue un moment de la transformation socialiste du monde et non une étape du développement du capitalisme à l'échelle mondiale.

Rappelons que les concepts de centre et de périphérie, qui sont rejetés par tous les courants pro-impérialistes au sein du marxisme, ont été introduits par Lénine, en rapport direct avec son analyse du système impérialiste.

1) L'articulation déterminante dans un système capitaliste autocentré est celle qui relie le secteur de la production des biens de consommation de masse au secteur de la production des biens d'équipement. Cette articulation déterminante a effectivement caractérisé le développement historique du capitalisme au centre du système, en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Elle définit donc abstraitement le mode de production capitaliste pur et a été analysée, comme telle, dans *Le capital*. Marx montre que, dans le mode de production capitaliste, il existe une relation objective, c'est-à-dire nécessaire, entre le taux de la plus-value et le niveau de développement des forces productives. Le taux de la plus-value détermine pour l'essentiel la structure de la distribution sociale du revenu national, son partage entre les salaires et les profits, et, par là, celle de la demande : les salaires constituent l'essentiel de la demande de biens de consommation de masse, les profits sont en totalité ou en partie épargnés en vue d'être investis. Le niveau de développement des forces productives s'exprime dans la division sociale du travail : l'affectation de la force de travail, selon telle proportion, à chacune des deux sections.

Si schématique que soit ce modèle, il n'en traduit pas moins l'essence du système. On fait ici abstraction des relations extérieures, ce qui signifie,

non pas que le développement du capitalisme se soit opéré dans un cadre national autarcique, mais que les relations essentielles dans le système peuvent être saisies en faisant abstraction de ces relations. Plus précisément, les relations extérieures sont soumises à la logique et aux exigences de l'accumulation interne autocentrée. Le caractère historiquement relatif de la distinction entre la consommation de masse et celle de luxe apparaît ici clairement. Au sens strict du terme, doivent être considérés comme des produits de luxe ceux dont la demande provient de la fraction consommée du profit, tandis que la demande qui vient des salaires s'élargit avec le progrès des forces productives.

L'apparition du mode de production capitaliste dans les régions qui deviendront les centres du système capitaliste mondial est donc l'expression d'un processus interne de désagrégation des modes précapitalistes. Cette désagrégation des rapports de production féodaux dans le monde rural européen constitue le cadre social qui permet la révolution agricole, laquelle précède et rend possible la révolution industrielle. L'augmentation préalable de la productivité dans l'agriculture rend possible à son tour l'expulsion hors du monde rural d'un excédent de population prolétarisé et dégage simultanément le surplus vivrier marchand nécessaire pour la reproduction de ce prolétariat.

L'articulation dans le temps et dans l'espace des alliances

de classes qui permettent aux nouveaux rapports capitalistes de s'épanouir dans l'industrie, si elle revêt des formes diverses, exprime toujours la même condition principale : l'alliance de la nouvelle classe dominante (la bourgeoisie industrielle) et de la propriété foncière (soit paysanne, après une révolution à la française, soit latifundiaire, lorsque l'ancienne propriété féodale se transforme pour s'intégrer dans le marché, comme en Angleterre ou en Allemagne) dans le cadre d'un Etat national achevé et puissant.

La soumission des relations externes (économiques et politiques) aux exigences de l'accumulation interne des centres façonne progressivement le système capitaliste mondial. Celui-ci se révèle comme un ensemble de formations centrales, autocentrées et interdépendantes et de formations périphériques qui restent soumises à la logique de l'accumulation dans les centres qui les dominent. Aussi, si la vision d'un développement par étapes (avec simplement un retard historique des uns sur les autres) vaut

en gros pour ce qui concerne la constitution progressive des centres, elle ne s'applique pas aux périphéries.

C'est cette conclusion qui est l'objet essentiel des divergences dans tous les débats à propos de l'avenir du tiers monde. La thèse adverse soutient en effet, explicitement ou implicitement, que, malgré leur origine extravertie, les économies sous-développées, à travers les étapes spécifiques de leur évolution, progressent vers la constitution d'économies autocentrées achevées, capitalistes ou socialistes selon les cas, pour des raisons qui se situent dans un domaine indépendant de celui qui définit notre méthode d'analyse. C'est la cause de bien des malentendus.

- 2) Le modèle de l'accumulation à la périphérie du système mondial comporte à l'origine, sous l'impulsion du centre, la création d'un secteur exportateur qui va jouer un rôle déterminant dans le façonnement du marché. Le capital central national n'est pas contraint d'émigrer par suite d'une insuffisance de débouchés au centre; il n'émigrera vers la périphérie que s'il peut y obtenir une rémunération meilleure. La péréquation du taux du profit redistribuera les bénéfices de cette meilleure rémunération et fera apparaître l'exportation des capitaux comme un moyen de combattre la baisse tendancielle du taux du profit. Obtenir à la périphérie des produits qui constituent des éléments constitutifs du capital constant (matières premières) ou du capital variable (produits alimentaires) à des prix de production inférieurs à ceux qui caractérisaient la production au centre de produits analogues (ou de substituts, quand il s'agit de produits spécifiques), telle est la véritable raison de la création de ce secteur exportateur.

C'est ici que s'insère la théorie nécessaire de l'échange inégal. Les produits exportés par la périphérie sont intéressants dans la mesure où l'écart des rémunérations du travail est plus grand que celui des productivités. Et il peut l'être à partir du moment où la société sera soumise par tous les moyens, économiques et extra-économiques, à cette nouvelle fonction : fournir de la main-d'œuvre bon marché pour le secteur exportateur. Dès lors, l'articulation principale qui caractérise le processus de l'accumulation au centre — lequel se traduit par l'existence d'une relation objective entre la rémunération du travail et le niveau de développement des forces productrices — disparaît complètement. La rémunération du travail dans le secteur exportateur sera aussi basse que

les conditions économiques, sociales et politiques le permettent. Quant au niveau de développement des forces productives, il sera hétérogène (alors que dans le modèle autocentré il était homogène), avancé dans le secteur exportateur, arriéré dans le reste de l'économie, cette arriération, maintenue par le système, étant la condition qui permet au secteur exportateur de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché.

Dans ces conditions, le marché intérieur engendré par le développement du secteur exportateur sera limité et biaisé. Cette étroitesse du marché explique que la périphérie n'attire qu'un volume limité de capitaux en provenance du centre, alors qu'elle leur offre une rémunération meilleure. La contradiction entre la capacité de consommer et celle de produire est surmontée à l'échelle du système mondial dans son ensemble par l'élargissement du marché au centre, la périphérie ne remplissant qu'une fonction subalterne. Une telle dynamique conduit à une polarisation grandissante de la richesse au bénéfice du centre.

Ce schéma correspond à la réalité historique qui caractérise la première phase du système impérialiste, laquelle a connu son âge d'or entre 1880 et 1914; si elle est amorcée plus tôt en ce qui concerne l'Amérique latine, elle se prolongera parfois, ailleurs, jusqu'aux années 50 de notre siècle, notamment en Afrique tropicale. C'est l'âge du pacte colonial, de la forme coloniale et semi-coloniale de la domination exercée sur les périphéries.

Par opposition au modèle central, ce modèle révèle trois caractères qualitativement différents :

Le mode capitaliste est ici introduit de l'extérieur, par la domination politique. Il n'y a pas désagrégation des rapports ruraux précapitalistes, mais déformation par soumission aux lois de l'accumulation du mode capitaliste central qui les domine. Cela s'exprime par l'absence de révolution agricole préalable, c'est-à-dire par la stagnation de la productivité dans l'agriculture.

Les alliances de classes qui fournissent le cadre politique à la reproduction du système ne sont pas principalement des alliances de classes internes, mais une alliance internationale entre le capital des monopoles dominants et ses alliés subalternes, en gros : les féodaux et la bourgeoisie compradore. Il n'y a pas d'Etat national réellement achevé indépendant au service de ces classes locales, mais seulement des administrations au

service du capital des monopoles, directement (colonies) ou indirectement.

Les relations extérieures ne sont pas ici soumises à la logique d'un développement interne, mais sont au contraire motrices et déterminent le sens et le rythme du développement.

- 3) Cette première phase de l'impérialisme a été progressivement dépassée après la seconde guerre mondiale. Sous l'impact de quelles forces et pour s'engager dans quel type d'évolution ?

Le moteur de la transformation est constitué par le mouvement de libération nationale anti-impérialiste. Ce mouvement rassemble trois forces sociales : a) le prolétariat naissant, surexploité, b) la masse de la paysannerie, doublement exploitée par les classes locales qui la dominent et le capital des monopoles pour le compte desquels ces féodaux ont intégré le marché mondial, et c) la bourgeoisie nationale, à ce stade classe plus potentielle que réelle, qui aspire à modifier les termes de la division internationale du travail pour se donner une base économique. En effet, la division internationale du travail du pacte colonial est simple : la périphérie n'exporte que des produits primaires, avec lesquels elle doit importer tous les produits manufacturés nécessaires à la satisfaction de ses besoins, principalement les besoins de consommation de luxe; l'industrie lui est interdite. La bourgeoisie nationale et le prolétariat se disputent la direction du mouvement de libération nationale, c'est-à-dire la direction de la révolte paysanne.

Dans l'ensemble, cette première phase s'est soldée par la victoire du mouvement de libération nationale sous direction bourgeoise. Cette victoire a imposé à l'impérialisme une révision des termes de la division du travail, permettant ainsi l'amorce de l'industrialisation du tiers monde. Elle est précoce au Mexique, avec la révolution des années 1910, en Turquie avec Kemal Ataturk, en Egypte avec le Wafd, au Brésil et en Argentine sous la forme populiste, tardive en Asie du Sud après la seconde guerre mondiale, en Afrique avec l'indépendance des années 60, etc. Sauf en Asie orientale et à Cuba, où le mouvement de libération nationale opère une sortie du système impérialiste mondial, partout la bourgeoisie nationale triomphante s'engage dans une stratégie d'industrialisation, dite stratégie de substitution d'importations.

Parce que l'articulation spécifique qui s'exprime par la liaison entre le secteur exportateur et la consommation de luxe caractérise le modèle périphérique, l'industrialisation par substitution d'importations va commencer par la fin, c'est-à-dire par les produits correspondant aux stades les plus avancés du développement du centre, les biens durables. Ces produits sont hautement consommateurs de capitaux et de ressources rares (main-d'œuvre qualifiée, etc.). Il en résultera une distorsion essentielle dans le processus d'allocation des ressources en faveur de ces produits, au détriment de la production des biens de consommation de masse. Ce dernier secteur ne suscitera aucune demande pour ses produits et n'attirera aucun moyen financier et humain permettant sa modernisation. Ainsi s'explique-t-on la stagnation de l'agriculture de subsistance, dont les produits potentiels sont peu demandés et qui ne bénéficie d'aucun moyen de transformation sérieux dans l'allocation des ressources rares.

Vu sous l'angle social, ce modèle va conduire à la marginalisation des masses. Nous entendons par là un ensemble de mécanismes d'appauvrissement des masses, dont les formes sont d'ailleurs hétérogènes : prolétarianisation, semi-prolétarianisation et appauvrissement sans prolétarianisation des paysans, urbanisation et accroissement massif de chômage urbain et sous-emploi, etc. La fonction du chômage et du sous-emploi est donc ici différente de celle qu'elle remplit dans le modèle central : le poids du chômage assure une rémunération du travail minimale relativement rigide et bloquée tant dans le secteur d'exportation que dans le secteur de la production de luxe; le salaire n'apparaît pas à la fois comme coût et comme revenu créateur d'une demande essentielle au modèle, mais seulement comme coût, la demande ayant son origine ailleurs : à l'extérieur ou dans le revenu des catégories sociales privilégiées.

L'origine extravertie du développement, qui se perpétue malgré la diversification croissante de l'économie, son industrialisation, etc., n'est pas une sorte de tare originelle indépendante du modèle de l'accumulation périphérique dépendante. La marginalisation des masses est la condition même qui permet l'intégration de la minorité dans le système mondial, la garantie pour elle d'un revenu croissant qui autorise l'adoption de modèles de consommation de type européen. C'est l'extension de ce modèle de consommation qui garantit la rentabilité du secteur de la production de luxe et affirme l'intégration sociale, culturelle, idéologique et politique des classes

privilégiées.

A ce stade de diversification et d'approfondissement du sous-développement apparaissent des mécanismes nouveaux de la domination et de la dépendance. Des mécanismes culturels et politiques, mais aussi des mécanismes économiques : la dépendance technologique et la domination des firmes transnationales. Le secteur de production de luxe appelle en effet des investissements *capital-intensive* que seules les grandes firmes oligopolistiques transnationales peuvent mettre en œuvre et qui sont le support matériel de la dépendance technologique. Mais à ce stade également apparaissent des formes plus complexes de la structure de la propriété et de la gestion économique. L'expérience historique montre qu'une participation du capital local, privé ou public, au processus d'industrialisation par substitution d'importations est fréquente. Au moins dans les grands pays, un marché suffisant créé par le développement des secteurs d'exportation et de la production de luxe peut permettre la création d'un secteur de production de biens d'équipement. Celui-ci est fréquemment impulsé par l'Etat. Le développement d'une industrie de base et d'un secteur public ne signifie cependant pas que le système évolue vers une forme autocentrée achevée, car ce secteur de l'équipement est au service, non du développement de la consommation de masse, mais de la croissance de la production d'exportation et de la production de luxe.

Cette seconde phase de l'impérialisme ne constitue donc nullement une étape vers la constitution d'une économie autocentrée; elle ne reproduit pas une phase antérieure du développement central, mais prolonge au contraire la première phase extravertie. Car la révolution agricole n'a toujours pas eu lieu. Sans doute quelques nuances doivent-elles être introduites ici. La bourgeoisie nationale au pouvoir a souvent procédé à l'élimination des anciens alliés de l'impérialisme, et, notamment, opéré des réformes agraires sur la base desquelles un développement du capitalisme dans l'agriculture a été parfois amorcé. Ce développement pourra-t-il effacer le retard originel de l'agriculture et rapprocher le modèle périphérique du modèle central ? On constate au contraire que le retard relatif de l'agriculture s'accroît au point de conduire à ce paradoxe que les pays du tiers monde, dont la majorité de la population est rurale, sont devenus importateurs de produits alimentaires. La raison de cet échec est politique : à notre époque, la bourgeoisie doit s'appuyer sur des classes capables de dominer les paysans, non sur la masse

paysanne, dont les intérêts sont en conflit avec les siens. Si les bourgeoisies centrales disposaient du temps nécessaire pour une accumulation primitive lente, fondée sur l'alliance paysanne, celles de la périphérie sont placées sous la double contrainte de la pression extérieure des monopoles et de la menace intérieure du socialisme.

Les alliances de classes dominantes demeurent internationales. La bourgeoisie se substitue aux anciens féodaux et compradores comme allié subalterne de l'impérialisme. De ce fait, elle perd, dès cette seconde phase, son caractère national : elle est « compradorisée ». L'Etat national qu'elle domine demeure pour cette raison faible et mal intégré.

La poursuite du processus de développement demeure dépendante des exportations, qui restent fixées sur les matières premières. Ce moteur principal de financement des importations nécessaires d'équipement commande en dernier ressort les rythmes de la croissance, laquelle est donc toujours extravertie.

II - La crise contemporaine de la division internationale du travail

La seconde phase de l'impérialisme, caractérisée par la division internationale du travail décrite ci-dessus, est entrée en crise ouverte. L'objectif officiel des pays de la périphérie consiste à imposer un relèvement des prix des matières premières exportées par le tiers monde pour disposer de moyens supplémentaires; ceux-ci permettraient, avec l'importation des technologies avancées, de financer une nouvelle étape de l'industrialisation, caractérisée par l'exportation massive vers les centres de produits manufacturés en provenance des périphéries qui bénéficient des ressources naturelles favorables et d'une main-d'œuvre abondante à bon marché. Cette revendication constitue, depuis 1973, l'objectif commun de l'ensemble des Etats du tiers monde. Elle est présentée comme la condition nécessaire et suffisante pour achever l'indépendance politique en lui donnant sa base économique.

En fait, si elle aboutissait, elle ne constituerait pas une étape sur la ligne de développement conduisant à un épanouissement de formations capitalistes achevées, analogues à celles des centres développés. Car la nouvelle division du travail serait fondée sur l'exportation par la périphérie de produits

manufacturés à bon marché, c'est-à-dire pour lesquels l'avantage des salaires inférieurs, compte tenu des productivités comparées, permet un relèvement du taux de profit à l'échelle du système mondial. La péréquation mondiale du profit modifierait alors les prix relatifs et, de ce fait, masquerait ce transfert supplémentaire de valeur de la périphérie vers le centre. Autrement dit, la nouvelle division du travail perpétuerait et aggraverait l'échange inégal. Elle perpétuerait aussi dans les périphéries la distorsion de la structure de la demande au détriment de la consommation des masses. Le développement du système mondial resterait donc fondamentalement inégal et la demande externe resterait la force motrice principale impulsant le développement.

Dans ce cadre de dépendance rénovée, le retard de l'agriculture se perpétuerait, lui aussi. Certes, le capitalisme poursuivrait la progression entamée dès la seconde phase de l'impérialisme dans ce domaine, mais à des rythmes très inférieurs à sa progression dans les secteurs d'exportation comme dans celui de la production de luxe pour le marché interne, qui bénéficient d'une importation massive des technologies les plus avancées.

Les programmes de « développement prioritaire » de l'agriculture vivrière dans le tiers monde mis en avant au cours des dernières années traduisent le souci du capital dominant des monopoles de réduire les effets de cette contradiction inhérente au développement impérialiste inégal. Mais leur mise en œuvre se heurtera sans doute à des obstacles politiques puissants : la bourgeoisie ne saurait tolérer un mouvement paysan autonome, condition pourtant de la rénovation radicale des rapports de production sans laquelle le développement des forces productives dans l'agriculture reste nécessairement limité. D'ailleurs, dans la mesure où ces programmes donneront quelques résultats, les bénéfices de l'amélioration de la productivité agricole n'iront pas aux paysans producteurs; elle est envisagée en effet dans une perspective articulée sur une industrialisation d'exportation et est destinée à maintenir des salaires bas, par des prix réduits des produits alimentaires, au bénéfice du capital.

a - Les oppositions actuelles dans la crise : deux perspectives du « nouvel ordre économique international »

- 1) Les objectifs du Nouvel Ordre économique international (N. O. E. I.), lui-même émanation de la CNUCED et, par elle, des Nations unies, constituent sans doute un programme cohérent répondant aux aspirations

générales des Etats du tiers monde (90-1 à 5). Malheureusement, sa logique interne reflète le caractère contradictoire de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Ce programme s'inscrit dès l'abord dans une perspective d'approfondissement de la division internationale du travail : par le relèvement du taux de la plus-value (la surexploitation de la force de travail à la périphérie), il permet celui du taux du profit à l'échelle mondiale et apparaît donc finalement comme un programme de développement capitaliste. Mais, dans ce cadre, les stratégies propres des monopoles et des Etats impérialistes et ceux des bourgeoisies et des Etats de la périphérie entrent en contradiction.

Les monopoles impérialistes ont une interprétation limitée du « nouvel ordre ». Il s'agit pour eux de tirer un plus large profit de la main-d'œuvre à bon marché et des ressources naturelles du tiers monde par la délocalisation de segments des processus productifs qu'ils contrôlent. Ils ne visent nullement à la création d'économies industrielles nationales intégrées dans le tiers monde, fussent-elles ouvertes sur l'extérieur. Au contraire, l'intérêt des monopoles est d'exporter des segments non articulés les uns aux autres, de manière à conserver le contrôle de l'ensemble de la vie économique à l'échelle mondiale. Dans ce cadre, ils peuvent faire des concessions mineures aux « pays hôtes », voire, dans les cas extrêmes, renoncer à la propriété formelle du capital. La concurrence entre pays dépendants, l'absence d'intégration des segments transférés, leur dépendance technologique comme celle découlant de l'obligation d'exporter les produits sur les marchés métropolitains contrôlés par les monopoles, réduisent la signification de la propriété formelle du capital. Au contraire, le financement de cette délocalisation par les moyens propres des pays du tiers monde constitue un bénéfice supplémentaire pour les monopoles vendeurs d'usines « clés en main » : cette ponction opérée à leur profit est en effet intégrée dans la structure des prix. Le bénéfice peut, en outre, s'enfler de transferts financiers visibles au titre des ventes de techniques, brevets et marques commerciales, comme au titre des intérêts des prêts octroyés pour soutenir l'expansion des unités. Parfois, même, les structures de prix sont déformées dans un sens qui enlève aux segments transférés leur rentabilité apparente : les prêts destinés à combler ces « déficits de gestion » constituent une nouvelle forme de pillage. On assiste à la naissance d'un néo-capital financier, à l'image du vieux capital mercantiliste : l'accumulation « primitive » est

permanente.

Cette stratégie a un nom, le « redéploiement ». Soutenue par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et les autres instances de l'organisation des Etats capitalistes développés, elle fait passer pour un « nouvel ordre » la multiplication de nouvelles enclaves, les « zones franches ». Elle réduit au minimum le rôle de l'Etat local, consigné dans les fonctions d'une administration chargée simplement de la police de la force de travail exploitée. Elle vise aussi à diviser la périphérie, non seulement en accentuant l'écart entre pays à « croissance forte » et « pays stagnants », mais encore en mettant en concurrence les premiers entre eux.

Ce que les pays du tiers monde, tout au moins le groupe moteur parmi les non-alignés, entendent par « nouvel ordre international » est assez différent. La révision de la division internationale du travail y est censée accompagner et renforcer la mise en place d'une économie nationale, aut centrée et industrielle. Le renforcement de l'Etat national et l'intervention active de la politique d'Etat devraient garantir, dans cette stratégie, que l'industrie ne serait pas constituée d'unités désarticulées, mais que des filières entières du processus productif seraient mis en place. Le recours à l'importation des éléments de ces chaînes intégrées implique un niveau élevé d'exportation, tant de matières premières traditionnelles que de produits industriels nouveaux.

- 2) L'opposition de ces deux interprétations est apparue dans toutes les négociations « Nord-Sud », ouvertes depuis la crise pétrolière de 1973 et l'adoption de la charte du N. O. E. I., en 1974.

La mise en œuvre du « nouvel ordre » impliquait en premier lieu que les pays du Sud imposent le relèvement des prix des matières premières par l'organisation unilatérale de cartels de producteurs du tiers monde. Mais les négociations entre « producteurs » et « consommateurs » qui ont été substituées au projet d'origine des non-alignés n'ont abouti à aucun résultat.

Dans le domaine des transferts financiers, lassé de l'échec de l'« aide » extérieure, le tiers monde avait pris position sur la réforme du système monétaire international, en proposant la création de nouvelles unités de paiements internationales fondées sur les produits de base et l'élaboration de règles permettant de soutenir les efforts de développement en

établissant un lien entre l'émission de ces liquidités nouvelles et les besoins des pays. Mais l'offensive s'est vite essoufflée et le centre de gravité des préoccupations déplacé vers la question cruciale de la dette. Lorsqu'un pays du tiers monde, en effet, ne parvient plus à faire face à ses engagements, le F. M. I. et les pays créanciers s'accordent pour lui imposer, à travers une sorte de mise en tutelle qui rappelle les protectorats établis au xix^e siècle en Orient et en Amérique latine, des politiques qui sacrifient globalement le développement à l'équilibre extérieur, en frappant plus particulièrement les travailleurs et les couches les plus défavorisées (cf. 90-6).

D'une façon générale, dans le domaine des « transferts de technologie », le projet de « code de conduite » a été rejeté par les pays développés, et, dans la plupart des autres domaines, tel le droit de la mer, les aspirations du tiers monde se sont heurtées à un mur.

- 3) Les causes de ces échecs sont-elles purement circonstancielles et dues à la « crise économique » ? Doivent-elles être attribuées à des erreurs de tactique du tiers monde consécutives à ses divisions ? Ou bien, plus simplement, ces faiblesses expriment-elles l'impossibilité d'un développement autocentré dans la périphérie du système capitaliste contemporain ?

Sans doute la crise constitue-t-elle bien une réalité tenace, comme en témoigne l'échec des politiques conjoncturelles, classiques ou néo-keynésiennes. Et il est difficile de prévoir son évolution. L'ensemble des luttes qui l'accompagnent peut en effet conduire à une désagrégation du marché international qui a caractérisé le système mondial du dernier quart de siècle. Les ruptures dans le système monétaire, les mesures protectionnistes, le renouvellement de « préférences impériales » se substituant au « libéralisme sans rivages » montrent que des « repliements impériaux » analogues à ceux qui ont suivi la crise des années 30 ne sont pas impossibles.

Mais, dans l'immédiat, les réactions des centres capitalistes vont en sens inverse. Le réalignement des impérialismes seconds sur l'impérialisme américain hégémonique est une réalité dont témoignent de nombreux faits : les efforts conjugués déployés pour maintenir un système de paiements multilatéraux fondé *de facto* sur le dollar, comme le choix

européen lui-même qui, grâce aux « stabilisations » obtenues en France, au Portugal, en Espagne et en Grèce, renforce l'hégémonie allemande, courroie de transmission des Etats-Unis. Le mouvement ouvrier lui-même ne tend-il pas à placer l'accent sur la stabilité monétaire, fût-ce au détriment de l'emploi et de l'unité de la classe ouvrière, en sacrifiant les intérêts de la fraction des travailleurs « non intégrés », émigrés, jeunes, femmes ? Reste à savoir si le réalignment actuel est durable et si le marché mondial a la capacité de résister tant au plan politique qu'économique à une crise longue.

La période actuelle est caractérisée par une grande abondance de capitaux disponibles, due à des raisons multiples : ralentissement de la croissance et des investissements dans de nombreux secteurs (en particulier, dans les zones non monopolisées de l'économie) parallèle au maintien de profits élevés dans le secteur des monopoles, émission inflationniste dans les pays développés, recyclage des fonds pétroliers, etc.

Les multinationales industrielles et financières sont en mesure de faire circuler leurs capitaux à l'échelle mondiale, au mépris, s'il le faut, des politiques d'Etat. A la fois cause et effet des fluctuations spéculatives des changes, ces liquidités ont largement trouvé leur voie dans le placement auprès des Etats, de l'Est et du Sud.

Il faut toutefois distinguer l'endettement des pays de l'Est de celui des Etats du tiers monde. Les capitaux prêtés aux pays de l'Est contribuent incontestablement à l'accélération de leur industrialisation d'Etat et invitent à réintégrer cette industrialisation dans les échanges mondiaux, ne serait-ce que pour assurer le service de la dette. Dans les pays du tiers monde, c'est une fraction très mineure de cet endettement qui soutient directement l'industrie. En fait, les exportations industrielles du Sud ont très peu progressé — à l'exception de celles de la Corée du Sud, de Taïwan, de Singapour et de Hong-Kong. La majeure fraction de l'endettement sert à payer les importations courantes et à soutenir les appareils d'Etat en difficulté.

Entre 1974 et 1978, tandis que la production d'acier dans l'ensemble des pays capitalistes développés diminuait de 36 millions de tonnes, elle augmentait du même volume dans les autres régions du monde. Mais c'était essentiellement grâce à l'accroissement de la production des pays de l'Est (U. R. S. S., Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie) et de la

Chine, et seulement dans une mesure accessoire du fait de cinq pays en voie de développement, le Brésil, le Mexique, l'Inde, la Corée du Sud et Taïwan. Si les rapports économiques se modifient à l'échelle mondiale, c'est entre l'Ouest, l'Est et la Chine, non dans le champ des relations Nord-Sud.

Le développement de l'Est et de la Chine s'accompagne-t-il de leur volonté de réintégrer la division internationale du travail ? Et à quelles conditions ? Les monopoles, qui dominent les sociétés de l'Ouest et du Sud vont-ils étendre leur domination à ces nouveaux pays ? Le système capitaliste va-t-il devenir de nouveau véritablement mondial, après avoir été un moment menacé par des constructions socialistes autarciques ?

Les défenseurs de la stratégie du « nouvel ordre » donnent des réponses positives aux questions qui précèdent. Ils en tirent argument pour prétendre que la construction d'une économie nationale autocentrée et la participation à la division internationale du travail ne sont pas incompatibles : si l'U. R. S. S. et même la Chine, en dépit de la nature non capitaliste de leur économie, aspirent à s'intégrer dans les échanges mondiaux et même à traiter avec les multinationales, les Etats du tiers monde qui n'ont pas les avantages de ces pays-continentaux auraient bien tort d'envisager une autarcie qui les condamnerait irrémédiablement à la stagnation.

La division internationale du travail peut-elle s'ajuster aux exigences du développement national des pays du tiers monde ? Les années 1970-75 ont donné l'impression que oui. C'est l'époque où le tiers monde remportait une série de victoires politiques : la guerre d'octobre 1973 et la perspective d'un recul du sionisme, l'indépendance des colonies portugaises en 1974, la victoire des peuples du Vietnam et du Cambodge en 1975, la montée des luttes au Zimbabwe, en Namibie et en Afrique du Sud, la révolution paysanne en Ethiopie, les mouvements populaires du Bénin et de Madagascar, etc. En Europe du Sud même, la déstabilisation paraissait menacer le système, en Italie, en France, où la gauche semblait sur le point d'accéder au pouvoir, en Grèce, au Portugal et en Espagne avec la fin des dictatures. La simultanéité de ces événements avec la crise économique provoquait l'inquiétude des pays du centre : l'hégémonie américaine paraissait terminée, on parlait d'un éclatement de l'Europe (72a-4). C'est dans une telle ambiance que le groupe des non-alignés,

présidé par Houari Boumedienne, définit la plate-forme du N. O. E. I.

Cependant, l'expérience historique du développement allait à l'encontre de ces thèses. Dans les pays capitalistes avancés, l'industrialisation et la mise en place d'une économie nationale ont toujours été réalisées en niant la division internationale du travail, c'est-à-dire en refusant de céder aux avantages comparatifs du moment. L'Etat-Nation de la bourgeoisie au XIX^e siècle, de la France républicaine à l'Allemagne et au Japon impériaux, a été l'instrument indispensable de cette construction. Les relations extérieures ont toujours été soumises aux exigences de la construction interne. Souvent, d'ailleurs ces relations extérieures, axées sur l'exploitation des périphéries, ont contribué à accélérer les rythmes de l'accumulation interne : ce fut le cas, notamment, de l'Angleterre et de la France. Pour les pays venus plus tard, mais avant la période impérialiste — Allemagne, Italie, Etats-Unis, Japon, Autriche-Hongrie et Russie —, la construction autocentrée a constamment impliqué le protectionnisme, le financement par l'Etat des infrastructures, une politique d'Etat d'organisation du système financier et monétaire, de transformations agraires visant à promouvoir l'autosuffisance alimentaire, etc. Les relations extérieures étaient toujours soumises aux exigences de l'accumulation interne, et non l'inverse. En outre, chacune de ces expériences est antérieure à la constitution du système impérialiste.

La leçon des pays qui ont rompu avec le capitalisme est encore plus claire. Non seulement l'U. R. S. S. et la Chine ont opéré des transformations sociales et économiques fondamentales, mais encore elles l'ont fait dans l'autarcie, qui leur était d'ailleurs imposée par le monde capitaliste. Même les petits pays de l'Europe de l'Est ont traversé une période autarcique, à l'époque des plans staliniens des années 50 au cours de laquelle l'essentiel d'une structure économique nationale a été mis en place.

Certes, aujourd'hui, ces pays paraissent souhaiter s'intégrer davantage dans les échanges mondiaux. Leurs adversaires y voient l'aveu de leur faillite : échec de l'agriculture soviétique, échec d'une tentative d'industrialisation originale de la Chine. On oublie que, quelle que soit la nature des rapports de production qui caractérisent ces sociétés — socialistes ou non —, c'est une économie nationale autocentrée qui y a été mise en place. A partir de quoi, ces pays sont loin de se présenter sur le marché mondial en position de faiblesse. Quels que soient ses handicaps,

l'U. R. S. S. dispose de nombreux atouts en dehors de ses ressources naturelles : contrôle étatique de la production, capacité du système politique de prolonger l'isolement relatif du pays et, enfin, puissance militaire planétaire.

Sans doute les relations au sein du « camp socialiste » ont-elles changé radicalement. L'Union soviétique tente en effet d'empêcher par tous les moyens la modernisation et l'industrialisation de la Chine, qui, par sa seule taille, s'impose comme un partenaire remettant en question le partage à l'échelle planétaire entre les deux superpuissances actuelles. Ce changement, qui a consacré l'éclatement de l'ancien système socialiste, incite la Chine à réintégrer à son tour le système des échanges économiques avec l'Ouest. Mais il en est de même, bien qu'à un degré moindre, en Europe orientale. Au sein du Comecom, l'U. R. S. S. ne tente-t-elle pas d'imposer une spécialisation que certains membres jugent contraires à leur intérêt national ? La Roumanie, comme la Yougoslavie et l'Albanie dans des circonstances différentes, mais également la Hongrie et la Pologne, cherchent à préserver et à développer des structures industrielles nationales autocentrées menacées à des degrés divers. Le contrepois que ces pays peuvent chercher à trouver en accentuant leurs échanges avec l'Ouest ne jouera-t-il pas aussi comme un facteur supplémentaire en faveur d'une réunification du marché mondial ?

Extrapolant ces tendances, certains pensent que l'avenir verra rétablie l'unité du marché mondial. Ils tracent une large fresque historique présentant l'aspect d'un mouvement oscillatoire. L'unité du marché, constituée au xix^e dans le cadre de l'hégémonie britannique (l'étalon sterling), menacée à partir de la fin du siècle par la montée des impérialistes rivaux, maintenue tant bien que mal jusqu'en 1914, a cessé d'exister pendant la période suivante pour être rétablie après la seconde guerre mondiale dans le cadre de l'hégémonie des Etats-Unis. Menacé un moment par la montée des pays de l'Est, ce marché serait maintenant en voie de reconstitution, et le retour du balancier aurait des chances d'être plus rapide, parce que la distance qui sépare les pays de l'Est et la Chine de l'Occident ne leur permettrait pas de jouer leur propre partie, surtout dans la désunion. De fait, l'attitude des pays de l'Est à l'égard de ceux du Sud témoigne de la priorité qu'ils accordent au maintien d'un réseau d'échanges mondiaux multilatéraux.

Mais la situation des pays du tiers monde est différente.

Leurs économies ont été façonnées comme dépendantes par leur subordination à une division internationale du travail inégale. Le mouvement de libération nationale sera-t-il en mesure de transformer cette relation et de contraindre le système mondial à s'ajuster à un développement national autocentré de la périphérie ? Dans ce cas, l'impérialisme n'aurait pas été le « stade suprême » de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, mais simplement une étape assurant le passage d'un système caractérisé par son asymétrie centre/ périphérie à un système global homogène de domination des rapports capitalistes.

Si aujourd'hui le « groupe des 77 » apparaît sur la scène internationale comme un « syndicat de revendications économiques », on ne saurait oublier que la solidarité politique effective des peuples d'Asie et d'Afrique a précédé le groupement de défense économique. Cette solidarité, d'abord arabo-asiatique, puis étendue à toute l'Afrique pour devenir afro-asiatique, était celle des Etats ayant arraché leur indépendance et des mouvements encore en lutte pour l'obtenir dans les années 1950 et 60. Elle n'a jamais englobé l'Amérique latine, parce que le problème de l'indépendance ne s'y posait pas, et aussi peut-être parce que ce continent appartient à l'aire culturelle européenne; or, le mouvement de libération revêtait, lui, une dimension culturelle « non européenne ». La solidarité politique afro-asiatique s'est déployée dans une période caractérisée par l'hégémonie des Etats-Unis et le repli défensif de l'U. R. S. S. Le non-alignement et le neutralisme positif des origines se situaient dans le refus des pays nouvellement indépendants d'entrer dans les alliances antisoviétiques de la guerre froide.

Ces conditions ont changé. Le mouvement de libération nationale bourgeois a arraché l'indépendance; le système impérialiste s'est adapté à une nouvelle alliance internationale des classes qui accompagne une nouvelle division internationale inégale du travail; la guerre froide a cédé la place à la coexistence; l'Union soviétique s'affirme au plan militaire à égalité avec les Etats-Unis; les deux superpuissances revendiquent l'une et l'autre des objectifs planétaires.

Les bourgeoisies du tiers monde sont-elles capables, dans ces conditions, de faire franchir à leur pays une nouvelle étape : après l'indépendance politique, peuvent-elles conquérir l'indépendance économique ? La

conjoncture des années 1970-75 semblait le faire croire. Les années suivantes ont démontré la faiblesse du projet. L'Occident s'est ressaisi et réunifié, le tiers monde s'est désuni et est devenu le terrain d'enjeux entre les deux superpuissances.

- 4) L'opinion la plus répandue est que les monopoles finiront par imposer leurs stratégies de redéploiement. Selon cette thèse, les lenteurs de la mise en œuvre proviennent principalement des circonstances de la crise : au terme de vingt-cinq ans de croissance forte, les classes ouvrières de l'Occident se retrouvent faibles politiquement, dans la mesure où elles ont renoncé à leur projet de société propre, mais fortes au plan économique; ce sont ces classes ouvrières qui s'opposent au redéploiement, lequel aggraverait le chômage au centre. Les monopoles doivent les vaincre avant de pouvoir mettre en œuvre leur stratégie. L'analyse contient certainement une part de vérité. Mais la lutte des classes au centre occupe-t-elle réellement le devant de la scène ? On doit constater que, depuis l'impérialisme, cette lutte s'entrecroise avec celle conduite par les peuples de la périphérie, laquelle a en définitive marqué plus fortement l'évolution à l'échelle mondiale.

Quoi qu'il en soit, la stratégie de redéploiement est déjà à l'œuvre en Asie orientale (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour) à une échelle qui a incontestablement produit des effets de croissance forte. Mais le développement ne peut résulter d'implantations délocalisées en désordre et non articulées dans des ensembles intégrés nationalement. D'ailleurs, cette croissance induite est nécessairement fort inégale dans sa distribution, accentuant par là des distorsions fondamentales dans l'orientation ultérieure du développement. L'Iran témoigne du caractère explosif de ce mode de développement.

La thèse des défenseurs locaux de cette stratégie dans les pays de l'Asie orientale, notamment en Corée du Sud, est que la sous-traitance au bénéfice de nombreuses petites et moyennes entreprises locales y est organisée, soutenue par l'Etat. La réforme agraire et la « révolution verte » ouvrent en outre des perspectives d'autosuffisance alimentaire. Ainsi, progressivement, les filiales des monopoles sont « encerclées ». On ne cache pas que cette stratégie est facilitée par l'idéologie confucéenne de fusion de l'Etat et de l'économie, mais on laisse entendre que la Corée du Nord opère de la même manière, les coopératives et les petites unités

« socialistes » s'articulant sur les grandes unités d'Etat créées grâce à l'aide et à la technologie soviétiques. S'agit-il d'une illusion ou bien y a-t-il là l'embryon d'une exception, qu'il faudrait expliquer par l'idéologie confucéenne ? La question en définitive est de savoir si c'est l'accumulation des unités monopolistiques qui finance l'économie nationale, ou l'inverse.

De toute façon, les Etats moteurs du tiers monde n'ont pas renoncé à leurs objectifs. Le premier est le relèvement substantiel des prix des matières premières, c'est-à-dire la captation des rentes minière et foncière. Jusqu'à notre époque, le capital a bénéficié d'un accès à peu près libre aux ressources minières, mais c'est aussi le cas chaque fois que, dans l'agriculture d'exportation, l'absence d'une forme structurée de la propriété foncière non paysanne a permis au capital d'échapper à la ponction de la rente foncière absolue. Nous avons montré dans *L'impérialisme et le développement inégal* que la constitution et le renforcement d'une bourgeoisie industrielle dans le tiers monde constituait la condition de la captation de ces rentes à son profit. Seuls encore les pays pétroliers sont parvenus à ce résultat. Or, on ne peut ignorer que leur action en 1973 et 1974 convergeait avec les objectifs des multinationales du pétrole et des Etats-Unis, bien décidés, à l'époque, à imposer le réalignement à l'Europe et au Japon. Doit-on en conclure que les bourgeoisies du tiers monde sont trop faibles pour l'emporter si elles ne peuvent exploiter des contradictions inter-impérialistes ?

Le projet du N. O. E. I. visait précisément à les renforcer par un front commun face aux centres. On pensait alors que l'intérêt commun à long terme l'emporterait sur les divergences d'intérêts immédiats. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances. A défaut d'actions communes fortes menées dans le cadre du « nouvel ordre », les Etats du Sud peuvent-ils envisager de se renforcer par la mise en œuvre d'une stratégie de coopération au sein du tiers monde, une sorte d' « autonomie collective », complément du développement national autocentré ? On en est, là encore, au stade du discours...

- 5) En réalité, l'accent mis sur la puissance économique des monopoles tend à évacuer l'analyse des faiblesses des bourgeoisies et des classes dirigeantes du tiers monde. Sans doute, si la technologie pèse si lourd dans la balance,

c'est que, faisant l'objet d'une appropriation par les monopoles, elle permet à ceux-ci d'imposer la vente en bloc de systèmes productifs dont seule une petite partie représente des éléments techniques véritablement nouveaux. Le procédé permet de capter non seulement l'ensemble des rentes et des surprofits mais encore une bonne partie du profit normal. Cependant, les pays de l'Est, et la Chine, lorsqu'ils achètent de la technologie, sont capables de l'assimiler et donc de la reproduire, puis même de la développer, ce qui facilite ensuite leurs échanges. Le tiers monde, lui, n'a pas même l'embryon de technologies adaptées à ses problèmes. S'il opte pour une industrie axée sur l'exportation, il sera contraint d'importer, et en position faible, de la technologie à une échelle massive. On est donc ramené, de la question apparente, la force des monopoles, à la question réelle : les raisons de la faiblesse du tiers monde et de la nature de classe de ses systèmes sociaux.

Qualifier de « capitaliste » en général le développement en cours à l'Est et au Sud, et de « bourgeoisies » leurs classes dirigeantes, ne suffit pas. Car il y aurait encore une grande différence entre la « bourgeoisie nationale » de l'Est et les bourgeoisies « néo-compradore » du Sud. Cette différence se situe dans les conditions historiques de constitution de ces classes. A l'Est, en U. R. S. S. ou en Chine, la « bourgeoisie » est une classe nouvelle, issue d'une révolution socialiste, dévoyée par la suite. L'époque révolutionnaire est marquée par la convergence d'un bloc de classes populaires, anticapitalistes, comprenant la classe ouvrière, les paysans exploités et diverses couches moyennes. C'est du sein de ce bloc que se constitue, pour se séparer des masses, la nouvelle classe. Mais la convergence a rendu possible une construction économique nationale. Elle a notamment permis, par la révolution paysanne, le développement de la base agricole et alimentaire de l'industrialisation. C'est cette période de convergence qui manque dans les pays du Sud. La nouvelle bourgeoisie ne s'est pas constituée à partir d'une révolution paysanne et socialiste; elle dérive directement des classes façonnées à l'étape antérieure de l'impérialisme. La crise agricole et alimentaire du tiers monde, incapable de soutenir son industrie par une progression appropriée de son agriculture, marque en vérité l'absence de toute révolution paysanne. Dans ces conditions, la bourgeoisie n'est pas capable de construire une économie nationale, elle peut seulement s'alimenter de la croissance induite par son insertion au système impérialiste.

Certes, l'U. R. S. S. connaît aussi des difficultés alimentaires. Mais celles-ci résultent précisément de la rupture de l'alliance ouvrière et paysanne avec la collectivisation des années 1930-33 (80c-9, 80c-3), rupture dont l'ancienneté relative explique la forme achevée de la nouvelle société de classes soviétique.

Ce contenu de classes des Etats du tiers monde explique leur stratégie, qui ne vise pas la construction d'économies nationales mais seulement l'insertion dans la division internationale du travail, souvent plus facile à obtenir au détriment des partenaires faibles.

Les premières phases de l'impérialisme n'impliquaient aucune coopération entre pays et régions de la périphérie. Exclusivement extraverties et limitées dans leur industrialisation à la satisfaction de leur marché interne, les économies périphériques n'avaient rien à échanger entre elles. En principe, la phase en cours de la division inégale du travail n'appelle pas davantage de coopération positive entre pays du tiers monde, sauf à mener ensemble la lutte pour le relèvement des prix de leurs exportations primaires. Or, les pays du tiers monde sont des candidats fort inégaux quand il s'agit de tirer profit de cette nouvelle situation. Les mieux placés au plan du potentiel économique (ressources naturelles abondantes, prolétarisation plus avancée, etc.) et de la consistance politique (légitimation du pouvoir de la bourgeoisie locale, puissance militaire, etc.) pourraient aller plus vite dans la voie de la nouvelle dépendance s'ils disposaient également des marchés des pays moins développés et s'ils pouvaient avoir un accès direct à leurs fournitures de matières premières et de produits alimentaires à bon marché. Ils visent à être en quelque sorte des « relais de l'impérialisme ».

Un exemple illustrera cette division de l'articulation du tiers et du quart monde dans la nouvelle perspective globale. Les pays du Golfe, l'Egypte et le Soudan constitueraient ensemble, si les conditions politiques étaient réunies, un bon candidat à ce type de développement. Le Golfe fournirait les capitaux, l'industrie d'exportation serait concentrée en Egypte, et le Soudan exporterait vers ce dernier pays des produits vivriers. Mais même si l'agriculture soudanaise pouvait être modernisée pour fournir le surplus exportable nécessaire, sa productivité, pour longtemps encore, resterait inférieure à celle des pays avancés. Or, les produits alimentaires soudanais devront être compétitifs avec ceux de l'Amérique du Nord sur le marché

égyptien, de manière à maintenir les salaires les plus bas possibles en Egypte. Cela ne serait possible qu'à la condition que le paysan soudanais reste surexploité (rémunérations du travail plus inégales que la distribution des productivités). Le prolétaire égyptien le serait à son tour, son faible salaire, joint à sa productivité relativement élevée, permettant l'exportation de son produit vers les centres. Un échange inégal double et articulé opérerait au profit du centre, en vertu duquel le Soudan cesserait d'être dans sa dépendance directe pour devenir le partenaire de la périphérie de premier rang, où se concentre l'industrie exportatrice.

L'éclatement au plein jour des contradictions au sein du tiers monde, tant au plan économique qu'au plan politique (qu'on pense aux événements de la corne orientale de l'Afrique, du Sahara occidental, de l'Afrique centrale, du sous-continent indien, de l'Indochine, etc.) n'est pas l'expression de nationalismes anciens, précapitalistes, libérés par l'indépendance recouvrée. En fait, lorsque ces conflits passés sont ressuscités, c'est pour être mis au service de stratégies de bourgeoisies dépendantes, constituées ou en voie de l'être, qui aspirent à améliorer leur position dans le système mondial. L'appel aux puissances extérieures est rendu nécessaire par les faiblesses d'une stratégie incapable de répondre aux aspirations profondes des masses populaires et qui fait du tiers monde l'enjeu des superpuissances dans leur lutte pour la domination mondiale.

- 6) Lorsqu'on analyse l'évolution en cours comme l'expression du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, on voit que les centres nouveaux qui émergent sont les pays communistes et non ceux du tiers monde. Seuls les premiers sont en position, ayant rempli les conditions d'une construction nationale préalable, d'entrer dans le système sur un pied d'égalité. Mais précisément cette évolution du système revêt le caractère d'une manifestation de crise des rapports de production capitalistes.

Il est significatif en effet que l'expansion du capitalisme ne puisse plus aujourd'hui s'accomplir au centre que par un dévoiement de la transition socialiste. Lorsque cette transition n'a pas été amorcée, l'expansion reste de type périphérique. La problématique de la libération nationale demeure alors entière. Une nouvelle vague de luttes populaires est donc prévisible, comme en témoigne la montée du populisme dans le tiers monde.

b - La voie de la libération est celle du socialisme

- 1) Un développement véritablement autocentré ne peut être que populaire, car le développement extraverti, dans toutes les phases de l'évolution du système impérialiste, bénéficie effectivement aux classes dominantes privilégiées qui se constituent en alliance avec les monopoles. Inversement et complémentaiement, un développement populaire ne peut être que national et autocentré. Car, pour servir les grandes masses paysannes, l'industrialisation doit être d'abord mise au service de l'amélioration de la productivité rurale. De même que, si l'on veut servir les masses populaires urbaines, il faut renoncer à la production de luxe pour le marché local et l'exportation, qui sont fondées l'une et l'autre sur la reproduction d'une force de travail à bon marché.

Jusqu'ici, l'industrialisation du tiers monde n'a pas été envisagée pour servir au progrès de l'agriculture. A l'inverse des pays du centre, où la révolution agricole a précédé la révolution industrielle, les pays de la périphérie ont importé la seconde sans avoir amorcé la première. C'est pourquoi leur industrie reste parasitaire, au sens qu'elle nourrit son accumulation en ponctionnant le monde rural en termes réels (elle obtient sa main-d'œuvre à partir de l'exode rural) et financiers (par la ponction fiscale, les termes de l'échange internes défavorables aux paysans, etc.) sans contrepartie soutenant le décollage de l'agriculture.

Comment changer de cap ? D'abord, tous les critères de rentabilité, nécessairement fondés sur la reproduction des structures de prix et de distribution du revenu, doivent être abandonnés et être remplacés par d'autres critères d'allocation des ressources. Il conviendra sans doute, d'une part d'articuler un secteur moderne de l'industrie, rénové dans ses orientations de base, au secteur des petites industries rurales qui permettent de mobiliser directement les forces latentes de progrès, et d'autre part d'instituer une forme de collectivisation rurale, même à un niveau faible de développement des forces productives. C'est probablement à ces seules conditions que le progrès de l'agriculture, qui doit d'abord rattraper son retard historique, pourra financer une industrialisation saine et dégager un surplus vivrier capable d'assurer l'indépendance nationale.

Dans tous les cas, l'industrie remodelée de la sorte ne peut trouver ses modèles technologiques tout prêts dans les pays développés. Elle ne peut

davantage les trouver dans le passé technologique des centres, en empruntant des techniques de production d'hier, comme le suggère le thème des technologies intermédiaires. Le problème est forcément différent, puisque l'industrialisation doit permettre la révolution agricole, alors qu'au centre elle s'est bâtie sur elle. La question véritable n'est donc pas celle des conditions du transfert de technologie, mais celle de la création des conditions favorables à une créativité dans ce domaine. Les technologies empruntées véhiculent du reste nécessairement les rapports de production capitalistes, alors que le cadre social exigé par la révolution agraire et la mobilisation urbaine doit être socialiste avant de constituer une phase du développement du capitalisme.

- 2) Un modèle de développement autocentré, s'il n'est pas synonyme en théorie d'autarcie, risque d'y conduire, qu'on le veuille ou non, pour des raisons politiques internes et externes. Cela peut être le cas, non seulement pour des pays vastes, comme l'U. R. S. S. ou la Chine, mais même pour des petits (Corée, Vietnam, Cambodge, Cuba, Albanie). Bien que l'autarcie en elle-même ne soit nullement synonyme de développement autocentré (pensons à l'exemple de la Birmanie), elle peut en être, dans certaines circonstances, la condition.

Mais l'autarcie imposée risque aussi, si elle est trop brutale, de gêner le développement autocentré en lui imposant des coûts supplémentaires. Un pays qui choisit la voie autocentrée et populaire peut se trouver dans une situation telle qu'importer certains éléments nécessaires à l'accélération de son développement (notamment, dans certains cas, l'énergie, certaines matières premières, ou certains équipements) soit moins coûteux que de s'en passer.

Pour répondre à ce type de problèmes, les Etats libérés du tiers monde pourraient agir dans deux directions. La première est celle de l'entraide mutuelle. Ces pays, riches en ressources naturelles le plus souvent exploitées au profit exclusif des pays développés, pourraient échanger entre eux les matières premières utiles à leurs projets nationaux de développement autonome. Des échanges en matière de technologie pourraient en outre accélérer la mise en œuvre de techniques de production appropriées, les problèmes des uns et des autres étant souvent analogues.

La seconde direction d'action collective vise à modifier la division

internationale du travail entre pays développés et pays du tiers monde dans le sens d'une réduction de l'inégalité. Il ne suffit pas pour cela d'opposer, au monopole des consommateurs, des associations de producteurs de matières premières. Une stratégie de développement autocentrée exige en effet, pour commencer, le contrôle national, étatique, de l'exploitation des ressources naturelles. Entendons par là, non pas seulement la nationalisation formelle de cette exploitation, mais aussi et surtout la régulation du flux d'exportation, et sa réduction au niveau des importations exigées par la stratégie interne de développement autocentré. A l'heure actuelle, la stratégie extravertie est fondée sur une relation exactement inverse : les exportations sont d'abord poussées au maximum, en fonction de la demande des centres, et ensuite on se pose la question de savoir comment en utiliser les recettes. La réduction de l'inégalité dans la division du travail implique incontestablement la réduction des flux des exportations de matières premières. La formidable résistance du monde développé à cette réduction montre à l'évidence qu'il ne peut pas se passer de cette forme de pillage. S'il devait cesser, les centres seraient contraints de modifier leurs structures, pour s'adapter à une nouvelle division internationale du travail moins inégale. Alors, et alors seulement, on pourrait commencer à parler d'un véritable nouvel ordre mondial.

- 3) Les deux lignes générales, celle d'un nouvel ordre impérialiste et celle d'un ordre qui amorcerait réellement un progrès dans la libération des peuples du tiers monde, ne constituent pas deux thèmes abstraits, deux branches d'une alternative théorique. Elles se heurtent déjà dans les faits, et font l'objet de conflits quotidiens.

La raison en est avant tout le caractère contradictoire du mouvement de libération nationale, qui est à la fois l'expression du développement du capitalisme — un capitalisme faible, périphérique, dépendant, incapable de réaliser les objectifs d'un capitalisme achevé — et de la crise qu'il engendre. Ces forces se heurtent au sein de tous les régimes du tiers monde, que ce soit ceux qui ont rompu avec le capitalisme (mais où les tendances bourgeoises persistent) ou les autres. Ces Etats capitalistes ne présentent pas en effet le caractère accompli et unilatéral des Etats centraux; d'où la volatilité de leurs régimes et la gamme variée des situations, allant du néocolonialisme triomphant au nationalisme en conflit avec l'impérialisme, en passant par les néo-colonialismes honteux ou en crise.

III - La structure de classe du système impérialiste

1) Les développements précédents permettent de situer les données quantitatives relatives à la structure de la distribution de la population active et du revenu à l'échelle de l'ensemble du système impérialiste. Le tableau suivant considère l'ensemble de la population des centres (Etats-Unis et Canada, Europe occidentale, Japon, Australie : 370 millions d'actifs) et des périphéries (Amérique latine, Afrique, Asie non communiste : un milliard d'actifs).

La population active des centres capitalistes, constituée dans son écrasante majorité de salariés urbains, se partage en trois tiers sensiblement égaux qui sont : la classe ouvrière, les petites bourgeoisies anciennes et nouvelles prolétarisées, les couches et classes moyennes (essentiellement salariées) et capitalistes.

La population de la périphérie est encore aux quatre cinquièmes rurale (seule l'Amérique latine et le monde arabe sont déjà fortement urbanisés) et on estime que 75 % des paysans sont pauvres ou exploités. Mais la population urbaine des périphéries (400 millions) représente déjà environ les deux tiers de celle des centres (600 millions) et s'accroît beaucoup plus vite. Le chiffre des chômeurs déjà concentrés dans les villes du tiers monde est au moins de 50 millions selon les estimations les plus conservatrices, soit deux fois le chiffre des chômeurs au centre en temps de crise et six ou sept fois en temps de prospérité.

La bourgeoisie et les couches sociales privilégiées qui lui sont attachées, représentant environ un dixième de la population du système, accaparent près de la moitié du revenu, ce qui correspond en gros à un taux de surtravail extorqué par rapport au travail payé de l'ordre de 100 %. La concentration de la bourgeoisie au centre du système résulte évidemment de son caractère impérialiste. La composante rurale domine encore largement la bourgeoisie périphérique. A la périphérie, seule la bourgeoisie urbaine accède à des styles de vie de type européen et cette classe représente à peine 1 % de la population. Cette faiblesse est d'autant plus remarquable que la moitié des effectifs et des revenus de la bourgeoisie périphérique urbaine proviennent de l'Amérique latine.

Structure de classe du système impérialiste (1975)

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
-----	-----	-----	-----	-----

	Millions d'actifs	Proportion de (1)	Revenu par actif (!) \$	Revenu global (mlds (4)) \$	Proportion	
— Centres	35	3 %	4 350	150	6 %	
Paysannerie.....	50	4 %	2900	150	6 %	
Classe ouvrière	60	4 %	4600	270	10 %	
.....	110	8 %	5200	570	21 %	
catégorie inférieure	90	7 %	13000	1080	40 %	
.....	25	2 %	»	»		
catégorie supérieure	}43 %					
.....						
Petite bourgeoisie prolétarisée ...						
Couches moyennes et bourgeoisie ...						
Chômeurs						
Total A						
— Périphéries						
Paysannerie						
.....						
pauvre et exploitée						
.....						
propriétaires et capitalistes.....						
Classe ouvrière						
.....						
Petite bourgeoisie prolétarisée...						
Couches moyennes et bourgeoisie...						
Chômeurs urbains						
.....						
Total B						
Total général						
	370	27 %	6000	2220	83 %	
		600	44 %	200	120	4 %

	150	11 %	400	60	2 %
	50	4 %	1000	50	2 %
	50	4 %	600	30	1
	80	6	800	65	2 %
	20	1 %	6800	135	5 %
	50	4 %		»	»
}11 %	1000	73 %	460	460	17 %
	1370	100 %	1950	2680	100 %

Toutes les autres classes sociales fournissent, sous des formes diverses, un surtravail au bénéfice du capital qui domine l'ensemble du système et exploite les uns et les autres. C'est le cas non seulement de la classe ouvrière, mais encore de la petite bourgeoisie prolétarisée (employés salariés de plus en plus déqualifiés) ou paupérisée (petits producteurs enchaînés par les mécanismes du marché) et de la grande masse des paysans. Les îlots hors du système — les réserves ethnographiques — sont aujourd'hui insignifiants.

Un tiers de la classe ouvrière occupée est aujourd'hui exploitée par le capital à la périphérie du système, où elle côtoie une masse de chômeurs au moins égale. Produisant dans des conditions techniques souvent comparables, mais dépourvue des droits les plus élémentaires, cette fraction de la classe ouvrière reçoit des salaires qui ne dépassent pas un sixième de ceux de la classe ouvrière exploitée au centre du système (le taux de la plus-value est sans doute ici, en moyenne, de l'ordre de 400 à 500 %). Le chiffre absolu de la classe ouvrière (travailleurs manuels salariés) de la périphérie n'est donc plus négligeable. Mais la quasi-totalité sont employés dans des entreprises de faible dimension, en dehors de quelques unités de mines, transports et industries de transformation, souvent multinationales. Cette caractéristique de la classe ouvrière de la périphérie ne traduit pas forcément le fait d'une productivité moindre (correspondant à la moindre concentration du capital, notamment indigène), car ces petites entreprises sont souvent modernes; elle traduit surtout la structure de la division internationale inégale du travail industriel et donc le poids relatif plus important à la périphérie des industries légères, de la sous-traitance et de la maintenance. Compte tenu des différences de modes et de coûts de la vie entre la ville et la

campagne, les salaires moyens de la classe ouvrière sont souvent aussi faibles que les revenus de la paysannerie.

Au centre, la classe ouvrière est, de plus en plus, divisée en deux fractions dont la plus exploitée croît en proportion relative et se trouve progressivement dépossédée des droits conquis. Ce type de division de la classe ouvrière n'est sans doute pas entièrement nouveau, mais il a pris un caractère plus systématique, qui résulte de stratégies globales du capital inaugurées au cours de la deuxième guerre mondiale aux Etats-Unis (lorsque la population noire prend la place de l'ancienne classe ouvrière dans les métropoles du Nord) et étendues à l'Europe après la guerre avec l'immigration massive des années 60. Elle a déjà entraîné des effets politiques et idéologiques caractéristiques : opposition des vieilles organisations, syndicales et partisans, mouvements spontanés, instabilité des emplois, marginalisation des jeunes, conjonction avec la composante ouvrière du mouvement féminin, etc. Fondée sur des clivages nationaux, raciaux, régionaux ou sexuels, cette division a modifié radicalement les conditions de la lutte des classes par rapport à ce qu'elles étaient il y a seulement un demi-siècle. Immigrés, minoritaires, femmes et jeunes constituent aujourd'hui près de la moitié de la classe ouvrière des centres.

La fraction supérieure de la classe ouvrière des centres ne croît plus en effectifs, et donc diminue en proportion. Elle reste fortement organisée, mais elle comprend désormais une proportion importante de contremaîtres, surveillants, etc., dont les tâches se situent à cheval entre la production directe et l'organisation du travail. L'« aristocratie ouvrière », solidaire du système social et idéologique capitaliste, se recrute dans cette catégorie.

L'armée active de réserve industrielle n'a jamais été inférieure à 25-33 % de la classe ouvrière. Mais sa grande masse, structurellement stable, est de plus en plus localisée à la périphérie. Il s'agit là encore d'un phénomène nouveau, postérieur à 1945. Les fluctuations conjoncturelles du chômage au centre restent relativement modestes par rapport à la croissance continue de l'armée de réserve à la périphérie, même en période de prospérité. Les tendances nouvelles de la division internationale du travail s'articulent sur cette structure.

La masse numérique de la petite bourgeoisie prolétarisée, salariée pour l'ensemble, est déjà plus importante que celle de la classe ouvrière à

l'échelle du système dans son ensemble. Le niveau de vie de cette nouvelle strate prolétarienne — elle n'a plus que sa force de travail à vendre — n'est pas significativement différent de celui de la classe ouvrière. Sa concentration au centre du système résulte dans une large mesure de la division internationale du travail inégale entre le centre et la périphérie. Les effets idéologiques de la formation de cette nouvelle couche prolétarienne sont déjà visibles : mouvements radicaux américains axés sur une problématique différente de celle de la classe ouvrière traditionnelle (problèmes personnalisés, mode de vie, féminisme, etc.), en liaison peut-être avec la nature de l'intégration de cette catégorie dans le processus de travail, néo-libertarisme et anarchisme européen, etc. La question reste de savoir comment se cristallisera cette catégorie : en classe autonome, en fraction du prolétariat, ou en petite bourgeoisie oscillante ?

La catégorie « petite bourgeoisie prolétarisée » des périphéries est plus hétérogène qu'au centre : la sous-catégorie des salariés du secteur moderne (l'analogue de la nouvelle petite bourgeoisie) est ici minoritaire (30 millions ?), tandis que la sous-catégorie des artisans, petits commerçants et domestiques est encore majoritaire.

La masse de la paysannerie pauvre (microfundiaires, petits paysans démunis de moyens de production techniques modernes) et exploitée (ouvriers agricoles, métayers, etc.) de la périphérie constitue la masse principale des producteurs du système impérialiste : 44 % à elle seule, 55 % si l'on prend en considération les paysans moyens. Les revenus de cette énorme masse sont insignifiants : 4 % du produit total du système impérialiste.

- 2) Peut-on utiliser ce tableau, considéré comme un tableau de la contrepartie en revenus de la production dans le système capitaliste, pour analyser les contradictions au sein de ce système et dégager les tendances de l'accumulation qu'elles commandent ? Pour l'économiste vulgaire, pas de problème.

Les prix constituent la seule réalité économique; le revenu de chaque classe correspond donc à sa contribution à la production, la productivité de chaque facteur étant mesurée par sa rémunération, aux imperfections de la concurrence près.

Aux yeux du marxiste vulgaire, pas de problème non plus : pour le groupe

A, la valeur produite s'élève à 2 220 milliards de dollars (donc à 8 700 dollars pour chacun des 255 millions de travailleurs productifs); la valeur de la force de travail est mesurée par la valeur payée aux producteurs (ici, 1 040 milliards de dollars); la plus-value est de 1 080 milliards de dollars et le taux de la plus-value de 100 % environ. Pour le groupe B, on ne peut parler de mode capitaliste au sens strict mais on peut parler de surtravail, puisqu'il s'agit d'une société de classes (« mi-féodale, mi-capitaliste »); la valeur produite s'élève à 460 milliards de dollars, donc à 520 dollars par travailleur productif (au nombre de 880 millions); la productivité du travail serait en moyenne de 6 % de ce qu'elle est en A; le volume du surtravail extorqué par les exploités — propriétaires fonciers et capitalistes — s'élève à 185 milliards; et le taux du surtravail par rapport au travail nécessaire est de 67 %. Bien que les travailleurs de B soient plus pauvres que ceux de A, ils seraient moins exploités.

Nous refusons cette façon de voir les choses, qui occulte systématiquement le fait impérialiste. En fait, c'est la nature même du tableau qui fait problème. Les prix dans lesquels sont comptabilisés les revenus constituent une catégorie empirique immédiate résultant de l'addition de la rémunération réelle du travail que permettent les conditions de son exploitation et d'un profit calculé autour d'un certain taux (ou de plusieurs). Or, on ne peut déduire les productivités comparées de la comparaison des revenus (salaires 4- profits). Il faut faire le contraire : partir de l'analyse comparative des conditions de travail qui définissent les productivités comparées et les taux d'extraction du surtravail. Car les tendances aux péréquations du profit se superposent à des combinaisons entre la rémunération du travail et sa productivité variables en raison des conditions de l'exploitation.

Certes, le capital ne domine pas réellement l'ensemble des processus de travail au sein du système : la grande masse de la production agricole et une bonne partie de la petite production artisanale sont seulement soumises à la domination formelle du capital sur le processus de production, sans que celui-ci s'immisce toujours dans le processus immédiat de travail. Mais le surtravail fourni par les paysans exploités, extorqué par leurs exploités traditionnels, prend la forme de marchandises circulant dans l'ensemble du système. Bien sûr, on ne saurait réduire les formes de cette intégration à une seule, passe-partout.

Tantôt l'intégration est située exclusivement sur le terrain du marché, le capital n'intervenant pas du tout dans le processus de travail immédiat, tantôt, et de plus en plus, cette immixtion apparaît clairement, le producteur demeurant libre d'apparence, mais étant contraint d'acheter des engrais, des insecticides, des instruments et des machines agricoles, de produire tel ou tel produit sous la surveillance des acheteurs, de l'agro-industrie, ou des services d'encadrement ou de vulgarisation qui lui imposent des techniques de production données. La soumission formelle au capital prend ainsi progressivement corps. C'est cette domination globale du capital sur le système qui permet de parler de la valeur comme de la catégorie dominante générale de la forme du produit. Naturellement, le champ de la catégorie de plus-value est plus limité et ne saurait, comme celle de surtravail, être étendu aux modes précapitalistes. Mais la domination du capital permet la transformation du surtravail des producteurs exploités hors du mode capitaliste en plus-value et, finalement, profit accaparé par les monopoles. De ce fait, il est pertinent de ramener la masse du sur travail accaparé par le capital (masse engendrée dans le mode capitaliste et dans les modes précapitalistes intégrés et soumis) à la valeur payée à la force de travail exploitée directement et indirectement par ce capital. Cela donne un taux de plus-value global du système qui commande le niveau du, ou des, taux de profits.

Nous avons tenté de mesurer, dans ces conditions, la répartition de la valeur entre les classes en présence. On a supposé pour cela que, dans les industries de la périphérie, les productivités du travail étaient comparables à ce qu'elles sont dans les branches analogues des industries du centre, que dans l'agriculture, par contre, la productivité était dix fois inférieure à la périphérie (c'est l'estimation de la F. A. O.), et que, dans le tertiaire, la productivité représentait à la périphérie 30 % de ce qu'elle est au centre dans les activités analogues. Au total, dans ces hypothèses, le surtravail extra extorqué aux producteurs de la périphérie, du fait des conditions d'exploitation plus sévères qu'ils subissent, est de l'ordre de 300 milliards.

Où va-t-il ? Si l'on admet que le revenu de la bourgeoisie de la périphérie (135 milliards) résulte d'une rémunération du capital qu'elle contrôle au taux normal (le même que celui des secteurs non monopolisés ailleurs), ce

surtravail est transféré au centre, où il grossit en fait les revenus de la classe capitaliste (qui, sans lui, ne serait que de 780 milliards au lieu de 1 080), et peut-être même, en partie, ceux des travailleurs exploités par ailleurs. En tout cas, l'existence de cette masse de surtravail extra, quelle que soit sa destination, permet de relever le taux moyen d'exploitation et du profit à l'échelle du système. Sans elle, le taux d'extorsion de surtravail serait de 57 % au lieu de 90 %.

Précisons que cette illustration chiffrée de la nature du problème impérialiste n'est nullement arbitraire. Au contraire, les chiffres de base et les hypothèses retenues sont conservateurs et tendent à sous-estimer l'ampleur du surtravail extorqué à la périphérie du système.

Comment cette surexploitation est-elle possible ? Le moyen en est la survivance — mieux, la reproduction — des rapports d'exploitation précapitalistes. La distorsion dans la structure du développement fondé sur la division internationale inégale du travail qu'impose l'impérialisme entraîne la reconstitution continue d'une réserve industrielle de chômage massif à la périphérie, alors que la même division du travail réduit cette réserve au centre, transférant la contradiction immanente du mode capitaliste vers les périphéries du système qu'il domine; cela crée au jeune prolétariat, par ailleurs privé de tous droits, des conditions de lutte très défavorables.

Mais il faut poursuivre notre analyse. S'il y a transfert, c'est bien la preuve que le système de surexploitation fonctionne au bénéfice du capital des monopoles. Les classes exploiteuses locales ne sont que des intermédiaires dans cette exploitation, des alliés subalternes. C'est là que se situe leur responsabilité : dans leur collusion avec l'impérialisme. Et c'est parce que l'impérialisme bénéficie de cette surexploitation qu'il opère par le biais des alliances internationales de classes. A leur tour, celles-ci ont permis la reproduction des rapports précapitalistes d'une part et celle de la distorsion dans le développement du capitalisme, fondé sur une division internationale inégale du travail, d'autre part. C'est pourquoi ce développement historique n'a généralement pas détruit à la périphérie les modes précapitalistes, mais les a plutôt reproduits en se les soumettant. Ce point échappe souvent aux analystes superficiels qui assimilent développement du capitalisme périphérique et développement du capitalisme tout court.

Le transfert de surtravail bénéficie-t-il alors au capital dominant, ou aux travailleurs des centres, ou aux deux ? Il serait étonnant que l'essentiel de ce transfert de surtravail ne bénéficiât point au capital des monopoles : après tout, dans la lutte des classes, c'est lui qui a le dernier mot et qui définit donc les stratégies de la division internationale du travail conformes à son intérêt, lequel est de relever le taux global d'exploitation. Il n'empêche que ce transfert façonne la société dans son ensemble et détermine simultanément les conditions d'une reproduction asymétrique, accélérant la capacité d'accumulation au centre, la réduisant et la déformant à la périphérie. Le transfert reproduit donc les conditions de la division internationale inégale du travail. C'est cette structure asymétrique qui permet aux travailleurs du centre de mener leurs luttes de classes économiques dans des conditions plus favorables, autorisant la croissance parallèle en longue période des salaires et de la productivité, laquelle entraîne une perte relative que le capital compense par l'élévation continue du taux d'extraction du surtravail à la périphérie. Mais, en même temps, ces conditions créaient un terrain favorable aux illusions politiques du réformisme, devenu de ce fait hégémonique chez les travailleurs des centres. C'est par ces idéologies — solidarités nationales interclassistes, fondées sur la reconnaissance de l'importance décisive des sources d'approvisionnement en matières premières pour assurer la croissance régulière des centres, nationalismes anciens et nouveaux, panoccidentalisme à relent raciste —, plus que par la corruption matérielle de l'aristocratie ouvrière, d'ailleurs difficile à estimer, que se reproduit l'hégémonie idéologique impérialiste.

- 3) Dire dans ces conditions que le mode de production capitaliste définit l'ensemble du système est certainement correct, et implique que la contradiction fondamentale est bien celle qui oppose le travail au capital. Mais cela n'est pas suffisant, parce que le système ne saurait être réduit au mode capitaliste étendu à l'échelle mondiale. Cette contradiction fondamentale s'exprime par le biais de contradictions spécifiques; la plus importante de celles-ci, qui modèle l'évolution réelle du système, en est aussi la contradiction principale.

Sur ce point, trois thèses sont en présence. La première nie la distinction entre la contradiction fondamentale et la contradiction principale. Elle considère donc que la contradiction principale est celle qui oppose la bourgeoisie au

prolétariat des centres. La théorie sur laquelle elle se fonde est l'économisme du marxisme vulgaire. En fait, sa méthode, qui part des prix et des revenus, ignore la lutte des classes et verse dans l'économisme. Dire que la productivité à la périphérie représente 6 % de celle du centre parce que le produit par travailleur (aux prix constatés) est de 6 %, c'est ignorer les rapports de production ainsi que le processus de travail et d'extorsion du surtravail. Peu importe alors que ces théories soient accompagnées de déclarations concernant la prééminence des rapports de production sur la circulation, etc. : ce ne sont là qu'adjonctions verbales en contradiction avec l'essence de la méthode d'analyse adoptée. Ce courant pro-impérialiste au sein d'un marxisme réservé à 4 % des travailleurs exploités du monde capitaliste n'a plus vocation à agir comme force subversive. Il ne parvient d'ailleurs même plus à s'imposer à ces 4 % dont il se proclame le drapeau; ils abandonnent progressivement toute référence, même verbale, au marxisme, qui se réfugie alors dans le discours académique. Au contraire, notre analyse répond aux intérêts de 90 % des hommes et des femmes du monde capitaliste. Elle fonde l'alliance ouvrière-paysanne, celle de tous les travailleurs exploités, sur la base de l'internationalisme, c'est-à-dire les conditions nécessaires pour changer le monde.

La méthode que nous rejetons a pour fondement une conception occidentalocentriste et linéaire de l'histoire, car elle conduit à inscrire les luttes actuelles dans la perspective du développement du capitalisme et non de son renversement : si le sous-développement est retard et non surexploitation, l'accumulation capitaliste finira par le surmonter; le mouvement de libération nationale est partie intégrante de la révolution bourgeoise, toujours montante; la résistance éventuelle des paysans à ce développement est vaine et réactionnaire. Au contraire, notre thèse est que la libération nationale fait partie de la crise du capitalisme, de la révolution socialiste; et la résistance des paysans aujourd'hui, à l'époque impérialiste, est révolutionnaire, parce qu'elle jette les fondements de l'alliance ouvrière-paysanne.

La seconde thèse donc, la nôtre, considère que la contradiction principale du système est celle qui oppose le capital dominant des monopoles aux classes les plus exploitées, le prolétariat et la paysannerie pauvre de la périphérie. Bien entendu, la contradiction principale n'est pas la seule contradiction dans le système. Mais, tant que la classe ouvrière au centre aura renoncé à son

projet de société sans classes, quelle que soit l'acuité des luttes économiques qu'elle mène, son combat ne peut devenir la force principale qui modèle la transformation du monde. Le fait est que les transformations majeures sont les ruptures avec le capitalisme à la périphérie du système. Les transformations qui ont jalonné l'histoire du dernier siècle — la constitution d'Etats capitalistes périphériques et la modification concomitante de la division internationale du travail — résultent bien des luttes de libération nationale; la manière dont sont surmontées les contradictions entre les classes qui sont parties prenantes dans ces luttes de libération nationale apparaît donc comme la force déterminante dans l'évolution du système.

La troisième thèse considère que la contradiction principale du système est celle qui oppose le « camp socialiste », réduit pratiquement aux Etats « socialistes », au « camp capitaliste ». Cette thèse suppose évidemment que les Etats en question sont réellement socialistes, que l'objectif principal du capitalisme est de les détruire en tant que tels et que, par conséquent, la stratégie des classes ouvrières et des peuples opprimés doit être soumise à l'objectif prioritaire de défendre ces « bastions ». La thèse s'effondre dès lors qu'on pense que ces Etats ne sont pas socialistes. De surcroît, si l'Union soviétique a été effectivement « encerclée » et si elle se trouvait en état d'infériorité militaire jusqu'aux années 60, cela n'est plus le cas. En fait, la thèse est un alibi théorique destiné à renforcer la diplomatie de puissance de l'U. R. S. S.

IV - La question nationale à la périphérie du système impérialiste

1) La question nationale, qui au xix^e siècle était principalement celle des nations européennes opprimées, s'est transférée, au xx^e siècle, en Asie et en Afrique, où elle est devenue la question coloniale.

Ce transfert n'est pas seulement géographique. Corrélatif à la formation du système impérialiste, il implique un changement dans la nature même de la question nationale. L'ancienne question, celle des nationalités européennes opprimées par des régimes d'absolutisme féodal, fait partie de la révolution bourgeoise inachevée. La nouvelle, celle des peuples opprimés par le capitalisme impérialiste, fait partie de la révolution socialiste montante. Elle est, plus exactement, l'une de ces revendications de nature « bourgeoise démocratique » (comme la revendication paysanne

de la réforme agraire) qui ne peuvent être satisfaites qu'au cours de l'étape bourgeoise d'une révolution ininterrompue sous la direction du prolétariat. L'axe principal de la nouvelle question nationale est donc défini par son caractère anti-impérialiste. On étudiera ici la nature des nations opprimées par l'impérialisme et leurs caractéristiques aujourd'hui, par opposition à celles qui définissaient hier les nations opprimées d'Europe.

- 2) Il ne suffit pas de proclamer que le développement capitaliste engendre nécessairement la transformation des ethnies en nations (d'autant que ce processus n'en a pas été l'unique voie de constitution); il faut préciser que seule la constitution d'un capitalisme central permet à la formation nationale de prendre consistance. Au contraire, le développement capitaliste dans ses formes périphériques désagrège la société et s'oppose à sa constitution éventuelle en nation. La raison en est que ce capitalisme n'est pas fondé sur le renforcement systématique du marché local des marchandises, du capital et du travail comme axe de son développement, d'un développement autocentré. L'intégration au système international sur la base d'une division internationale inégale du travail et le caractère extraverti de l'économie, modernisée à partir de ses secteurs exportateurs nouveaux, ne façonne pas un marché intérieur décisif. Dans la mesure où celui-ci se constitue, il devient la base d'une industrie de substitution d'importations axée exclusivement sur la demande des classes exploiteuses. La production pour la satisfaction des besoins des grandes masses reste pour l'essentiel organisée dans le cadre rural de l'autosubsistance, par suite des modalités de la domination formelle prédominantes.

La domination écrasante du capital étranger enlève toute signification à l'expression de « marché des capitaux » : le capital local, émietté et subalterne, ne parvient pas à atteindre la masse nécessaire pour constituer un tel marché; et le système monétaire et financier demeure lui aussi extraverti, partiel et limité dans ses fonctions. La prédominance de la domination formelle interdit enfin de parler d'un marché généralisé de la force de travail, en dépit de l'importance relative de l'armée de réserve du chômage urbain.

Tous ces phénomènes de désarticulation de l'économie et de la société sous-développée constituent un handicap à la formation nationale. Ils modifient aussi, de la même manière, le sens et le contenu de l'Etat. La

thèse la plus extrémiste dans ce domaine (cf. 77d-10) prétend que l'Etat à la périphérie n'est rien de plus qu'une administration, excroissance de l'Etat impérialiste dominant, et qu'on ne saurait transposer à ce cas l'analyse marxiste classique définissant l'Etat à partir du bloc hégémonique des classes locales exploiteuses. Mais cette thèse ne permet pas de comprendre les différences qui séparent l'Etat féodal-compradore (impérial chinois, par exemple), de l'Etat bourgeois dépendant (de l'Egypte moderne), l'Etat néocolonial (gouvernée par une bureaucratie compradore proche de l'administration coloniale) de l'Etat populiste, nationaliste, etc. Elle substitue à l'analyse en termes d'alliances (capital impérialiste dominant/classes exploiteuses locales subalternes courroies de transmission) variables (hier, l'alliance féodale-compradore; aujourd'hui, l'alliance bourgeoise dépendante) une analyse en termes d'« agents de l'étranger ». Elle a malgré tout le mérite d'attirer l'attention sur la soumission des classes exploiteuses dans l'alliance internationale et la représentation directe des intérêts de classes étrangères.

La thèse correcte concernant l'Etat du capitalisme périphérique contemporain doit partir de l'analyse concrète du bloc local hégémonique, courroie de transmission de la domination impérialiste. Parce que ce bloc est subalterne, les pays de la périphérie constituent des maillons faibles de la chaîne impérialiste. De ce fait, le bloc révolutionnaire peut se constituer plus aisément et, dans le cadre de la stratégie générale de la révolution ininterrompue par étapes, passer des alliances tactiques efficaces, susceptibles d'effriter le bloc hégémonique.

- 3) L'une des caractéristiques par lesquelles se manifeste l'absence de construction nationale est la nature foncièrement étrangère de la culture de la bourgeoisie locale. Dénationalisées, acculturées, ces classes dominantes acquièrent progressivement l'allure d'étrangers dans leur propre pays par leur style de vie quotidien, calqué sur celui de l'*homo consumens universalis*. A l'extrême, on en arrive à la caricature du bilinguisme : la classe dirigeante utilise l'idiome des anciens maîtres coloniaux, tandis que le peuple continue à parler des langues vernaculaires. Comment parler de nation et de culture nationale dans ces conditions ?
- 4) Les peuples de la périphérie, séparés par des frontières le plus souvent arbitraires et artificielles, ne constituent donc, dans le cadre de la majorité des Etats qui définissent leur existence internationale, ni une ni plusieurs

nations. Ils sont formés d'une ou de plusieurs ethnies parfois proches (au plan linguistique, par exemple), parfois éloignées, tantôt clairement séparées géographiquement, tantôt enchevêtrées et vivant en symbiose (exemple : des agriculteurs et éleveurs d'ethnies différentes coexistant sur le même territoire), très inégales également par le chiffre de leur population. Parfois ces ethnies ont conservé, pour la totalité de leurs membres ou certaines fractions, des formes d'organisation sociale plus ou moins anciennes (claniques ou tribales), parfois elles sont constituées en ethnies précapitalistes tributaires avancées (quasi-nations).

Des modalités diverses d'oppression d'origine lointaine ou récente caractérisent les rapports entre elles. Il y a les peuples conquis et les peuples conquérants des époques antérieures, les majoritaires et les minoritaires, ceux que le développement capitaliste périphérique a favorisés et ceux qu'il a défavorisés, ceux qui prédominent dans les élites urbaines et ceux qui en sont exclus, etc. L'ensemble de ces réalités créent des conditions défavorables à la maturation de la conscience de classes. Les luttes de classes se manifestent fréquemment comme des luttes ethniques; elles peuvent donc être manipulées de l'intérieur et de l'extérieur par des classes réactionnaires et des forces impérialistes.

- 5) Le mouvement de libération nationale est souvent, dans ces conditions, un mouvement national sans nation. L'unité des classes anti-impérialistes à un moment donné peut certes donner le moyen de surmonter les divisions. Le panafricanisme de N'Krumah, d'où est sorti l'O. U. A., l'unité panindienne et même, à l'inverse, l'unité artificielle du Pakistan, témoignent de cette possibilité. Mais ce genre d'unité nationale, ou pseudo-nationale, survit difficilement aux circonstances qui l'ont rendue possible un moment. L'indépendance acquise, les contradictions internes reprennent le dessus. Une étude systématique de ces contradictions mériterait plus d'attention qu'elles n'en ont reçu jusqu'ici : l'éclatement du Pakistan, la menace permanente qui pèse sur l'Inde, les guerres civiles de l'ex-Congo dans les années 60, la guerre civile au Nigeria, les événements de la corne orientale de l'Afrique et du Sahara occidental, les soulèvements tribaux (par exemple au Soudan méridional) montrent la fragilité de ces unités étatiques non nationales.

Quelle doit être, dans les conditions, l'attitude de l'avant-garde populaire à l'égard des problèmes de nationalités ? Elle ne peut certes en nier

l'existence, comme c'est le cas de tant de positions officielles. Elle ne peut se contenter de réclamer l'abolition de l'exploitation de classes : elle doit explicitement inscrire dans son programme la lutte effective et immédiate contre toutes les formes de discrimination, d'inégalité et d'oppression fondées sur l'ethnie, la langue, la religion, les mœurs. Mais doit-elle aller jusqu'à proclamer le droit de libre disposition de toutes les nations jusqu'à la sécession ?

Deux principes doivent être retenus. Le premier est qu'effectivement le droit de libre disposition doit être reconnu, en principe jusqu'à la sécession. Le second est que la sécession ne doit être acceptée qu'à la dernière extrémité, lorsqu'il n'y a plus moyen de faire autrement, lorsque l'avant-garde n'aura pas réussi à faire accepter par les masses exploitées la perspective d'une lutte pour une autonomie locale véritable dans le cadre d'un Etat unifié aussi vaste que possible; car la lutte anti-impérialiste n'a rien à gagner de l'affaiblissement des Etats de la périphérie par une balkanisation qui risque d'être sans fin.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'il faut se garder de qualifier a priori un groupe socio-ethnique de « nationalité » ou de « non-nationalité » pour faire ensuite dépendre ses droits de cette qualification. Qui d'autre que les intéressés eux-mêmes aurait le droit d'octroyer cette reconnaissance ? La lutte pour l'abolition de l'exploitation des classes exige qu'on combatte toutes les formes d'oppression, quelles qu'elles soient. Socialisme signifie démocratie de masse réelle, donc aussi décentralisée que possible à chaque étape de son développement.

- 6) Les Etats du tiers monde sont toujours fragiles. Mais ils le sont à des degrés divers, selon les caractères de leurs antécédents précapitalistes et la nature du bloc hégémonique au pouvoir. Ces antécédents sont tantôt ceux de nations, de quasi-nations tributaires ou d'ethnies compactes, tantôt ceux d'émiettements tribaux sans unité historique et linguistique. Le bloc au pouvoir est tantôt constitué autour de classes latifundiaires plongeant leurs racines dans l'histoire nationale précoloniale, tantôt organisé autour d'une bourgeoisie industrielle nettement constituée, même si elle est récente, tantôt, au contraire, formé presque exclusivement d'une couche bureaucratique compradore légère, sans racines locales, fabriquée par le colonisateur.

La conjonction de l'émiettement ethnique et du pouvoir bureaucratique

compradore définit un type d'Etat particulièrement instable. Ce n'est pas un hasard si cette conjonction, prédominante en Afrique sub-saharienne, s'accompagne de l'absence de langues nationales et d'une aliénation culturelle dans ses formes les plus violentes. Le triste passé de régions entières du continent façonnées à l'époque de la traite négrière aggrave encore la faiblesse de ces sociétés. La traite des esclaves n'a pas seulement saigné à blanc des peuples entiers; elle a aussi engendré la constitution d'Etats militaires trafiquants côtiers et produit une idéologie locale de despotisme corrompu. La christianisation ultérieure a perpétué la dépendance culturelle vis-à-vis de l'Europe, tandis que le pouvoir bureaucratique compradore pouvait reproduire les modèles idéologiques despotiques et corrompus de la traite. L'Etat nouveau, constitué sur ces bases, parviendra-t-il à engendrer la nation et la société civile ? Coincé entre l'impérialisme dominant, capable d'intervenir efficacement avec des moyens réduits (coups d'Etat, pénétrations militaires opérées par quelques centaines de mercenaires, etc.), et l'émiettement tribal, il n'arrive pas à se stabiliser. Les luttes paysannes, qui revêtent alors toujours des dimensions tribales, peuvent le menacer, être manipulées de l'extérieur et de l'intérieur, engendrant un éclatement de la bureaucratie compradore. Ces conjonctions expliquent pour une large part les régressions dont la fréquence s'accélère sur le continent. Sans doute la formation d'une société civile, séparée de l'Etat, concomitante au développement capitaliste achevé, est-elle partout dans le tiers monde embryonnaire. Mais elle est plus ou moins amorcée, et elle ne peut guère l'être dans les situations les plus fragiles.

Peu de penseurs politiques, ayant pris conscience de ces problèmes, osent les aborder. C'était sans doute la grandeur de N'Krumah d'avoir tenté de surmonter cette situation par le panafricanisme. Utopie, sans doute. Mais utopie qui a eu des effets forts et réels, sans lesquels peut-être la mise en place des Etats contemporains eût été encore beaucoup plus aléatoire.

- 7) Le mouvement de libération nationale a néanmoins parfois opéré au sein d'une situation différente, dans de véritables nations précapitalistes (tributaires achevées) ou quasi-nations de ce type, fortes et homogènes (Chine, Corée, Vietnam, Cambodge pour les pays libérés, Egypte, Maroc, Iran, Madagascar, Sri Lanka, Birmanie, Thaïlande et même Indonésie pour les pays encore sous obédience impérialiste). Des problématiques

spécifiques relativement à la question nationale se superposent parfois à celles de la nation locale, comme la problématique de la nation arabe, ou celle du panhispanisme latino-américain.

Ces conditions ont généralement constitué un facteur favorable à la radicalisation des luttes de classes. En Asie orientale, on a assisté à une conjonction particulièrement efficace de trois éléments confluents : premièrement, le caractère marqué de la différenciation des classes rurales sur la base d'un féodalisme cru, qui a été le fondement du soulèvement révolutionnaire des paysans; deuxièmement, l'existence d'un noyau prolétarien et d'une intelligentsia plongeant ses racines culturelles dans l'histoire nationale, confrontés à la réalité sociale, politique et idéologique de l'exploitation impérialiste; et, troisièmement, le caractère marqué d'une existence nationale homogène des peuples (chinois, vietnamien, cambodgien, coréen). Ce n'est pas un hasard si c'est dans cette région que la libération nationale a ouvert la voie à la constitution d'Etats nationaux puissants, populaires, dont l'engagement dans la longue transition socialiste a le plus de chances. Ce n'est pas un hasard si, au Congo en 1960-63, ou en Ethiopie à l'heure actuelle, des luttes anti-impérialistes et sociales de grande ampleur ont échoué ou ne parviennent que beaucoup plus difficilement à se radicaliser et à se cristalliser autour d'une stratégie correcte.

8) Les débats marxistes concernant la question coloniale et nationale sont encore peu avancés. Les points de vue exprimés par Marx et Engels ne constituent pas en effet un ensemble suffisant pour en tirer des conclusions générales utiles aujourd'hui. Les points de vue développés ultérieurement dans les congrès de la II^e et III^e internationales, par Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky, Staline, abordent essentiellement deux séries de questions : celles qui concernent les modes de production précapitalistes (notamment les débats concernant le mode asiatique, l'esclavage et la féodalité), celles qui concernent la nature du système impérialiste et de la libération nationale en général. Les premiers de ces débats ont été le plus souvent décevants, parce que les principaux intéressés, les peuples d'Asie et d'Afrique, en étaient presque totalement absents. L'exégèse à l'infini de quelques textes épars de Marx et d'Engels (*Grundrisse*, articles de journaux, correspondance), prédilection de la marxologie, reste pour le moins insuffisante. Les seconds ont fourni à la

III^e Internationale un cadre global léniniste fondamentalement juste; mais ils ne peuvent pallier le manque d'analyses concrètes.

9) Aujourd'hui, la situation impose une réflexion concrète et systématique sur l'articulation des luttes de classes et des luttes nationales. Cette réflexion doit se fonder sur les cinq principes suivants :

a) La lutte pour le socialisme à la périphérie du système impérialiste ne saurait être étrangère, encore moins opposée, à la lutte de libération nationale. Le fait impérialiste impose de comprendre la transition au socialisme comme la résultante de la fusion historique des objectifs de libération sociale et de libération nationale.

b) Cette double lutte ne peut être menée réellement jusqu'au bout que par le bloc populaire sous la direction idéologique du prolétariat. L'autonomie de la stratégie populaire doit s'affirmer en théorie et en pratique. Cette autonomie garantit le succès possible d'une stratégie de révolution ininterrompue par étapes. Son absence réduit les forces populaires au rôle d'appoint à des stratégies bourgeoises qui sont autant de culs-de-sac.

c) Le bloc populaire doit s'attacher à surmonter les contradictions nationales au sein du peuple, en préservant le cadre étatique le plus large possible.

d) Il doit adopter une tactique souple, fondée sur une analyse approfondie de la nature du bloc hégémonique d'Etat local, des faiblesses et des contradictions qui le traversent. Il doit aussi savoir saisir les occasions qui s'offrent de l'affaiblir.

e) Il doit exercer la plus grande vigilance à l'égard des puissances étrangères et particulièrement des superpuissances, qui tentent de manipuler, au bénéfice de leur stratégie planétaire globale, toutes les forces qui œuvrent dans la confusion. Chaque fois qu'en théorie et en pratique les principes rappelés ici sont oubliés, les mouvements, fussent-ils populaires, deviennent objectivement des jouets aux mains de ces superpuissances.

On pourra entreprendre à la lumière de ces principes un examen critique des stratégies et des tactiques mises en œuvre au cours de la dernière période, celles dont les leçons sont positives, comme en Asie orientale, et celles qui le

sont moins, ou même franchement négatives : Chili, Argentine, Brésil, Pérou et Amérique latine en général, oscillant entre le révisionnisme et le guévarisme, Palestine et nassérisme, mouvements communistes de l'Inde, du Bangladesh et de l'Asie du Sud-Est, mouvements populaires du lumumbisme, de l'Afrique noire en général et de Madagascar ou de l'Afrique du Sud.

Chapitre VII

La libération nationale et la transition sociale

La bourgeoisie est-elle encore une classe montante ?

La question fondamentale de notre époque, sur laquelle s'articulent toutes les autres, est de savoir si la bourgeoisie est toujours une classe montante. Si elle l'est, quelles en seraient les manifestations déterminantes ? Le progrès continu des forces productives dans les centres impérialistes hégémoniques et son rôle moteur à l'échelle mondiale dans le façonnement des sociétés sous tous leurs aspects ? Ou le développement du capitalisme dans les régions d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, qui n'avaient été jusqu'à présent que touchées superficiellement ? Ou l'émergence de formes néocapitalistes dans les régions qui avaient rompu avec le capitalisme pour amorcer une transition socialiste : U. R. S. S. et aussi, peut-être, Cuba, la Chine, le Vietnam, etc. ?

Si, en revanche, on prétend que la bourgeoisie n'est plus une classe montante, quelles seraient les manifestations déterminantes de la crise du capitalisme ? La remise en cause, fût-elle encore purement intellectuelle et marginale, de la civilisation dans ses centres avancés ? La crise des valeurs et l'émergence d'une nouvelle conscience ouvrière autogestionnaire ? Ou encore les impasses du développement capitaliste en Amérique latine, en Asie et en Afrique ? La possibilité (la nécessité ?) d'une radicalisation à partir de la lutte de libération nationale ouvrant la transition socialiste ? Ou les impasses de la restauration du capitalisme après la rupture socialiste et le progrès malgré tout, par avancées successives et inégales, des expériences de la transition socialiste ?

D'un autre côté, la question de savoir si le capitalisme ne peut être dépassé que par le communisme, auquel conduit la transition socialiste, reste posée. Le capitalisme pourrait-il être suivi d'un nouveau mode de production de classes encore nécessaire (ou tout au moins possible) pour assurer un développement des forces productives qui permettra de faire de l'abolition des classes une exigence implacable de progrès ultérieurs ?

Les éléments de la réalité immédiate sont suffisamment contradictoires pour autoriser, si on le veut, des réponses définitives dans un sens ou l'autre. Et les

textes des grands classiques du marxisme, Marx, Engels, Lénine, Mao, sont suffisamment riches pour fonder de telles réponses sur la marxologie. Nous avons préféré nous appuyer sur une double réflexion systématique : d'une part sur l'histoire du développement du capitalisme à l'échelle mondiale, et, d'autre part, sur l'outillage conceptuel marxiste mis en œuvre pour comprendre cette histoire. Dès lors que l'on ne cherche à comprendre que pour agir, il n'est plus possible de prétendre, comme le font les théoriciens bourgeois, séparer la science de l'idéologie.

On a déjà amorcé cette réponse dans ce qui précède : d'une part en suggérant une explication historique et théorique des raisons pour lesquelles le capitalisme est apparu et s'est développé et en combattant sur ce terrain les propositions théoriques animées par une philosophie occidentalocentriste et linéaire; d'autre part en proposant une analyse plus poussée des contradictions de l'époque contemporaine, qui se manifestent par l'opposition centre/périphérie au sein du système capitaliste mondial dans les différentes phases de l'impérialisme, parce que c'est la base à partir de laquelle peut être établie une appréciation correcte du mouvement de libération et de ses perspectives.

Nous tenterons maintenant d'aller plus loin, en nous transportant de ces plans historiques aux plans, plus généraux, de la nature ambivalente et contradictoire, d'une part, du mouvement de libération nationale et, d'autre part, de la transition socialiste.

I - La nature contradictoire de la libération nationale

- 1) L'analyse occidentalocentriste de la transition au capitalisme néglige le rôle décisif que la périphérie remplit dès les origines. Elle prétend que ce sont les contradictions internes du féodalisme qui seules expliquent ce passage. Elle érige même cette position en principe du marxisme. Les révisionnistes de notre époque, inspirés par les schémas de Tokei, fondent sur ce principe la conclusion que seule l'Europe pouvait inventer le capitalisme, l'Asie étant condamnée à stagner indéfiniment au stade antérieur.

En réalité, les contradictions internes sont premières et décisives. Elles sont les mêmes dans tous les systèmes tributaires et impliquaient le passage nécessaire au capitalisme dans tous les cas. Elles pouvaient par

elles-mêmes, et sans aucun effet externe, engendrer le capitalisme en Europe comme ailleurs. Mais il ne faut pas confondre cette proposition générale et l'explication concrète de la transition telle qu'elle a eu lieu effectivement. Si celle-ci a été amorcée plus vite et plus tôt en Europe, ce n'est parce que l'Europe pouvait seule inventer le capitalisme, mais à cause du caractère primitif du féodalisme. Dans la formation concrète, historique, du capitalisme, l'Europe s'est constituée et soumise, dès les origines mercantilistes, une périphérie dont l'exploitation a, d'une part accéléré le rythme de son développement propre et d'autre part arrêté puis détourné celui des régions soumises. Ce que font les idéologues de l'impérialisme, quand bien même ils se réclament du marxisme, c'est de confondre des propositions méthodologiques fondamentales et le déroulement concret effectif de l'histoire, réduisant ainsi les faits à un simple schéma. Si une épidémie avait fait disparaître toute la population de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, le capitalisme européen se serait constitué quand même, donc sans périphérie. De même, si l'épidémie avait fait disparaître toute la population du globe à l'exception de celle de la Chine, le capitalisme se serait constitué en Chine. Mais il n'y a pas eu d'épidémie, et le capitalisme s'est constitué en fait en exploitant la périphérie. Il faut donc rendre compte de ce fait, et non en éluder la présence gênante par un discours prétendument théorique.

Un parallèle : le débat sur l'impérialisme. Rosa Luxemburg croyait pouvoir démontrer que le mécanisme de l'accumulation ne pouvait pas fonctionner, même théoriquement, sans périphérie. Elle avait tort. Lénine a rappelé comment les schémas du livre II établissaient bien la possibilité d'une accumulation sans milieu extérieur. Mais Lénine n'en tirait pas pour autant la conclusion que la périphérie n'existait pas. Au contraire.

- 2) D'ailleurs, lorsqu'on récuse les « effets externes », s'agit-il véritablement d'effets externes ? Externes à quoi ? Si l'on considère le système capitaliste mondial, les relations entre le centre et la périphérie ne sont pas externes, mais bien internes au système; et les contradictions du capitalisme doivent être saisies à ce niveau, dans tout le champ de la réalité capitaliste concrète. Pour éliminer celle des contradictions qui embarrassent le plus, on procède à une réduction préalable du système capitaliste au mode de production (dans sa pureté abstraite). Les innombrables « lectures du *Capital* » sont alors substituées aux lectures du

capitalisme; et la rigidité dogmatique érigée en principe fondamental.

La logique de ce comportement conduit droit à sortir du marxisme. En poussant jusqu'à son terme cette séparation entre les effets internes et les effets externes, au mépris de toute dialectique, on devrait parvenir à la conclusion que les contradictions ne doivent même pas être saisies au niveau de la formation nationale, mais exclusivement au niveau de l'unité de base où naît l'exploitation capitaliste, l'entreprise. N'exclut-on pas en effet la circulation de cette analyse appauvrie, pour s'obnubiler indéfiniment sur la genèse de l'exploitation dans les rapports de production ? Sous le prétexte que, dans le marxisme, la production commande la circulation, on taxe de « circulationniste » toute réflexion sur la circulation, et en fait on cesse de regarder la réalité, on stérilise toute réflexion, on s'interdit toute action. La redistribution de la plus-value par la circulation du capital (le livre III du *Capital*), l'analyse des rapports entre travail productif et travail improductif, la définition correcte du travailleur collectif, l'analyse des alliances de classes propres à une formation, tout cela étant rejeté hors du champ de l'étude, on en arrive à une position politique qui a un nom, l'anarcho-syndicalisme, et qui invite les travailleurs à se désintéresser de la politique. Une certaine mode autogestionnaire, au moins dans sa version la plus naïve, s'alimente de cette réduction théorique.

Il faut conserver la vision de la totalité. Celle-ci — le système capitaliste mondial, en l'occurrence — ne peut être réduite ni au mode capitaliste pur ni même à une constellation de formations nationales inégales. Il faut préciser le contenu de cette inégalité, qui ne prend sa dimension que par rapport à la totalité et non par rapport à chacune des parties. L'inégalité, quelle qu'en soit l'origine, permet une hiérarchisation organisée qui, non seulement la reproduit statiquement, mais la renouvelle dynamiquement.

Le système capitaliste a toujours été mondial. Et l'on ne peut rien y comprendre si l'on exclut l'interaction entre les effets internes d'une de ses parties et les effets externes à cette partie. C'est pourquoi l'apport de ceux qui ont mis l'accent sur le rôle de la périphérie dans la constitution du capitalisme dès ses origines n'est ni mince ni même seulement complémentaire. Il rétablit l'histoire dans sa vraie dimension. On ne saurait leur reprocher d'avoir « négligé » les effets internes : d'autres en avaient épuisé l'étude, et nos auteurs ont utilisé leur apport, mais dans une

perspective qui, en liant les effets internes aux prétendus effets externes, donnait au capitalisme sa pleine dimension. A partir de ces travaux, il est nécessaire de formuler à nouveau des questions fondamentales à la compréhension du capitalisme, entre autres l'articulation entre production et circulation (et la problématique du commerce lointain dans les systèmes précapitalistes et dans la transition au capitalisme), la division internationale du travail et l'échange inégal, c'est-à-dire l'organisation du processus productif à l'échelle mondiale, l'action de la superstructure politique et idéologique, etc. Autrement dit, toutes les questions que la réduction dogmatique du capitalisme au mode capitaliste pur s'emploie à éliminer.

- 3) Dans ce cadre, la question de l'échec de la transition au capitalisme des sociétés tributaires les plus évoluées et de la réussite européenne peut être posée en termes scientifiques.

Il faut cent tentatives dans l'histoire avant qu'une percée décisive permette d'atteindre un point de non-retour. Le mercantilisme égyptien de Mohamed AH avait amorcé un développement capitaliste qui n'a peut-être été arrêté par rien d'autre que par l'agression européenne (cf. 76b-6). Même en Occident, lorsqu'on y regarde de plus près, on découvre qu'avant la percée anglaise il y a eu les tentatives avortées de l'Italie et de l'Espagne. Va-t-on ramener le miracle européen aux dimensions de l'Europe du Nord ? Partir de Marx pour aboutir à Max Weber ?

Cette série d'échecs de sociétés non européennes n'a rien de surprenant. Ne voit-on pas, de la même manière, les tentatives du socialisme avorter plus fréquemment qu'aucune théorie générale ne pourrait le suggérer ? Irait-on conclure de l'échec de la Commune de Paris que la formation française ne pourra jamais engendrer le socialisme ? Et que dire de l'échec du chartisme anglais au XIX^e siècle ou de la radicalisation du mouvement ouvrier aux Etats-Unis au XX^e siècle ? Certains prétendent encore, il est vrai, que le socialisme était impossible en Russie (à moins que la révolution allemande ne vienne à son secours), qu'il est condamné d'avance en Chine, au Vietnam et partout ailleurs qu'en Europe et aux Etats-Unis...

- 4) S'il a toujours été mondial, le système capitaliste n'en a pas moins franchi quelques étapes. Dans cette périodisation, la coupure impérialiste est

essentielle. Elle marque en effet la fin de la phase montante du capitalisme à l'échelle mondiale et le début de sa crise. Dans ce sens, c'est bien le « stade suprême » du capitalisme. Naturellement, le capitalisme a continué à se développer après 1880 et même à des rythmes très supérieurs à ceux du passé. Mais ce développement n'a plus jamais permis l'émergence de nouveaux centres : désormais, le développement du capitalisme est simultanément développement de l'impérialisme et du sous-développement. On peut périodiser à son tour la période impérialiste et même dégager les lignes directrices d'une nouvelle étape possible du système impérialiste.

La thèse des « limites absolues », qu'on pourrait attribuer à Rosa Luxemburg, néglige ce point décisif, que le développement du capitalisme à la périphérie reste développement d'un capitalisme dépendant et inachevé. Et l'erreur de certaines tentatives de périodisation provient elle aussi d'une appréciation insuffisante de la nature de la coupure impérialiste.

- 5) Cette coupure ouvre la période de la transition socialiste à l'échelle mondiale dans le cadre d'un modèle de développement inégal. Telle est l'essence de la thèse que nous défendons. Car l'impérialisme a transféré le centre de gravité des contradictions du capitalisme, relégué les contradictions majeures d'hier au rang de contradictions secondes, modulées par de nouvelles contradictions. La lutte de la classe ouvrière des centres a cessé d'être le moteur principal de l'histoire. Cecil Rhodes avait compris que la guerre civile pouvait être évitée en Europe à condition de transférer les contradictions du capitalisme par son expansion extérieure. L'hégémonie social-démocrate n'a pas d'autre sens. Mais, en même temps, l'impérialisme a poussé sur le devant de la scène une nouvelle force anticapitaliste, celle des nations de la périphérie, dont le combat est devenu le moteur de l'histoire. Une lutte gigantesque s'engage au cours de laquelle s'affrontent la bourgeoisie et le prolétariat de ces nations, lutte dont l'issue est décisive pour le socialisme. Comme la libération nationale ne peut être achevée sous la direction de la bourgeoisie, elle doit se poursuivre d'une étape à l'autre du développement du système impérialiste, jusqu'au moment où, le prolétariat étant parvenu à lui en arracher la direction, la libération nationale achevée pose les problèmes nouveaux de la transition socialiste.

C'est ainsi que le socialisme se fraie sa voie, une voie qui ne pouvait pas être prévue à l'avance.

Il résulte de cette situation que l'analyse des contradictions du capitalisme contemporain doit prendre d'emblée tout le système mondial comme champ d'appréhension. En rappelant indéfiniment la prééminence de l'analyse de l'exploitation capitaliste à sa source, dans les rapports de production capitalistes, on remplira des manuels élémentaires, quelquefois des thèses académiques, mais on n'avancera pas d'un pouce. Tout marxiste qui considère que l'analyse des contradictions à l'échelle mondiale est un exercice décoratif, tout marxiste qui, en conséquence, considère que la lutte anti-impérialiste relève de l'accessoire, pour ne pas dire de la charité, se prive du moyen d'agir pour la transformation de la réalité. Est-il d'ailleurs vraiment marxiste ?

Mais affirmer d'un autre côté que l'analyse de l'accumulation à l'échelle mondiale doit être conduite à l'échelle mondiale et non à partir de la seule périphérie seulement, c'est exprimer un souhait qui restera vain tant qu'on n'aura pas abandonné radicalement la vision occidentalocentrique qui fait dériver, au mépris de toute dialectique, les transformations de la périphérie de celles du centre. Etant donné que quatre-vingt-dix-neuf pour cent des analyses de l'accumulation ignorent le champ mondial pour se fixer exclusivement sur les centres — comme quatre-vingt-dix-neuf pour cent des analyses de la transition au capitalisme ignorent la périphérie mercantiliste — et que ces analyses sont, non seulement incomplètes mais procèdent d'une erreur fondamentale, il faut bien commencer par l'autre bout. Ainsi créera-t-on les conditions d'une analyse d'ensemble correcte.

a - La libération nationale et le socialisme

- 1) Nous aborderons donc le problème sous l'angle le plus large, celui du débat marxiste sur l'impérialisme, pour tenter de définir la stratégie de la transformation socialiste à l'échelle mondiale et les rapports entre les différentes forces politiques et sociales qui œuvrent à des degrés différents, au sein de contextes différents, dans cette direction. Il existe sur ce point deux visions fondamentalement différentes. Chacun se prétend marxiste et prétend que l'autre ne l'est pas.
- 2) La première considère que l'impérialisme constitue une coupure

qualitative essentielle dans l'histoire du capitalisme : celle qui résulte, à la fin du xix^e siècle, du passage du capitalisme classique concurrentiel (pour lui donner un nom, mais sans illusions sur la nature de cette concurrence) au capitalisme impérialiste. Selon qu'on est avant et après l'impérialisme, tous les problèmes se posent d'une manière différente.

L'impérialisme n'est pas seulement, ni même principalement, une transformation de type économique à l'intérieur des centres impérialistes, un passage du quantitatif au qualitatif dans la centralisation, la concentration du capital, repérée, avant même les révolutionnaires comme Lénine, par les social-démocrates. Certes, il y a maintenant centralisation, concentration, monopoles, interpénétration du capital bancaire et du capital industriels, etc., et, concomitamment, soumission à ces impérialismes de l'ensemble des sociétés non capitalistes. Mais les racines de cette soumission sont antérieures et le capitalisme n'a pas attendu la fin du xix^e siècle pour acquérir un caractère mondial. L'accumulation primitive elle-même, avant la révolution industrielle, a déjà une telle dimension. La manifestation de ces phénomènes politiques, et même le phénomène colonial, dans certaines régions et sous certains aspects, sont antérieurs à l'impérialisme.

Si celui-ci constitue néanmoins une coupure qualitative, c'est parce que la centralisation-concentration du capital des monopoles fait apparaître la possibilité d'exporter le mode de production capitaliste par l'investissement de ce capital à l'extérieur des centres d'origine. L'implantation de segments du processus productif en dehors de la nation d'origine, dans des conditions sociales très différentes, devient possible. Les processus d'intégration et de soumission des sociétés à mode de production d'origine précapitaliste prennent ainsi une dimension tout à fait nouvelle et, même si cette implantation est quantitativement encore sporadique, elle est déterminante. Plus tard, l'expansion à l'échelle mondiale du capitalisme dans la phase impérialiste provoque des transformations fondamentales. C'est là le point crucial du débat : celui de la place des différentes classes sociales au centre et à la périphérie. On ne peut saisir ces transformations dans les rapports entre les classes sociales, à l'intérieur du centre, de la périphérie et à l'échelle mondiale, et la place des différentes classes sociales dans la lutte des classes, en isolant les pays, qu'ils soient impérialistes ou dominés par l'impérialisme; on ne peut

les saisir que dans leurs rapports mondiaux, dans une stratégie globale.

Certes, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, et donc du système capitaliste mondial, est celle qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat. Mais, une fois qu'on a énoncé cette banalité, on n'a en rien décidé de la stratégie, c'est-à-dire des rapports entre les différents prolétariats, entre les différentes bourgeoisies et les autres classes — notamment, à la périphérie, en relation avec les modes de production précapitalistes — soumis à l'impérialisme, et la façon dont ils se situent, dans une stratégie révolutionnaire d'ensemble, les uns par rapport aux autres.

Avec l'entrée du capitalisme dans la phase impérialiste, il se produit des transformations importantes que l'on peut résumer comme suit.

Le centre de gravité de l'exploitation capitaliste se déplace, en relation avec le fait que la masse relative de la plus-value centralisée au profit des monopoles des pays impérialistes grandit, en termes relatifs et absolus. Elle provient de plus en plus de l'exploitation des peuples de la périphérie. Il s'agit soit d'une plus-value générée directement par le prolétariat de la périphérie, soit, et c'est plus important encore en volume, de surplus générés dans des modes de production variés, provenant de classes exploitées, circulant à travers des intermédiaires locaux sous des formes particulières, transformés en plus-value au bénéfice des monopoles par la soumission formelle de ces modes de production précapitalistes paysans, féodaux, etc., et l'exploitation de larges masses paysannes.

Que le centre de gravité se déplace de cette manière ne résulte pas de la mesure quantitative de la masse de la plus-value générée ici ou là et à l'intérieur de l'ensemble du système; sur le plan quantitatif, la masse de la plus-value reste surtout générée au centre; mais le centre de gravité, le point sensible, se déplace vers l'exploitation de la périphérie.

Le capitalisme des monopoles a ainsi fourni une base objective à l'hégémonie de la social-démocratie dans les classes ouvrières de l'Occident. Cette hégémonie, visible et indiscutable dans la II^e Internationale, est dénoncée par Lénine, en relation précisément avec le phénomène impérialiste. Complémentairement, l'extension du capitalisme impérialiste à l'échelle de la planète tarit la voie d'expansion du capitalisme par des révolutions bourgeoises dans les pays arriérés.

La bourgeoisie ne se développe plus à la périphérie que dans le sillage de l'impérialisme et n'est plus capable de mener une révolution bourgeoise plus ou moins radicale. Ce qui ne signifie évidemment pas que le capitalisme ne se développe plus; il se développe, mais dans le cadre impérialiste. Et, au contraire, le mouvement paysan qui, historiquement, a été au centre partie intégrante de la révolution bourgeoise, devient partie de la révolution socialiste. Les revendications paysannes ne peuvent donc pas conduire à des révolutions bourgeoises, mais doivent, objectivement, s'intégrer à la révolution socialiste à l'échelle mondiale. Ce qui ne veut pas dire qu'elles y conduisent automatiquement : il faut pour cela qu'il existe une direction prolétarienne et une perspective dans ce sens. Autrement dit, le développement du capitalisme à la périphérie, dans le sillage de l'impérialisme, et la montée du mouvement de libération nationale, ne s'inscrivent pas dans la perspective de développement du capitalisme et de la bourgeoisie, mais dans la perspective de sa crise.

Pour définir les grands camps des forces sociales et déterminer ensuite ce qui est principal et secondaire selon cette thèse, il ne suffit pas de rappeler que du côté des forces du socialisme il y a les prolétariats du centre (même s'il y a hégémonie de la social-démocratie) et de la périphérie et, pour simplifier, la paysannerie exploitée de la périphérie, et que de l'autre côté, dans le camp des forces du capitalisme, il y a le capital des monopoles et toutes les bourgeoisies dépendantes et les classes exploiteuses alliées de la périphérie. Car, dans cette alliance de classes à l'échelle internationale, le fer de lance des forces du socialisme s'est déplacé du prolétariat de l'Occident vers les noyaux prolétaires de la périphérie, en rapport avec le phénomène impérialiste, d'où l'hégémonie social-démocrate dans le prolétariat de l'Occident et la possibilité d'une alliance révolutionnaire ouvriers-paysans dans la périphérie.

L'argument de ceux qui rappellent constamment la contradiction fondamentale bourgeoisie/prolétariat ne fait guère avancer le débat; le prolétariat existe à l'échelle mondiale ici et là. Or, à un moment donné de l'histoire, certains secteurs du prolétariat sont plus avancés que d'autres. Les citations à coups de Marx ne permettent pas d'expliquer cette situation, puisque le phénomène impérialiste lui est postérieur; à coups de Lénine, peut-être un peu plus, puisque c'est Lénine qui a analysé le premier d'une façon décisive l'impérialisme. Mais enfin, il est mort en

1924; le système a continué, les luttes se sont développées, les choses se sont transformées et Lénine était d'abord préoccupé par la lutte à l'intérieur de la II^e Internationale contre le révisionnisme et la préparation de la révolution russe; il l'a situé dans un cadre correct, qui est celui de l'impérialisme, mais il n'a pas donné de réponse à tout ce qui s'est passé de son temps, et a fortiori après.

En fait, il apparaît que les révolutions socialistes n'ont eu lieu qu'à la périphérie du système (Chine, Vietnam, Corée, Cambodge, Laos, Cuba), qu'en dépit du développement du capitalisme à la périphérie et de l'absence de perspectives immédiates les masses populaires ouvrières et paysannes y sont rarement placées sous la domination idéologique de la bourgeoisie et de l'impérialisme et que, de ce fait, le potentiel révolutionnaire y est énorme. Il y a donc de fortes chances que le mouvement continue dans le même sens. Par contre, les classes ouvrières d'Occident sont, jusqu'à présent, dominées par l'hégémonie social-démocrate ou révisionniste (qui devient de plus en plus clairement la même), ce qui n'empêche ni des luttes de classes ni des combats parfois violents, mais privent ceux-ci de la perspective socialiste.

Cependant, ces faits peuvent toujours être discutés, dans la mesure où ce qui est vrai un jour ne l'est pas nécessairement le lendemain; en outre, les révolutions dites socialistes dans la périphérie posent une série de problèmes après leur réalisation : il ne s'agit pas d'une transition paisible, sans problème, vers le communisme, c'est-à-dire vers l'abolition des classes sociales, des rapports marchands, de la division du travail, etc. L'objectif final est lointain, extrêmement lointain encore. Tous les arguments, qu'il s'agisse de citations de Marx ou de Lénine, ou les faits mêmes, laissent le débat ouvert : il faut observer les luttes réelles, analyser comment elles s'articulent et leur signification.

Evitons ici un malentendu supplémentaire : il n'existe aucune prophétie possible sur le déroulement de l'histoire. Nous devons simplement mettre l'accent sur un rapport dialectique entre les luttes au centre et celles de la périphérie. Dans telle situation datée, lesquelles sont les principales, lesquelles sont secondaires ? Autrement dit, quelles luttes agissent qualitativement sur les autres ?

Dans la mesure où l'impérialisme peut reporter l'exploitation sur la

périphérie, peut approfondir cette exploitation, il acquiert les moyens objectifs de renforcer l'idéologie social-démocrate au centre et, par conséquent, il parvient à diviser la classe ouvrière, à lui enlever sa perspective politique autonome et à intégrer ses luttes dans des projets qu'il continue à maîtriser.

Dans la mesure où la périphérie résiste, à des degrés divers — le plus avancé étant la libération, c'est-à-dire la sortie du système impérialiste —, dans la mesure où le mouvement de libération nationale dirigé par le prolétariat s'étend, entraînant la grande masse des paysans exploités, il existe la possibilité d'une coupure qualitative. Celle-ci n'est pas le socialisme, mais seulement une coupure vers le socialisme, le point final à l'exploitation impérialiste mais pas nécessairement au développement des forces capitalistes autochtones. C'est là la signification du degré maximal de résistance à l'exploitation impérialiste. Le degré minimal est celui des bourgeoisies dépendantes qui, dans une conjoncture donnée, dirigent le mouvement de libération nationale et, *de facto*, à travers ces luttes, arrachent un nouveau partage plus favorable pour elles qui, par là même, limite les profits du capital des monopoles. Dans la mesure donc où la périphérie résiste, à ces degrés divers, le capital impérialiste est obligé de reporter la contradiction à l'intérieur des métropoles, réduisant par conséquent la base objective de la social-démocratie et renforçant les tendances à une reprise révolutionnaire.

Jusqu'à présent (c'est-à-dire entre 1870 et 1979), la tendance principale a été que les luttes de libération nationale, à des degrés divers — du plus fort, prise en main par le prolétariat et rupture avec l'impérialisme, au plus faible, direction par la bourgeoisie arrachant des concessions récupérées par le réajustement du système impérialiste —, sont le moteur de l'histoire contemporaine. Ainsi, l'élargissement ou le rétrécissement de la base objective de la social-démocratie au centre a dépendu pour l'essentiel de ces luttes de libération à l'échelle d'un siècle, avec des hauts et des bas, bien entendu, puisque ces résistances et ces luttes ne se sont pas développées de façon linéaire, mais en accumulant tantôt des victoires, tantôt des défaites, que celles-ci soient dirigées par le prolétariat ou par la bourgeoisie.

- 3) Le mouvement de libération nationale est-il ce que nous affirmons : le moteur de l'histoire et la force principale d'émergence du socialisme ? Si

l'on réduit ce mouvement à celui de la lutte pour l'indépendance nationale politique de l'Asie et de l'Afrique, on est tenté de conclure qu'il n'occupe qu'une phase relativement brève de l'histoire contemporaine : de 1945 à 1965-70, peut-être. Mais retournons donc au déroulement de l'histoire contemporaine. Depuis 1880, le fait impérialiste commande tous les événements importants, pèse sur tous les affrontements et en détermine les solutions. Simultanément, depuis 1880, la lutte de libération nationale ne cesse de s'amplifier.

Dans une première phase, de 1880 à 1914, cette lutte n'est pas encore le moteur immédiat de l'histoire; mais la révolte des classes ouvrières au centre du système a cessé de l'être. C'est pourquoi cette phase est l'âge d'or de l'impérialisme. Les classes ouvrières sont déjà subordonnées à leurs bourgeoisies impérialistes et, s'il faudra attendre 1914 pour en mesurer la portée, la II^e Internationale apparaît bien, avec le recul du temps, comme l'instrument de cette subordination. Les mouvements de libération commencent seulement à se constituer, mais ils ne sont pas encore sortis de l'âge précapitaliste; ils se proposent plus de résister à l'agression que de libérer quoi que ce soit. C'est pourquoi, durant cette phase, les contradictions inter-impérialistes occupent le devant de la scène : c'est la Belle Epoque où la diplomatie des Puissances est le moteur immédiat de l'histoire. Cette phase se clôt par la Grande Guerre, la révolution russe, le mouvement du 4 mai en Chine, Kemal Ataturk, le Wafd égyptien et le Congrès indien.

De 1918 à 1945, le devant de la scène n'est plus occupé exclusivement par les contradictions inter-impérialistes, qui subsistent pourtant encore et opposent vainqueurs et vaincus de 1918. Parallèlement, l'époque voit la montée de la révolution russe, puis ses piétinements et ses reculs, la montée de la révolution chinoise, la montée des mouvements de libération sur les trois continents : populisme latino-américain, révoltes et révolutions indépendantistes modernes réprimées en Asie et en Afrique. Ce complexe des forces montantes accuse à nouveau les contradictions internes dans les centres et les crises d'après la première guerre, puis de 1930, mettent en lumière ces contradictions sociales. La période se clôt par la seconde guerre mondiale, qui marque la fin de la remontée du mouvement ouvrier occidental, tandis que se poursuit le développement des autres forces, celles de l'Union soviétique comme celles de la

libération nationale.

A partir de 1945 s'ouvre une troisième période, au cours de laquelle s'affirme la prédominance du mouvement de libération nationale. Les contradictions inter-impérialistes sont atténuées par l'hégémonie américaine, au point que la thèse économiste du super-impérialisme paraît confirmée : l'Etat deviendrait l'instrument passif des multinationales, qui façonneraient le monde à leur image. On constate en même temps que le mouvement ouvrier occidental ne se remet pas de la défaite des années 30 et 40 : avec le recul du temps, il apparaît tout autant subordonné qu'il l'était avant 1914. L'Union soviétique, confinée dans les frontières de la zone d'influence, n'apparaît sur la scène mondiale qu'en relation avec le mouvement de libération; c'est par les alliances qu'elle noue avec ce mouvement qu'elle prend une dimension mondiale. Pendant ce quart de siècle, la libération nationale s'achève en Asie orientale et à Cuba en ouvrant des transitions socialistes possibles, tandis qu'ailleurs le mouvement atteint son premier objectif, l'indépendance politique, sans avoir ouvert de telles transitions.

L'achèvement de cette phase va-t-il mettre un terme au mouvement de libération nationale et à ses potentialités de transformation socialiste ? C'est la thèse de Gérard Chaliand (77e-1). Elle semble confirmée par les faits immédiats des dernières années. Et pourtant elle est fautive, car elle réduit l'objectif de la libération nationale à l'indépendance. Or celle-ci ne résout pas les contradictions du capitalisme périphérique. Sans doute crée-t-elle des conditions nouvelles, d'où la pause. Le dépassement de la phase du capitalisme périphérique embryonnaire, « le mode de production colonial », comme l'appelle Rey (10-6, 73b-1), par la reproduction spontanée du capitalisme dépendant (le mode de production néocolonial), à travers l'hégémonie de la bourgeoisie locale et par les mécanismes économiques mêmes du système capitaliste, modifie la nature des objectifs, les méthodes de lutte et le dispositif des camps. Chaliand propose donc de considérer close l'ère du mouvement de libération et d'appeler lutte interne des classes l'époque qui s'ouvre dans le tiers monde. Or, cette lutte des classes continue en réalité à opérer dans le cadre de la libération nationale, qui reste inachevée. Les bourgeoisies du tiers monde tentent de poursuivre cette lutte en en conservant la direction. Les classes populaires ne doivent pas plus l'ignorer qu'elles ne devaient

ignorer hier l'objectif de l'indépendance. Grâce à l'autonomie de leur mouvement, elles doivent imposer leur direction et ouvrir par ce moyen la transition socialiste. Oui, la libération nationale continue à occuper le devant de la scène. L'histoire, et l'histoire seulement — pas la théorie —, dira si elle coïncidera avec une nouvelle émergence du mouvement ouvrier en Occident.

- 4) Replacés dans ce cadre, qui est celui de la révolution ininterrompue et par étapes, les débats concernant la stratégie de la nouvelle phase de libération nationale prennent une portée pratique. Ce sont là des débats véritables à l'intérieur du mouvement et de la lutte, dont la portée réelle tranche avec la gratuité des théories. Le caractère contradictoire de la libération nationale s'exprime dans cette double réalité que d'une part chaque victoire partielle crée les conditions d'un nouvel approfondissement du développement du capitalisme, mais que d'autre part ce développement, étant celui du capitalisme périphérique dépendant, n'atténue pas les contradictions entre les masses populaires, l'impérialisme et ses alliés, mais au contraire les aggrave.

Est-il possible que ce mouvement se prolonge indéfiniment, franchissant des étapes successives sans que jamais s'opère la rupture qualitative qui ouvre la transition socialiste ? Dans ce cas, n'arrivera-t-on pas finalement à l'achèvement du processus de développement capitaliste, c'est-à-dire à la disparition de la contradiction centre/périphérie ? Marx avait exprimé cette possibilité que l'Europe, grosse de la révolution socialiste, ait à faire face au capitalisme montant sorti de ce « petit coin du monde ». Mais il écrivait cela avant l'impérialisme et faisait donc la double supposition de la poursuite de la radicalisation du mouvement ouvrier européen et du caractère non dépendant du développement capitaliste en Asie.

Depuis, l'hypothèse d'un développement achevé du capitalisme dans les périphéries soumises à l'impérialisme ne s'est pas réalisée. Et la nouvelle phase de l'impérialisme qui se dessine, fondée sur les forces sociales réelles du capitalisme contemporain, ne va pas dans la direction d'un achèvement du capitalisme (l'objectif d'indépendance économique proclamé par les bourgeoisies du tiers monde ne peut en effet pas être atteint par les stratégies qu'elles proposent), mais prolonge la ligne du développement dépendant, inachevé.

Bien entendu, si les forces populaires n'agissent pas à la périphérie et si

donc le processus se poursuivait au-delà de cette nouvelle phase, c'est-à-dire si le capitalisme survit encore, disons mille ans, il finira bien par trouver une solution à ses contradictions. Dans cette hypothèse de science-fiction, l'impérialisme aurait disparu, ayant épuisé son rôle historique, qui aurait été de transférer le capitalisme de ce « petit coin d'Europe » à l'ensemble du monde. L'impérialisme n'aurait pas été le stade suprême du capitalisme, mais seulement une modalité transitoire de son déploiement. Même dans cette hypothèse, dont l'examen est sans intérêt politique, la question du communisme resterait posée. Dans un monde totalement homogénéisé, où le capitalisme aurait déjà supprimé nations et inégalités nationales, la lutte des classes acquerrait enfin la pureté rêvée par certains. A moins que dans ce monde de science-fiction il ne soit déjà trop tard, que le régime de l'« Homme unidimensionnel » n'y rende caduques les lois découvertes par le matérialisme historique. Si l'on s'autorise un cadre de raisonnement de cette nature, il faut aller jusqu'au bout, abandonner le terrain solide des luttes effectives entre des forces réelles opérant dans un monde non moins réel, pour combiner librement toutes les hypothèses.

- 5) Que la contradiction centre/périphérie continue à être l'aspect principal par lequel se manifeste l'ensemble des contradictions (fondamentales et secondaires) du système, nous en voulons pour preuve supplémentaire la crise actuelle. On constate en effet qu'une série de victoires des mouvements de libération nationale a caractérisé la dernière phase; les plus spectaculaires ont été celles des peuples d'Asie orientale; plus modestes sont celles des bourgeoisies du pétrole, qui ont obtenu un nouveau partage des profits en utilisant les contradictions inter-impérialistes à un moment donné. Tout cela a joué un rôle décisif dans la crise actuelle de l'impérialisme, c'est-à-dire dans l'obligation où il est de se réajuster à cette résistance de la périphérie.

La conséquence en est, de façon évidente, une recrudescence des luttes au centre, que ce soit sur le plan idéologique ou économique, car la liaison entre les deux reste très forte. Sans la révolution culturelle chinoise, on comprendrait mal beaucoup des choses qui se passent en Occident. La critique du révisionnisme y est née de petits groupes en liaison avec les luttes anti-impérialistes (Algérie, Vietnam, Palestine); même à ce niveau, l'effet est décisif.

A un autre niveau, la résistance victorieuse de la périphérie a entraîné

l'accélération de la chute du taux de profit au centre, partiellement masquée par les mécanismes de la « stagflation », le report de la contradiction sur les classes ouvrières du centre, la tentative d'une politique économique destinée à recréer là, au moins partiellement, une armée de réserve. Simultanément, l'impérialisme a choisi de resserrer les rangs : les bourgeoisies impérialistes des métropoles subalternes se rangent à nouveau sous la direction de la fraction dominante américaine, pour constituer un front commun qui leur permette de limiter au maximum les victoires des mouvements de libération nationale de la périphérie et d'atténuer ainsi les contradictions au centre. L'échec tant de la 4^e conférence de la CNUCED que du « dialogue Nord-Sud » témoignent de ce refus de l'impérialisme de faire des concessions aux bourgeoisies de la périphérie.

Si, sur un siècle, la tendance principale a fait apparaître la lutte de libération nationale comme le moteur de l'histoire, si toutes les luttes, y compris au centre, se sont déterminées par rapport à cette lutte principale dans le système capitaliste mondial, il faut cependant rappeler qu'une lutte à cette échelle ne doit pas être comprise comme une juxtaposition de luttes de classes dans des pays différents, des modes de production différents, qui n'entretiendraient que des relations épisodiques ou de hasard. Elles sont organisées par rapport à une alliance des classes à l'échelle mondiale, et par rapport à la position des différentes fractions de classes dans cette alliance mondiale qui détermine quelles sont les fractions d'avant-garde, le gros des troupes, l'ennemi principal, etc.

- 6) Mais il existe une seconde vision, diamétralement opposée, affirmant que la contradiction qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie au centre du système demeure la contradiction principale du système tout entier. Cette thèse considère aussi que le mouvement de libération nationale fait partie intégrante de la révolution mondiale bourgeoise. Prédominante non seulement ouvertement dans les courants ouvriers issus de la II^e Internationale mais aussi dans ceux du communisme révisionniste et même, implicitement, dans l'opposition de gauche en Occident, elle témoigne de l'hégémonie idéologique social-démocrate. C'est grâce à cette thèse que la II^e Internationale justifiait son ralliement à l'idéologie impérialiste. On aurait pu croire que Lénine en avait débarrassé les

mouvements situés à gauche de la social-démocratie. Pas du tout. Ses adeptes continueront de s'obnubiler sur le développement du capitalisme à la périphérie. Mais ils ne voient pas — puisque leur thèse nie l'impérialisme — qu'il s'agit d'un capitalisme dépendant, incapable de réaliser l'objectif de la libération nationale, laissant par conséquent intactes toutes les potentialités d'une révolution socialiste. En revanche, s'agissant de l'hégémonie social-démocrate en Occident, ils persisteront à l'attribuer à des facteurs subjectifs et circonstanciels. C'est pourquoi nous prétendons que cette seconde vision développe une variante de l'idéologie impérialiste.

- 7) L'opposition entre ces deux visions se retrouve naturellement toujours et partout, ouverte ou en filigrane. A cet égard, le débat concernant l'échange inégal a été révélateur, où l'on a vu les positions se cristalliser progressivement en fonction des appartenances idéologiques à chacun des deux camps. Mais un autre exemple de l'opposition des deux visions est celui des débats concernant la crise actuelle. Les uns y voient en premier lieu une crise de l'impérialisme, c'est-à-dire de la division internationale du travail et des alliances de classes mondiales qui la commandent; on en situe l'origine dans les reculs de l'impérialisme en Orient, qui ont modifié les conditions objectives de la lutte des classes aux centres comme ils ont modifié le cadre objectif des contradictions inter-impérialistes. Les autres refusent de qualifier la crise de crise de l'impérialisme; ils assurent que ce sont les luttes de classes au centre qui en sont la cause fondamentale et que ce sont ces luttes qui déterminent le cadre objectif de l'accumulation à l'échelle mondiale.

b - A propos, encore, de l'occidentalocentrisme

- 1) L'occidentalocentrisme est le produit du capitalisme, et particulièrement de sa phase impérialiste, à partir de laquelle il pénètre le mouvement ouvrier et souvent jusqu'à la pensée qui se réclame du marxisme. Sa manifestation immédiate est l'absence d'intérêt pour les sociétés non occidentales, laquelle implique fatalement une grave déformation de l'histoire de l'Occident lui-même. Car l'Occident ne peut pas se comprendre sans l'Orient, pas plus hier, à l'époque mercantiliste, qu'aujourd'hui, à l'époque impérialiste. Les bénéfices (plein emploi, croissance des salaires réels, etc.) que les peuples d'Occident tirent, dans le cadre impérialiste, de l'exploitation de la périphérie constituent la base

objective de la pénétration de l'occidentalocentrisme dans le mouvement ouvrier, permettant ainsi à l'idéologie de la bourgeoisie de devenir celle de toute la société, ce qu'elle n'était encore qu'à moitié avant l'impérialisme.

Cette situation aura des effets importants au plan de la transition socialiste dans les centres développés. Les peuples de l'Occident seront-ils disposés à renoncer à l'impérialisme et à affronter une longue transition nécessaire avant que les avantages de leur libération du capitalisme ne compensent les difficultés de la reconversion, s'ils ne sont pas contraints à celle-ci par la libération de la périphérie ? Le moins qu'on puisse dire est que l'occidentalocentrisme a pour effet de cacher cette réalité cruelle aux peuples d'Occident. C'est précisément là que les bourgeoisies impérialistes attendent la gauche.

Un exemple : les nations occidentales sont de plus en plus des nations de petites bourgeoisies, au sens que s'y concentrent les couches médianes dont les fonctions ne se comprennent qu'à l'échelle du fonctionnement du système mondial, comme l'a montré Poulantzas (81 a-1). L'hypertrophie du tertiaire devenu improductif, la concentration possible du quaternaire dans l'hypothèse d'une nouvelle division internationale reléguant certaines industries à la périphérie, ont pour contrepartie la concentration de la génération de la plus-value à la périphérie, par l'exploitation directe à des taux de la plus-value plus élevés, la domination formelle sur les secteurs précapitalistes, le pillage des ressources naturelles, etc. La reconversion que la transition socialiste impliquerait pour les sociétés centrales créera, dans ces conditions, des difficultés considérables.

Les ambiguïtés des mouvements populaires et ouvriers d'Occident trahissent le recul opportuniste devant ces problèmes. On le voit bien aujourd'hui, à propos de la bataille que les pays du tiers monde livrent pour leur indépendance économique et le relèvement des prix des matières premières. La question est en effet de savoir qui supportera en définitive les surprofits des monopoles : les classes ouvrières des centres ou les peuples (y compris les bourgeoisies) des périphéries ? Or, on voit la gauche occidentale se ranger sans hésiter aux côtés de l'impérialisme : invoquer un alibi (le fait que cette bataille est conduite par les Etats, donc les bourgeoisies, du tiers monde) pour éluder sa responsabilité. La bourgeoisie a su parfaitement exploiter cette faiblesse; elle est parvenue

sans difficulté à expliquer que les nations d'Occident avaient droit aux richesses naturelles du tiers monde et que les peuples des pays avancés ne devaient pas faire les frais des appétits des cheikhs et des bureaucrates de la périphérie. A court terme déjà, ce thème impérialiste a donné quelques longueurs d'avance à la droite, comme en témoignent les changements de régime récents en Europe. Et une fraction importante de l'extrême-gauche suit, précédés par les dirigeants des pays de l'Est européen.

- 2) L'occidentocentrisme impose une déformation systématique du marxisme. D'un instrument révolutionnaire d'action, il est parvenu, à force de rigidité dogmatique, à faire presque une discipline académique.

Le débat sur l'échange inégal nous a convaincu que l'invocation de la « prééminence de la production sur la circulation » n'est en fait qu'un alibi idéologique. Car, enfin, ce débat a conduit à formuler les problèmes en termes de rapports de production, de génération du surplus à l'échelle mondiale et de circulation mondiale du surplus commandée par les rapports de production capitalistes fonctionnant à l'échelle mondiale. C'est dans ces termes qu'on est parvenu à établir que les taux de plus-value plus élevés à la périphérie, la plus-value absolue obtenue à travers la domination formelle, les rentes réduites ou supprimées, sont masqués derrière les apparences des « prix relatifs ». Il s'agit bien de génération de surplus et, en même temps, de la distribution qui découle du processus même de sa génération. Celle-ci à son tour commande les formes de l'accumulation : l'hypertrophie improductive à un pôle, la loi absolue de la paupérisation à l'autre.

L'argument anticirculationniste cache donc une intention, qui est de refuser d'analyser la génération du surplus à l'échelle mondiale pour la confiner aux seuls centres. Parce qu'on a décrété a priori que la plus-value est produite seulement dans les centres et qu'il serait gênant qu'elle le soit de plus en plus à la périphérie. Kay (72c-4) non seulement ignore les arguments du débat mais avoue naïvement son intention : prouver que la misère du tiers monde est due au fait qu'elle n'est pas trop, mais *pas assez* exploitée par le capital. La loi de l'accumulation capitaliste, c'est l'élévation du niveau de vie des masses. La preuve : l'histoire de l'Occident. Preuve supplémentaire : la misère de la périphérie. Kay ne se pose jamais la question de savoir si la misère du tiers monde et l'opulence de l'Occident n'entretiendraient pas quelque relation. La stabilité relative

de la part des salaires dans le revenu national en Occident signifie au moins que le taux de la plus-value y est constant, en dépit de l'hypertrophie des fonctions improductives, qui ne génèrent pas de plus-value mais la redistribuent. A la périphérie, en revanche, le taux et la masse de la plus-value sont toujours croissants : la croissance de la productivité y est beaucoup plus rapide que celle de la rémunération du travail. Cet énorme fait aveuglant, qu'on pourrait croire être devenu une évidence depuis Lénine, échappe totalement à notre marxiste dont la thèse — qui ramène à Rostow, ignorant que sous-développement et développement sont les deux faces de la même médaille — serait fort apprécié par la Fondation Ford.

A l'opposé, Michalet (71a-3), dont la problématique est la nôtre (le système mondial envisagé d'emblée comme cadre de la génération de la plus-value), écrit que la multinationalisation « permet la reproduction élargie par le déplacement du lieu d'exploitation vers des zones à taux de plus-value plus élevés avec une composition organique identique », « s'accompagne d'une structure intégrée des sphères de la production et de la circulation sur une base mondiale », ou « ne signifie pas la disparition des lois immanentes du capitalisme mais bientôt plutôt leur étalement à l'échelle mondiale ».

- 3) Ayant une fois pour toutes renoncé à s'intéresser au vrai champ d'opération du capitalisme, le système mondial, les marxistes occidentalocentriques sont contraints de se réfugier dans la marxologie. Le théoricisme et les lectures du *Capital* se substituent à l'analyse de la réalité. Comme dit Michel Beaud (82-15), on risque de faire indéfiniment « dériver la théorie de la théorie ». Les super-spécialisations, contraires à l'esprit du marxisme, flattent les tendances académiques. Politiquement, on est toujours révisionniste de droite ou de gauche; on est toujours insensible au problème de l'impérialisme, réservé à la spécialité d'autres chercheurs, ou aux accès de fièvre tiers-mondiste, ou à l'attrait de l'exotisme ethnographique, ou à l'épanchement de l'esprit charitable. Quand on est historien dans cet esprit, on est préoccupé d'illustrer l'histoire merveilleuse de l'Occident, et de prouver « scientifiquement » que seule l'Europe pouvait faire progresser l'Humanité. Quelle meilleure preuve que l'idéologie de la classe dominante est devenue l'idéologie de la société !

4) Rien ne prédisposait la pensée de Marx à une telle mésaventure. Marx n'avait jamais voulu être pris pour un prophète. Heureusement, il ne fut qu'un homme, qui ne se situait ni hors de l'espace ni hors du temps. Mais l'esprit religieux des hommes a libéré son héritage de cette modestie. On a oublié qu'il n'avait fait que jeter les fondements du matérialisme historique et découvert les lois essentielles du capitalisme. On a oublié qu'il n'avait pas eu d'autres ambitions, notamment pas celle de priver ses successeurs de faire avancer la lutte dans des conditions nouvelles qu'il ne se souciait guère d'imaginer à l'avance. Les meilleurs de ses successeurs, Lénine et Mao, ne s'en sont du reste pas privés.

Pour nous, l'apport du léninisme consiste avant tout dans son application de la méthode marxiste aux conditions de l'époque impérialiste nouvelle. Ce cadre a permis à Lénine d'analyser correctement le révisionnisme de la II^e Internationale, en le rapportant à sa base objective et, à partir de là, de formuler la stratégie de la révolution socialiste dans les conditions nouvelles du développement inégal au sein du système impérialiste. Quant à l'apport du maoïsme, il consiste avant tout dans l'utilisation de la méthode marxiste pour l'analyse des conditions de la lutte des classes dans la période de transition.

Marx est apparu entre 1840 et 1880, c'est-à-dire au moment où la révolution bourgeoise se généralise à l'Europe, sort de son petit coin anglais d'origine. Au moment où cet essor marque la fin de la première accumulation primitive et met un terme au rôle que la périphérie ancienne y a joué. Au moment où cette première soumission a déjà bloqué et même fait reculer l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique par ses génocides d'Amérindiens, sa traite négrière, ses destructions de l'industrie indienne, égyptienne, son trafic d'opium imposé à la Chine, etc. Au moment où le mouvement de redémarrage de ces continents n'a pas encore repris, sous l'effet de leur intégration comme périphérie de l'époque impérialiste. Vouloir ignorer cela, pour transformer des morceaux de phrases, souvent tirées de brouillons que Marx n'a pas jugé utile de publier, en autant de « révélations », c'est, en vérité, lui infliger la pire des trahisons : l'embaumement.

II - La nature contradictoire de la transition socialiste

1) L'expérience soviétique nous apprend que la transition socialiste ne conduit pas nécessairement au communisme. Le débat concernant la

nature et les lois de la société soviétique est maintenant ouvert. Nous avons soutenu que cette société de classes était d'un type nouveau, du fait que la centralisation étatique du capital constitue un saut qualitatif. Elle supprime certaines des lois essentielles du capitalisme, découlant de la parcellisation de son contrôle, et particulièrement la dominance de l'instance économique, qui lui est liée. Elle établit donc de nouveaux rapports entre la base économique et la superstructure, à nouveau dominante. C'est pourquoi on a cru utile de donner un nom à ce nouveau mode de classe. Les maoïstes chinois le qualifient de capitalisme monopoliste d'Etat et sa classe dirigeante de bourgeoisie monopoliste d'Etat, en réservant à l'Occident le qualificatif de capitalisme monopoliste tout court. Ils parlent, sur cette base, de « restauration du capitalisme ».

Mais l'expérience soviétique n'est pas isolée. La revendication politique exprimée par les courants qui dominent la classe ouvrière d'Occident est analogue : le glissement progressif au mode étatique, ou au capitalisme monopoliste d'Etat (au sens véritable, non à celui utilisé par les partis révisionnistes). Les social-démocrates sérieux, par exemple en Suède, ne s'en cachent pas : la propriété d'Etat doit succéder à la propriété parcellisée du capital. Les partis communistes occidentaux sont du même avis. Ainsi que les trotskistes. Tous partagent le même culte de la détermination unilatérale par les forces productives. Le courant autogestionnaire, lui, n'a pas encore répondu à la série des questions fondamentales qu'une transition socialiste poserait en Occident. Enfin, l'expérience des pays du tiers monde semble aussi montrer que, lorsque la bourgeoisie est une classe montante, c'est toujours sous la forme d'une bourgeoisie d'Etat.

Doit-on tirer de ces rapprochements la conclusion que le mode étatique serait un successeur possible du capitalisme ? Dans ce cas, les luttes de classes opposant exploités à exploités opéreraient au bénéfice d'un troisième larron, une nouvelle classe en formation, émergeant en partie du sein même de la classe exploitée (bureaucraties de partis et d'organisations, cadres techniques de l'aristocratie ouvrière, etc.), en partie parallèlement à elle (technocrates).

- 2) L'apport spécifique du maoïsme au marxisme-léniniste consiste à avoir développé la théorie des contradictions de la transition. Cet apport, certes, a été formulé dans les conditions spécifiques de la Chine, mais à partir

aussi d'une réappréciation de l'histoire soviétique, qui sortait de l'ornière de la fausse théorie de la dégénérescence attribuée par le trotskisme au caractère paysan de la Russie. En définissant positivement les conditions nécessaires de l'alliance ouvrière-paysanne, le maoïsme a une portée universelle.

Cette portée dépasse certainement les seules expériences à venir de transition à partir du capitalisme périphérique. Car les problèmes de la transition éventuelle à partir du capitalisme central ne seront ni moins sérieux ni fondamentalement différents. Les mêmes forces qui opèrent en direction d'une restauration ou de l'émergence du mode étatique au sein des situations périphériques agiront au sein des situations centrales : elles trouvent leur origine dans la perpétuation des rapports marchands, de l'infrastructure de l'organisation technique et de la division du travail au cours de la transition. Sans parler des difficultés spécifiques de la transition centrale en rapport avec la liquidation de l'impérialisme. Mais il n'existe encore aucune expérience sociale de cette transition, la Commune de Paris n'ayant pas eu le temps de s'y confronter. Aussi limiterons-nous nos observations de la transition périphérique.

- 3) Nous ne reviendrons pas sur la discussion du sens à donner au développement autocentré, indépendant et populaire, à la stratégie de mise de l'industrie au service du développement agricole, aux « trois révolutions » des rapports de production, de la technique, de la culture, déjà évoqués plus haut ou ailleurs. Cependant, des questions vitales restent à élucider, par la pratique certes d'abord, mais aussi par la réflexion théorique : entre autres, la question de l'autarcie pour les petits pays socialistes et de la coopération entre pays socialistes, la question même de l'amorce de cette coopération entre pays déjà avancés dans leur libération nationale.

Ces problèmes ont donné lieu à l'expression d'opinions contradictoires et à des pratiques également contradictoires, comme à des débats positifs, conduisant à des formulations plus nuancées. Il en a été ainsi par exemple des discussions concernant l'organisation sociale du monde rural (coopératives ou renforcement de la petite production marchande), les modalités de l'articulation entre la grande et la petite industrie au service direct des collectivités, notamment rurales, de celle qui a mis un terme au mythe du suicide de la petite bourgeoisie, des controverses concernant les

avantages et les difficultés de l'autarcie, la « neutralité » des techniques importées, etc. Mais les deux questions essentielles par lesquelles s'expriment les contradictions de la transition sont la question de l'Etat et la question nationale.

- 4) La contradiction de la transition socialiste réside dans cette alternative que, de la lutte des classes au sein de la transition, émerge soit une société sans classe, soit une nouvelle société de classes.

Nouvelle société de classes ou tout simplement restauration du capitalisme ? S'il s'agit d'un nouveau mode de production, la société de classes étatique risque fort de se stabiliser pour une période historique importante, d'autant qu'il s'agirait d'un mode permettant un nouveau bond dans le développement des forces productives, donc d'un mode progressif. La classe dominante de ce mode serait alors une classe montante. S'il s'agit en revanche d'une simple restauration, le mode étatique serait un mode transitoire, instable, non progressif, et l'hégémonie de la classe dominante l'expression de l'ultime sursaut de la bourgeoisie décadente.

En faveur de laquelle de ces deux thèses les faits plaident-ils ? On connaît encore mal la société soviétique, l'analyse de ses lois fondamentales ayant été jusqu'ici déformée par la volonté d'y retrouver a priori soit l'expression des lois du socialisme, soit celle des lois du capitalisme : on y recherchera par exemple l'expression de la loi de la baisse tendancielle du taux du profit. Mais cette société paraît assez stable, malgré ses difficultés propres : libéralisation impossible, retard persistant de l'agriculture, contrastes nationaux, etc. De même, en Europe de l'Est, la Roumanie paraît solidement installée dans le mode étatique. Mais, en sens inverse, les apparences au moins n'indiquent pas que la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ou Cuba soient parvenus à un point d'équilibre stable. En Egypte, pays du tiers monde ayant réalisé une forme d'organisation inspirée du même modèle, quoique dans une version faible et dépendante, l'expérience semble montrer que le mode étatique — qui n'a jamais pris ici, il est vrai, sa forme achevée — ne serait qu'une étape du développement capitaliste.

L'analyse de ces problèmes exigera non seulement que l'on examine de près le fonctionnement des lois économiques propres aux systèmes, mais encore que l'on intègre celles-ci dans une compréhension globale des rapports entre

la base économique et les instances super-structurelles, politiques et idéologiques qui les caractérisent.

a - La nature sociale de la société soviétique

- 1) Dans l'analyse des relations entre rapports de production et forces productives, on a soutenu parfois que, le développement de la technique en U. R. S. S. étant en tout point analogue à celui de l'Occident, par le type de division du travail et d'organisation qu'il commande, il fallait considérer que le mode de production qui prévaut dans la société soviétique est le capitalisme.

Mais on doit alors poser deux questions. La première concerne les effets de la centralisation du capital sur le fonctionnement du système. Une telle centralisation ne gomme-t-elle pas cette caractéristique propre au capital qu'est sa parcellisation et ne rend-elle pas compte du fonctionnement dominant de l'idéologie en U. R. S. S. ? La seconde concerne la possibilité d'un développement supérieur des forces productives sur la base de cette centralisation : en permettant d'aller au-delà des limites imposées par la concurrence des capitaux, le mode soviétique n'est-il pas nouveau, et supérieur ?

Boukharine (70b-5) avait envisagé ce type de capitalisme monopoliste d'Etat. Que l'Union soviétique, encore très attardée, n'ait pas mis à l'épreuve des faits cette potentialité ne nous paraît pas nécessairement convaincant. Un mode nouveau part de plus bas pour aller plus haut. Si ce mode permettait de dépasser la contradiction centre/périphérie, immanente au capitalisme, ne serait-il pas de ce seul fait supérieur ?

- 2) L'analyse des débats concernant la planification soviétique doit donc s'articuler sur celle de la nature sociale et sur l'analyse de la lutte des classes en U. R. S. S.

Les résultats de son essor économique, inégaux, plus lents que prévus, non conformes aux perspectives des plans, doivent-ils être attribués à la déformation bureaucratique d'un Etat qui demeure fondamentalement ouvrier, selon la thèse du trotskisme ? Ou bien reflètent-ils la résistance des classes exploitées ? Si en U. R. S. S. comme ailleurs c'est la lutte des classes qui détermine le rythme et les orientations du développement économique, l'hypothèse est que, la bourgeoisie d'Etat n'étant pas soumise à la concurrence des capitaux qu'elle contrôle collectivement, les

prix sont déterminés par les coûts au lieu de s'imposer à elle par les lois du marché. Dans ces conditions, la résistance des travailleurs à l'intensification du travail, fondement de l'extorsion d'une plus-value relative croissante, est plus aisée qu'en Occident. Le droit au travail, conquête d'Octobre, constitue une arme dans la lutte des classes que le régime n'a pu que contourner partiellement par la multiplication des mesures de contrainte administrative. Sera-t-il capable d'aller plus loin, de supprimer ce droit pour rétablir, par la gestion du volant de chômage, les conditions normales de la vente de la force de travail ? Si la Yougoslavie a surmonté cet obstacle, elle en a annulé largement les effets par la reconnaissance simultanée de la gestion ouvrière.

- 3) Cette thèse concernant la transparence des rapports d'exploitation dans le système soviétique de propriété d'Etat généralisée du capital, et ses effets sur les rapports entre la base économique et la superstructure idéologique, appelle à une réflexion plus systématique sur les fonctions de l'idéologie nationaliste. Avançons l'hypothèse que le nationalisme est le ciment principal de cette société. En Occident, la dominance économique réduit l'idéologie à celle de la consommation et de la science et la technique comme idéologie, les effets de cette réduction sont désormais visibles : crise de la société, des valeurs et de la jeunesse, etc. En U. R. S. S., le ciment nationaliste évitera-t-il cette crise ?

Il resterait à préciser de quel nationalisme il s'agit. A l'origine, la tentative fut celle d'un nationalisme soviétique transcendant celui des nationalités russes, slaves et asiatiques. Se justifiant par une mission libératrice à l'échelle de l'humanité, ce nationalisme rejoignait la dimension slavophile de l'idéologie traditionnelle. Nicolas Berdiaev et Alexandre Koyré en avaient pressenti la fonction. Progressivement, ce nationalisme s'est russifié. Il s'oppose donc de plus en plus à la résurgence des nationalismes turco-musulmans de l'Asie centrale, à ceux de la Caucasic et de l'Ukraine. Or la population grand-russe, qui n'est déjà plus majoritaire, est condamnée par la démographie à être de plus en plus minoritaire. La centralisation étatique considérable de l'Union, en dépit de ses formes fédérales, permet jusqu'ici d'éviter les heurts nationalistes les plus sanglants. Mais jusqu'à quand ? Et comment l'Etat russe réagira-t-il à ces contradictions ? Par des concessions, voire l'abandon de l'Asie et sa promotion à des indépendances néocoloniales comme les idéologues occidentalistes l'appellent de leurs vœux ? Ou au contraire par un

expansionnisme et la fuite en avant, l'agression extérieure ?

b - Technocratie et aristocratie ouvrière en U. R. S. S. et en Occident

1) L'évolution de l'U. R. S. S. invite à réfléchir sur la question du capitalisme d'Etat et des forces objectives qui œuvrent dans le sens d'un dépassement non socialiste des contradictions du capitalisme contemporain. La question est de savoir si le mode étatique doit nécessairement revêtir la forme soviétique, et donc pratiquement être seulement l'issue d'une révolution socialiste récupérée par les insuffisances de la lutte des classes qui lui succède. Ou bien le capitalisme d'Etat pourrait se constituer progressivement à partir du capitalisme des monopoles, sous l'effet de la concentration progressive du capital et de sa fusion avec l'Etat. La thèse du super-impérialisme supposait explicitement cette possibilité, et l'appelait même comme une étape nécessaire sur le chemin d'une évolution pacifique au socialisme. Rizzi, puis à sa suite Burnham, ont repris cette thèse de Kautsky et Hilferding pour l'associer à la « montée des technocrates » (80e).

2) Une réponse à cette question exige une analyse beaucoup plus systématique que celle dont on dispose actuellement sur les rapports entre la technocratie et l'aristocratie ouvrière des pays capitalistes développés.

La tendance social-démocrate dans le mouvement ouvrier d'Occident reflète la constitution progressive d'une aristocratie ouvrière, greffée sur l'exploitation impérialiste, qui a la direction effective du mouvement ouvrier. L'histoire du travaillisme anglais en témoigne, comme celle de la social-démocratie allemande. Cependant, à mesure que se constituait la nouvelle petite bourgeoisie, la social-démocratie a commencé à représenter aussi la forme aliénée des intérêts de la nouvelle technocratie, couche supérieure de ce prolétariat aisé de cols blancs et de cadres techniciens. La tentative du capital des monopoles de faire remplir à cette nouvelle couche le rôle que les paysans avaient tenu à une étape antérieure, celui de réserve anti-ouvrière, n'a pas toujours donné les résultats escomptés, notamment en Europe du Sud et en Scandinavie, par opposition à l'Angleterre et à l'Allemagne contemporaines. Un clivage s'est opéré de ce fait entre une social-démocratie de droite, domestiquée par les monopoles, encadrant une classe ouvrière soumise à la direction conjointe de la technocratie et de l'aristocratie ouvrière, dont les

contradictions sont réduites, et un mouvement plus ambigu, conservant ses distances à l'égard des monopoles. Tantôt ce mouvement revêt une forme social-démocrate, comme en Suède, où l'aristocratie ouvrière paraît l'emporter, entraînant derrière elle la technocratie; tantôt il revêt une forme conflictuelle, le mouvement étant partagé entre des partis communistes à prépondérance aristocratique ouvrière et des partis socialistes nouveau style, à clientèle technocratique, comme en Europe latine.

- 3) Peut-on, sur ces bases, proposer une distinction entre un projet propre au communisme européen de capitalisme d'Etat autonome vis-à-vis de Moscou, fondé sur l'hégémonie de l'aristocratie ouvrière au sein d'un bloc ralliant la technocratie nationale, et le projet plus traditionnel de la social-démocratie, fondé sur le compromis entre les monopoles, la technocratie et l'aristocratie ouvrière ? Autrement dit, faut-il distinguer le révisionnisme nouveau du communisme européen de l'ancien révisionnisme hérité par la social-démocratie de la II^e Internationale ? L'eurocommunisme en gestation, encore mal défini, traduit-il cette tendance nouvelle, ou n'est-il rien de plus que le masque d'un glissement social-démocrate encore difficile à avouer (81a) ? En tout cas, la transposition mécanique des leçons d'Octobre, déjà refusée par Rosa Luxemburg et Gramsci, peut moins que jamais satisfaire ceux qui souhaitent agir pour une Europe socialiste et sortir des ghettos groupusculaires.
- 4) Une étape importante dans l'analyse des tendances du système paraît avoir été franchie avec la proposition de Robert Fossaert (82-1) d'un concept de « valeur de développement ». La valeur d'échange caractérise l'étape du développement capitaliste fondée sur la parcellisation du capital et l'autonomie de l'unité de production; elle implique que cette unité, aux frontières précises, définit le travailleur collectif dont le travail est la source de la valeur créée, et que le temps de travail socialement nécessaire est celui que le capital paie à ce travailleur collectif. Le développement des forces productives entraîne l'émergence d'une nouvelle forme de la valeur, parce que la productivité du travail dépend désormais largement de dépenses sociales globales non affectables, les dépenses de recherche et de formation qui commandent le niveau de la science et de la technologie. Le travail socialement nécessaire est alors celui qui est dépensé dans

l'ensemble du corps social et les frontières de l'aire qui définit le travailleur collectif reculent pour se fondre avec celles de la nation, peut-être même du système mondial.

Fossaert met en œuvre ce concept de valeur de développement qu'il propose pour analyser l'articulation des transferts de valeur à chacune des étapes du développement capitaliste, d'une part dans le système impôt/dépense publique (où il montre que, lorsque les transferts occasionnés par ce système atteignent un niveau très élevé, 40 % du produit national, l'impôt est devenu moyen de gestion économique, et on passe de ce fait d'une gestion par la valeur d'échange à une gestion par la valeur de développement), et d'autre part dans le système monnaie/crédit (où il note que ce passage est signalé par l'interconnexion et l'étatisation du système de crédit).

L'émergence de la valeur de développement reflète la contradiction entre le niveau atteint par les forces productives et la persistance de rapports de production devenus inadéquats. Cette contradiction, déjà visible, est surmontée, au moins en partie, dans le nouveau mode en cours de constitution en Occident que Fossaert qualifie de capitaliste-étatiste. Mais la valeur de développement opère également dans le mode socialiste-étatiste, qui constitue une seconde voie (historiquement, la voie soviétique) de dépassement de la contradiction sans abolition des classes.

Il y a, dans cette analyse, un progrès qui paraît très fécond.

Le concept de valeur de développement précise la réponse à la question du travailleur collectif, dans le sens esquissé par *La loi de la valeur et le matérialisme historique* : l'éclatement des frontières de l'unité de production. Fossaert prolonge également l'analyse qui concerne la reproduction élargie dans le capitalisme avancé : nous avons situé dans ce cadre l'introduction nécessaire d'un « département III » d'absorption du surplus, pour répondre au développement des forces productives sans abolir les rapports d'exploitation, par les effets de la concurrence monopolistique (coûts de vente, etc.) et par les dépenses d'Etat, en relation avec les exigences du développement de la science et de la technologie.

Mais il faut aller plus loin. La persistance de la forme valeur, fût-ce sous des aspects nouveaux, n'accompagne-t-elle pas nécessairement celle de la division du travail et de l'Etat, fondements et champs d'expression des

antagonismes de classes ? La forme nouvelle de la valeur, qui accompagne l'abolition, non du capital, mais de sa parcellisation, n'entraîne-t-elle pas la transparence des rapports d'exploitation ? S'il en est ainsi, les modes capitaliste-étatiste et socialiste-étatiste doivent tendre à rétablir la dominance de l'idéologie dans la reproduction. Les séparations Etat/société civile, pouvoir politique/pouvoir économique sont propres au seul mode capitaliste vrai, fondé sur l'émiettement du pouvoir économique et l'idéologie économiste du marché généralisé. La démocratie en Occident n'est pas concomitante du capitalisme par hasard. Le dépassement de la parcellisation du capital par la valeur de développement abolit les séparations Etat/société civile, pouvoir politique/pouvoir économique; c'est-à-dire qu'il abolit la démocratie et rétablit l'absolutisme idéologique, que ce soit sous la forme de l'Homme unidimensionnel de l'Occident ou sous celle de l'idéologie nationaliste-pseudo-socialiste de l'Est. Cette analyse, inaugurée par l'école de Francfort à partir, non seulement du totalitarisme hitlérien, et du stalinisme, mais aussi du totalitarisme intériorisé de la société occidentale avancée, vient à propos pour rappeler que l'autre issue de l'alternative — l'abolition de la valeur, de la division du travail, de l'Etat, donc des classes — étend au contraire et approfondit la société civile, donc la démocratie, qui devient anarchie au sens étymologique. Il faut situer à partir de là le retour en arrière, amorcé au sein même de l'école de Francfort, notamment par Hannah Arendt, réduisant cette analyse riche de l'émergence de l'absolutisme idéologique en rapport avec l'évolution de la base économique au schéma politiciste du totalitarisme, coupé de la dialectique base/superstructure. Cette réduction, qui évacue le problème de l'absolutisme idéologique dans l'Occident avancé, a fini, de dégradations en dégradations, par s'abaisser au niveau de l'idéologie bourgeoise telle qu'elle est formulée, en France, chez Raymond Aron et ses élèves, lesquels reprennent eux-mêmes à leur compte la politicologie américaine.

III - La thèse des trois mondes et la réhabilitation du phénomène national

- 1) La thèse des « trois mondes » classe les pays du système mondial en trois groupes : le premier monde (les deux superpuissances, Etats-Unis et U. R. S. S.), le second monde (les puissances moyennes : impérialismes secondaires d'Europe occidentale et Japon, pays de l'Europe de l'Est), et le tiers monde (pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine).

Ce classement prétend se substituer à l'ancienne division jdanovienne en deux camps, qui situait les pays au double plan de leur nature sociale (capitaliste ou socialiste) et de leur politique extérieure (alignement américain ou soviétique) en prétendant ces deux plans indissolublement liés. Lorsque s'est constitué le groupe des non-alignés, à l'initiative de Tito, Nasser et Nehru, la même logique a été étendue à ces pays. On a voulu relier leur politique extérieure neutraliste à des particularités de leurs régimes sociaux, qualifiés de démocratie nationale, de « voie non capitaliste ». L'élargissement du groupe des non-alignés à pratiquement tous les pays d'Asie et d'Afrique a vidé de son contenu cette prétention d'analyse.

Ces thèses soviétiques sont erronées et nous prétendons : 1) que les sociétés dites socialistes ne le sont pas, mais constituent un nouveau groupe de sociétés de classes, fondées sur le mode étatiste 2) que les rapports U. R. S. S. démocraties populaires sont des rapports inégaux; 3) que les sociétés dites de démocratie nationale sont des sociétés capitalistes périphériques; 4) que, s'il y a une relation entre la structure sociale d'un pays, envisagée dans toutes ses nuances, et sa politique extérieure, cette relation ne saurait être réduite à une détermination linéaire simple selon laquelle une attitude pro ou antisoviétique correspond à un certain degré de socialisme; 5) qu'en fait cette série de thèses sert à masquer la politique de superpuissance de l'U. R. S. S.; 6) qu'enfin l'alignement à laquelle elles invitent (alignement total ou tempéré, non-alignement considéré comme une transition) constitue un facteur de blocage de la dynamique de la lutte des classes internes et de la lutte anti-impérialiste; en forçant toutes les forces sociales et politiques à choisir entre le commandement américain ou celui de l'U. R. S. S., elles ont soumis les luttes sociales aux impératifs des alignements extérieurs, réduisant ainsi la portée anticapitaliste qu'elles pouvaient acquérir.

- 2) Le reclassement proposé par la thèse chinoise des trois mondes (cf. 75-2, 75-3) tord peut-être le bâton dans l'autre sens. Il est fondé en effet exclusivement sur le facteur national, réduit en l'occurrence à la taille et à la place des nations dans le système. Il y a les deux superpuissances, seules capables d'action directe et indirecte partout dans le monde. Il y a les sociétés développées, économiquement indépendantes (dans l'interdépendance inégale), parce que façonnées historiquement comme

des sociétés autocentrées (capitalistes ou capitalistes d'Etat), mais qui ne sont plus capables d'intervenir à l'échelle mondiale au plan politique. Il y a les sociétés sous-développées, économiquement dépendantes, parce que façonnées historiquement comme périphéries soumises et extraverties, politiquement et militairement faibles et instables. La thèse n'avance rien en ce qui concerne la nature sociale exacte des régimes, sauf qu'ils ne sont pas socialistes. Une exception est faite pour la Chine (hors classement ou tiers monde ?), les pays socialistes asiatiques (Corée, Vietnam, Cambodge, Laos) et, peut-être, Cuba, considérés comme à la fois tiers monde et socialistes. En ce qui concerne tous les autres pays, jugés non socialistes, la thèse n'exclut aucune nuance de qualification concernant la nature du bloc hégémonique particulier à chacun d'entre eux.

Une telle réhabilitation du fait national est confirmée partout par l'expérience. Le facteur national subsiste même au cours de la construction socialiste : pensons aux relations Chine-Vietnam-Cambodge, par exemple, ou Yougoslavie-Albanie. D'autres textes (*La lettre en vingt-cinq points* et *Des défenseurs du néo-colonialisme*, entre autres) précisent notamment le sens de la formule : « Les Etats veulent l'indépendance, les nations la libération, les peuples la révolution. »

Les peuples sont définis par les blocs des classes anticapitalistes, différents au centre et à la périphérie du système impérialiste. Les nations constituent l'unité historique des classes antagonistes. De ce fait, ce que l'on appelle l'intérêt national n'est rien d'autre que le reflet des modalités que le caractère mondial du capitalisme impose aux blocs hégémoniques locaux qui doivent s'intégrer dans des systèmes d'oppositions et d'alliances de classes à l'échelle mondiale. Ces nations opèrent par le moyen d'Etats qui, plus ou moins nationaux, sont les instruments de la politique, c'est-à-dire des alliances internes et internationales.

- 3) Mais la thèse des trois mondes perd de sa pertinence si l'on réduit toute la réalité au facteur national. On aboutit alors à une théorie unilatérale, non marxiste, qui substitue les nations aux classes et amène à se dispenser de faire l'analyse des contrastes et alliances de classes internes et externes par lesquels le système opère, se reproduit et se transforme.

L'U. R. S. S. et les Etats-Unis sont bien deux superpuissances, et deux sociétés de classes. Mais elles n'ont pas la même histoire et n'occupent pas des positions symétriques dans le système mondial. Les Etats-Unis

sont la superpuissance impérialiste qui hérite de la constitution progressive de l'impérialisme au cours du dernier siècle comme de l'effacement partiel des impérialistes secondaires comme puissances mondiales. Ils opèrent dans l'ensemble des mondes non socialistes et non soviétiques conformément aux lois économiques de l'impérialisme (investissements de capitaux, extraction de surtravail, etc.). L'U. R. S. S. s'est constitué en société de classe nouvelle à partir d'une révolution socialiste, après avoir été confinée dans ses frontières, puis celles d'une zone d'influence précise. Son mode d'organisation interne et les interventions externes que chacune d'elles pratique sont spécifiques.

L'Europe de l'Ouest et le Japon d'une part, l'Europe de l'Est de l'autre, ne sont pas non plus dans des positions analogues. Elles diffèrent au plan de leurs structures internes comme au plan de leur position internationale.

Les différents Etats du second et du tiers monde ne luttent pas pour l'indépendance de la même manière, ni pour la même indépendance. Les différentes nations du tiers monde ne luttent pas pour la libération de la même manière. Quant aux blocs populaires de classes révolutionnaires, ils sont évidemment différents d'un pays à l'autre. Les ennemis de ces indépendances, de ces libérations à contenus différents, comme ceux des différentes révolutions à l'ordre du jour, ne sont ni les mêmes partout, ni organisés en blocs de la même façon. L'ennemi principal n'est pas le même en Angola et en Tchécoslovaquie.

La politique extérieure ne constitue donc en aucune manière un domaine qui serait parfaitement cohérent avec la nature de classes des différentes nations. Il suffit de voir comment se font et se défont les alliances (exemple : l'Ethiopie et la Somalie) pour le comprendre. Un bloc populaire autonome qui conduit fermement la lutte selon ses intérêts propres peut conclure des alliances très larges, internes et externes (exemple : le Vietnam); mais, si elles se substituent aux carences du bloc populaire, les alliances font des forces populaires le jouet des superpuissances.

- 4) L'analyse du fonctionnement du réseau économique, politique et idéologique du monde capitaliste est aujourd'hui assez avancée. On ne peut malheureusement pas en dire autant du réseau soviétique. Les travaux concernant le fonctionnement économique de la division du travail au sein du Comecon sont encore superficiels et généralement

inspirés par des idéologues du révisionnisme. Quant aux critiques, ils sont encore trop tentés de plaquer sur cette réalité nouvelle les résultats de l'analyse du système occidental.

- 5) La thèse chinoise du social-impérialisme et de l'expansionnisme soviétique a l'avantage de proposer une intégration de la politique soviétique dans un cadre de référence d'ensemble, qui définit la situation internationale nouvelle, à partir du milieu des années 60, d'une manière concrète. Selon cette thèse, on aurait assisté, après la deuxième guerre mondiale, à une étape de l'impérialisme dotée d'un certain nombre de caractéristiques comme l'hégémonie américaine sur l'ensemble du système impérialiste, la réclusion du monde soviétique enfermé sur lui-même et l'isolement de la Chine. Cette période se terminerait et l'on entrerait dans une phase où les rapports se modifient. En effet, l'hégémonie américaine sur l'ensemble du système est remise en cause : d'abord, par les luttes de libération nationale (échecs en Asie, en Chine et au Vietnam) et, subsidiairement, par les modifications des rapports inter-impérialistes entre la fraction hégémonique américaine et les fractions subalternes européenne et japonaise. Dans ce cadre, la résurgence des luttes dans les centres faibles (l'Europe du Sud) s'articulerait sur l'essor du mouvement de libération nationale, tout comme les bourgeoisies de la périphérie tenteraient de se donner un second souffle en imposant un nouveau partage moins défavorable de la plus-value mondiale.

Cette remise en cause de l'hégémonie et de l'équilibre mondial aurait conduit l'Union soviétique à envisager d'exploiter le déclin américain en vue de la constitution d'un nouvel empire sur une zone plus importante. Pendant toute la période passée, l'U. R. S. S. avait été enfermée dans les frontières de son glacis, avec ses zones de dépendance directe mais sans bases avancées, les partis révisionnistes étant eux-mêmes isolés dans leur vie politique locale. L'impérialisme américain jouissait de son hégémonie sur un système vaste et organisé, s'appuyant sur le double relais des bourgeoisies impérialistes subalternes européenne et japonaise et des classes exploiteuses du tiers monde, dans des alliances de classes diverses.

L'analyse suppose une vision de l'évolution de l'Union soviétique à partir d'une révolution, socialiste à l'origine, qui dégénère de la construction du socialisme vers une société de classes. Celle-ci ne dispose pas, à l'heure

actuelle, d'un empire à l'échelle de ses appétits. Les pays de l'Europe de l'Est, qui peuvent être classés dans le second monde par leur niveau de développement, restent de petits pays. Mais le problème majeur est que l'U. R. S. S. n'a pas de bases dans le tiers monde. Il n'y existe pas de système qui soit greffé solidement dans une alliance de classes avec le système soviétique. L'U. R. S. S. a bénéficié d'alliances sporadiques avec les bourgeoisies dirigeantes des mouvements de libération nationale à un moment ou un autre, entendant par là les arracher à l'hégémonie américaine et y parvenant temporairement; mais le cas égyptien a montré la fragilité de ces alliances. L'U. R. S. S. tenterait donc d'exploiter le déclin américain pour constituer cet empire à travers la recherche de positions cette fois sérieuses dans le second et dans le tiers monde. Elle chercherait en particulier à transformer à son profit les anciens impérialismes subalternes en social-impérialismes subalternes.

L'U. R. S. S. poursuivait des objectifs à peu près analogues à ceux de l'impérialisme classique : recherche des sources d'exploitation extérieures permettant le renforcement de l'alliance révisionniste (soumission de sa classe ouvrière à sa classe dominante dans le cadre de l'hégémonie d'une idéologie nationaliste) qui prendrait la succession de l'alliance social-démocrate. Bien entendu, cette recherche doit adopter des formes spécifiques adaptées à la conjoncture. Par exemple, la recherche de matières premières est peut-être secondaire, compte tenu du développement historique autarcique dont elles bénéficieraient dans le cadre d'un pays très vaste façonné au départ par une révolution socialiste : la soumission de pays industrialisés avancés permettant de fournir une technologie plus efficace répondrait peut-être mieux aux besoins soviétiques. Il faudrait aussi distinguer, dans cette perspective, les objectifs stratégiques des moyens tactiques. La recherche de bases lointaines peut n'être qu'un moyen tactique, dans la lutte contre l'impérialisme concurrent majeur, pour imposer un nouveau partage plus satisfaisant ailleurs. Les mondes arabe, indien et africain, « ventres mous » de la périphérie — par opposition à l'Amérique latine, infiniment plus soumise à l'hégémonie nord-américaine, où se confrontent mouvements de libération nationale, intérêts de l'impérialisme hégémonique, intérêts des impérialismes seconds, conflits locaux importants — peuvent, de ce fait, être les champs principaux du « conflit du siècle » sans être nécessairement leur objectif final réel.

Il reste à savoir si cette analyse correspond aux visées véritables de ceux que les Chinois appellent les « nouveaux tsars ». Des écrits comme ceux d'Amalrik (80d-3), s'ils n'ont aucune valeur scientifique, ont au moins l'avantage de rappeler que des courants idéologiques existent en U. R. S. S. qui envisagent la fuite en avant dans le bellicisme antichinois comme moyen de surmonter la crise interne et notamment la révolte des peuples asiatiques opprimés de l'Union.

Chapitre VIII

La théorie de l'impérialisme et sa crise contemporaine

Les huit thèses qui suivent résument nos conclusions.

A) La théorie de l'impérialisme est synonyme de théorie de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale, théorie de l'articulation des divers modes d'extorsion du surtravail fondés sur les modalités spécifiques du développement inégal de notre époque. La loi fondamentale qui régit l'accumulation à l'échelle mondiale est donc l'expression de la loi de la valeur opérant à l'échelle du système impérialiste dans son ensemble.

1) La théorie du mode de production capitaliste est en effet construite dans *Le capital* à partir de l'élaboration de la loi de la valeur (cf. *La loi de la valeur et le matérialisme historique*). Celle-ci ne rend pas compte seulement du caractère du produit social dans le mode capitaliste, sa nature marchande; elle ne révèle pas seulement l'origine du profit, la plus-value; elle permet de comprendre les lois de l'accumulation qui commandent la reproduction et l'expansion du mode capitaliste. Ces lois, qui s'expriment à travers les équilibres-déséquilibres entre les deux départements de la production capitaliste (production de moyens de production et production de moyens de consommation), donnent à la valeur de la force de travail un statut objectif, dans la mesure où les lois de l'accumulation établissent la relation entre la valeur de la force de travail et le niveau de développement des forces productives.

L'unité du marché des marchandises, des capitaux et de la force de travail, c'est-à-dire l'existence coextensive d'un Etat bourgeois, d'une bourgeoisie et d'une classe ouvrière nationales, constitue le cadre nécessaire qui donne sa signification à la loi de la valeur.

2) L'hypothèse sous-jacente correspondant à l'analyse du *Capital* est que cette loi opère dans le cadre de chacun des espaces nationaux capitalistes, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, etc. Elle correspond effectivement à la réalité du milieu du siècle dernier qui fait l'objet de l'analyse de Marx. Mais elle ne lui correspond plus, car le capital circule et se reproduit à l'échelle mondiale, les marchandises et la classe ouvrière elle-même tendent à devenir mondiales. Aucun

espace national, même celui des Etats-Unis, ne constitue un cadre suffisant à l'intérieur duquel puissent se reproduire les conditions de l'accumulation.

- 3) La théorie de l'impérialisme doit donc être construite sur la base infrastructurelle de la théorie de la valeur opérant à l'échelle mondiale, et la loi de la valeur doit rendre compte des niveaux différents du prix de vente de la force de travail dans les différents segments du système impérialiste.

Notre thèse ici est : a) que les marchandises, parce qu'elles sont mondiales, ont une seule valeur mondiale; b) que le capital, parce qu'il est mondial, tend à s'aligner sur un taux de rémunération moyen, ou une gamme précise de taux structurés en fonction de celui-ci; c) que le marché de la force de travail demeure segmenté, et que, de ce fait, les conditions locales de la lutte des classes permettent des taux de plus-value inégaux.

Il n'y a pas d'autres explications possibles aux différences de prix de la force de travail. Ceux qui renoncent à la relation objective entre la valeur de la force de travail et le développement des forces productives sont contraints de faire du salaire réel une catégorie empirique, soit déterminée par la biologie (les « subsistances ») et de substituer ainsi à la loi de l'accumulation une loi de la population, soit totalement indéterminée.

Mais, si la relation doit être établie entre valeur de la force de travail et développement des forces productives, il faut préciser auparavant de quelles forces productives on parle : sectorielles, nationales ou mondiales.

A l'intérieur d'un espace national, les forces productives sont inégalement développées d'une branche à l'autre; pourtant, la force de travail a la même valeur. Le discours reliant ces salaires aux productivités sectorielles est un discours nécessairement marginaliste et tautologique, car on ne peut pas comparer la productivité d'une branche à l'autre. L'unité du marché des marchandises, des capitaux et du travail d'une part, la détermination des équilibres de l'accumulation au sein de ce marché d'autre part, imposent de conclure que la valeur de la force de travail est reliée objectivement au niveau national (« moyen »)

de développement des forces productives.

Mais alors, si d'une part le marché des marchandises et celui du capital, et si d'autre part l'espace au sein duquel se réalisent les équilibres de l'accumulation sont devenus mondiaux, la valeur de la force de travail à l'échelle du système mondial est reliée au niveau mondial « moyen » de développement des forces productives. Les différences nationales entre les prix de la force de travail ne s'expliquent plus par les différents niveaux de développement nationaux moyens, mais par la segmentation de la classe ouvrière. L'élément Etat-politique-lutte de classes est ainsi nécessairement réintroduit dans la théorie de l'impérialisme.

- 4) Les prix différents de la valeur de la force de travail, s'ils s'expliquent par les conditions concrètes de la lutte des classes, posent la question de la reproduction de la force de travail.

Il n'est pas dit que ces conditions permettent partout et nécessairement la reproduction de chacun des segments de la force de travail. On oublie, par exemple, que l'Irlande avait une population égale à celle de l'Angleterre au moment de sa conquête par celle-ci, aux débuts du mercantilisme et de la transition au capitalisme : la nation et le peuple irlandais ont été détruits par le même processus qui a permis l'expansion anglaise. Il n'est pas dit qu'à notre époque des phénomènes semblables de destruction de la force de travail ne caractérisent pas le système impérialiste.

- 5) Traiter du système impérialiste, c'est traiter d'un système de formations et non du mode capitaliste étendu au monde. Dans ce système de formations, tous les modes non capitalistes sont soumis à la domination du capital et, de ce fait, du surtravail est arraché aux producteurs non prolétariés pour être transformé en profit du capital. Cette domination formelle agit sur les conditions de la reproduction de la force de travail non prolétariée.

- 6) Le prix de la force de travail dans les centres impérialistes n'est pas indépendant du prix pratiqué dans les périphéries dominées, puisque le prix moyen de l'ensemble de la force de travail doit correspondre à sa valeur, en relation avec le développement des forces productives à l'échelle globale. De fait, le prix de la force de travail au centre est

indissolublement lié au caractère impérialiste du système d'exploitation capitaliste.

- 7) L'échange inégal qui apparaît au niveau des prix des marchandises ne résulte donc pas de phénomènes situés au plan de la circulation, mais reflète les conditions de la genèse et de la répartition du surtravail dans le système impérialiste.
- 8) Les sociétés capitalistes ne sont pas seulement constituées de la classe ouvrière et de la bourgeoisie. Dans les centres dominants, des classes et couches nombreuses participent à la production ou remplissent des fonctions improductives. Or, la répartition des fonctions et des occupations n'est pas indépendante de la division du travail à l'échelle mondiale. Qui produit de la valeur, qui en consomme ?
- 9) Le type de développement résultant des lois de l'accumulation opérant à l'échelle mondiale a des effets d'ensemble qui dépassent la seule question des prix de la force de travail. Par exemple, la concentration au centre de la consommation des ressources naturelles produites dans la périphérie modifie les conditions d'un développement ultérieur des forces productives.
- 10) La question de savoir si la classe ouvrière d'Occident « profite » ou non de l'impérialisme entraîne de ce fait des polémiques stériles. Le jeu de mots qui consiste à rapprocher la catégorie du profit de l'emploi trivial du verbe « profiter » pour éluder le problème en constitue un exemple classique.

Il est certain que les travailleurs au centre du système impérialiste sont exploités par le capital, encore qu'il n'existe pas d'analyse exhaustive des effets de parasitisme inhérents au système impérialiste. Mais il est certain aussi que la destruction du système impérialiste impliquerait la suppression du transfert de valeur générée à la périphérie. Cette suppression ne serait compatible avec l'amélioration des conditions de vie des travailleurs au centre que si les rapports capitalistes sont renversés. Ce qui, à son tour, impliquerait un tout autre modèle de développement que celui qui découle des lois de l'accumulation capitaliste en général et, a fortiori, de l'accumulation impérialiste.

- B) Toute crise dans le système capitaliste est l'expression d'un disfonctionnement de la loi de la valeur sous l'effet de la lutte des classes.

Elle se manifeste par des déséquilibres qui rendent la réalisation de la valeur impossible et, en conséquence, entraînent la chute du taux de profit. En ce sens, toute crise est une crise des rapports de production capitalistes.

Cette proposition générale ne suffit pas pour caractériser une crise particulière, à une étape donnée de l'évolution du système. Au xix^e siècle, par exemple, la loi de la valeur opérant sur la base des espaces nationaux, la crise est une crise nationale, bien qu'elle puisse être transmise du centre hégémonique de l'époque (l'Angleterre) aux autres pays.

Si, aujourd'hui, l'espace sur la base duquel opère la loi de la valeur est celui de l'ensemble du système impérialiste, la crise doit être saisie d'abord à ce niveau, c'est-à-dire reflétant l'impossibilité d'assurer la circulation mondiale du capital et la réalisation mondiale de la valeur. Cette impossibilité résulte à son tour de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'est la raison pour laquelle la dimension principale dans laquelle s'exprime la crise actuelle est située dans le champ de la division internationale du travail.

C) La théorie de l'impérialisme et de sa crise implique nécessairement une théorie de l'Etat à l'époque impérialiste.

1) Cette théorie ne saurait se contenter de généralités. Il n'est pas suffisant de considérer l'Etat comme l'instrument des intérêts économiques dominants, hier des bourgeoisies nationales, aujourd'hui des monopoles. De quels monopoles les Etats contemporains seraient les représentants : des monopoles nationaux ou des multinationales, américaines principalement ? Quelle place sera faite dans ces conditions aux alliances de classes nationales hégémoniques concrètes ? Les conditions historiques particulières à chaque pays ne commandent-elles pas en permanence la composition-dislocation-recomposition de ces blocs hégémoniques dont les composantes se modifient sous l'effet des luttes de classes et de l'accumulation du capital ? A la périphérie du système, ces blocs successifs ne sont-ils pas visiblement en relation avec les modalités de la division internationale du travail et ne reflètent-ils pas le contenu de l'alliance de classes internationale hégémonique qui assure la circulation mondiale du capital ? En définitive, les contradictions qui traversent ces divers blocs hégémoniques sous l'effet des luttes de classes internes se manifestent au plan mondial par les

contradictions qui opposent les Etats.

- 2) Le procès même de l'accumulation a modifié progressivement le rapport entre l'Etat et le capital.

Au XIX^e siècle, les Etats capitalistes nationaux européens sont déjà constitués depuis l'époque mercantiliste (Angleterre, France) ou se constituent en même temps que se développe le capitalisme industriel (Allemagne, Italie). A cette époque, il y a coïncidence entre l'espace étatique (national, en général) et le triple marché capitaliste des marchandises, du capital et de la force de travail. Les alliances de classes hégémoniques sont des alliances nationales, en relation avec les conditions historiques particulières de la révolution bourgeoise. L'hégémonie mondiale britannique implique toutefois des alliances transnationales, par exemple avec les classes latifundiaires dominantes de l'Amérique latine, les classes « féodales » de l'Orient et de l'Inde, etc. Cette hégémonie économique est acceptée par les pays européens après 1815 et notamment par le concurrent de l'Angleterre à l'époque mercantiliste, la France. Elle institue la coexistence d'un marché mondial embryonnaire (limité à certaines marchandises) et de marchés nationaux (au triple sens indiqué ci-dessus) pleinement constitués. Elle organise un équilibre politique et militaire correspondant, « l'équilibre européen ».

Au cours des trois dernières décennies du siècle, la concurrence aiguë, durant la « grande crise » des années 1873-96, conduit à un nouveau stade de la centralisation et de la concentration du capital, le stade impérialiste. Les monopoles se forment sur la base des marchés nationaux déjà constitués. Us conservent ce caractère jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

- 3) Nous devons à Giovanni Arrighi (71b-5) l'analyse la plus poussée des effets de ces changements dans les rapports entre l'Etat et le marché — synonyme ici de capital, monopoles, économie. Selon lui, c'est l'adéquation entre l'espace étatique national et les monopoles de la fin du XIX^e siècle à 1945 qui rend compte des aspects essentiels de la vie sociale pour toute la période.

Elle explique le transfert du lieu de la concurrence entre monopoles, du terrain proprement économique à celui de la lutte entre les Etats

impérialistes et, par là, le caractère militariste de la période et la constitution de deux coalitions qui confronteront leurs forces dans deux guerres mondiales. La période 1914-1945 apparaîtra ainsi comme une « guerre de Trente ans » entre l'Allemagne et les Etats-Unis pour la succession à l'hégémonie britannique déclinante, guerre qui s'est soldée en 1945 par la supériorité définitive et acceptée de la puissance nord-américaine.

Elle explique le caractère des luttes de classes renouvelées de 1903 à 1907. La concurrence au xix^e siècle avait opéré dans une ambiance économique impliquant une baisse tendancielle des prix résultant de l'amélioration de la productivité. Les formes nouvelles de la concurrence entre monopoles impliquant au contraire une tendance à la hausse des prix, les salaires perdent leur « protection naturelle » résultant de la baisse des prix et, de ce fait, les luttes des salariés pour obtenir des augmentations s'avivent. L'attitude ambiguë du mouvement ouvrier à l'égard de la question coloniale et des impérialismes concurrents entraînera l'effacement de ces luttes devant la préparation de la guerre mondiale.

L'analyse d'Arrighi explique encore la nature des alliances de classes hégémoniques rétrogrades qui s'établissent durant la période. Les bourgeoisies monopolistes concurrentes ont besoin en effet de renforcer l'unité nationale par des politiques d'alliance avec des couches moyennes en voie de destruction sous l'effet précisément du développement monopoliste (paysannerie, petites entreprises, etc.). Des fascismes aux fronts populaires et au New Deal, ces types d'alliance s'emploient à protéger les secteurs nationaux qui ont perdu leur compétitivité (l'agriculture) ou qui ne l'ont pas encore acquise (la sidérurgie).

On comprend alors les caractères des luttes de classes de l'entre-deux-guerres. La vague des années 20, qui suit la révolution russe, est la plus politisée des vagues successives de luttes en Occident. Le mouvement ouvrier aspire alors au pouvoir d'Etat et à la suppression de la propriété privée du capital au bénéfice d'une appropriation nationale. L'échec de cette vague et le caractère des alliances hégémoniques renforcées pour soutenir son assaut rend compte de la gravité de la crise de 1930. La nouvelle vague de luttes, celle des années 30, se place d'emblée sur un

terrain défensif : le mouvement aspire au plein emploi dans une économie capitaliste, puis accepte la perspective de la marche à la guerre.

Arrighi oppose ces caractères de la période 1880-1945 à ceux de la période suivante. L'hégémonie incontestée des Etats-Unis au sortir de la seconde guerre permet alors le rétablissement d'un marché mondial. Celui-ci est d'ailleurs beaucoup plus développé que son homologue du xix^e siècle : il englobe désormais un volume décisif de la production marchande (notamment des produits de base, tous mondialisés) comme du capital. La mobilité sectorielle et internationale rétablie ouvre la voie à l'expansion mondiale des monopoles américains et à une croissance économique forte du système dans son ensemble, qui contraste avec la stagnation relative de l'entre-deux-guerres. Mais il n'y a plus maintenant adéquation entre l'espace des Etats et l'espace économique : la loi de la valeur est devenue mondiale.

Ce second après-guerre diffère fondamentalement du précédent : les luttes sont désormais limitées pratiquement à l'Italie et à la France, où elles apparaissent plus comme la queue de la période précédente que comme annonciatrices d'une vague nouvelle. L'épicentre des révolutions politiques est déjà transféré hors d'Europe.

La croissance économique forte renforce le poids économique de la classe ouvrière, dont les luttes, particulièrement la vague des années 60, sont généralement couronnées de succès au plan économique, réduisant la flexibilité du système, d'autant que les partis ouvriers sont désormais au centre de la vie politique en Europe occidentale. La stratégie du capital est double. D'une part, elle s'efforce de renouveler ses alliances en les modernisant : en substituant aux anciennes des couches nouvelles (technocraties, aristocraties ouvrières) qui s'inscrivent mieux dans les exigences de l'accumulation. D'autre part, elle vise à diviser à nouveau la classe ouvrière en opposant l'ouvrier-masse déqualifié (souvent immigré, minoritaire, jeune ou femme) à l'ouvrier d'encadrement à statut. La première opération, si elle semble avoir réussi aux Etats-Unis et en Europe du Nord, paraît s'être heurté à des obstacles en France et en Italie, qui contraignent peut-être le capital à tenter de revenir à des alliances rétrogrades ou à accepter des positions subalternes dans la division industrielle du travail (vis-à-vis de

l'Allemagne). La seconde opération paraît, elle, couronnée de succès dans l'ensemble de l'Occident, du moins à l'étape actuelle. Cela explique les caractères des luttes des années 60 : il s'agit d'une vague dépolitisée, les revendications politiques (notamment en 1968) étant exprimées plutôt par des couches extérieures à la classe ouvrière. La crise actuelle éclate sur cette toile de fond. Le mouvement ouvrier est donc sur la défensive. La moitié privilégiée de la classe ouvrière, moins touchée par le chômage que par l'inflation, ne pourrait-elle pas s'assigner l'objectif très bourgeois de la stabilité monétaire dans un marché mondial restructuré en fonction des exigences nouvelles de l'accumulation ? L'évolution du mouvement ouvrier allemand est à cet égard significative.

- 4) La phase coloniale de la division du travail centre/périphérie s'articule logiquement sur la première phase impérialiste. Les zones coloniales et semi-coloniales dépendantes sont confinées dans le rôle de fournisseurs de matières premières au profit des ensembles industriels monopolistes des métropoles concurrentes et dans celui de débouchés pour les industries non compétitives soutenant les alliances rétrogrades dans les métropoles. Les métropoles qui bénéficient d'avantages historiques (la Grande-Bretagne et la France) voient leurs positions convoitées par celles qui, venues plus tard, manquent d'« espace vital ». La crise de l'entre-deux-guerres accentue ces « repliements impériaux ».

La phase néocoloniale s'articule sur la reconstruction du marché mondial et l'expansion des multinationales. L'industrialisation de substitution d'importation est le résultat de la première vague de libération nationale, qui a imposé un renouvellement des alliances de classes internationales.

La crise actuelle révèle le caractère décisif des contradictions situées à ce niveau. En effet, l'obstacle principal au rétablissement de la circulation mondiale du capital est situé précisément dans l'épuisement du potentiel d'accumulation fondé sur la division du travail qui a soutenu l'industrialisation de substitution d'importation. D'où la convergence de la revendication des bourgeoisies du tiers monde d'un ordre nouveau fondé sur l'industrie d'exportation et de la stratégie de redéploiement des monopoles.

- 5) La thèse du marché mondial reconstitué dans le cadre de l'hégémonie

américaine n'est pas celle du super-impérialisme kautskyste. Celle-ci ignore en effet l'Etat, réduit au rôle de conseil d'administration des monopoles. Son économisme se retrouve dans les thèses radicales, non marxistes, qui font des multinationales les seuls maîtres du monde. Notre thèse au contraire part de la contradiction Etat/monopoles, reflet des contradictions de classes au sein des sociétés nationales tant au centre qu'à la périphérie.

L'analyse des stratégies des forces sociales en lutte et donc des issues possibles à la crise actuelle implique un approfondissement de la réflexion sur l'Etat. Au centre, cette réflexion s'articule sur toutes les questions à l'ordre du jour, telles celle de la construction européenne et celle des régionalismes. A la périphérie, elle pose la question du contenu de la libération nationale dans la période actuelle.

D) La définition du rapport évolutif Etat/capital constitue le cadre correct pour l'analyse de la portée de la hiérarchie contemporaine des impérialismes et de la question actuelle de la construction européenne.

1) Les Etats nationaux demeurent la seule instance politique suprême du système contemporain. Il n'y a pas d'Etat supranational. Au niveau international, des institutions comme le Fonds monétaire international n'en constituent même pas l'embryon; elles ne sont que le prolongement du système de l'hégémonie américaine organisée sur la base du marché mondial durant la phase 1945-70. Au niveau européen, il y a bien un début d'organisation paraétatique. Mais, dans la mesure où le cadre au sein duquel se déroule la lutte des classes et se nouent les alliances hégémoniques demeure strictement national, on doit continuer à parler des impérialismes au pluriel.

En dernier ressort, la hiérarchie dépend de la place assignée aux systèmes productifs des monopoles industriels dans la division du travail. A ce titre, les impérialistes les plus puissants sont ceux des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne. Les avantages économiques hérités des empires coloniaux, comme les inégalités au plan des positions politiques, idéologiques et militaires ne constituent que des moyens pour les impérialismes seconds de négocier les termes de leur alignement sur ces impérialismes principaux.

La thèse d'un retour à l'impérialisme financier, de la restauration de la

suprématie de la finance sur l'industrie, se fonde sur le recul relatif de l'investissement direct dans le tiers monde au bénéfice d'un endettement, notamment des Etats, auprès de consortiums financiers privés. Mais ce recul pourrait bien n'être que conjoncturel, et associé à la crise structurelle de la division internationale du travail : l'analyse de la dette montre en effet que celle-ci résulte en partie du report de la crise sur le tiers monde, en partie des exigences de l'insertion de celui-ci dans la circulation mondiale du capital (renflouement des balances de paiement, consolidation des bourgeoisies, etc.).

- 2) S'il existe un impérialisme européen en formation, celui-ci ne s'est pas encore situé par rapport à l'impérialisme américain. Pour le moment, la construction européenne en cours est seulement utilisée par les impérialismes seconds pour pallier leurs insuffisances. La question reste donc entière de savoir si le système tendra vers l'éclatement du marché mondial, la fin de l'hégémonie américaine et la reconstitution d'une adéquation Etat/capital portée éventuellement au niveau européen, ou si l'Europe et les Etats qui la composent conserveront leurs positions actuelles de relais dans le système du marché mondial unifié sous la houlette des monopoles, essentiellement américains.

En principe, une situation de crise comme celle que traverse le système conduit soit à une aggravation des contradictions inter-impérialistes, soit, à l'opposé, à un alignement des plus faibles sur les plus forts. Si, en 1930, la crise a appelé la première solution, c'est à cause de l'adéquation Etat-monopoles qui caractérisait l'époque, tandis que la transnationalisation explique le réaligement en cours, après quelques velléités d'autonomie au moment de la crise de 1973.

- 3) La thèse la plus communément admise par la gauche européenne est celle du ralliement à l'Europe, quitte à opposer l'« Europe des travailleurs » à celle des monopoles. Il y a dans cette position, implicitement, un recul économiste devant les « exigences objectives du développement des forces productives ». La formation de l'Etat européen est en effet considérée comme un préalable à la transformation socialiste des rapports de production, dès lors repoussée aux calendes. Accepter cette étape comme nécessaire pourrait alors être suivie d'un second aggiornamento, fondé sur la construction d'un Etat planétaire, conformément aux exigences des forces productives. C'est

par là même renoncer à croire encore possible la constitution de brèches socialistes à partir des effets du développement inégal sur les conditions politiques des luttes des classes. Notre thèse est qu'au contraire la stratégie léniniste de la rupture demeure valable, qui pose la question du désengagement à l'égard du système international.

E) Le rapport de l'Etat avec le capital dans la crise actuelle doit également être examiné à la périphérie du système.

1) Le développement du capitalisme périphérique, loin de constituer des nations comme au centre, ici les désagrège. Le caractère extraverti de ce développement et ses effets de distorsion réduisent la portée de la formation du marché local; la domination du capital étranger rend impossible la constitution d'un marché local des capitaux; enfin, la persistance des formes de la soumission formelle limite la portée de la formation d'un marché du travail.

L'Etat ne serait-il ici qu'une excroissance administrative de l'appareil des Etats impérialistes ? En partie. Mais il est aussi, et surtout, l'expression d'une alliance hégémonique locale, articulée sur l'alliance impérialiste. De là la double fragilité des Etats périphériques.

D'abord, la fragilité de l'alliance hégémonique, traversée des contradictions qui reflètent celle qui l'oppose aux masses populaires. Cette fragilité découle directement du rejet vers la périphérie des contradictions de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. Les alliances les plus faibles, fondées sur la prédominance d'une bureaucratie compradore pratiquement sans bourgeoisie locale, rapprochent alors l'Etat local de l'excroissance administrative étrangère et ouvrent le pays aux interventions extérieures permanentes. Mais même les alliances d'apparence plus solides, comme celles qui sont fondées sur une bourgeoisie industrielle et un Etat national, demeurent instables, ainsi qu'en ont témoigné en 1979 les événements d'Iran.

Ensuite, la fragilité nationale. L'intégration au système impérialiste a souvent opéré sur un substrat antérieur d'ethnies, groupes et communautés plus ou moins hétéroclites. Dans ce cas, l'Etat national parvient d'autant plus difficilement à se cristalliser que les contradictions au sein du peuple sont largement exploitées, tant par les différents segments de l'alliance hégémonique locale que par les forces

extérieures. On a affaire ici à un mouvement de libération nationale sans nation. S'il ne parvient pas à résoudre correctement les contradictions au sein du peuple, il demeure faible, et sa faiblesse fait la force relative des blocs hégémoniques qui assurent l'intégration impérialiste. Lorsqu'au contraire le mouvement de libération coïncide avec une nation précapitaliste (Asie orientale), cette conjoncture révèle en retour la fragilité de l'alliance exploiteuse locale.

2) Dans l'abstrait, le « nouvel ordre », fondé sur une industrialisation accélérée de la périphérie s'inscrivant dans la division internationale du travail, répond aux exigences objectives de l'accumulation : relèvement du taux de la plus-value et, par là, du profit à l'échelle mondiale.

Mais il ne s'agit là que d'une abstraction, puisque l'objet de la lutte en cours est précisément le partage de cette plus-value entre les différents segments du capital. Or, ici, l'intérêt du capital dominant, celui des multinationales, se heurte à celui des bourgeoisies de la périphérie. Le redéploiement correspond à la stratégie des premières; il suppose des Etats périphériques affaiblis. Le « nouvel ordre » correspond à celles des secondes; il suppose des Etats périphériques renforcés, capables de s'organiser en cartels d'exportateurs pour imposer le relèvement des prix des produits de base et d'exercer un contrôle national des ressources naturelles, de retenir le bénéfice des relèvements de prix par la nationalisation et la fiscalité, de contrôler l'investissement de ces surplus afin de structurer, au moins partiellement, les systèmes productifs, pour leur donner plus d'autonomie, etc.

A l'heure actuelle, les luttes de classes violentes qui secouent les sociétés de la périphérie permettent d'envisager l'effondrement de certains blocs hégémoniques garants de l'équilibre actuel, comme cela a été le cas en Iran. Le succès même du redéploiement, marqué par des taux de croissance exceptionnels, loin d'atténuer les contradictions, les a rendues plus explosives. Car la classe ouvrière en formation est en quelque sorte conduite inéluctablement à la lutte politique. Peu importe les drapeaux idéologiques derrière lesquels les masses se révoltent : c'est pour beaucoup le résultat de conditions circonstancielles et subjectives, la conséquence prévisible de la stratégie de la « voie non capitaliste ». L'essentiel est qu'elles se révoltent contre l'expansion du capital.

3) Dans les conditions de cette lutte, peut-on entrevoir l'émergence de nouveaux Etats nationaux capitalistes achevés ? Dans l'abstrait, le processus de l'accumulation du capital, s'il pouvait se poursuivre indéfiniment, finirait certes par imposer à l'ensemble des sociétés du monde les rapports de production capitalistes, supprimant toutes les autres formes de rapports de production, et donc homogénéisant sur cette base l'ensemble de la planète.

Mais, jusqu'ici, à chaque étape du développement du système impérialiste, les rapports centre/périphérie sont restés fondés sur une division inégale du travail. L'analyse économique des industries d'exportation proposées à certains pays de la périphérie, fondées sur la main-d'œuvre à bon marché ou des ressources naturelles abondantes, comme l'analyse politique d'ensemble de l'insertion de ces pays dans le système mondial (alliances hégémoniques locales et alliances internationales dominantes, caractères et rôle de l'Etat, systèmes de l'idéologie et de la vie politique, etc.) interdisent de prévoir le renversement de cette tendance.

La thèse adverse donne toujours en exemple les pays du tiers monde les plus avancés dans la voie de l'industrialisation (le Brésil, la Corée du Sud, Taïwan, l'Iran, etc.), pour revenir à une théorie simple des « étapes » du développement. Que ce soit dans sa version conventionnelle (celle de la Banque mondiale) ou dans des versions d'apparence marxiste, cette thèse substitue toujours à l'analyse en termes de matérialisme historique une analyse économiste réduite à la mesure quantitative de la production industrielle.

F) L'étude des contradictions du système à une étape précise de son développement et l'articulation de ces contradictions doivent toujours être situées dans le cadre de la conjoncture politique internationale concrète de la période.

1) Sans doute notre époque peut-elle être interprétée comme celle de la confrontation entre le capitalisme déclinant et le socialisme naissant. Mais on ne saurait se limiter à cette proposition générale. L'affrontement est seulement implicite, caché derrière des affrontements visibles qui sont d'une autre nature. Ainsi, dans les affrontements de classes au centre du système, l'objectif actuel du mouvement ouvrier n'est pas le socialisme : cet objectif demeure

économique (plein emploi, sauvegarde du pouvoir d'achat rongé par l'inflation, etc.). Les percées dans le domaine de la vie sociale se situent généralement ailleurs que dans ces confrontations. A la périphérie, les affrontements opèrent silencieusement au sein du mouvement de libération nationale, sans même toujours avoir une conscience claire des objectifs, d'où certaines formes populistes. Dans l'ensemble, les affrontements qui occupent le devant de la scène sont ceux qui opposent les Etats : le Nord au Sud, l'Ouest à l'Est.

- 2) L'affrontement Est-Ouest a été confondu longtemps avec celui qui oppose le socialisme au capitalisme. La thèse jdanovienne opère la confusion entre la prétendue nature sociale des régimes (socialistes ou capitalistes) et les politiques extérieures des Etats (alignement sur l'U. R. S. S. ou sur les Etats-Unis). C'est dans le cadre de cette thèse qu'il s'est révélé nécessaire, tactiquement, de créer une catégorie « intermédiaire » : les régimes « progressistes », la « voie non capitaliste » ou la « démocratie nationale ».
- 3) La méthode marxiste impose qu'on renverse les termes du raisonnement : il faut partir du contenu de classes réel des régimes. Aucune considération de nature tactique n'autorise à évacuer la question fondamentale de la nature de classes des pays de l'Est et, par là, des objectifs réels de leur politique internationale.

Dans cette optique rectifiée, si l'U. R. S. S. n'est pas socialiste, elle est une puissance qu'il reste à qualifier. Superpuissance sans doute, puisqu'elle seule peut aspirer à une hégémonie mondiale ou au partage du globe avec les Etats-Unis, son seul concurrent militaire. Mais il reste à mieux connaître les lois et les exigences de son expansion, qui ne sauraient être nécessairement empruntées à ce que nous connaissons des lois du capitalisme, puisqu'il s'agit d'une société de classe de type nouveau.

- 4) La thèse jdanovienne, qui reste le fondement des thèses soviétiques successivement produites au gré des conjonctures de guerre froide, de dégel, de coexistence ou de durcissement, remplit des fonctions idéologiques. Elle permet de soumettre les luttes de classes et les luttes anti-impérialistes aux objectifs propres de l'U. R. S. S. Elle aide à confondre dans le conglomerat des « forces progressistes » les forces populaires authentiques et les forces bourgeoises ou néobourgeoises

(étatistes) ralliées conjoncturellement aux premières. En recourant à des concepts élastiques (« socialisme », « forces progressistes »), comparables à ceux utilisés par l'adversaire (« liberté », « droits de l'homme »), elle abroge toute stratégie au bénéfice de la seule tactique.

5) Dans la confrontation Nord-Sud, la variété des situations à la périphérie, allant des bureaucraties compradores aux alliances paysannes révolutionnaires, interdit des jugements de type global. Dans la stratégie de la révolution ininterrompue par étapes, l'essentiel est la capacité pour les classes exploitées ouvrières et paysannes de s'exprimer d'une façon autonome. Alors seulement les exigences tactiques d'alliances internes et externes pourront être soumises à l'objectif stratégique de la transition socialiste. Autrement, les forces populaires resteront l'enjeu des forces réactionnaires locales et des forces extérieures.

G) Il faut toujours replacer l'impérialisme au centre de la réflexion sur le capitalisme contemporain si l'on veut déterminer les obstacles qui se dressent actuellement devant le socialisme.

1) Or, l'obstacle essentiel, c'est la difficulté d'un désengagement, condition nécessaire d'un développement des forces productives à la périphérie. Mais, façonnées autour du surplus impérialiste, les sociétés du centre, dans leur composition sociale comme dans les avantages tirés de leur accès aux ressources naturelles du globe, conçoivent mal la nécessité d'une restructuration globale. En témoignent les expériences récentes du Portugal et de l'Italie.

2) Le processus de dépassement des rapports capitalistes par rupture du niveau de centralisation du surplus correspondant aux forces productives les plus avancées engendre naturellement une série de difficultés connues : possibilités de régressions partielles, de restaurations, etc. Mais il est nécessaire aussi d'offrir une issue alternative définie en termes internationaux, pour briser les impasses des isolements nationaux et rendre possible une transition socialiste à partir des maillons faibles de la chaîne impérialiste centrale. Cette solution devrait aussi accélérer le développement de rapports socialistes dans les zones de la périphérie sorties du système et faciliter la constitution d'une première étape anti-impérialiste de la transition pour des régions de la périphérie qui n'ont pas encore brisé leurs liens de

dépendance.

La stratégie de l'alliance socialiste Europe du Sud-monde arabe-Afrique s'inscrit dans cette perspective (91-1, 91-2). Malheureusement il s'agit là d'un projet mal compris par les uns et les autres. A l'heure actuelle, après les timides velléités ambiguës des années 1970-75, la bourgeoisie de l'Europe du Sud a choisi au contraire le ralliement à l'Europe germano-américaine.

H) L'analyse du système impérialiste et de sa crise que nous avons proposée appelle quelques derniers commentaires en forme de questions.

1) La sous-estimation systématique, quand ce n'est pas l'oubli pur et simple, de la dimension impérialiste du capitalisme réduit le mouvement ouvrier et socialiste à l'impuissance. C'est cette impuissance que tente de compenser le discours ouvriériste. On clame que seules les classes ouvrières « mûres » seraient porteuses de l'avenir socialiste, oubliant les enseignements les plus clairs de l'histoire : les trois grands moments de l'histoire révolutionnaire de notre époque — la Commune de Paris, 1917, la révolution culturelle — sont en effet l'œuvre de classes ouvrières en formation. S'il cesse d'être simplement démagogique, ce discours risque de devenir simplement gauchiste — avec la connotation que Lénine donne à ce mot — quand il est repris par les représentants les plus avancés de la classe ouvrière occidentale, l'*operaismo* (92) italien.

Ignorer ou sous-estimer l'impérialisme, c'est finalement substituer une vision étapiste du développement du capitalisme à celle du développement inégal. C'est refuser la possibilité historique d'une stratégie de révolution ininterrompue par étapes. C'est s'obnubiler sur le développement du capitalisme à la périphérie, en oubliant son caractère périphérique. Et, logiquement, cet oubli doit conduire à attendre l'achèvement du développement du capitalisme à l'échelle mondiale pour poser la question du socialisme. Derrière cette erreur se profile la réduction du marxisme aux dimensions d'une idéologie ouvrière, alors qu'il est la science de la révolution des exploités et de la libération de l'homme. Sans doute sa découverte eût-elle été impossible sans le capitalisme et le monde ouvrier. Mais il a permis de renouer avec la tradition révolutionnaire de tous les temps, devenant ainsi l'outil, à l'époque impérialiste, de l'alliance ouvrière et paysanne.

2) L'expérience historique de la lutte des classes montre que des rapports de production qui sont devenus une entrave au développement des forces productives se désagrègent sous les coups de la révolte des classes opprimées. Mais ces coups peuvent faire le jeu d'une nouvelle classe montante, qui met en place les rapports de production nouveaux, s'empare de l'Etat et se substitue à l'ancienne classe exploiteuse. C'est ainsi que la lutte des paysans contre les féodaux a fait le jeu de la bourgeoisie.

L'expérience soviétique confirme cette possibilité : les coups portés par la classe ouvrière à la bourgeoisie y ont fait le jeu d'une classe nouvelle bureaucratique-technocratique, classe dominante du nouveau mode de production étatique. En Occident, les nouvelles couches issues de la différenciation au sein du prolétariat — aristocratie ouvrière et technocratie — ne nourrissent-elles pas également le projet d'un mode étatique ? La social-démocratie n'en est-elle pas l'illustration partielle ? Et l'eurocommunisme, conglomérat encore mal défini de tendances partiellement contradictoires, ne contient-il pas déjà une tendance social-démocrate ancienne (gestion du capital avec le soutien de l'aristocratie ouvrière) et une tendance social-démocrate nouvelle, « à la suédoise » (substitution de l'aristocratie ouvrière et de la technocratie à la bourgeoisie), conduisant au mode étatique ? Seule peut-être une tendance autogestionnaire, remontant aux sources anciennes de l'anarcho-syndicalisme, y exprime véritablement la révolte des travailleurs.

Il resterait à savoir quelles sont les lois du développement de ce nouveau mode et ses contradictions spécifiques. Si l'évolution, possible, vers un mode étatique implique la désagrégation du système du marché mondial caractéristique des trente dernières années, il semble impliquer aussi le renforcement de tendances nationales plus ou moins autarciques. Devra-t-on interpréter cette contradiction comme entraînant un retour vers des modèles comparables, en plus structurés et plus « étatistes-ouvriers », à ceux de l'entre-deux-guerres ? Ou faut-il interpréter cette tendance comme progressiste ? De la même manière pour les pays du centre que pour ceux de la périphérie ?

3) La question de l'affrontement capitalisme/socialisme apparaît dans toute sa complexité réelle, porteuse d'issues très différentes. Mais il ne

faut jamais cesser de distinguer la contradiction fondamentale d'un système (aujourd'hui, la contradiction capital/travail) de la contradiction principale dans laquelle elle s'exprime et qui peut être celle qui oppose, à un moment donné, des nations ou des Etats. Seule l'analyse concrète de la situation permet à chaque moment de caractériser la période.

Conclusion

Révolution ou décadence ? Quelques réflexions sur la transition d'un mode de production à un autre

Le mouvement ouvrier et socialiste a vécu sur une vision de la transition socialiste qu'une série de révolutions dans les pays capitalistes avancés devait inaugurer. Des critiques faites par Marx et Engels aux programmes de la social-démocratie allemande jusqu'aux conclusions que le bolchevisme a tirées de l'expérience de la révolution russe, le mouvement ouvrier et socialiste n'a jamais envisagé autrement la question de la transition socialiste à l'échelle mondiale.

Or, depuis trois quarts de siècle, la transformation du monde a emprunté d'autres voies. La perspective révolutionnaire a disparu des horizons de l'Occident avancé, tandis que les révolutions socialistes, exclusivement cantonnées à la périphérie du système, ouvraient la voie à des développements suffisamment ambigus pour que certains y voient seulement une étape de l'expansion capitaliste à l'échelle mondiale. L'analyse du système en termes de développement inégal proposée ici s'efforce de donner une réponse différente. Partie du système impérialiste contemporain, elle nous a amenés à envisager aussi la nature et la signification du développement inégal dans les étapes historiques antérieures.

L'histoire comparative des transitions d'un mode de production à un autre invite à poser la question du mode de transition en termes généraux et théoriques. Ainsi, certaines similitudes entre la situation contemporaine et l'époque de la fin de l'empire romain ont amené certains historiens qui ne se réclament pas du matérialisme historique à dresser des parallèles entre les deux situations. En revanche, une certaine interprétation dogmatique du marxisme a occulté la réflexion sur le thème dans les termes du matérialisme historique. On parle ainsi de la « décadence de Rome » dans les manuels d'histoire soviétiques, tandis que l'on continue à parler de la « révolution socialiste » comme forme exclusive de la substitution de rapports de production nouveaux aux rapports capitalistes.

Le rapprochement qui suit prétend se situer sur le terrain de l'analyse

comparative du contenu et des formes de la crise des rapports de production antiques et capitalistes. Les différences entre ces deux crises justifient-elles leur analyse, l'une en termes de « décadence » et l'autre en termes de « révolution » ?

A) Notre thèse centrale est qu'il existe un parallélisme certain entre les deux crises. Dans les deux cas, le système entre en crise parce que la centralisation du surplus qu'il organise est excessive, c'est-à-dire en avance sur les rapports de production qui le sous-tendent. Le développement des forces productives à la périphérie du système passe alors par l'éclatement de celui-ci et la substitution d'un système décentralisé de collecte et d'utilisation du surplus.

1) La thèse la plus répandue au sein du matérialisme historique est celle de la succession de trois modes de production dominants : le mode esclavagiste, le mode féodal et le mode capitaliste. Dans ce cadre, la décadence de Rome ne serait que l'expression du passage de l'esclavage au servage. Il resterait à expliquer pourquoi on ne parle pas ici de « révolution féodale », comme on parle de révolution bourgeoise et de révolution socialiste.

Nous avons rejeté cette thèse, que nous estimons occidentalocentrique, au sens qu'elle généralise abusivement les caractères spécifiques de l'histoire de l'Occident, rejetant l'histoire des autres peuples dans la particularité. En choisissant de faire dériver les lois du matérialisme historique de l'expérience universelle, nous lui avons opposé la thèse d'un mode précapitaliste unique, le mode tributaire, vers lequel tendent toutes les sociétés de classes. L'histoire de l'Occident — la construction romaine antique, sa désagrégation, la constitution de l'Europe féodale, enfin la cristallisation des Etats absolutistes de l'époque mercantiliste — traduit ainsi, dans ses particularités, la même tendance fondamentale qui s'exprime ailleurs dans la construction moins discontinue des Etats tributaires achevés, dont la Chine est l'expression la plus forte. Dans notre thèse, d'une part, le mode esclavagiste n'a pas de statut universel comme le mode tributaire et le mode capitaliste : il est particulier et apparaît en relation étroite avec l'extension de rapports marchands; d'autre part, le mode féodal est une forme primitive, inachevée, du mode tributaire.

La construction romaine, puis sa désagrégation, apparaissent dans cette

hypothèse comme une tentative trop précoce de construction tributaire. Le niveau de développement des forces productives n'exigeait pas une centralisation tributaire à l'échelle de l'empire romain. Cette première tentative avortée allait donc être suivie d'un passage forcé par la phase de l'émiettement féodal, à partir duquel devait se reconstituer une centralisation dans le cadre des monarchies absolutistes de l'Occident. Alors seulement le mode de production en Occident approchera le modèle tributaire achevé. C'est d'ailleurs uniquement à partir de ce stade que le niveau de développement des forces productives en Occident atteindra celui du mode tributaire achevé de la Chine impériale, et cette coïncidence n'est sans doute pas fortuite.

Le retard de l'Occident, qui s'exprime par l'avortement romain et l'émiettement féodal, a constitué en définitive son avantage historique. C'est en effet la combinaison spécifique d'éléments du mode tributaire antique et des modes communautaires barbares qui caractérise le féodalisme et lui a donné sa flexibilité. Celle-ci rend compte de la rapidité avec laquelle l'Europe traverse la phase tributaire achevée, dépassant vite le niveau de développement des forces productives de l'Orient qu'elle venait de rattraper, et débouchant sur le capitalisme. Cette flexibilité et cette rapidité contrastent avec la rigidité et la lenteur relatives de l'évolution dans les modes tributaires achevés de l'Orient.

- 2) Le cas romain-occidental n'est sans doute pas le seul exemple d'avortement de la construction tributaire. Dans des conditions spécifiques différentes, nous croyons repérer au moins trois autres cas de ce type : le cas byzantin-arabe-ottoman, le cas indien, le cas mongol. Chaque fois, les tentatives de mise en place de systèmes de centralisation tributaire ont trop largement précédé les exigences du développement des forces productives pour pouvoir s'installer durablement. Sans doute les formes de ces centralisations ont-elles été dans chaque cas des combinaisons spécifiques différentes de moyens étatiques, para-féodaux et marchands : dans l'État islamique, par exemple, c'est la centralisation marchande qui a joué le rôle décisif; les avortements indiens successifs sont à mettre en relation avec le contenu de l'idéologie hindouiste, que nous avons opposée au confucianisme; quant à la centralisation de l'empire de Gengis Khan, elle fut, comme on sait, de très courte durée.

3) Le système impérialiste contemporain est, lui aussi, un système de centralisation du surplus, à l'échelle mondiale. Cette centralisation opère sur la base des lois fondamentales du mode capitaliste et dans les conditions de sa domination sur les modes précapitalistes de la périphérie soumise. Nous avons formulé la loi de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale comme forme d'expression de la loi de la valeur opérant à cette échelle. Le système impérialiste de centralisation de la valeur se caractérise par l'accélération de l'accumulation et du développement des forces productives au centre du système, tandis qu'à sa périphérie ceux-ci sont handicapés et déformés. Développement et sous-développement sont l'endroit et l'envers de la même médaille.

On comprend alors que le développement ultérieur des forces productives à la périphérie doit passer par l'éclatement du système impérialiste de centralisation du surplus. Une phase nécessaire de décentralisation, la construction de la transition socialiste nationale, doit précéder la réunification à un niveau plus élevé de développement que constituerait la société planétaire sans classes.

B) Cette thèse centrale entraîne plusieurs conséquences concernant la théorie et la stratégie de la transition socialiste.

1) La transition socialiste à la périphérie se confond avec la libération nationale. Celle-ci s'est révélée impossible sous la direction de la bourgeoisie locale. Elle devient donc une étape démocratique du processus de la révolution ininterrompue par étapes sous la direction des masses ouvrières et paysannes. Cette fusion des objectifs de libération nationale et du socialisme engendre à son tour une série de problèmes nouveaux dont il faut prendre la mesure. Car l'accent est mis tantôt sur l'un tantôt sur l'autre des deux aspects; et, de ce fait, le mouvement réel de la société comporte des alternances de progrès et de reculs, des ambivalences et des aliénations, notamment nationalistes. Là encore le parallèle peut être fait avec l'attitude des Barbares à l'égard de l'empire romain, qui comportait elle aussi ses ambiguïtés, et notamment l'imitation formelle, parfois servile, du modèle romain contre lequel on s'insurgeait.

Parallèlement, le caractère parasitaire de la société centrale s'accroît. A Rome, le tribut impérial corrompt la plèbe et paralyse sa révolte. Dans les sociétés du centre impérialiste, une fraction croissante de la

population bénéficie d'emplois improductifs et de positions privilégiées concentrés ici par les effets de la division internationale inégale du travail. La perspective d'un désengagement à l'égard du système impérialiste et la formation d'une alliance anti-impérialiste capable de renverser l'alliance hégémonique et d'amorcer la transition socialiste sont, de ce fait, rendues plus difficiles.

- 2) L'amorce de rapports de production nouveaux apparaît plus aisément à la périphérie qu'au centre du système. Dans l'empire romain, les rapports féodaux se fraient leur chemin en Gaule et en Germanie, alors qu'ils piétinent en Italie et en Orient. C'est Rome qui invente le colonat, lequel se substitue à l'esclavage. Mais la seigneurie se développe ailleurs et, en Italie même, les rapports féodaux ne s'épanouiront véritablement jamais.

Aujourd'hui, le sentiment de révolte latente contre les rapports capitalistes est très fort au centre; mais il est impuissant. On veut « changer la vie », mais on ne parvient même pas à changer le gouvernement. Aussi les avancées se font-elles dans le domaine de la vie sociale plus que dans ceux qui concernent l'organisation de la production et de l'Etat. La révolution silencieuse des mœurs, l'éclatement de la famille, l'effondrement des valeurs bourgeoises, témoignent de cet aspect contradictoire du processus. A la périphérie, les mœurs et les idées sont souvent beaucoup moins avancées, mais on parvient néanmoins à mettre en place des Etats socialistes.

- 3) La tradition du marxisme vulgaire a opéré une réduction mécaniste de la dialectique du changement social. La révolution — dont le contenu objectif est l'abolition des rapports de production anciens et l'établissement de rapports nouveaux, condition d'un développement ultérieur des forces productives — est assimilée à une loi naturelle : l'application dans le domaine de la société de la loi du passage de la quantité à la qualité. La lutte des classes est le révélateur de cette nécessité objective : seule l'avant-garde — le Parti — est au-dessus de la mêlée, fait et domine l'histoire, est désaliénée; le moment politique qui définit l'instant révolutionnaire est celui par lequel cette avant-garde s'empare de l'Etat. Le léninisme lui-même ne s'est pas totalement départi de cette réduction positiviste du marxisme de la II^e Internationale.

Cette théorie qui sépare l'avant-garde de la classe n'est pas transposable aux révolutions du passé. La révolution bourgeoise elle-même n'a pas revêtu cette forme : ici, la bourgeoisie a capté à son profit la lutte des paysans contre les féodaux. L'idéologie qui lui a permis de le faire, loin d'être un moyen de manipulation, était elle-même aliénante. Dans ce sens, il n'y a pas eu de « révolution bourgeoise » — le terme est lui-même un produit de l'idéologie bourgeoise — mais seulement une lutte de classes dirigée par la bourgeoisie, à la rigueur, parfois, une révolution paysanne captée par la bourgeoisie. On peut encore moins parler de « révolution féodale »; le passage ici s'est fait dans l'inconscience.

La révolution socialiste serait d'un autre type, supposant la conscience désaliénée, parce qu'elle viserait pour la première fois l'abolition de toute exploitation et non la substitution de formes nouvelles aux formes anciennes de l'exploitation. Mais cela n'est possible que si l'idéologie dont elle se nourrit parvient à être autre chose que la conscience des exigences du développement des forces productives. Il n'est pas dit en effet que le mode de production étatique, comme forme nouvelle de rapports d'exploitation, n'est pas une réponse possible aux exigences de ce développement.

Ce sont les hommes qui font leur histoire. Ni les animaux ni les êtres inanimés ne font leur évolution; ils la subissent. Le concept de praxis est propre à la société, comme expression de la synthèse du déterminisme et de l'intervention humaine. La relation dialectique infrastructure/superstructure lui est également propre et n'a pas de correspondant dans la nature. Cette relation n'est pas unilatérale : la superstructure n'est pas le reflet des exigences de l'infrastructure. S'il en était ainsi, la société serait toujours aliénée et on ne voit pas comment elle pourrait parvenir à se libérer.

C'est pourquoi nous proposons de distinguer deux types qualitativement différents de transition d'un mode à un autre. Lorsque le passage se fait dans l'inconscience, ou par la conscience aliénée, c'est-à-dire lorsque l'idéologie qui agit les classes ne permet pas de maîtriser le processus du changement, celui-ci apparaît comme opérant d'une manière analogue à un changement naturel, l'idéologie faisant partie de cette nature. A ce type de passage nous réservons l'expression

de « modèle de décadence ». En revanche, si l'idéologie parvient à donner la dimension totale et réelle du changement voulu, et alors seulement, on peut parler de révolution.

4) La transition socialiste dans laquelle notre époque est déjà engagée est-elle du type décadent ou révolutionnaire ?

Il est sans doute encore impossible de répondre à cette question d'une manière définitive. Par certains de ses aspects, la transformation du monde contemporain revêt incontestablement un caractère révolutionnaire au sens défini ci-dessus. La Commune de Paris, 1917, la révolution chinoise (et particulièrement la révolution culturelle) ont été des moments d'intense conscience sociale désaliénée.

Mais ne sommes-nous pas engagés dans un autre type de transition ? Les difficultés qui rendent le désengagement des pays impérialistes presque impossible à penser aujourd'hui, et ses effets négatifs sur les pays de la périphérie engagés dans la voie socialiste (restaurations capitalistes possibles, évolutions vers un mode étatique, régressions, aliénations nationalistes, etc.) remettent en question le vieux modèle bolchevique.

Les uns en prennent leur parti et considèrent que notre époque n'est pas celle de la transition socialiste mais de l'expansion mondiale du capitalisme, qui parti de ce « petit coin d'Europe », commencerait seulement à s'étendre vers le sud et l'est. Au terme de ce transfert, la phase impérialiste apparaîtrait, non comme le dernier stade, le stade suprême, du capitalisme, mais comme une phase de transition vers le capitalisme universel. Et même si l'on continue à penser que la thèse léniniste de l'impérialisme reste vraie et que la libération nationale fait partie de la révolution socialiste et non bourgeoise, des exceptions, c'est-à-dire l'apparition de nouveaux centres capitalistes, seraient-elles possibles ? Cette thèse met aussi l'accent sur les restaurations ou les évolutions vers le mode étatique dans les pays de l'Est pour qualifier de processus objectifs d'expansion capitaliste ce qui n'aurait été que des pseudo-révolutions socialistes : le marxisme apparaîtrait ici comme une idéologie aliénante masquant le caractère vrai de ces développements.

Pour ceux qui se rangent à cette opinion, il faudra donc attendre qu'on ait atteint un niveau de développement des forces productives généralisant à l'ensemble du monde le niveau entrevu dans les centres actuels pour que la

question de l'abolition des classes soit vraiment à l'ordre du jour. Les Européens devraient donc laisser se faire l'Europe supranationale, de manière à voir la superstructure étatique ajustée aux forces productives. Puis il faudra sans doute attendre de voir l'Etat planétaire constitué, correspondant au niveau des forces productives homogénéisé au plan mondial, pour voir les conditions objectives de son dépassement enfin réunies...

D'autres, et nous sommes de ceux-là, voient les choses différemment. La révolution ininterrompue par étapes est toujours à l'ordre du jour pour la périphérie. Les restaurations ne sont pas fatales au cours de la transition socialiste. Et les ruptures du front impérialiste ne sont pas à exclure au niveau des maillons faibles du centre.

Orientations bibliographiques

La bibliographie qui suit n'a pas la prétention d'être exhaustive. Elle vise seulement à aider le lecteur à retrouver les ouvrages dont il lui serait utile de garder les thèses présentes à l'esprit en lisant ce livre.

1 - Les formations communautaires

10 - Ouvrages fondamentaux

- 1) K. Marx, *Grundrisse, 2 bis. Supplément au chapitre du « Capital » : Formes antérieures à la production capitaliste*, 10-18, 1974.
- 2) F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales.
- 3) Lewis H. Morgan, *La société archaïque*, Anthropos.
- 4) François Pouillon et autres, *L'anthropologie économique*, Maspero, 1976, notamment chap. 3, 4 et 5 : F. Pouillon, Alain Marie et Roger Meunier.
- 5) Claude Meillassoux, *Terrains et théories*, Anthropos, 1977 (« L'essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'autosubsistance » repris ici résume l'expérience tirée par l'auteur de son *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Mouton, 1964).
- 6) Pierre Philippe Rey, *Les alliances de classes*, Maspero, 1973; *Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme*, Maspero, 1971; « Le transfert de surtravail de la paysannerie vers le capitalisme », *L'Homme et la société*, 1977.
- 7) Emmanuel Terray, *Le marxisme face aux sociétés « primitives »*, Maspero, 1969.
- 8) Catherine Coquery-Vidrovitch, « Recherches sur un mode de production africain », *C. E. R. M*, 1974.
- 9) Karl Polanyi et autres, *Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie*, Larousse, 1975.
- 10) A. V. Chayanov, *The Theory of Peasant Economy*, présentation de D.

Thorner, Illinois, 1960.

- 11) Ester Boserup, *Evolution agraire et pression démographique*, Flammarion, 1970.
- 12) Lawrence Krader, *The Ethnological Notebooks of Karl Marx*, Van Gorcum, 1974.
- 13) C. Bennetti, J. Cartelier, C. Berthomien, *Economie classique, économie vulgaire*, Maspero, 1975.

11 - La thèse du mode de production domestique

- 1) Marshall Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance*, Paris, 1976 (première édition anglaise, 1965-72).
- 2) Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1975.
- 3) S. Amin, I. Eynard, B. Stuckey, « Féminisme et lutte de classes », *Minuit* 7, 1974.

12 - L'esclavage dans les formations communautaires

- 1) *L'esclavage en Afrique précoloniale* (Dix-sept études présentées par C. Meillassoux), Maspero, 1975.
- 2) Samir Amin, *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, 1977.

13 - Autres lectures et sources

- 1) Les africanistes français, notamment Gérard Althabe, Marc Augé, Jean Copans, Georges Dupré, Henri Raulin (bibliographie in F. Pouillon, *op. cit.*).
- 2) L'anthropologie non marxiste : Georges Balandier, Paul Bohannan, George Dalton, Raymond Firth, Melville Herskovits, Claude Lévi-Strauss, Lucy Mair, Bronislaw Malinowski, Métraux et Radcliffe-Brown (bibliographie in F. Pouillon, *op. cit.*).
- 3) La nouvelle école d'anthropologie marxiste anglaise, en voie de constitution. Barry Hindess et Paul Hirst, *Precapitalist Modes of Production*, Londres, 1975, et les travaux publiés dans *Economy and Society*.

- 4) Les historiens des sociétés africaines précoloniales et contemporaines : Abir et Lévi (domaine éthiopien), Bovill (commerce transsaharien), Crowder (Afrique de l'Ouest), Coquery (Afrique centrale), Ranger (Afrique australe), Oliver (Afrique orientale), Gray et Birmingham (commerce à longue distance). Et les sociologues : Diké (delta du Niger), Nicolas (Haoussa) et Vansina (Congo).

Voir la bibliographie du *Développement inégal*, notamment pp. 356-357. Voir également *L'agriculture africaine et le capitalisme*, textes présentés par S. Amin, Anthropos, 1974, notamment les études de Founou, de la Tour, Weber, etc.

- 5) Gordon Childe, *La naissance de la civilisation*, Gonthier, 1964.
- 6) Sur la domination formelle du capital, Claude Faure, Servolin et autres, P. P. Rey et Founou. Voir la bibliographie in Samir Amin, « La structures de classes du système impérialiste », *L'homme et la société*, 1977. Voir également plus loin rubrique 73.

2 - Antiquité classique et esclavage

20 - Grèce antique

- 1) Umberto Melotti, *Marx sul mondo antico*, Milan, 1970.
- 2) Jean-Pierre Vernant, *Les origines de la pensée grecque*, P. U. F. 1962.
- 3) P. Vidal-Naquet et M. Austin, *Economies et Sociétés en Grèce ancienne*, Armand Colin, 1972.
- 4) Victor Ehrenberg, *L'Etat grec*, Maspero, 1975.
- 5) Moses Finley, *Les premiers temps de la Grèce*, Maspero, 1973.
- 6) Moses Finley, *L'économie antique*, Minuit, 1973.

21 - Rome antique

- 1) Jean Gagé, *Les classes sociales dans l'Empire romain*, Payot, 1971.
- 2) Paul Petit, *Histoire générale de l'Empire romain*, Seuil, 1974.
- 3) Canto Mazzarino, *La fin du monde antique*, Gallimard, 1973.

22 - Autres lectures

- 1) *Recherches internationales, Formes d'exploitation du travail dans l'antiquité classique* (contributions soviétiques et Est-européennes), n° 84, 1970.
- 2) Eugène Genovese, *L'économie politique de l'esclavage*, Maspero, 1968.

3 - Les sociétés tributaires, le mode de production asiatique

30 - Le débat sur le « mode de production asiatique »

- 1) Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental*, Minuit, 1965, introduction de Pierre Vidal-Naquet, retirée de l'édition suivante à la demande de Wittfogel.
- 2) Ferenc Tokei, *Sur le mode de production asiatique*, Budapest, Akademiai Kiado, 1966.
- 3) C. E. R. M., *Sur les sociétés précapitalistes*, Ed. Sociales, 1975, textes de Marx, Engels, Lénine; présentation de Maurice Godelier.
- 4) C. E. R. M., *Sur le mode de production asiatique*, Ed. Sociales, 1974, textes de Jean Chesneaux, Maurice Godelier, Jean Suret-Canale, Pierre Boileau, Charles Parain, Hélène Antoniadis-Bibicar, G. A. Melekechvili, Ion Banu, Catherine Coquery, etc.
- 5) C. E. R. M., *Sur le féodalisme*, Ed. Sociales, 1974, seconde partie, textes sur le Maghreb de René Galissot, André Nouschi, Jean Poncet, André Prenant, Lucette Valensi et Charles Parain.
- 6) *Recherches internationales, Les premières sociétés de classes et le mode de production asiatique*, n° 57-58, 1967.
- 7) K. Marx, *Formen... Présentation de Eric Hobsbawn (éd. anglaise); également : Anonyme, Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste*, le Fil du temps, juin 1974, EDI. Ce texte, dont l'édition italienne est parue en 1957, est à l'origine de l'inspiration de Tokei.
- 8) Gianni Sofri, *Il modo di produzione asiatico*, Einaudi, 1969.
- 9) Lawrence Krader, *The Asiatic Mode of Production*, Van Gorcum, 1975.

31 - Les sociétés tributaires non européennes, les domaines chinois et indien

- 1) *Marx et la Chine*, Recueil de textes, 10-18.
- 2) Etienne Balaczs, *La bureaucratie céleste*, Gallimard, 1969.
- 3) Chi Chaoting, *Le zone economiche chiave nella storia della Cina*, Einaudi, 1972.
- 4) Boris Vladimirstsov, *La féodalité nomade* (Obchtchestvennyi Sroy Mongolov, Leningrad, 1934); *Gengis-Khan*, Maisonneuve, 1948.
- 5) Chantai Lemercier-Quellejey, *La paix mongole*, Questions d'histoire, Flammarion, n° 13.
- 6) Le Thanh Khoi, *Le Viêt-nam, Histoire et civilisation*, Minuit, 1955.
- 7) Jean Chesneaux, *Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine aux XIXe et XXe siècles*, Maspero, 1970; *Le mouvement paysan chinois*, Seuil, 1976.
- 8) Jacques Gernet, *Le monde chinois*, Armand Colin, 1972.
- 9) Damodar Kosambi, *Culture et civilisation de l'Inde ancienne*, Maspero, 1968.
- 10) Louis Dumont, *Homo hierarchicus*, Gallimard, 1967.
- 11) C. Meillassoux, « Y a-t-il des castes aux Indes », in *Terrains et théories*, Anthropos, 1977.

32 - Les domaines byzantin, arabe et ottoman

- 1) Louis Bréhier, *Les institutions de l'empire byzantin*, Albin Michel, 1969.
- 2) Kostas Vergopoulos, *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire*, Maspero, 1977.
- 3) Maurice Lombard, *L'islam dans sa première grandeur, VIIe-XIe siècles*, Flammarion, 1971.
- 4) Xavier de Planhol, *Les fondements géographiques de l'histoire de l'islam*, Flammarion, 1968.
- 5) Claude Cahen, *L'islam des origines aux débuts de l'empire ottoman*, Bordas, 1970.
- 6) André Miguel, *L'islam et sa civilisation*, Armand Colin, 1968.
- 7) Maxime Rodinson, *Mahomet*, Seuil, 1968.

- 8) S. Amin, *La nation arabe*, Minuit, 1977.
- 9) Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun*, Maspero, 1965 (et *Ibn Khaldoun, Al Muqaddima*, Centre pédagogique maghrébin, Hachette, 1965).
- 10) Charles Issawi (éd.), *The Economic History of the Middle East, 1800-1914*, Chicago University Press, 1966.
- 11) M. A. Cook (éd.), *Studies in the Economic History of the Middle East*, Oxford University Press, 1970.
- 12) C. E. R. M. *Sur le féodalisme*, Ed. Sociales, 1974, 2^e partie (contributions de Galissot, Poncet, Nouschi, Valensi et Prenant).
- 13) Abdellatif Benachenhou, *La formation du sous-développement en Algérie*, O. P. U., Alger, 1976.
- 14) Abdallah Laroui, *Histoire du Maghreb*, Maspero, 1970.
- 15) Abdallah Laroui, *L'idéologie arabe contemporaine*, Maspero, 1965.
- 16) Mostafa Lacheraf, *Algérie, nation et société*, Maspero, 1965.
- 17) Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Flammarion, 1969.
- 18) *Marx et l'Algérie*, textes présentés par Galissot, 10-18.
- 19) Hassan Ahmad Ibrahim, *Mohamad Ali fil Sudan*, Khartoum, 1975.
- 20) Sobhi Wahida, *Fi Uçul Al Masala al Miçriya*, Le Caire, 1950.
- 21) Gamal Hamdam, *Shakhsiya Miçr*, Le Caire, 1970.

33 - Autres domaines et divers

- 1) Vittorio Lanternari, *Les mouvements religieux des peuples opprimés*, Maspero, 1973.
- 2) Voir aussi les bibliographies du *Développement inégal* et de *La nation arabe*.

4 - Le féodalisme européen

- 1) Perry Anderson, *Passages de l'antiquité au féodalisme*, Maspero, 1977.
- 2) C. E. R. M., *Sur le féodalisme*, première partie, contributions de Parrain, Vilar, Goblot, Hincker, Cardoso, Soboul, Lemarchand, Ed. Sociales, 1974.

- 3) Georges Duby, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Flammarion, 1977.
- 4) Georges Duby, *Guerriers et paysans*, Gallimard, 1973.
- 5) Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, 1968.
- 6) Marc Bloch, *La société féodale*, Albin Michel, 1968.
- 7) Recherches internationales, *Le deuxième servage en Europe centrale et orientale*, n° 63-64, 1970.
- 8) P. Dockes et B. Rosier, *Questions aux historiens*, Cahiers n° 11, 1977, *Analyse, épistémologie, histoire*, Université de Lyon.
- 9) Lynn-White, *Médiéval Technology and Social Change*, Oxford University Press, 1962.
- 10) Jacques Le Goff, *Le millénarisme*, Flammarion.
- 11) Maurice Dommanget, *La Jacquerie*, Maspero, 1972.
- 12) E. J. Hobsbawm, *Les bandits*, Maspero, 1972.
- 13) Georges Duby, *L'an mil*, Archives, Julliard.

5 - La transition mercantiliste et la révolution bourgeoise

50 - Ouvrages fondamentaux

- 1) Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, Londres, 1975.
- 2) M. Dobb et P. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*, Maspero, 1977.
- 3) Maurice Dobb, *Etudes sur le développement du capitalisme*, Maspero, 1969.
- 4) Immanuel Wallerstein, *The Modern World System*, New York, 1973.
- 5) Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Armand Colin, 1949.
- 6) Pierre Vilar, *Or et monnaie dans l'histoire*, Flammarion, 1974.
- 7) Witold Kula, *Théorie économique du système féodal*, Mouton, 1970.
- 8) Frederic Mauro, *L'expansion européenne 1600-1870; Le XVIe siècle*

européen, Clio, 1964.

- 9) Christopher Hill, *Le monde à l'envers*, Payot, 1977.
- 10) André Gunder Frank, *L'accumulation mondiale 1700-1800*, Calmann-Lévy, 1977.
- 11) Oliver Cox, *Capitalism as a System*, New York, 1964.
- 12) Eric Williams, *Capitalisme et esclavage*, Présence africaine, 1968.
- 13) Pierre Chaunu, *L'Amérique et les Amériques*, Armand Colin, 1964.
- 14) T. S. Ashton, *La révolution industrielle*, Plon, 1955.
- 15) Pierre Dockès, *L'espace dans la pensée économique*, Flammarion, 1977.
- 16) Philippe Joutard, *Les Camisards*, Archives, Julliard.
- 17) Yves Marie Berci, *Croquants et Nus-pieds*, Archives, Julliard.
- 18) John Merrington, in Rodney Hilton (éd.), *The Transition from Feudalism to Capitalism*, N. L. B., 1976.

51 - La révolution française

- 1) Albert Soboul, *Précis d'histoire de la révolution française*, Ed. Sociales, 1962.
- 2) Albert Mathiez, *La révolution française*.
- 3) Daniel Guérin, *La lutte des classes sous la première république 1793-97*, Gallimard, 1969.
- 4) Florence Gauthier, *La voie paysanne dans la révolution française*, Maspero, 1975; *Du féodalisme au capitalisme, la paysannerie française à la veille de la Révolution, l'exemple Picard*, Maspero, 1977.
- 5) Albert Soboul, *Problèmes paysans de la révolution 1789-1848*, Maspero, 1976.
- 6) Eric Hobsbawn, *The Age of Revolution, Europe 1789-1848*, Londres, 1974.
- 7) Marcel Lidove, *Les Vendéens de 93*, Seuil.

6 - La question nationale en Europe, 1840-1914

60 - Austro-marxistes et travaux les concernant, histoire européenne

- 1) Miklos Molnar, *Marx, Engels et la politique internationale*, Idées, Gallimard, 1975.
- 2) Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution*, E. D. I., 1968.
- 3) G. Haupt, M. Lowy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale 1848-1914*, Maspero, 1974; textes de Kautsky, Luxembourg, Renner, Otto Bauer, Josef Strasser, Pannekoek.
- 4) Josef Strasser, Anton Pannekoek, *Nation et lutte de classes*, 10-18, 1977.
- 5) *Histoire du marxisme contemporain*, 4 vols., Institut Feltrinelli, 10-18, 1976, article d'Agnelli.
- 6) Salomon F. Bloom, *The World of Nations, A Study of the National Implications in the Work of K. Marx*, Columbia University Press, 1941.
- 7) Horace B. Davis, *Nationalism and Socialism*, M. Press 1967.
- 8) Eric Hobsbawn, *The Age of Capital, 1848-1875*, Londres, 1976.
- 9) Voir également les bibliographies in Pierre Souyri, *Le marxisme après Marx*, Flammarion, 1970, et Kostas Papaioannou, *Marx et les marxistes*, Flammarion, 1972.

61 - L'unité italienne

- 1) Gramsci, *La questione meridionale*, Einaudi.
- 2) E. Sereni, *Il capitalismo nelle campagne 1860-1900*, Turin, 1968.
- 3) Rosario Romeo, *Risorgimento e capitalismo*, Bari, 1968.
- 4) Sergio Romano, *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, Seuil, 1977.
- 5) Nicola Zitara, *L'unita d'Italia, Nascita di una colonia*, Jaca, 1970; *Il proletariato esterno*, Jaca, 1972.
- 6) Capecelatro Carlo, *Contro la questione meridionale*, Savelli, 1972.
- 7) Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au XIXe siècle*, Idées, Gallimard, 1973.

62 – Autres aspects de la question nationale dans les centres développés

- 1) Yannick Guin, *Histoire de la Bretagne de 1789 à nos jours*, Maspero,

1977.

- 2) Marcel Lidove, *Les Vendéens de 93*, Le Temps qui court n° 41.
- 3) Maurice Goldring, *L'Irlande, idéologie d'une révolution nationaliste*, Ed. Sociales, 1975.
- 4) Pierre Vilar, *Catalogne et régionalisme en Espagne*, Flammarion, 1969.
- 5) Gerald Brenan, *Le labyrinthe espagnol*, Ruedo Iberico, Paris, 1962.
- 6) Elise Marienstras, *Les mythes fondateurs de la nation américaine*, Maspero, 1975.
- 7) F. et C. Masnata, *Pouvoir, société et politique aux Etats-Unis*, Payot, 1970.
- 8) Ertel, Fabre et Marienstras, *En marge, les minorités aux Etats-Unis*, Maspero, 1971.

7 - L'impérialisme et la libération nationale

70 - L'impérialisme : théorie générale et concepts fondamentaux

a - Bref rappel des écrits de Marx et Engels sur les sociétés colonisées

- 1) Umberto Melotti, *Marx sul Terzo Mondo*, Milan, 1971.
- 2) Shlomo Avneri, *Karl Marx on Colonialism and Modernization*, Anchor, 1969.
- 3) Voir aussi la bibliographie du *Développement inégal*.

b - Ouvrages de base « classiques », sources et présentations de vulgarisation

- 1) J. A. Hobson, *The Evolution of Modern Capitalism*, Londres, 1894.
- 2) R. Hilferding, *Le capital financier*, Minuit.
- 3) Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.
- 4) R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Maspero.
- 5) Nicolas Boukharine, *L'impérialisme et l'accumulation du capital; L'économie mondiale et l'impérialisme*, Anthropos, 1977.
- 6) J. Valier, *Sur l'impérialisme*, Maspero.
- 7) J. Rosen et J. R. Kurth, *Testing theories of Economic Imperialism*, Toronto, 1974. Egalement les ouvrages principaux du courant trotskiste et

trotskisant prédominant dans la littérature anglaise : T. Kemp, Barrat-Brown, R. Owen, B. Sutcliffe, G. Kay, M. Kidron, etc.; par exemple : R. Owen & B. Sutcliffe (ed.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, 1972; M. Barrat-Brown, *The Economics of Imperialism*, Penguin, 1974.

c - Le mouvement ouvrier et la question coloniale

- 1) J. Staline, *La question nationale et coloniale*.
- 2) G. Haupt et autres, *La IIe Internationale et l'Orient*, Cujas, 1957.
- 3) E. Colotti Pischel et C. Robertazzi, *L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux 1919-65*, Mouton, 1968.
- 4) *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, 1919-23*, Maspero, 1975; *Le premier congrès des peuples d'Orient, Bakou, 1920*, Maspero, 1971.
- 5) M. Carrère d'Encausse et S. Schramm, *Le marxisme et l'Asie, 1853-1964*, Armand Colin, 1975.
- 6) Grégoire Madjarian, *La question coloniale et la politique du P. C. F., 1944-47*, Maspero, 1977.
- 7) Bibliographies in Souyri et Papaioannou (*op. cit.*).

d - Pour un résumé de nos positions, voir :

S. Amin, « A propos de la critique » (*L'Homme et la société* n° 39-40, 1976);
« La stratégie de la révolution socialiste dans le tiers monde » in *Connaissance du tiers monde*, 10-18, 1977.

71 - Le système mondial et l'impérialisme aujourd'hui

a - Ouvrages généraux

- 1) Harry Magdoff, *L'âge de l'impérialisme*, Maspero, 1970.
- 2) Paul Sweezy, *Le capitalisme moderne*, Seuil, 1976.
- 3) C. A. Michalet, *Le capitalisme mondial*, P. U. F., 1976.
- 4) P. Baran, *L'économie politique de la croissance*, Maspero, 1964.
- 5) P. Baran et P. Sweezy, *Le capitalisme monopoliste*, Maspero, 1968.
- 6) M. Kidron, *Le capitalisme occidental depuis la guerre*, Paris, 1969.

- 7) Ernest Mandel, *Le troisième âge du capital*, 3 volumes, 10-18, 1976.
- 8) Fritz Sternberg, *Le conflit du siècle*, Paris, 1962.
- 9) David Horowitz, *De Yalta au Viêt-nam*, 2 vols, 10-18, 1973.
- 10) G. Massiah, in Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme*, Minit, 1976.

b - Débat sur les « multinationales », théorie du super-impérialisme (le point de vue économiste moderne)

- 1) Michael Hudson, *Superimperialism, The Economic Strategy of the American Empire*, New York, 1968.
- 2) Stephen Hymer, « The Multinational Corporation and the Law of Uneven Development », in J.-N. Baghwathi (ed.), *Economics and the World Order*, N. Y. 1972.
- 3) R. Vernon, *Les entreprises multinationales*, Calmann-Lévy, 1974.
- 4) C. Palloix, *L'économie capitaliste mondiale*, Maspero, 1972.
- 5) Giovanni Arrighi, *La geometria del imperialismo*, Feltrinelli, 1978; *The Class Struggle in the 20th Century Western Europe*, ronéoté, Uppsala, 1978.

72 - La division internationale inégale du travail, l'échange inégal, la dépendance. Les théories du sous-développement

a - Le débat sur l'échange inégal

- 1) Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspero, 1959.
- 2) A. Emmanuel, E. Somaini et M. Salvati, *Un débat sur l'échange inégal*, Maspero, 1975.
- 3) Oscar Braun, *Comercio internacional e imperialismo*, Buenos-Aires, Siglo XXI, 1973.
- 4) C. Palloix, *Problèmes de la croissance en économie ouverte*, Maspero, 1969.
- 5) S. Amin, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos.

b - Le débat sur la dépendance.

- 1) André G. Frank, *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, 1968; *Le développement du sous-développement*, Maspero, 1977; *Lumpen-bourgeoisie, lumpen-développement*, Maspero, 1971.
- 2) F. H. Cardoso et E. Faletto, *Dependencia y desarrollo en America latina*, Santiago, 1967; Ruy Mauro Marini, *Sous-développement et révolution en Amérique latine*, Maspero.
- 3) S. Amin, *Le développement inégal*, op. cité. Voir aussi dans cet ouvrage la bibliographie concernant les théories de la dépendance (travaux de F. H. Cardoso, Ruy Mauro Marini, Teotonio dos Santos, Anibal Quijano, Celso Furtado, Osvaldo Sunkel, Aldo Ferrer, etc.).

c - L'accumulation capitaliste et le sous-développement.

- 1) Carlo Benetti, *L'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés*, Anthropos, 1974.
- 2) P. Sweezy, *The Theory of Capitalist Development*, New York, 1942.
- 3) Tamas Szentes, *The Political Economy of Underdevelopment*, Budapest, 1971.
- 4) Geoffrey Kay, *Development and Underdevelopment, A Marxist analysis*, Londres, 1975. Voir notre critique in *Insurgent Sociologist*, University of Oregon, printemps 1977.
- 5) Hosea Jaffe, *Processo capitalista e teoria dell' accumulazione*, Jaca, 1973.
- 6) André G. Frank, « Déséquilibres des échanges multinationaux de marchandises et développement économique inégal; limitation de l'étendue du marché interne par la division du travail et par les relations de production », in Amin et Frank, *L'accumulation dépendante*, Anthropos, 1978.

73 - Le capitalisme et l'exploitation paysanne

a - Thèses relatives à la domination formelle en général et à l'exploitation des paysans par le capital

- 1) Karl Marx, *Chapitre VI, inédit, du Capital*, 10-18, 1971.
- 2) Claude Faure, *Agriculture et mode de production capitaliste*, Anthropos, 1978.

- 3) Gervais, Servolin et Weil, *Une France sans paysans*, Seuil, 1965.
- 4) Bernard Lambert, *Les paysans dans la lutte des classes*, Seuil, 1970.
- 5) Cahiers d'économie politique n° 4, 1976, *Petite agriculture et capitalisme*.

b - Thèses relatives à la domination formelle à la périphérie du système impérialiste et en général

- 1) P. P. Rey, « Le transfert de surtravail de la paysannerie vers le capitalisme, *L'homme et la société*, 1978.
- 2) Bernard Founou, *Surexploitation de la force de travail en Afrique, considérations théoriques et études de cas*, thèse ronéotée, Paris-VIII, 1977.
- 3) Bruno Lautier, *La soumission formelle du travail au capital*, Université de Vincennes, 1973.

74 - Débats sur la crise du capitalisme contemporain et le nouvel ordre économique international

a - Pour notre analyse sur la crise et des points de vue voisins

- 1) Amin, Faire, Hussein et Massiah, *La crise de l'impérialisme*, Minuit, 1976.
- 2) A. Faire et J. P. Sebord, *Le nouveau déséquilibre mondial*, Grasset, 1973.
- 3) A. Farhi, Y. Fitt et S. P. Vigier, *La crise de l'impérialisme et la troisième guerre mondiale*, Maspero, 1976.
- 4) Cahiers Yenan n° 2, *Face à la crise économique*, 1977.
- 5) Rikard Stajner, *La crise*, Q. A. S., Belgrade, 1976.

b - Points de vue différents

- 1) Wladimir Andreff, *Profits et structures du capitalisme mondial*, Calmann-Lévy, 1976.
- 2) *La crise mondiale du capitalisme*, Colloque de l'ACSES, Université de Vincennes, 1975.
- 3) J. M. Chevalier, *Le nouvel enjeu pétrolier*, Paris, 1973.

c - Le nouvel ordre économique international :

1) Notre point de vue :

S. Amin, *Les perspectives de la localisation internationale des activités industrielles*, GRESI, Paris, 1976; *After Nairobi, UNCTAD IV and the New Economic International Order*, Marga Q. J., Colombo, 1976; S. Amin, Frank, Jaffe, *Quale 1984 ?* Jaca, 1975.

2) Le Club de Rome et ses critiques :

Club de Rome, *Halte à la croissance*, Fayard, 1972.

Jan Tinbergen (co-ordinator), RIO, *Reschaping the International Order*, New York, 1976.

W. Leontief, 1999, *L'expertise de W. Leontief*, Dunod, 1977.

Amilcar O. Herrera et autres. *Un monde pour tous*, P. U. F., 1977.

J. Klatzmann, *Nourrir dix milliards d'hommes*, P. U. F., 1977.

3) Voir aussi :

Michel Chatelus, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Calmann-Lévy, 1974.

J. Annerstedt et R. Gustavsson, *Towards a New International Economic Division of Labour*, Stockholm, 1975.

75 - Thèses chinoises concernant l'impérialisme aujourd'hui

1) *L'impérialisme aujourd'hui*, E 100, traduit du chinois, Paris, 1976.

2) *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international 1963-64*, Ed. de Pékin, 1965; *La théorie du président Mao sur la division en trois mondes*, Renmin Ribao, 1er juillet 1977.

3) Critique du point de vue chinois, in *La théorie et la pratique de la révolution*, Zeri i Populit, Tirana, 7 juillet 1977.

76 - La formation historique du sous-développement

a - Domaine asiatique

1) F. Clairmonte, *Economic liberalism and Underdevelopment*, Asia P. House, 1960.

2) C. Bettelheim, *L'Inde indépendante*, Maspero, 1971.

3) D. Thorner, *Peasant Unrest in South East Asia*, A. P. H., 1968.

- 4) Erich H. Jacoby, *Man and Land*, Londres, 1971.
- 5) D. et A. Thorner, *Land and Labour in India*, A. P. H., 1962.
- 6) K. Gough and H. Sharma, *Imperialism and Revolution in South Asia*, M. Press, 1972.
- 7) René Dumont, *La Chine surpeuplée, Paysanneries aux abois* (Ceylan), Seuil.

b - Domaine arabe et ottoman.

- 1) C. Issawi, *Egypt since 1800, A Study in Lopsided Development*.
- 2) Doreen Warriner, *Land Reform and Development in the Middle East*, Oxford University Press, 1962.
- 3) Mahmoud Hussein, *La lutte des classes en Egypte*, Maspero.
- 4) Hassan Riad, *L'Egypte nassérienne*, Minuit, 1964.
- 5) S. Amin, *Le Maghreb moderne*, Minuit.
- 6) S. Amin, *La nation arabe*, Minuit.
- 7) K. Vergopoulos, *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire*, Maspero, 1977.

c - Domaine africain

- 1) P. Gutkind and I. Wallerstein (ed.), *The Political Economy of Contemporary Africa*, Sage, 1975.
- 2) Arrighi and Saul, *Essays on the Political Economy of Africa*, M. Press, 1973.
- 3) Auteurs divers, *Studies on South African Imperialism*, Southern Africa Research Group, Peace and Conflict Research, Uppsala, 1977.
- 4) René Lefort, *L'Afrique du Sud, Histoire d'une crise*, Maspero, 1977.
- 5) Boubacar Barry, *Le royaume du Waalo*, Maspero, 1972.
- 6) S. Amin, *L'Afrique de l'Ouest bloquée*, Minuit.
- 7) S. Amin et C. Coquery, *Histoire économique du Congo 1880-1968*, Anthropos.
- 8) B. Ameillon, *La Guinée, bilan d'une indépendance*, Maspero, 1964.

- 9) C. Coquery, *Le Congo au temps des compagnies concessionnaires 1890-1930*, Mouton, 1973.
- 10) R. Merlier, *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance*, Maspero, 1965.
- 11) S. Amin, *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, 1976.
- 12) H. Wolpe, « Capitalism and Cheap Labour Power in South Africa », *Economy and Society*, n° 4, 1972.
- 13) René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, Seuil, 1962; *Paysanneries aux abois* (Le Sénégal), Seuil, 1972.
- 14) Woungly Massaga, *La révolution au Congo*, Maspero, 1974.
- 15) Yves Bénot, *Idéologie des indépendances africaines*, Maspero, 1975.

d - Domaine américain

- 1) F. H. Cardoso, *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Anthropos, 1971.
- 2) F. H. Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Anthropos, 1971.
- 3) Celso Furtado, *Les Etats-Unis et le sous-développement de l'Amérique latine*, Paris, 1970.
- 4) Jesus Silva Herzog, *La révolution mexicaine*, Maspero, 1968.
- 5) Auteurs divers, *Aspectos teorico-metodologicos de industriasacion y desarrollo de America Latina*, Nueva Ciencia, Caracas, 1977.

e - Divers et général

- 1) Michel Gutelman, *Structures et réformes agraires*, Maspero, 1975.
- 2) Robert I. Rhodes (ed.), *Imperialism and Underdevelopment*, M. Press, 1970.
- 3) René Dumont, *Terres vivantes*, Plon, 1961; *Nous allons à la famine*, Seuil, 1966; *Développement et socialismes*, Seuil, 1969; *L'utopie ou la mort*, Seuil, 1973.
- 4) Voir la bibliographie du *Développement inégal* pour toute la section 76.

77 - Libération nationale et questions nationales dans le tiers monde contemporain

a - Le domaine de l'Asie orientale

- 1) M. Bastid, M. C. Bergère et J. Chesneaux, *La Chine*, Hatier, 1976.
- 2) Lé Thanh Khoi, *Le Viêt-nam, Histoire et civilisation*, Minuit, 1955.
- 3) Le Chau, *Le Viêt-nam socialiste, une économie de transition*, Maspero, 1966.
- 4) Nguyen Kien, *Le Sud-Viêt-nam depuis Dien-Bien-Phu*, Maspero, 1963.
- 5) Pierre Rousset, *Le parti communiste vietnamien*, Maspero, 1975.
- 6) S. Amin, « La leçon du Cambodge », in *L'impérialisme et le développement inégal*.

b - Le domaine de l'Asie du Sud et du Sud-est

- 1) K. Gough et H. Sharma, *Imperialism and Revolution in South Asia*, M. Press, 1973.
- 2) Robin Blackburn, *Explosion in a Subcontinent*, Penguin, 1975.
- 3) Biplad Dasgupta, *The Naxalite Movement*, Bombay, 1974.
- 4) Visakha Kumari Jayawardena, *The Rise of the Labour Movement in Ceylon*, Duke University Press, 1972.
- 5) Tariq Ali, *Pakistan, dictature militaire ou pouvoir populaire ?* Maspero, 1971; B. H. Lévy, *Bangla Desh, Nationalisme dans la révolution*, Maspero, 1973.
- 6) Articles de Tariq Ali, Amiya Bagdi, Paresh Chattopadhyay, Hamza Alavi, Feroz Ahmed, Ram Krishna Mukherjee et autres dans le *Socialist Register* et la *New Left Review*, Londres.

c - Le domaine arabe

- 1) Flassan Riad, *L'Égypte nassérienne*, Minuit, 1964.
- 2) Mahmoud Hussein, *La lutte des classes en Égypte*, Maspero, 1970.
- 3) S. Amin, *Le Maghreb moderne*, Minuit, 1970.
- 4) Fred Halliday, *Arabia without Sultans*, Pelican, 1974.

- 5) S. Amin, *La nation arabe*, Minuit, 1977.
- 6) Mohamed Harbi, *Aux origines du F. L. N.*, Paris, 1975.
- 7) André Nouschi, *Naissance du nationalisme algérien*, Minuit, 1962.

d - Le domaine africain

- 1) Suret-Canale, *l'Afrique noire*, Ed. Sociales.
- 2) Michael Crowder, *West africa under Colonial Rule*, Londres, 1968.
- 3) Benoît Verhagen, *Rebellions au Congo*, Bruxelles, 1969.
- 4) Richard Gibson, *African Liberation Movements*, Londres, 1972.
- 5) CEDETIM, *Angola : la lutte continue*, Maspero, 1977.
- 6) René Lefort, *l'Afrique du Sud*, Maspero, 1977.
- 7) Auteurs divers, *Studies on South African Imperialism*, Department of Peace and Conflict Research, Uppsala University, 1977.
- 8) S. Amin, *The Future of Southern Africa*, présentation d'un ouvrage à paraître, Tanzanian P. House.
- 9) Anonyme, *Nationalities and Class Struggle in Ethiopia*, Challenge, New York, 1971.
- 10) Yash Tandon, « Whose Capital and Whose State », *African Review* vol. 7, n° 3; également *Multinational Corporations and the Future of Southern Africa* (IDEP, novembre 1977), à paraître dans le recueil Amin et autres, *op. cit.*
- 11) Issa Chivji, *Class Struggles in Tanzania*, Londres, 1975.

e - Autres ouvrages.

- 1) Gérard Chaliand, *Les mythes révolutionnaires du tiers monde*, Seuil, 1975.
- 2) Eric Wolf, *Les guerres paysannes du XXe siècle*, Maspero, 1974.

8 - Capitalisme et socialisme, la transition socialiste

80 - U. R. S. S., Chine, capitalisme d'Etat ou socialisme ?

a - Les débats soviétiques

- 1) N. Boukharine, *L'économie politique de la période de transition*, E. D. I., 1975.
- 2) N. Boukharine, *Le socialisme dans un seul pays*, 10-18, 1974.
- 3) Boukharine, Kamenev, Préobrajensky et Trotsky, *La question paysanne en U. R. S. S.*, Maspero, 1973; Boukharine, Préobrajensky et Trotsky, *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, Maspero, 1972.
- 4) E. Préobrajensky, *La nouvelle économique*, EDI, 1966.
- 5) A. Erlich, *The Soviet Industrialization Debate 1924-28*, Cambridge, 1960.

b - La planification dans les pays de l'Est.

- 1) CES, *Les problèmes de la planification socialiste*, EDI, 1968.
- 2) Erik Egnell et Michel Peissik, *U. R. S. S., L'entreprise face à l'Etat*, Seuil, 1974.
- 3) Marie Lavigne, *Le Comecon*, Cujas, 1973.
- 4) W. Brus, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspero, 1968.
- 5) B. Mine, *L'économie politique du socialisme*, Maspero, 1974.
- 6) Branko Horvat, *An Essay on Yugoslav Society*, New York, 1969.
- 7) H. Denis et M. Lavigne, *Le problème des prix en Union soviétique*, Cujas, 1965.
- 8) Andréa Boltho, *Foreign Trade Criteria in Socialist Economies*, Cambridge University Press, 1971.
- 9) Tibor Kiss, *The International Division of labour, with Special Regard to the C. M. E. A.*, Budapest, 1971.
- 10) René Dumont, *Sovkhozes, kholkhozes et le problématique communisme*, Seuil, 1964; *Cuba est-il socialiste ?*, Seuil, 1970.

c - La critique maoïste

- 1) Charles Bettelheim, *Calcul économique et formes de la propriété*, Maspero, 1971.
- 2) Cf. Bettelheim, *La lutte des classes en U. R. S. S.*, 2 vols, Seuil, 1977.
- 3) Ch. Bettelheim, *Révolution culturelle et industrialisation en Chine*,

Maspero, 1975.

- 4) C. Bettelheim et P. Sweezy, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, 1970.
- 5) Pierre Amon, « Révolution culturelle et dialectique du centre et de la périphérie », in *Sociologie et révolution*, 10-18, 1974.
- 6) Robert Linhart, *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 1976.
- 7) Carmen Claudin Urondo, *Lénine et la révolution culturelle*, Mouton, 1974.
- 8) Marcel Liebman, *Le léninisme sous Lénine*, Seuil, 1973.
- 9) Sigrid Grosskopf, *L'alliance ouvrière et paysanne en U. R. S. S., 1921-28*, Maspero, 1976.
- 10) Alain Bouc, *Mao ou la révolution approfondie*, Seuil, 1975; *La Chine à la mort de Mao*, Seuil, 1976; *La rectification*, Federop, 1977.
- 11) Catherine Quiminal, *La politique extérieure de la Chine*, Maspero, 1975.
- 12) E. Poulain, *Le mode d'industrialisation socialiste en Chine*, Maspero, 1977.
- 13) Ch. Bettelheim, *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tse-Tung*, Maspero, 1978.

d - Le point de vue de l'idéologie russe et la critique interne en Europe de l'Est.

- 1) Roy Medvedev, *Le stalinisme*, Seuil, 1972.
- 2) Roy et Jaurès Medvedev, *Khrouchtchev*, Maspero, 1977.
- 3) A. Amalrik, *L'Union soviétique survivra-t-elle en 1984 ?* L. G. F., 1977.
- 4) Alexandre Koyré, *La philosophie et le problème national en Russie au début du XIXe siècle*, Idées, Gallimard.
- 5) Nicolas Berdiaev, *Source et sens du communisme russe*, Idées, Gallimard.
- 6) Alain Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*, Calmann-Lévy, 1977.
- 7) K. Modzelevski et J. Kuron, *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, Maspero, 1969.
- 8) Samizdat, XXe siècle, *Une opposition socialiste en Union soviétique*

aujourd'hui, Maspero, 1976.

9) Marc Rakovski, *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Savelli, 1977.

e - Autres points de vue concernant la « bureaucratie »

1) B. Rizzi, *La bureaucratisation du monde*, Paris, 1939.

2) J. Burnham, *L'ère des organisateurs*, Calmann-Lévy, 1952.

3) Cornélius Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier*, 10-18; *La société bureaucratique*, 10-18 (apport de la revue *Socialisme ou barbarie*), *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975. Egalement : Korsch, Pannekoek et autres, *La contre-révolution bureaucratique* 10-18 (bibliographie in Souyri et Papaioannou, *op. cit.*).

4) Voir aussi l'apport de l'école de Francfort (Horkheimer, Habermas, Adorno, Marcuse, etc.); bibliographie in Martin Jay, *L'imagination dialectique*, Payot, 1977.

81 - Le mouvement ouvrier européen contemporain

a - La structure sociale, l'idéologie, l'Europe contemporaine

1) Nicos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme contemporain*, Seuil, 1974.

2) Serge Christophe Kolm, *La transition socialiste*, Cerf, 1977.

3) *Il Manifesto*, Seuil, 1971.

4) Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Bourgeois, 1977.

5) Yves Bénot, *L'autre Italie, 1968-76*, Maspero, 1977.

6) PUP, *Uscire dalla crisi o dal capitalismo in crisi*, Rome, 1975.

7) Cahiers d'études socialistes, *L'intégration européenne et le mouvement ouvrier*, EDI, 1964.

8) Fernando Claudin, *L'eurocommunisme*, Maspero, 1977.

9) Henri Weber, *Le P. C. I. aux sources de l'eurocommunisme*, 10-18, 1976.

10) CEDETIM, *L'expérience portugaise*, Maspero, 1977.

11) James Weinstein, *The Decline of Socialism in America 1912-27*, M. Press, 1967.

- 12) Daniel Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Calmann-Lévy.
- 13) F. Claudin, *La crise du mouvement communiste international*, Maspero.

b - Le courant autogestionnaire et ses critiques; le communisme de gauche

- 1) Claude Berger, *Marx, l'association, l'anti-Lénine*, Payot, 1974.
- 2) Auteurs divers, *Les marxistes contre l'autogestion*, Sélio, 1974.
- 3) Yvon Bourdet, *La délivrance de Prométhée*, Anthropos, 1970.
- 4) Yvon Bourdet, *Pour l'autogestion*, Anthropos, 1973.
- 5) Daniel Guérin, *Pour un marxisme libertaire*, Laffont, 1969.
- 6) Pour le communisme de gauche des années 20 et 30, voir Souyri et Papaioannou, *op. cit.*
- 7) Voir également les travaux concernant l'anarcho-syndicalisme, Sorel, etc.; Michel Charzat, *Georges Sorel et la révolution au XXe siècle*, Hachette, 1977.

82 - Questions générales concernant les modes de production, base et idéologie, etc.

- 1) Robert Fossaert, *La société*, Seuil, 1977.
- 2) Perry Anderson, *Le marxisme occidental*, Maspero, 1977.
- 3) Pierre Souyri, *Le marxisme après Marx*, Flammarion, 1970.
- 4) Kostas Papaioannou, *Marx et les marxistes*, Flammarion, 1970.
- 5) Institut Feltrinelli, *Le marxisme contemporain*, 10-18, 1976.
- 6) A. Pelletier et J. P. Goblot, *Matérialisme historique et histoire des civilisations*, Ed. Sociales, 1969.
- 7) G. Dhoquois, *Pour l'histoire*, Anthropos, 1971.
- 8) F. Jakubowsky, *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, EDI.
- 9) M. Reubel, *Marx critique du marxisme*, Payot, 1974.
- 10) A. Lipietz, *L'espace du capital*, Maspero, 1977.
- 11) Abraham Léon, *La conception matérialiste de la question juive*, EDI, 1968.

- 12) Lewis Mumford, *La cité à travers l'histoire*, Seuil, 1964.
- 13) Lewis Mumford, *Technique et civilisation*, Seuil, 1950.
- 14) Martin Jay, *L'imagination dialectique*, Payot, 1977.
- 15) Beaud, Bellon, François, *Lire le capitalisme*, Anthropos, 1976.

9 - Perspectives

90 - Le débat Nord-Sud

- 1) S. Amin, *CNUCED III, Un Bilan, Bulletin of Peace Proposals*, Oslo, 1972.
- 2) Amin, *UNCTAD IV and the New International Economic Order*, Africa Development, 1974
- 3) Amin, *After Nairobi*, Africa Development, 1976.
- 4) Amin « The New World Economic Order Reactions of the Developed World », in *International Financing of Economic Development*, Belgrade, 1978.
- 5) Amin, « Développement autocentré, autonomie collective et Ordre économique international nouveau », in *L'Occident en désarroi*, Dunod, 1978.
- 6) Cheryl Payer, *The Debt Trap — The IM. F. and the Third World*, M. R. Press, New York, 1974.

91 - Les relations eurafricaines

- 1) S. Amin, *Perspectives de la localisation internationale des activités industrielles, un point de vue afro-arabe*, GRESI, 1976; « L'association eurafricaine, quelques aspects du problème », *Eurafrika*, 1975; « A propos de l'Eurafrique » in *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, 1976
- 2) Kwame Amoa, « Les relations économiques internationales et le problème du sous-développement : la C. E. E. et l'Afrique », in Amoa, Braun, *Echanges internationaux et sous-développement*, Anthropos, 1974.

92 - L'opéraismo

- 1) Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, Bourgeois, 1977.

2) Antonio Negri, *La classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1978.

Ce texte fait référence, explicitement parfois, implicitement plus souvent, à nos thèses, développées dans les ouvrages suivants :

- *Le développement inégal*, Minuit, 1973 (*DI*).
 - *L'impérialisme et le développement inégal*, Minuit, 1976 (*IDI*).
 - *L'échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos, 1973 (*El*).
 - *La loi de la valeur et le matérialisme historique*, Minuit, 1976 (*LV*).
 - *La nation arabe*, Minuit, 1977 (*NA*).
 - *La crise de l'impérialisme*, en collaboration avec Faire, Hussein et Massiah, Minuit, 1976 (*CI*).
 - *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Anthropos, 1976 (*ISD*).
- Pour alléger le texte principal, nous avons omis de renvoyer le lecteur trop fréquemment à ces ouvrages, dont une analyse synoptique des thèses suit :

- 1) Modes de production, formations sociales, base et superstructure, ethnies et nations : *DI* chap. 1.
- 2) Les sociétés précapitalistes et la transition au capitalisme; en général, *DI*, chap. 1; le cas arabe : *NA*; également Présentation, in K. Vergopoulos, *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire*, Maspero, 1976.
- 3) Les lois fondamentales du capitalisme :
 - a) L'accumulation : *DI*, chap. 2, *El* (équilibre en dynamique des départements I et II, salaires et productivité, taux de profit, etc.).
 - b) Les fonctions de la monnaie dans l'accumulation : *DI*, chap. 2; *El*, *LV*, chap. 3.
 - c) Le cycle et la conjoncture : *DI*, chap. 2.
 - d) L'équilibre extérieur : *DI*, chap. 2, *LV*, chap. 3.
- 4) La loi de la valeur :
 - a) Nature, articulation sur la lutte des classes, problèmes de la « transformation » des valeurs en prix : *LV*, chap. 1, 2, an.
 - b) Monnaie, Etat et taux de l'intérêt : *LV*, chap. 3; *El*; *DI*, chap. 2.
 - c) La rente foncière et l'articulation agriculture-industrie : *IDI*, chap. 2;

LV, chap. 4.

d) La rente minière dans le système mondial : *LV*, chap. 6.

e) Le système impérialiste, l'échange inégal, le commerce international et la division internationale inégale du travail : *DI*, chap. 6; *IDI*, chap. 6; *El*; *LV*, chap. 5; *ISD*, intr.

5) La formation du système mondial et l'impérialisme :

a) La constitution historique des formations capitalistes périphériques : *DI*, chap. 5; *ISD*, parties I, II.

b) Les caractères généraux des formations périphériques : *DI*, chap. 4; *IDI*, chap. 7, 9, 10.

c) L'impérialisme; la lutte des classes à l'échelle mondiale; la tendance pro-impérialiste et la tendance anti-impérialiste dans les marxismes : *LV*, concl.; également Présentation, in Beaud, Bellon et François, *Lire le capitalisme*, Anthropos, 1976; « A propos de la critique », *op. cit.*

d) Questions de la libération nationale : *ISD*, partie III, *IDI*, chap. 8.

6) La crise actuelle de l'impérialisme : *CI*; *IDI*, chap. 5; également : *Quale 1984 ?* et divers in bibl. 74-c.

7) Capitalisme et socialisme, U. R. S. S. et Chine; économisme et marxisme : *DI*, chap. 5; *IDI*, chap. 1, 3, 4.

« Arguments »

Samir Amin, classe et nation.

Kostas Axelos, arguments d'une recherche — contribution à la LOGIQUE — HERACLITE ET LA PHILOSOPHIE - HORIZONS DU MONDE — LE JEU DU MONDE — MARX PENSEUR DE LA TECHNIQUE — POUR UNE ÉTHIQUE PROBLÉMATIQUE — VERS LA PENSÉE PLANÉTAIRE.

Georges Bataille, l'ÉROTISME.

Jean Beaufret, dialogue avec Heidegger : I. philosophie grecque II. PHILOSOPHIE MODERNE — III. APPROCHE de HEIDEGGER. Ludwig Binswanger, introduction à l'analyse existentielle.

Maurice Blanchot, Lautréamont et sade.

Pierre Broué, le parti bolchevique — révolution en Allemagne (1917-1923).

Pierre Broué et Emile Témime, la révolution et la guerre d'Espagne.

Edward Hallet Carr, la révolution bolchevique (1917-1923) : I. LA FORMATION DE L'U. R. S. S. — II. L'ORDRE ÉCONOMIQUE — III. LA RUSSIE SOVIÉTIQUE ET LE MONDE.

François Châtelet, la naissance de l'histoire.

Carl von Clausewitz, de la guerre.

Gilles Deleuze, présentation de sacher-masoch. *Le froid et le cruel* avec le texte intégral de *La vénus à la fourrure* — Spinoza et le problème de l'expression.

Wilfrid Desan, l'homme planétaire.

Eugen Fink, le jeu comme symbole du monde — la philosophie DE NIETZSCHE - DE LA PHÉNOMÉNOLOGIE.

Pierre Fougeyrollas, contradiction et totalité.

Joseph Gabel, la fausse conscience. *Essai sur la réification*.

Maria Carmen Gear et Ernesto Cesar Liendo, sémiologie psychanalytique.

Wladimir Granoff, filiations — l'avenir du complexe d'œdipe — LA PENSÉE ET LE FÉMININ.

G. W. F. Hegel, propédeutique philosophique.

Rudolf Hilferding, le capital financier.

Louis Hjelmslev, essais linguistiques — le langage augmenté de *Degrés linguistiques* — prolégomènes a une théorie du langage suivi de *La structure fondamentale du langage*.

Roman Jakobson, essais de linguistique générale : I. les fondations DU LANGAGE - II. RAPPORTS INTERNES ET EXTERNES DU LANGAGE - LANGAGE ENFANTIN ET APHASIE - SIX LEÇONS SUR LE SON ET LE SENS.

Ludovic Janvier, pour samuel beckett.

Karl Jaspers, *Strindberg et Van Gogh* — swedenborg-holderlin, précédé d'une étude de Maurice Blanchot, *La folie par excellence*. Otto Jespersen, la philosophie de la grammaire — la syntaxe ANALYTIQUE.

Flavius Josèphe, la guerre des juifs, précédé par *Du bon usage de la trahison*, par Pierre Vidal-Naquet.

Karl Korsch, maxime et philosophie.

Georges Lapasade, l'entrée dans la vie. *Essai sur l'inachèvement de l'homme*.

Henri Lefebvre, la fin de l'histoire — introduction a la modernité - MÉTAPHILOSOPHIE.

Moshé Lewin, le dernier combat de lénine.

René Lourau, l'analyse institutionnelle — l'Etat-inconscient. Georg Lukacs, histoire et conscience de classe.

Herbert Marcuse, eros et civilisation — *Contribution à Freud* — l'homme

UNIDIMENSIONNEL — VERS LA LIBÉRATION — L'ONTOLOGIE DE HEGEL ET LA THÉORIE DE L'HISTORICITÉ.

Edgar Morin, le cinéma ou l'homme imaginaire.

Bruce Morrisette, les romans de robbe-grillet.

Novalis, l'encyclopédie.

Karl Reinhardt, eschyle-euripide — Sophocle.

Harold Rosenberg, la tradition du nouveau.

Robert Sasso, Georges bataille : le système du non-savoir.

Boris de Schlœzer et Marina Scriabine, problèmes de la musique MODERNE.

Léon Trotsky, DE LA REVOLUTION : COURS NOUVEAU — LA REVOLUTION DEFIGUREE — LA REVOLUTION PERMANENTE — LA REVOLUTION TRAHIE — LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE (1919-1939) — MCMV suivi de *Bilan et perspectives* — LA REVOLUTION ESPAGNOLE (1930-1940)

Karl Wittfogel, LE DESPOTISME ORIENTAL.